

# LA VOIE DU SOCIALISME

## Sommaire :

### Revue N°1 (1987)

- Marxisme et révisionnisme**, par Stéphane BRUEL (p. 2)  
**Le PCF et les ingénieurs**, par Claire PASCAL (p. 6)  
**Crise agraire et rivalité inter-impérialiste**, par Bernard PELTIER (p. 14)  
**A propos de la petite bourgeoisie**, par Claude VIGNON (p. 20)  
Note de lecture : "Etre marxiste aujourd'hui" de P. Tort, par Stéphane BRUEL (p. 27)

### Revue N°2 (1987)

- A propos du mouvement étudiant et lycéen**, par Stéphane BRUEL (p. 30)  
**La "crise" de l'école**, par Claire PASCAL (p. 40)  
**Non aux lois xénophobes**, par Louise LAMBERT (p. 47)  
**Appel** (p. 49)  
Commentaire : **Les positions militaristes et colonialistes du PCF**, par Claude VIGNON (p. 50)  
**Le socialisme, l'Albanie et la France**, par Pierre HASTEL (p. 52)  
**Le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie** (p. 58)  
**Message de la "Voie du Socialisme" au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie** (p. 59)

### Revue N°3 (1988)

- Au lendemain de l'élection présidentielle** (p. 61)  
**La démocratie et la crise**, par Stéphane BRUEL (p. 65)  
**La science enrôlée**, par Claire PASCAL (p. 83)  
**Kanaky : Une guerre qui ne veut pas dire son nom**, par Jean-Louis MAY (p. 96)  
**Les réformes économiques de Gorbatchev en URSS**, par Bernard PELTIER (p. 102)

### Revue N°4 (1990)

- Editorial** (p. 114)  
**La crise à l'Est : quelle victoire pour la bourgeoisie ?**, par Claire PASCAL (p. 118)  
**D'Est en Ouest : la crainte du chaos**, par Stéphane BRUEL (p. 124)  
**Pourquoi l'Anschluss de la RDA est-il possible ?**, par Stéphane BRUEL (p. 133)  
**Un passé auquel souscrire : rôle et méthodes de l'histoire**, par Claire PASCAL (p. 140)  
**L'histoire : un enjeu idéologique et politique**, par Bernard PELTIER (p. 147)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysson à partir des brochures gracieusement fournies par le camarade Patrick Bobulesco — Librairie LE POINT DU JOUR, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris — Métro : Luxembourg — Tél. : +33 (0)1 43 26 20 17.

[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)

## Revue N°1

### **MARXISME ET REVISIONNISME**

*Stéphane BRUEL*

Les obstacles qui se dressent devant l'édification d'un courant marxiste en France sont nombreux. Les raisons de ces difficultés doivent être recherchées dans l'histoire du mouvement communiste français qui, depuis ses origines, souffre de tares si graves qu'il n'a jamais pu résoudre aucune des questions relatives au développement de la révolution en France, qu'elles touchent à l'évolution du capitalisme, aux alliances de classe, à la nature du pouvoir, à la situation internationale, etc. La contribution du mouvement communiste français (MCF) sur chacune de ces questions doit par conséquent être examinée sous un jour critique. Une progression même infime dans cette voie montre que le dogmatisme du MCF n'est qu'une apparence trompeuse. Ce que ce mouvement tenait pour des principes intangibles n'était en fait que sa vision déjà déformée, déjà opportuniste et déjà incroyablement étriquée du marxisme. Si bien que lorsque le révisionnisme a voulu rejeter ce dogmatisme-ci, au nom de l'"adaptation" des principes aux nouvelles réalités, il n'a fait que libérer les vieilles doctrines (proudhonisme, bakouninisme, bernsteinisme, kautskisme) de la gangue "marxiste" dont le MCF les avait enveloppées faute d'avoir su les combattre victorieusement.

La tâche est donc rude : retrouver le sens théorique et politique du marxisme afin de comprendre quel est l'état actuel de la société et du mouvement qui tend à la renverser.

Nous sommes aujourd'hui à un tournant. L'affaiblissement du révisionnisme et le fiasco de la politique réformiste préconisée depuis cinquante ans à travers l'union de la gauche coïncident avec la fin de la brève période de croissance de l'après-guerre.

La soumission politique de la classe ouvrière à la bourgeoisie, phénomène peu apparent lorsque le PCF tenait encore le haut du pavé, est aujourd'hui visible à l'oeil nu. Le PCF lui-même est dans un état de décomposition avancé. Dans la période trouble et tendue où elle est tenaillée par la crise, il semble bien que la bourgeoisie ne recherche pas son salut en mettant en avant les réformistes et les révisionnistes. Les sociaux démocrates, quand ils sont au pouvoir, ont la charge de montrer que le temps des réformes est révolu. Les révisionnistes, qui ne parviennent pas à se démarquer de la social-démocratie, reçoivent ainsi des coups mortels. L'épisode du gouvernement de gauche qu'a connu la France n'est pas isolé. En Espagne, les socialistes poursuivent les mêmes objectifs ; en Italie, la renaissance de la social-démocratie coïncide avec le déclin du puissant parti de Togliatti-Berlinguer.

Les revers que subit le PCF provoque chez lui hésitations, confusions et divisions. Ce parti semble incapable de promouvoir une politique et une pensée originales. Ballotté au gré des événements, il s'ouvre à tous les courants opportunistes, adhère à toutes les modes de la pensée petite-bourgeoise, souvent avec un temps de retard, comme il l'a fait avec l'autogestion, vantée au moment où les Maire, Rocard et Delors creusaient sa tombe.

Comment en est-on arrivé là ?

#### **Le PCF et la démocratie bourgeoise**

Dans les années qui suivirent la création du PCF, le marxisme n'a pu s'imposer face aux courants qui dominaient depuis longtemps le mouvement ouvrier français et qui ne furent pas vraiment liquidés. Certes, les conditions étaient bien différentes que celles que nous connaissons aujourd'hui. Les communistes devaient alors transformer un parti ancien, parlementaire, réformiste, en un parti révolutionnaire de type nouveau. Ils devaient réaliser cette mutation sans couper le parti de ses racines populaires. Cette tâche était des plus ardues. Il fallait garder la confiance qu'avaient placée dans le parti les milliers de travailleurs révoltés par la guerre impérialiste et la politique d'Union sacrée, et attirés par la Révolution d'Octobre. Il fallait garder cette confiance tout en les organisant dans un parti d'un type nouveau. Cette tâche difficile ne pouvait être accomplie qu'en éduquant l'avant-garde de la classe ouvrière, pour la préparer à la lutte révolutionnaire et à l'exercice de la dictature du prolétariat. Elle ne pouvait être réalisée à partir des points de vue troubles, confus, timorés, sur les grandes questions de la révolution, en particulier sur le problème du **pouvoir**.

Malgré sa reconnaissance verbale et éphémère de la dictature du prolétariat, le PCF n'a jamais renié la conception jauresienne des rapports entre le socialisme et la démocratie. D'après Jaurès, le socialisme vient compléter et parachever la démocratie bourgeoise, il est comme le point d'aboutissement d'une démocratie développée jusqu'à la perfection. L'absence de critique des conceptions jauresiennes n'a donc pas permis d'entamer la conviction qu'avaient les communistes français d'évoluer dans une société avancée, moderne, civilisée, jouissant de belles institutions démocratiques qu'il fallait non seulement préserver, mais perfectionner. Pour justifier sa conception opportuniste de la démocratie, le PCF a recouru aux références sur la révolution bourgeoise de 1789, à des fragments de textes de Marx sur l'Allemagne pré-bourgeoise et de Lénine sur la Russie tsariste, où la question démocratique se posait évidemment de manière différente que dans une métropole impérialiste.

Thorez a poussé la confusion jusqu'à définir les communistes avant tout comme des démocrates et à proposer, en 1935, sans que cela ne suscite d'opposition sérieuse, de défendre la démocratie bourgeoise contre le danger fasciste. Cette tactique revenait en fait à affaiblir le combat contre le fascisme, comme le note Enver Hoxha quand il examine les sources de l'eurocommunisme :

"Le PCF ne poussait pas ses actions jusqu'à leur aboutissement, il ne s'organisait pas pour une lutte véritable contre le fascisme et la réaction. La propagande et l'agitation, les manifestations et les grèves, qu'il dirigeait, ne s'inscrivaient pas dans la ligne de la prise du pouvoir des mains de la bourgeoisie" (**L'eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme**, Tirana, 1980, p. 70).

L'apologie de la "démocratie pure", la foi dans les valeurs de la république bourgeoise, l'espoir mis dans les vertus d'un système politique évolué, civilisé et perfectible, devaient conduire le PCF sur la pente du social-chauvinisme. Le chauvinisme est la conséquence naturelle de l'incapacité à concevoir la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire, qui revêt rapidement l'allure d'une pure et simple défense du régime bourgeois. C'est seulement en gardant à l'esprit que la question démocratique n'a jamais été clarifiée dans le PCF qu'on peut comprendre comment pouvaient coexister dans ce parti des positions chauvines et des actions internationalistes. En effet, le parti qui a grossi les rangs des brigades internationales en Espagne, qui a organisé la résistance à l'occupant nazi, fut aussi le parti qui a couvert les massacres de 1945 en Algérie et à Madagascar, le parti dont les ministres ont voté en mars 1947 les crédits militaires qui ont servi à déclencher la guerre d'Indochine, afin de "ne pas rompre la solidarité ministérielle" (déjà !), le parti dont le chef, Maurice Thorez, alors vice-président du Conseil, a signé de sa main les ordres d'opérations militaires destinés au Haut-Commissaire en Indochine.

N'ayant pas compris la véritable nature de la révolution bourgeoise, les dirigeants du PCF ont fait comme si la bourgeoisie avait conservé les vertus démocratiques, voire révolutionnaires de 1789. Au fond, ils ont toujours pensé qu'une fraction de la bourgeoisie, la fraction "démocratique", ou "nationale", et même "progressiste", avait encore un rôle à jouer, en vertu des qualités intrinsèques et éternelles de la démocratie bourgeoise. Ils n'ont pas vu qu'à l'époque de l'impérialisme, le régime capitaliste est en putréfaction et que c'est la tendance à la réaction qui l'emporte.

### **L'hégémonie et le pouvoir**

C'est à travers la question démocratique que le PCF a été amené à concilier socialisme et capitalisme et, par là-même, à consolider les liens idéologiques qu'il avait conservés avec les vieux courants proudhoniens, bernsteiniens, kautskistes, pour finalement accueillir sans retenue leurs variantes modernes. Ce processus ne doit rien au hasard. L'idéologie bourgeoise exerce sa pression la plus forte sur ce point essentiel : la question du pouvoir et du rôle politique de la classe ouvrière. Celle-ci doit-elle s'ériger, comme le voulait Marx, en classe dirigeante, ou bien doit-elle respecter la démocratie bourgeoise et se soumettre à ses lois ? Les opportunistes ont toujours pris pour cible privilégiée un des concepts fondamentaux du marxisme, le rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution. Lénine considérait le rejet de l'idée de l'hégémonie comme "la forme la plus grossière du réformisme" (**Oeuvres**, tome 17, p. 235). C'est à partir de ce refus que se déroule tout le fil de l'opportunisme qui conduit à substituer à la politique ouvrière révolutionnaire une politique ouvrière **libérale**, c'est-à-dire respectueuse des rapports sociaux capitalistes et de leur expression institutionnelle, ce fil qui relie les différentes variantes de l'opportunisme ancien et nouveau.

L'opportunisme peut reconnaître en paroles l'hégémonie tout en vidant ce concept de son contenu révolutionnaire. Ce type de courant admet que la classe ouvrière constitue la principale force de la société et qu'elle doit, de ce fait, conquérir un rôle dirigeant. Mais le rôle économique et social de la classe ouvrière est ici séparé de la conquête révolutionnaire du pouvoir politique. L'expression vulgaire et historique de cet "apolitisme" se trouve chez Otto Bauer. En 1920, ce socialiste autrichien résumait ainsi ce que Lénine a appelé "le fond même des conceptions de l'opportunisme mondial" : "l'emploi de la violence dans la lutte de classe, au sein des démocraties modernes, serait une violence exercée sur les facteurs sociaux de la force" (cf. Lénine, **Oeuvres**, tome 31, p. 236). Bauer désigne par ce dernier terme les caractéristiques qui découlent de la croissance spontanée de la classe ouvrière sous le capitalisme, à savoir le nombre, l'instruction, l'activité, le degré d'organisation et la place dans le processus de la production et de la répartition. Selon Bauer, la lutte de classe menée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'exercice du pouvoir prolétarien, viendrait briser par la violence l'évolution heureuse de ces "facteurs sociaux" qui, à terme, pacifiquement et sans douleurs, aboutirait au socialisme.

Cette théorie, qui est à la base de toutes les variantes de l'opportunisme, nie l'importance du rapport entre le propriétaire des moyens de travail et le producteur qui les met en oeuvre, c'est-à-dire du rapport de propriété. Marx précise sur ce point :

"C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée" (**Le Capital**, Ed. sociales, tome 8, p. 172).

Ce rapport immédiat ne peut être brisé que par la violence : telle est la voie léniniste, qui rattache directement le concept d'hégémonie à la dictature du prolétariat. Marxisme et révisionnisme s'opposent radicalement : pour le premier, la conquête de l'hégémonie passe par l'abolition de la propriété privée qui ne peut elle-même être obtenue qu'une fois conquis le pouvoir politique. C'est seulement après ce "coup de force" que le prolétariat pourra faire valoir son immense génie organisateur et bâtir la société socialiste. Pour le révisionnisme, au contraire, l'hégémonie peut être conquise sous le capitalisme lui-même, sans que le rapport de propriété ne soit aboli : telle est l'idée qui fonde toutes les politiques de conciliation avec la bourgeoisie et son pouvoir d'Etat.

### **Le retour du proudhonisme**

Mais à l'heure où sonne le glas pour le réformisme, la reconnaissance même verbale du rôle dirigeant de la classe ouvrière suscite d'inextricables contradictions. Aussi, toute référence à l'idée d'hégémonie est-elle abandonnée. Ici s'ouvre devant l'opportunisme un vaste champ de références, tant sont nombreuses les théories bourgeoises qui annoncent périodiquement la décomposition de la classe ouvrière sous les coups résultant de la révolution scientifique et technique. Ces courants ont pour base commune le dogme suivant lequel les maux de la société ne proviennent pas de l'appropriation du travail par la classe capitaliste, qui définit la nature des **rapports de production**, mais de la division du travail qui résulte d'un état donné des **forces productives**. Ils en restent au constat que ce travail parcellisé mutilé l'ouvrier, le confine dans des tâches abrutissantes et stupides qui constituent une injure aux idéaux de justice humaine. Cette critique superficielle de la division du travail, propre au proudhonisme, reste à l'intérieur des rapports de production sans les atteindre. Elle présente deux côtés, l'un pessimiste, l'autre optimiste. Sur le premier versant, on rencontre un Gorz ou un Touraine qui annoncent la fin du prolétariat, la disparition d'une classe ouvrière laminée par le progrès technique. De l'autre côté résonnent les sermons optimistes des épigones de Proudhon, pour qui le machinisme, malgré ses mauvais côtés, recèle de merveilleuses potentialités.

Le proudhonisme ne s'élève pas au-dessus de l'horizon bourgeois. Proudhon divinise les catégories qui expriment les rapports bourgeois et sa pensée travaille à l'aide de ces catégories ainsi éternisées. Son but, qui reflète l'idéal petit-bourgeois, est de rendre cohérent, rationnel, équilibré ce monde abstrait des catégories en oubliant les contradictions de la vie réelle et leurs mouvements concrets. Marx voyait dans les "rotations dialectiques" du cerveau de Proudhon la méthode de pensée typique de la petite bourgeoisie, "éblouie par la magnificence de la haute bourgeoisie et qui sympathise aux douleurs du

peuple". Proudhon est l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie, qui est "à la fois bourgeois et peuple" :

"Réellement, il fait ce que font tous les bons bourgeois. Tous, ils vous disent que la concurrence, le monopole, etc., en principe, c'est-à-dire pris comme pensées abstraites, sont les seuls fondements de la vie, mais qu'ils laissent beaucoup à désirer dans la pratique. Tous ils veulent la concurrence sans les conséquences funestes de la concurrence. **Tous ils veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions.** Tous ils ne comprennent pas que la forme bourgeoise de la production est une forme historique et transitoire, tout aussi bien que l'était la forme féodale. Cette erreur vient de ce que, pour eux, l'homme-bourgeois est la seule base possible de toute société, de ce qu'ils ne se figurent pas un état de société dans lequel l'homme aurait cessé d'être bourgeois" (K. Marx, lettre à Annenkov, 28 décembre 1846, **Correspondance Marx-Engels**, tome 1, Ed. sociales, p. 456. C'est nous qui soulignons.)

Un vieux courant, quand il refait surface, perd souvent son côté raffiné et complexe. La dialectique artificielle et mystique de Proudhon, qui pouvait passer pour de la théorie, disparaît, au profit d'une grossière apologie des valeurs bourgeoises. Un Herzog ne s'embarrasse guère de l'idéal de justice propre au proudhonisme. L'idéal des nouveaux comptables du PCF traîne dans tous les manuels de gestion. Ce qu'ils veulent, c'est que le patron utilise efficacement et rationnellement son capital, et ils s'imaginent être indispensables pour lui expliquer comment faire (cf. "Herzog ressuscite Proudhon", **La Voie du Socialisme, n° 11**).

Le marxisme en France ne s'est donc jamais débarrassé des préjugés caractéristiques du socialisme petit-bourgeois. Thorez et son entourage manifestaient plus que du respect pour la république bourgeoise : de l'admiration. Leur conviction que la démocratie bourgeoise, loin d'avoir fait son temps, avait encore, par ses vertus, de grands services à rendre, les a imprégnés de ce "sens de l'Etat" dont de Gaulle les créditaient. Toute l'histoire du MCF est marquée tout d'abord par cette incertitude : faut-il ou non défendre la démocratie bourgeoise ? puis par la réponse affirmative apportée dès 1935. Cette réponse devait amener Thorez, dix ans plus tard, à rejeter explicitement la voie de la Révolution d'Octobre. C'était capituler devant les pressions de la bourgeoisie, pour qui toute critique de la démocratie bourgeoise est synonyme d'attaque des "libertés". Le PCF n'a jamais pu sortir de ce piège. C'est cette même pression qui pousse les opportunistes à interpréter tout acte contraire aux libertés en régime capitaliste comme une violation de la démocratie bourgeoise, et non comme une émanation de ses lois propres (cf. la thèse de la fascisation). Cette conception petite-bourgeoise de la démocratie a entraîné de graves conséquences théoriques et pratiques. C'est à cause d'elle que le PCF a très tôt conçu la politique sous un angle bourgeois. En fin de compte, depuis le congrès de Tours, le PCF a maintenu sa stratégie politique à l'intérieur des limites assignées par la bourgeoisie. Il n'a pu s'élever au-dessus de "l'horizon bourgeois". Dès que ces limites sont acceptées, l'action révolutionnaire, qu'on le veuille ou non, est repoussée au profit d'un évolutionnisme qui va de Proudhon à Marchais en passant par Bernstein, Bauer, etc. Les conséquences de ce reniement des idéaux révolutionnaires se lisent aujourd'hui dans l'incapacité des partis révisionnistes à élaborer une stratégie de prise du pouvoir. Dans les pays qui furent le berceau de l'eurocommunisme, ces partis estiment n'être que des forces constructives, à même de définir ce qui peut améliorer le système bourgeois et le sortir de la crise.

Dans ces conditions, pour ces partis, poser une question telle que : "qu'est-ce qu'être marxiste aujourd'hui ?" relève de la plus grande démagogie ou d'une naïveté sans bornes. Selon une formule d'Engels, le marxisme est "la généralisation théorique des conditions de la libération du prolétariat". Cela signifie, entre autres, que le marxisme cherche à interpréter les contradictions de la vie réelle et de l'histoire vivante du capitalisme, non pas pour les atténuer, pour en découvrir une solution heureuse, pacifique et réconciliatrice, mais uniquement parce qu'il voit en elles le mouvement qui abolit l'état actuel de la société, qui pousse le capitalisme vers sa destruction et son remplacement par un mode de production supérieur, le socialisme, en tant que première phase du communisme. La formule d'Engels a le mérite de souligner l'essence **politique** de l'unité théorie-pratique. Le prolétariat ne peut prendre conscience de sa mission historique que s'il comprend par quelles voies nécessaires il supprimera sa condition d'esclave salarié, que s'il comprend que sa lutte doit englober toutes les questions relatives à l'évolution de la société. Un courant authentiquement marxiste se doit donc de prendre en charge l'ensemble de ces questions.

## LE PCF ET LES INGENIEURS

*Claire Pascal*

L'échec avoué de la politique d'alliance entre le PCF, qui se dit représenter le monde ouvrier, et le PS, censé exprimer les intérêts des nouvelles couches salariées, pouvait conduire le premier à redéfinir cette politique. Mais une telle autocritique, sans doute trop radicale, n'est pas à l'ordre du jour. Brecht faisait dire à un dictateur victime de la révolte populaire : "Qu'on change de peuple !". Le PCF, lui, veut "changer de classe ouvrière". C'est ce qu'il nous explique dans un dossier consacré au nouveau rôle des ingénieurs. Avec les ingénieurs, le PCF croit enfin tenir la force sociale révolutionnaire qui rend inutile la révolution.

L'objectif principal du dossier "**Ingénieurs et entreprise**" (*Société française*, n° 14, 1985) est en effet de prouver que les thèses marxistes sur le développement scientifique et technique en régime capitaliste et ses conséquences sur le travail d'une part, et sur le rôle et la place des classes moyennes d'autre part, ne sont que vieilleries dépassées (mais qu'il faut semble-t-il combattre encore), balayées par les effets révolutionnaires des nouvelles technologies.

Non pas tant nouveaux Candide fascinés par "l'irruption" de ces nouvelles technologies qu'opportunistes d'un cynisme rare, les auteurs présentent les idées suivantes :

"Une analyse concrète de cette nouvelle configuration des forces productives montre l'urgence **de la révision de certains concepts marxistes**, [car...] la démarche révolutionnaire et la rénovation du marxisme passent par une confrontation avec cette réalité nouvelle qui se construit tous les jours dans la crise et dans ces mutations ultra-rapides des forces productives".

Cette réalité nouvelle, c'est "**la part croissante de savoirs intégrés dans les machines et les produits ou mobilisés dans le travail** (...) ce qui est en question aujourd'hui n'est autre que la maîtrise et l'intervention des hommes sur les savoirs, la production et leurs finalités, en dehors desquelles aucune issue à la crise n'est envisageable."

C'est pourquoi "**les ingénieurs sont au centre de ce processus** (...) l'augmentation numérique n'est pas la seule mesure des bouleversements. C'est le contenu même du travail de l'ingénieur, sa place dans la production qui bouge et le met au coeur de la bataille pour la maîtrise sociale des nouvelles technologies".

C'est pourquoi également "**la vieille notion "d'alliance" n'est plus suffisante** qui représente l'ingénieur entre le patronat d'un côté, le travail et les luttes ouvrières de l'autre" : car ce qui est devenu essentiel, "c'est la possibilité concrètement ouverte, **pour une classe ouvrière redéfinie**, de peser activement dans le secteur d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des hommes. Les prémisses d'une telle dynamique ont surgi dans la dernière période avec le développement des luttes dans les entreprises ou les branches occupant nombre d'ingénieurs et une combativité de "forteresses ouvrières", ainsi que des **formes spectaculaires d'engagement individuel (parfois militant) de quelques ingénieurs**".

C'est donc en s'appuyant sur des "analyses concrètes" que les auteurs justifient leur ralliement aux théories technocratiques. Se gargarisant du vocabulaire à la fois apolitique et pseudo-technique en vogue, ils réaffirment, à la suite d'une pléiade déjà ancienne de théoriciens réactionnaires, la nécessaire arrivée au pouvoir des techniciens : ces derniers posséderaient en effet le savoir technique qui permet de régler l'organisation et l'orientation de la production sans détenir le capital ni diriger l'entreprise et qui permet également de diriger l'économie au niveau de l'Etat sans avoir à passer par la prise du pouvoir politique. Dans cette lignée, les théoriciens du PC réaffirment donc l'incapacité du prolétariat à devenir la classe dirigeante, objectif désormais sans fondement, et maintiennent du même coup leur programme autogestionnaire, que la "massification" des emplois d'ingénieurs et techniciens rendrait plus réaliste.

C'est sans pudeur qu'ils peuvent ironiser sur les sociologues et économistes imbéciles, "qui ne voient dans ces mutations qu'un prétexte à licenciements, à suppression de droits des travailleurs, bref à combattre la classe ouvrière".

## La "marginalisation" de la classe ouvrière ?

**Cette classe ouvrière**, un premier article vise à en démontrer "à moyen terme la marginalisation matérielle (et pas seulement politique) [sic !], si l'on en reste aux limites de sa définition classique".

Le PCF prend ainsi acte de son propre échec, en reconnaissant que la marginalisation politique de la classe ouvrière a **précédé** sa marginalisation matérielle ("matérielle" et "quantitative" étant habilement confondues), et donc que la puissance politique ne dépend pas d'un rapport de force défini par un rapport de nombre, thèse qui a justifié pourtant bien des trahisons, et qui voudrait re-servir pour expliquer le nouveau rôle de l'ingénieur.

Car ce que les auteurs appellent la marginalisation matérielle ne provient pas, selon eux, des milliers de licenciements provoqués par le renforcement de l'automatisation, la faillite des entreprises ou la délocalisation de leur production... Non, cette marginalisation est présentée comme le résultat d'une "**substitution relative**" ouvriers/ingénieurs, cadres et techniciens, substitution due au renforcement des activités de recherche-développement et de gestion de la production, résultat pêle-mêle d'un "mouvement de fond", de la "crise" et de l'automatisation.

Mais puisque les auteurs aiment les chiffres, regardons-les de plus près. Si on en reste à leurs données, ces ouvriers atteints du syndrome de la marginalisation représentent encore 64,3 % des emplois dans les industries manufacturières et ces "I.C.T." (ingénieurs, cadres et techniciens) atteignent la masse imposante de 17,6 % ! Certes, on ne tient pas compte des bureaux d'études et autres sociétés d'ingénierie, mais les auteurs ont eux oublié les ouvriers qui ont disparu dans la colonne "services", comme ils ont oublié la croissance nettement plus visible des employés. Quant au mouvement de fond, si la part relative des ouvriers a effectivement diminué depuis les années 60, elle est à peu près la même en 1982 qu'en 1954 (35 %), alors qu'en absolu leur nombre ne cesse d'augmenter (de 6 500 000 en 1954 à environ 8 300 000 en 1982) ; et si le nombre d'ingénieurs et techniciens croît globalement, c'est à un rythme infiniment moins spectaculaire que dans les années 50, et toujours très différencié d'un secteur à l'autre. Les chiffres plus récents sur la population active occupée enregistrent une diminution du nombre des ouvriers, continue depuis 1982 pour les hommes, avec une reprise en 1985 pour les femmes. Encore faut-il préciser qu'il s'agit de la nouvelle nomenclature des catégories socio-professionnelles, établie en 1982 par l'INSEE. Par cette "simple rénovation" méthodologique, la part des "ouvriers" passe de 35,1 % (ancienne nomenclature) à 32,9 % (nouvelle nomenclature) : celle des "employés" de 19,9 % à 26,6 % ; les contremaîtres, agents de maîtrise et techniciens sont classés dans une 3<sup>ème</sup> catégorie, celle des "professions intermédiaires"... Quant aux employés, le fantomatique et tentaculaire "tertiaire", ils comprennent certes les personnels administratifs, mais aussi le personnel du secteur des transports, et ceux des services aux entreprises ou aux personnes, services qui sont très souvent des activités "extériorisées" (nettoyage, entretien, activités très spécialisées, etc.), dans des sociétés réputées pour leur sens aigu de la productivité et de l'exploitation de la main d'oeuvre.

## L'ingénieur, "nouveau producteur" ?

On ne voit donc toujours pas pourquoi la révision de concepts marxistes s'impose et on ne saura jamais vraiment de quels concepts les auteurs veulent parler. Ils n'ont pas de tels embarras, non plus que la prudence minimale consistant à définir les catégories socio-professionnelles dont ils parlent.

Alors que l'on a tant glosé sur l'éclatement de la classe ouvrière, eux n'hésitent pas à mêler dans une catégorie unique des catégories connues pour leurs antagonismes — cadres, ingénieurs et techniciens —, en y amalgamant, qui plus est, aussi bien ceux des services que de la production ! Et s'ils reconnaissent que le phénomène de leur accroissement reste l'apanage des secteurs dits à technologies avancées, ils prétendent que ce phénomène est en cours de généralisation, selon le très peu marxiste, sinon économique, principe de la tâche d'huile... et en contradiction totale avec le fait que 47 % des diplômés des écoles d'ingénieurs n'exercent pas cette fonction.

En quoi consistent ces mutations qui provoqueraient l'accroissement du nombre des emplois supérieurs : il s'agit de l'accroissement de "la recherche et du développement, les bureaux d'études, la production directe de logiciels, le développement, la mise en marche, l'amélioration et le suivi d'installations automatisées, l'adaptation du produit au client, l'incorporation de plus en plus systématique du travail strictement intellectuel au produit".

En fait, rien de bien nouveau reconnaissent eux-mêmes les auteurs, sinon leur propre utilisation du langage pour le moins opaque des organigrammes ou des revues réservées aux "managers". Et qui signifie concrètement : d'une part, renforcement de l'utilisation du travail scientifique et technique au service du capital, d'autre part, mise en application de l'intensification du travail, tant dans la production directe que dans les bureaux d'études.

Les auteurs, sentant confusément la fragilité de leur démonstration, sortent un dernier argument : **le milieu des ingénieurs s'est quasi génétiquement amélioré**. Notre "nouveau producteur" (nouveau parce qu'avant il ne produisait pas, ou parce qu'il est le dernier à produire ?) attire en effet d'autant plus la sympathie du PC que son origine sociale s'est modifiée : plus d'enfants d'ouvriers, plus de sortis du rang, n'est-ce pas une garantie solide contre le risque "d'alliance" avec le patronat ?

Ainsi, grâce à la massification des ingénieurs et techniciens, objectivité statistique oblige, la classe ouvrière n'existerait plus qu'à l'état de minorité en voie de disparition, et la lutte des classes ne serait **objectivement** plus qu'un mauvais souvenir.

### "L'autonomie du savoir technicien"

Délibérément enfermés dans les murs de l'entreprise (à vrai dire d'un réalisme douteux), les auteurs présentent le savoir des ingénieurs et des techniciens comme la source du véritable pouvoir économique. Dans ce but, l'article "**Industrie électronique : le savoir et le chronomètre**" de Patrick O'Hara constitue une double apologie : apologie du mode de développement scientifique et technique en système capitaliste d'une part, apologie du travail lié à l'électronique, et aux "nouvelles technologies" en général, d'autre part.

La première partie n'est qu'un long attendrissement sur l'anarchie des débuts de l'industrie électronique aux Etats-Unis puis sur le rôle de l'Etat dans l'orientation des productions.

On passe sans réelle explication de la thèse selon laquelle "la concurrence continue sur le terrain de l'innovation technologique est (...) une règle fondamentale de la dynamique de cette branche industrielle. Ces innovations permettent en effet soit de baisser les prix, soit d'améliorer les performances ou services rendus par le produit, soit de créer de nouveaux produits, de nouveaux services donc de nouveaux marchés et le plus souvent tout à la fois !" ... à l'élaboration "d'une véritable politique industrielle" de la part de l'Etat fédéral : ce tournant essentiel propre aux industries stratégiques qui vont se développer avant la Deuxième Guerre mondiale n'est signalé qu'à titre d'anecdote. L'interventionnisme de l'Etat US constitue pourtant un scoop : et si le libéralisme américain n'était pas ce que nos penseurs du PCF croient ? Cet art de combiner "un peu de libéralisme, une injonction massive de crédits publics et un interventionnisme administratif allant de l'orientation des recherches à la fixation des capacités de production", n'est-ce pas la recette idéale que même Herzog ne saurait nous concocter ?

Jamais O'Hara ne définit précisément ce fameux secteur de l'électronique, qui va de l'informatique à l'électroménager en passant par l'électronique militaire. Aussi flou sur le contenu que sur les durées, il n'hésite pas à dater du début du XX<sup>ème</sup> siècle les fameuses mutations technologiques, qualifiées pourtant ailleurs d'"ultra-rapides" et de "en cours", ou le développement des laboratoires de recherche en entreprise. Ce point commun des industries stratégiques (d'autres diront de pointe) — énergie, matières premières, chimie, transports, communications — est inséparable du mouvement de militarisation des économies, via la prise de contrôle, totale ou partielle, par les Etats. Enfermé dans cette fuite en avant où "le progrès" prime sur "l'application", O'Hara n'hésite pas non plus à vouloir nous faire avaler la couleuvre des retombées civiles, tout en signalant que les trois-quarts des biens d'équipements électroniques américains sont utilisés par la Défense et la NASA.

On serait tenté de mettre en doute le pouvoir des ingénieurs : tout ce savoir, affirmé ailleurs comme "incontrôlable", mis au service de l'impérialisme US, n'est-ce pas contradictoire ? Et bien non, répondent les penseurs révisionnistes, parce que le capital a été **obligé** de les employer et que les ingénieurs n'ont volontairement pas mis tout leur savoir à sa disposition !

Ce qu'ils prônent (voir également les propos tenus dans la revue **Avancées** sur les cadres soviétiques qui "**luttent courageusement**" contre le centralisme d'Etat), c'est la reconnaissance du rôle du savoir technique et scientifique : à la fois en tant que seul savoir efficace et en tant que pouvoir autonome

(car salarié mais intellectuellement incontrôlable), sa valorisation au sein de l'entreprise permettrait au capital d'améliorer ses profits et donc de sortir de la crise.

Pour ces représentants du PC, le propre du salarié n'est en effet pas tant d'être exploité, mais de l'être plus ou moins bien dans le sens des intérêts de son patron. **C'est dans ce sens que le "nouveau producteur" et le "marxiste rénové" se confondent parfaitement.** C'est dans ce sens que l'image des ingénieurs et techniciens qui est ainsi fabriquée justifie le soutien que le PCF veut apporter à la gestion du capital.

L'impasse est faite désormais sur la thèse antérieure, selon laquelle le système capitaliste freine et même empêche le progrès scientifique et technique. L'"analyse concrète" ayant permis de constater que quelques progrès avaient été réalisés, le PCF reprend à son compte l'hymne des mutations technologiques et prône d'en accentuer les effets pour l'utilisation plus intelligente du savoir technicien.

Car l'ingénieur, c'est "celui qui sait et qui produit", par opposition à l'ouvrier "qui ne sait pas ce que de toutes façons il ne fait plus".

\* **L'ingénieur** selon les auteurs **existe en tant que tel** en dehors de tout rapport et de tout système de production. Bien qu'issu d'une école gérée à la fois par l'Etat et le capital, O'Hara estime que ce dernier n'achète pas sa force de travail mais plutôt **qu'"il ne peut en éviter l'embauche (...)** il fait — avec succès [!] — de gros efforts pour s'attacher idéologiquement et socialement les ingénieurs".

\* L'ingénieur **possède son savoir et n'en vend que ce qu'il veut bien** : c'est sans doute parce que le patron n'applique pas les lois Auroux et les cercles de qualité que les ingénieurs favorisent par **leur seul travail** le renforcement de l'automatisation, ou la production d'armes !

\* De plus, toujours d'après le PC, le capital ne peut pas totalement contrôler la recherche et le développement : "Les chemins de la domination sont de plus en plus difficiles à contrôler lorsque les concepteurs de machines, de réseaux, d'automates sont aussi leurs utilisateurs, lorsque la technique devient si complexe qu'elle limite le 'droit de regard' et donc, de fait, le droit de décider de tout des directions et du capital".

Et voilà comment le PC voudrait résoudre l'épineux problème de la propriété privée de moyens de production : ne croyez pas que vous possédez une voiture ou un aspirateur si vous n'êtes pas capable de comprendre intégralement leur mécanisme, voire de les concevoir ! (Vous n'êtes pas non plus en position de les critiquer, de les mettre au rebut ni d'en changer.)

\* Une telle "théorie" s'appuie sur la conception, comme sur la réalité quotidienne, de la division du travail développée par le capital : d'une part le travail direct, amalgamé au travail de la matière, au travail ne nécessitant pas de savoirs ; d'autre part, le travail intellectuel, celui qui traite de l'immatériel, celui qui mobilise des savoirs. D'un côté, le travail facilement mécanisable, "qui favorise le contrôle et l'écrasement du producteur par la machine, par le capital qui l'emploie" ; de l'autre, "la mise en oeuvre de savoirs développés, d'une culture technique et sociale, de communication, de coopération" suscitée par les industries à impératif technologique. "La force de travail de ce producteur d'un type nouveau, c'est essentiellement son aptitude à coopérer, sa force de savoir, son aptitude à recevoir intelligemment des informations ou de la formation — sa culture technique...".

On comprend que le "parti des travailleurs" ne fasse plus sienne la cause des ouvriers et de la lutte de classe ! Si l'on se limite à un seul point, celui de la coopération, on constate que ce passage de la coopération objective à la coopération subjective est celui prôné par les partisans des cercles de qualité. La publicité qui leur a été faite, à laquelle ont activement participé le PCF et la CGT, s'appuie sur l'argument selon lequel le **cercle de qualité s'oppose au taylorisme.** Or cet argument est combattu par les promoteurs de cette innovation sociale en France : loin de combattre ou d'atténuer le taylorisme, le cercle de qualité se situe dans sa logique même, puisqu'il constitue l'instrument permettant de l'appliquer encore mieux, en combattant la stratégie de conservation des savoirs ouvriers.

\* Ces savoirs développés seraient moins exploitables parce que **"la distinction entre travail mort et travail vivant n'est plus du tout aussi nette qu'avant"**. Quand on arrive à dire le contraire de ce que

l'on veut prouver, on se méfie de "l'analyse concrète" : quelques lignes plus haut, l'auteur faisait remarquer que ce fameux nouveau producteur est inséré dans **"toute une machinerie de l'information"**. De fait et plus que jamais, en partie grâce à l'électronique, non seulement la machine se substitue à l'homme, mais encore elle détermine les méthodes, les rythmes et l'intensité du travail à un degré jamais connu ; dans les ateliers de production comme dans les bureaux d'études occupés par les "concepteurs", la part du travail mort tend à augmenter toujours plus. L'incorporation du savoir dans la machine ne se limite plus aux gestes visant la transformation de la matière, au travail d'exécution ; le travail dit de conception est lui-même de plus en plus enfermé dans des systèmes automatisés qui structurent son déroulement et son contenu.

Dans ces conditions, on se demande comment O'Hara peut en arriver à la conclusion que le capital accumule sur les hommes, "et non plus sur les machines, [ce qui] est fondamentalement impossible pour le capital dans la durée alors que c'est de plus en plus nécessaire dans la production". Après avoir fait le bilan, plus que rapide, des milliers d'emplois supprimés pour cause d'automatisation, des centaines d'ingénieurs et techniciens "remerciés" pour cause d'obsolescence, l'arithmétique est pour le moins curieuse.

Notre auteur cherche enfin à prouver que, contrairement aux effets antérieurs du machinisme et de la grande industrie capitaliste, les nouvelles technologies n'entraîneraient pas de déqualification : "transparaissent les besoins inexorablement croissants d'une main d'oeuvre très qualifiée, possédant une large culture technique et scientifique [car] les tâches strictement intellectuelles sont désormais l'essentiel du travail consommé pour produire, le travail direct de production devenant peu à peu négligeable..."

Ces affirmations hâtives montrent qu'O'Hara ignore l'ensemble des études concernant les conséquences des nouvelles technologies sur les qualifications : la plupart d'entre elles n'osent apporter de conclusions sur la question, les plus affirmatives arrivant au constat contraire. En effet, le fait que les entreprises trouvent sur le marché du travail une main d'oeuvre plus formée ne signifie nullement qu'elles aient besoin de cette main d'oeuvre ni qu'elles lui assurent une **qualification** plus élevée. Il semblerait que ce type de main d'oeuvre soit plus malléable, plus polyvalente, et c'est sans doute ce que le mot "culture technique" laisse entendre <sup>1</sup>. Quant au "travail direct de production", il y a longtemps qu'il a été largement éliminé, la relation directe avec les machines ayant remplacé la relation avec la matière bien avant l'apparition des technologies de pointe auxquelles se limite la réflexion de l'auteur.

Toujours selon ces experts, ce travail intellectuel ne souffrirait ni la division du travail, ni le chronomètre. Sur le premier point, on ne voit alors pas pourquoi il devrait être apte à coopérer, et chacun sait que ces professions font au contraire l'objet d'une spécialisation extrêmement poussée. Quant au contrôle du chronomètre, c'est vraiment trop d'ignorance : quels qu'en soient les effets pervers sur l'efficacité réelle, les ingénieurs et techniciens sont soumis au contrôle des temps, chacune de leurs tâches faisant même l'objet d'un contrôle financier.

A l'inverse, les aléas restent monnaie courante dans la production, tout automatisée et taylorisée qu'elle soit ! C'est précisément pour lutter contre ces dysfonctionnements que l'on embauche des "nouveaux producteurs", qu'on électronise et qu'on crée des cercles de qualité, mais cela n'est pas parvenu aux oreilles de nos passionnés du concret !

Ne concluent-ils pas eux-mêmes en signalant que "le capital... met en place des moyens d'évaluation et de contrôle du "travail technologique" [?] et qu'il prolétarise ce travail ?

C'est en partant de cette observation, a priori contraire à l'idée de l'autonomie du savoir technicien, que **Jean Lojkin** arrive... aux mêmes conclusions.

Au colloque organisé en novembre 1982 par le PCF **"La technologie pour quoi faire ?"**, cet autre expert affirmait en effet : "L'hypothèse d'une surqualification des cadres de la direction bute sur la réalité de la division taylorienne des fonctions d'encadrement dans la grande entreprise (...). Bien des études sociologiques montrent la persistance, voire l'aggravation de la division taylorienne du travail dans les emplois de service, y compris ceux qui sont **les plus riches en travail intellectuel**". Il cite des chercheurs américains qui soulignent "les tentatives (...) pour parcelliser et intensifier le travail

universitaire au même titre que le travail d'ingénieur à l'occasion de la mise en place de la CAO : les déqualifieurs sont eux-mêmes déqualifiés". Ceci ne l'empêchera pas plus loin dans sa communication d'approuver les objectifs avoués de l'automatisation : flexibilité, fiabilité, qualité des produit, et d'affirmer : "L'élaboration d'une véritable alternative au taylorisme dépendra finalement de la capacité du mouvement ouvrier et des forces sociales luttant pour le socialisme à s'emparer de ces problèmes nouveaux de gestion économique et d'organisation du travail. (...) Si par contre la lutte des travailleurs se réduisait à la résistance contre l'intensification du travail (...) et donc au seul rapport entre salaires et plus-values, elle laisserait complètement de côté l'usage fait par les capitalistes de la plus-value produite, autrement dit les investissements (...). Le mouvement ouvrier peut-il non plus seulement "résister" mais proposer et changer l'usage de l'automatisation en gérant autrement ? Ce serait peut-être alors donner son véritable sens au mot autogestion."

### **Du bon usage de la "révolution"**

Que peut-on tirer de ce fatras, bourré d'imprécisions, d'erreurs et de contradictions, qualifié d'analyses concrètes par les auteurs ? Fondamentalement, que tout concept politique et idéologique est proscrit chez les experts du PCF quand il s'agit de faire l'analyse d'un secteur industriel.

Polarisés sur cette fuite en avant qualifiée de progrès, cherchant à tout prix des mutations pour cautionner leur propre revirement, les auteurs négligent les conditions de ce développement, les déséquilibres qui le provoquent, et ceux qu'il entraîne, sauf à parler ici et là de la "crise", mais comme d'une pollution extérieure. Hors d'une certaine idée de l'entreprise, le militant révisionniste se sent perdu, à moins qu'on ne le lance sur la "compétitivité nationale", mais pour ce qui est du "produisons français" en électronique, nul n'y retrouverait son composant ! Son problème, c'est que la démonstration sur le "nouveau producteur" et la "nouvelle configuration des forces productives" n'est pas faite. Attaché à nier la validité des analyses marxistes et la réalité de ce qu'il arrive malgré lui à percevoir, il tourne en rond, son ignorance n'ayant d'égale que son mépris pour la classe ouvrière.

Si l'on comprend pour quels objectifs les experts du PCF se gargarisent de "révolution informationnelle", de "société immatérielle" et autre "intellectualisation du travail", on reste perplexe quant aux contenus de ces notions.

Les économistes bourgeois, auteurs de ces concepts à succès, restent en la matière la meilleure source d'informations et d'éclaircissement sur les méthodes d'analyse révisionnistes.

C'est ainsi que le département des Etudes du Crédit National a réalisé en mai 1985 une étude sur "L'évolution de la nature de l'investissement", synthétisée dans un article de la revue **Futuribles** (n° 101, juillet-août 1986), sous le titre "**L'investissement intellectuel**". On est ici loin de toute préoccupation de révision des concepts marxistes.

"Dans un contexte de mutations technologiques rapides, l'exigence de compétitivité incite les entreprises à incorporer une part croissante d'intelligence dans leurs produits, en réduisant celle de la matière elle-même. **Aussi n'est-il plus possible de s'en tenir au concept traditionnel d'investissement physique qui ne reflète que très imparfaitement l'effort global des industriels.** C'est pourquoi il convient de mieux appréhender **l'investissement immatériel**, appelé également **investissement intellectuel** (pour mieux marquer l'importance de la matière grise) qui joue un rôle de plus en plus décisif dans la modernisation de l'économie. Bien qu'il n'existe pas de définition stricte de ce type d'investissement, il est possible d'adopter celle qu'en a retenue le Commissariat général du Plan : "dépenses comptabilisées en exploitation mais agissant en investissement". Ces dépenses stratégiques peuvent aussi bien concerner la recherche que le marketing, la formation professionnelle que l'informatisation par exemple. Un souci d'exhaustivité pourrait conduire à y inclure également les dépenses d'organisation du travail ou de conseil extérieur, ou même de communication."

De même qu'une publicité nous conseille de changer de lunettes pour changer de vie, il a suffi que des économistes bourgeois "s'aperçoivent" que leurs sacro-saintes colonnes comptables étaient de pures abstractions, qu'une société quelle qu'elle soit a pour but fondamental de vendre, et donc doit se donner les moyens de vendre, ou encore que le salariat pour être source de productivité accrue exige un appareil d'organisation et de surveillance particulièrement lourd, afin que soit au mieux exploitée "la ressource humaine",... pour que ce soit La Révolution ! Révolution qui ne serait restée qu'une

révolution de palais plutôt comique si le PCF n'en avait fait l'instrument de son discours idéologique. Pour être exact, il faudrait dire de ses discours, car chaque expert du PCF s'est emparé à sa façon de ces nouvelles grandes idées et le moins qu'on puisse dire, c'est que l'unité de vocabulaire ne fait pas l'unité théorique !

Pourtant, ils retombent tous d'accord pour le bouquet final : la boucle est ainsi fermée, puisqu'ayant trouvé les justifications économiques à l'abandon de la lutte des classes, ils ne se servent en fait de ces idées que pour tenter de rendre évidente la nécessité co-gestionnaire. Dans leurs débats sur la révolution informationnelle, le dialogue de sourds s'arrête aux conclusions. Ainsi chacun des intervenants dans le débat des "Journées d'études de juin 1986" <sup>2</sup> : Pelachaud, Aufort, Kahane, Boccara, donne à cette révolution un contenu différent. Intellectualisation de la production par l'imbrication des activités de recherche et de services avec les activités de production pour Pelachaud ; rupture entre entreprise qui fait des profits et accumule du capital et nouvelles entreprises qui fournissent des services et accumulent des savoirs et des informations pour Aufort ; nouvelle contradiction pour le système capitaliste car "la forme de l'exploitation est remise en cause avec la nature même de l'objet à exploiter [?]" pour Méot ; Kahane et Lojkine soupirent amèrement car les critères de gestion actuels freinent "une société informationnelle où l'information serait librement répartie et partagée" ; enfin pour Boccara, la révolution informationnelle, c'est le passage des fonctions du cerveau (et non plus seulement de la main) aux moyens matériels dans la production.

Mais de tout ceci ressort toujours le mot d'ordre de la nécessité de la participation à la direction des entreprises : pour la démocratisation de l'information, c'est-à-dire de son accès et de sa production ; par la reconnaissance de la créativité et de la responsabilité des hommes dans l'entreprise. L'enjeu est bien **"la suppression du monopole de classe des fonctions de direction tout particulièrement dans la production matérielle"** — dixit in fine Boccara ! — après avoir découvert que **"l'information n'était pas fondamentalement un produit marchand, (...)** et que son monopole devient de plus en plus intolérable, car toute l'humanité en est bridée dans son développement". On croit rêver en lisant de telles envolées, où "l'information existe en soi", "où l'on donne l'information sans la perdre"... C'est le même sophisme qui veut que le savoir des ingénieurs et des intellectuels existe en soi et qu'il soit en soi révolutionnaire. Mais dans ce domaine de la production d'informations, pourquoi l'informatique et l'audiovisuel feraient-ils mieux que le livre ? Si ce sont potentiellement des instruments de libération, si tant est que le contenu élève réellement les connaissances et que le produit parvienne aux masses, ils n'en suppriment pas pour autant la nécessité de la prise du pouvoir et de la révolution et cette nécessité s'impose d'autant plus de nos jours que l'information n'est produite massivement, dans son contenu et ses supports, **que parce qu'elle** est marchandise et donc produite et définie par les intérêts mercantiles et idéologiques du capital, dont le caractère essentiel est de **tout** transformer en marchandises, et d'abord les hommes, faut-il le rappeler à Monsieur Boccara ? Mais tout ce que ce dernier trouve comme solution au poids insupportable de la propriété privée de la production, c'est d'en prendre la direction, et non de la supprimer.

En faisant siennes les modes des économistes de la bourgeoisie, le PCF (re)découvre le système capitaliste, après avoir abandonné la lutte politique pour le pouvoir. Comment peut-il sortir de cette impasse dont il a lui-même construit les murs, alors même que la génération la plus récente de ses "penseurs" est manifestement hors d'état d'avoir une pensée et une méthode de travail, on n'ose même plus dire marxistes, mais du moins indépendantes du ronron libéral.

Car les problèmes posés par le ralliement du PCF aux thèses de l'intellectualisation du travail ne sont pas des problèmes nouveaux, et montrent plutôt la permanence de l'idéologie révisionniste quant à ses analyses sur le travail. Avant l'intellectualisation, il y a eu en effet la thèse de la fin de la classe ouvrière. Les preuves en étaient le développement du secteur tertiaire, assimilé au travail improductif, et englobant pêle-mêle les employés, les salariés des sociétés de services, et les chauffeurs routiers... Aujourd'hui on n'entend plus parler du travail improductif, la diffusion inespérée de l'informatique en a fait un travail intellectuel...

Le PCF révèle encore une fois sa conception du travail : divisé et hiérarchisé, il ne peut être que manuel ou intellectuel, dichotomie que le PC est bien le seul à prendre pour telle, alors même que l'on nous sert du savoir-faire ouvrier à la pelle, et de l'automatisation du travail de bureau au kilo !

Pataugeant dans ce bourbier du fantasme sur le travail intellectuel, le PCF et ses experts en oublient même de parler de la salarisation du travail intellectuel, de l'inféodation de l'intelligentsia française à l'appareil d'Etat : il faut dire que cela ne date pas des "mutations technologiques récentes", et que cela a entraîné plus de régressions que de révolutions, la pauvreté de la pensée des enseignants ou chercheurs militants du PCF en est une preuve supplémentaire...

La raison de ces échafaudages est claire : la révolution socialiste fait peur, tant à la bourgeoisie qu'au Parti Communiste, et il s'agit toujours d'en nier la nécessité, alors que les développements actuels du capitalisme en France et des impérialismes dans le monde en général la mettent plus que jamais à l'ordre du jour. Pour la nier, tous ces gens veulent faire croire qu'elle est déjà faite, ou qu'elle est en phase de réalisation, grâce à ce qu'ils ont appelé la révolution, soit technique, soit informationnelle. Ce serait même pure "réaction idéologique" (dixit Boccara) que d'en nier la réalité, que de n'y voir que poursuite et continuation des technologies préexistantes : car celui qui nie la révolution technique actuelle nie la mise en cause de la domination capitaliste, née de "l'antagonisme capital/travail [qui] réagit même sur les dominants, sur les capitalistes, sur les entreprises elles-mêmes, avec les "dysfonctionnements" des nouvelles technologies, le cancer financier". Les difficultés et les drames que connaissent aujourd'hui les travailleurs seraient donc moins les conséquences d'un système capitaliste en décrépitude que les signes, douloureux certes, de la naissance du socialisme, socialisme assimilé bien sûr à la bienheureuse société post-industrielle (fille de la non moins célèbre société de loisirs), enfin débarrassée et du (bassement) matériel et des ouvriers.

Les révisionnistes ont réduit l'analyse du système capitaliste à ses effets les plus spectaculaires sur les conditions de travail : grâce à cet économisme vulgaire, tout changement dans le procès de travail devient révolutionnaire, et suffit à lui seul à changer la société. Si tel n'est pas le cas, c'est parce que le patron fait mal son travail et qu'il ne demande pas assez aux penseurs de service, les ingénieurs du PCF, de l'éclairer sur la bonne marche à suivre...

#### **Notes :**

<sup>1</sup> Cf. à ce sujet l'article de Nohara dans **Revue de politique industrielle**, 4<sup>ème</sup> trim. 1985, et **Sociologie du Travail**, 1<sup>er</sup> trim. 1986.

<sup>2</sup> organisées par le CC du PCF et sa Section économique. Cf. **Economie et Politique**, n° 113, sept. 1986, pp. 50 sq.

## CRISE AGRAIRE ET RIVALITE INTER-IMPERIALISTE

*Bernard Peltier*

L'année 1987 a commencé par une nouvelle offensive des Etats-Unis dans la guerre commerciale qui les oppose à la C.E.E. L'administration américaine vient en effet d'annoncer une augmentation de 200 % au 1<sup>er</sup> février des droits de douane acquittés à l'entrée des Etats-Unis par toute une série de produits agricoles européens. La France à elle seule est visée par une pénalisation de 250 millions de dollars par an.

Cette provocation américaine, qui constitue un véritable défi pour les capitalistes européens, révèle l'accentuation évidente de la concurrence inter-impérialiste, dans un contexte mondial marqué par la détérioration de la conjoncture économique. Profitant d'une prédominance toujours aussi forte sur le plan politico-militaire — bien que cette situation ne soit pas intangible — la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis continue à imposer son hégémonie sur le monde capitaliste de l'ouest. Elle doit pourtant affronter la remontée de l'impérialisme ouest-européen (avant tout allemand) et japonais qui menacent son leadership, à l'heure où l'aggravation de la guerre commerciale, la restructuration du marché mondial, les poussées protectionnistes montrent que chaque classe capitaliste "nationale" cherche d'abord aujourd'hui à se sauver, en exportant ses propres difficultés chez les concurrents (d'où d'ailleurs l'impuissance des bourgeoisies européennes à dépasser leurs divisions pour réaliser l'utopie des "Etats-Unis d'Europe").

### La stratégie alimentaire des Etats-Unis

Les pressions actuelles qu'exercent les Etats-Unis sur la Communauté européenne par le biais des marchés internationaux de matières premières agricoles constituent **une forme spécifique de leur domination mondiale**.<sup>1</sup> Ces pressions se sont particulièrement accentuées sous l'administration Reagan, qui a réaffirmé son intention d'utiliser à fond l'arme alimentaire. Block, futur ministre de l'agriculture, déclarait d'ailleurs en décembre 1980 : "L'arme alimentaire est l'arme la plus puissante dont nous disposons pour assurer la paix du monde [!]. Il en sera ainsi tant que les autres pays dépendront des Etats-Unis pour leur alimentation et hésiteront ainsi à nous causer des difficultés". (Cité par M.-F. Toinet, "Une longue guerre commerciale contre l'Europe des Dix", **Le Monde diplomatique**, février 1982.)

L'agriculture fait donc clairement partie de la stratégie de conquête de l'impérialisme américain, lequel assure sa mainmise sur l'alimentation mondiale par l'intermédiaire de sociétés géantes établies sur tous les continents et par le biais des exportations de produits agricoles. Cette position dominante dans le commerce mondial de produits agricoles de base tire parti du fait qu'une part importante et croissante des échanges agricoles consiste en matières premières, et particulièrement en produits nécessaires à l'alimentation animale (céréales et protéagineux) qui constituent des consommations intermédiaires pour les éleveurs. Le complexe agro-alimentaire américain a en effet mis en place au cours des dernières décennies **une stratégie de spécialisation internationale**, reposant sur la standardisation des habitudes alimentaires, avant tout sous l'effet de la consommation de viande, "principal mécanisme qui garantit la rentabilité et l'élargissement des échanges de produits agricoles et des biens nécessaires pour les obtenir" (P. Coulomb et H. Delorme, "Production et politiques agricoles dans les pays industrialisés : du dedans au dehors", **Etudes internationales**, mars 1981).

C'est de cette manière que les capitalistes américains sont parvenus à modeler le type d'approvisionnements de nombreux pays, en fournissant à des prix compétitifs les céréales et les produits d'alimentation pour le bétail, qui ont transformé l'élevage en **un secteur** marchand (l'exploitant ne produit plus ses propres intrants), **intensif** (l'exploitant est conduit à utiliser en proportions croissantes des consommations intermédiaires agricoles et industrielles) et **largement dépendant des marchés extérieurs**<sup>2</sup>. Les limites et la fragilité d'économies ainsi intégrées dans le marché mondial sont particulièrement évidentes quand on prend le cas de l'Europe ; elles tendent à faire de la C.E.E. un simple élément du dispositif américain, spécialisé dans les productions animales. A son tour, cette hégémonie américaine accroît les contradictions au sein du monde capitaliste, provoquant par exemple la rupture entre les Etats-Unis et les céréaliers français, qui, sous de Gaulle, étaient pourtant leurs plus dévoués défenseurs au sein de l'Alliance atlantique.

## Le conflit Etats-Unis/Europe

Le conflit U.S.A.-C.E.E. remonte en fait à 1957, date à laquelle est signé le Traité de Rome, qui prévoit la construction en Europe occidentale d'un marché unique des produits agricoles, relativement protégé de la concurrence extérieure, et le cofinancement par les Etats membres d'une politique agricole commune (P.A.C.). Dès 1960, les Etats-Unis portent plainte devant la Commission de Bruxelles, montrant ainsi leur refus de se voir évincer d'un vaste marché conquis à la faveur du Plan Marshall et qui constitue pour leurs machines agricoles et leur production céréalière un débouché important, en même temps qu'un indispensable terrain d'application des recherches sur l'amélioration des céréales et la sélection de variétés plus productives<sup>3</sup>.

C'est au sein du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) que les Etats-Unis vont exposer leurs récriminations contre la P.A.C. Ils y réclament pour leurs exportations des garanties d'accès au marché communautaire et revendiquent ouvertement une division internationale du travail fondée sur le libre-échange : "L'Europe doit abandonner les productions céréalières et oléagineuses pour s'approvisionner aux Etats-Unis où les coûts de production sont plus bas." Autrement dit, dans cet affrontement commercial permanent depuis vingt-cinq ans, le mot d'ordre cynique de l'impérialisme américain est : "Mangez, nous ferons le reste !".

De concession en concession, les "alliés" européens vont se voir imposer cette politique agricole qui les conduira inexorablement à une dépendance grandissante vis-à-vis de l'extérieur. L'offensive américaine a tiré parti de la généralisation, dans les années soixante, **d'un nouveau modèle intensif de production animale**. Le nouveau système d'alimentation du bétail qui se met alors en place (dans les secteurs du porc et de la volaille tout d'abord) substitue à l'utilisation de sous-produits de l'industrie agro-alimentaire et aux céréales "nobles" la fourniture d'aliments composés produits industriellement qui associent maïs (moins coûteux que le blé et riche en énergie) et soja (riche en protéines, plus que l'arachide, le colza ou le lin) — ou plus exactement les sous-produits de la trituration de cette plante oléagineuse, c'est-à-dire le tourteau de soja. Une telle transformation du système de production (qui ne touche pas l'élevage bovin par exemple, pour lequel le fourrage produit à la ferme reste la base de l'alimentation) conduit peu à peu à l'abandon par les producteurs de l'autoconsommation, au recul de la polyculture, et elle les oblige à passer obligatoirement par le marché. Si cette filière de production peut compter sur les plantes énergétiques produites localement (la France et l'Italie en particulier ont développé la production de maïs hybride à partir de variétés américaines), elle bute par contre sur l'incapacité de l'Europe à produire les plantes protéagineuses indispensables pour compléter le maïs. La nouvelle intégration céréaliculture-élevage, loin d'offrir aux céréaliers européens un débouché qui leur est essentiel, débouche au contraire sur l'importation massive de soja américain.<sup>4</sup>

Dès 1960-1962, lors du **Dillon Round** (nom de la première série de négociations du G.A.T.T.), cette réduction du rôle traditionnel des céréales dans les méthodes d'alimentation du bétail se voit consacrée, alors que les Etats-Unis obtiennent la franchise douanière pour leurs exportations d'oléagineux. Cette importante concession de l'Europe, présentée comme une compensation à l'introduction du tarif douanier commun dans la C.E.E., ne pouvait que conduire à la dislocation du marché céréalier européen sous la pression des importations grandissantes de soja, de manioc et d'autres produits susceptibles de remplacer les céréales — même si les capitalistes comptaient bien assurer en retour le développement d'un secteur en pleine expansion, celui de la transformation de ces graines importées.

En 1967, lors du **Kennedy Round**, les Etats-Unis remportent une nouvelle victoire, avec la suppression des droits de douane sur le gluten de maïs (ou C.G.F., tourteau très riche en éléments énergétiques et à faible teneur en protéines) qui permet d'imposer sur les marchés européens un concentré énergétique au prix très faible. Dès lors, la percée commerciale des Etats-Unis devient toujours plus considérable. Une conséquence en est par exemple la multiplication, près des zones portuaires où arrivent leurs produits, d'élevages hors-sol qui ne feront qu'accroître les difficultés de l'agriculture européenne.

Dans les années soixante-dix, avec la crise du système monétaire international, les attaques des Etats-Unis contre la P.A.C. reprennent, plus vigoureuses encore. En juillet 1972, un rapport de l'administration américaine stigmatise l'acharnement de la C.E.E. — de la France notamment — à

défendre la P.A.C, et l'année suivante le **Tokyo Round** contraint la Communauté à accepter un manque à gagner en droits de douane de 45 milliards de dollars. Enfin, en pleine crise de la production mondiale de produits concurrents du soja, les U.S.A. décrètent en juin 1973 un embargo sur leurs exportations de graines de soja, de coton, d'huile et de tourteaux, embargo qui ne durera que quelques semaines mais obligera l'Europe à subir un quadruplement des prix des graines de soja. Cet épisode aura pour seul effet sur les pays européens de pousser certains d'entre eux — la France en particulier — à diversifier leurs approvisionnements (Argentine, Brésil...), sans que l'évolution des cours du soja importé en soit pour autant modifiée.

Jusqu'en 1976, date à laquelle se déroule la "guerre des dindes" qui se termine par l'application de rétorsions américaines sur les importations de cognac, l'accalmie est brève, et assez formelle puisque les principes de base de la P.A.C. ont en fait été remis en cause au Tokyo Round.

Au début des années quatre-vingt, il est devenu manifeste que la production alimentaire européenne souffre de **profonds déséquilibres**, qui sont la conséquence du type d'insertion dans les échanges internationaux imposé par l'impérialisme américain et délibérément pratiqué par certains secteurs du capitalisme européen. Sous une apparence d'autosuffisance alimentaire, la surconsommation de soja et de produits de substitution des céréales (P.S.C. : manioc, C.G.F., mélasses, sons) importés révèle que l'Europe nourrit en réalité une grande partie de son cheptel **hors de ses frontières**. Lorsque la dynamique se casse, en 1981, la guerre commerciale entre la C.E.E. et les U.S.A. reprend devant le G.A.T.T. D'un côté, les Etats-Unis touchés par le renchérissement du dollar, l'endettement du "tiers-monde" et l'embargo contre l'Union soviétique dénoncent le poids croissant dans les dépenses de la C.E.E. des subventions à l'exportation ; de l'autre, la Communauté européenne qui doit faire face à l'asphyxie budgétaire est amenée à contrer de plus en plus souvent les Etats-Unis sur les marchés mondiaux. C'est **une stratégie plus brutale** que l'impérialisme américain met donc en oeuvre à partir de 1982, qui combine offensive commerciale (dans les secteurs du sucre, du lait, puis de la volaille) et pressions diplomatiques renforcées sur la C.E.E. et d'autres pays liés à elle. Pour faire plier l'Europe, les Etats-Unis déversent alors sur les marchés leurs stocks pléthoriques, pratiquant ainsi eux-mêmes la politique de déstockage et de subventions aux exportations qu'ils condamnent chez leurs "alliés". C'est dans le Bassin méditerranéen que se développe tout particulièrement cette offensive, lequel devient le champ clos des affrontements les plus violents entre exportateurs de grains.<sup>5</sup> Signant des contrats de fourniture de farine de blé avec l'Egypte, puis le Maroc et la Tunisie, l'impérialisme américain parvient à évincer la France de ces pays, dont elle était pourtant le fournisseur traditionnel, avant de s'attaquer aux marchés du beurre et du fromage. Cette stratégie impérialiste a pour effet, on s'en doute, de consolider le caractère extraverti de l'agriculture de ces pays.

L'élargissement récent de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal marque le dernier épisode de cette guerre commerciale. Prétextant que leurs exportations de maïs et de sorgho vers l'Espagne seraient désormais pénalisées par les prélèvements à l'entrée du marché communautaire, et que le Portugal, client traditionnel, s'engage à acheter un quota de céréales sur le marché communautaire, les Etats-Unis exigent aujourd'hui un débouché garanti pour 4,4 millions de tonnes de maïs par an en Europe. En juin 1986, les Douze ont été contraints d'accepter la livraison par les Etats-Unis, à droits de douane réduits ou nuls, de 1,4 million de tonnes de maïs, de sorgho et de C.G.F. sur six mois. L'Europe veut aujourd'hui renégocier cet accord intérimaire, contre lequel protestent en particulier les producteurs de maïs français, et c'est pourquoi l'impérialisme américain fait actuellement monter les enchères avec les mesures de rétorsion qui viennent d'être annoncées. Celles-ci ont d'ailleurs aussitôt motivé des contre-représailles européennes — représailles qui pèsent de peu de poids face aux trente millions de tonnes de soja, de P.S.C. et autres protéagineux dont la C.E.E. a besoin chaque année pour faire tourner ses usines à viande et à lait.

### **Les contradictions de l'agriculture américaine**

La concurrence internationale qui oppose en particulier les impérialistes ouest-européens et nord-américains n'est donc pas près de s'atténuer. Au contraire, la guerre commerciale entre grandes puissances va devenir toujours plus âpre et plus implacable, alors que les effets de la crise monétaire perturbent les échanges internationaux et révèlent l'inaptitude fondamentale des capitalistes à apprécier leur évolution.<sup>6</sup> Dans le cadre étroit des blocs impérialistes, les politiques économiques tentent

vainement d'éviter le passage soudain et incontrôlé de la pénurie à la surproduction et elles s'évertuent à naviguer entre le dumping, qui cherche à conquérir de nouveaux marchés en ruinant les concurrents, et le malthusianisme, qui vise à contenir de manière artificielle le développement de la production. Mais le système capitaliste, quoi qu'il en soit, est condamné à aller de crise en crise, et l'arme alimentaire n'est pour les Etats-Unis que le moyen d'exporter vers la C.E.E. — grâce à leur domination sur les marchés des produits stratégiques — le marasme actuel de leur propre agriculture, marasme qui annonce une grave crise agraire et dont les dizaines de milliers de faillites de fermiers américains sont le signe annonciateur.

L'agriculture américaine se trouve en effet dans une situation comparable à bien des égards à celle des années trente. La dégradation rapide de la situation a été accentuée ces dernières années par la hausse du dollar, puis sa baisse (!), et par celle des taux d'intérêt. Alors qu'il n'existe pas de région au monde convenant mieux à la culture des céréales que les terres noires du Middle West, 24 millions d'hectares ont été laissés en réserve aux Etats-Unis, afin d'obtenir une diminution de la production. Cette réduction des surfaces cultivées a ainsi atteint 20 % des terres en 1983, ce qui n'a pas empêché d'ailleurs les excédents agricoles de prendre des proportions gigantesques. L'Etat est contraint de racheter à des prix de soutien ces stocks de produits agricoles, d'où un gonflement énorme des subventions et des aides publiques (45 milliards de dollars en 1983-1984), ce qui ne résout en rien les problèmes de nombreux exploitants en difficulté, puisque 70 % des aides sont accordées à une minorité de 10 % des agriculteurs. Devenue dans les années soixante-dix un monstre exigeant une croissance continue des revenus (aussitôt réinvestis dans l'achat de terre dont le prix a été en hausse continue), l'agriculture américaine voit aujourd'hui la conjoncture se retourner, les revenus s'effondrer, le prix des terres revenir à la baisse, alors que la dette totale des agriculteurs (210 milliards de dollars en 1985) dépasse le montant de celles du Brésil et du Mexique réunies. La Farmer's Home Administration, organisme étatique qui détient 14 % des créances, constitue de plus en plus souvent le dernier recours — pour de nombreux jeunes agriculteurs en particulier, installés dans les années soixante-dix — et on estime qu'à la fin de 1987 cette administration sera devenue propriétaire, pour cause de faillite, de quelque vingt mille exploitations.<sup>7</sup> Ainsi, alors qu'aux Etats-Unis même les sources officielles décomptent de dix à vingt millions de personnes chroniquement sous-alimentées, alors que dans l'ensemble des pays impérialistes le chômage a fait resurgir la faim dans des proportions inconnues depuis longtemps, alors qu'une moitié de l'humanité est affamée dans les pays dits du "tiers-monde" parce que sa demande n'est pas solvable, la **crise de surproduction agricole** révèle de la manière la plus inhumaine la logique infernale de l'économie capitaliste.

### **Vers une grave crise agraire ?**

De nos jours, toutes les conditions sont réunies pour que la crise agraire surgisse, sous une forme aussi sévère que dans le reste de l'économie et de manière beaucoup plus approfondie que lors des crises précédentes. Aujourd'hui, le poids croissant des contradictions d'ensemble du capitalisme pèse bien plus lourdement sur l'agriculture, car les exploitations agricoles des principaux pays capitalistes écoulent la totalité de leur production sous forme de marchandises et elles dépendent entièrement du marché mondial, auquel elles sont complètement intégrées. Là où le capitalisme s'est imposé, la production agricole se développe de manière toujours plus anarchique, **surproduction et pénurie** voisinent en permanence et se succèdent, le gaspillage des forces productives devient toujours plus flagrant et le marché mondial des produits agricoles se révèle de plus en plus artificiel, chaque pays tentant de modifier à son avantage la structure des échanges en jouant avec les subventions de l'Etat.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la crise agraire n'affectait que la production de céréales. Aujourd'hui, toutes les branches de l'agriculture sont touchées tour à tour et **l'allure cyclique de la production agricole** devient de plus en plus évidente. Les crises agraires ont dorénavant tendance à revenir à des périodes régulières, comme dans l'industrie, alors que l'histoire du capitalisme n'avait connu, jusqu'à la crise de 1929 incluse, que des crises agraires de longue durée. La base matérielle des crises agraires joue de plus en plus, avec la hausse de la composition organique du capital agraire et le rôle démesurément grossi du capital fixe.

La dynamique de la production agricole, soumise aux rythmes biologiques, n'est pas aussi souple que celle de l'industrie, où on peut arrêter les chaînes de production d'un simple geste (en pratique c'est de

moins en moins vrai, vu le capital fixe en jeu). Dans l'agriculture, la production ne peut être réduite brutalement, ni même en général ralentir au même rythme où s'aggravent les problèmes d'écoulement des produits agricoles. Au contraire, la surproduction s'y manifeste sous la forme de **stocks énormes** qui s'accumulent de plus en plus dans les silos et les chambres froides. Mais si la diminution de la production est a priori une chose difficile à réaliser dans l'agriculture, elle l'est d'autant plus que le capitalisme y a pénétré et que les producteurs, petits et grands, se voient interdire la possibilité d'un repli autarcique leur permettant de surmonter la mauvaise passe. Malgré leurs difficultés de vente, les agriculteurs sont contraints de ne pas réduire leur production, et peuvent même être conduits à l'accroître, car ils ont à payer les intérêts des dettes qu'ils ont contractées, ils ont à acquitter les fermages, ils ont à amortir machines et outillages... L'intérêt individuel des millions de producteurs subsistant dans l'agriculture capitaliste s'oppose donc à leur intérêt général, sans qu'ils puissent sortir de ce cercle vicieux du capitalisme.

Pour la première fois, en 1929, la crise agricole s'entrelaçait et s'intégrait à la crise cyclique du capital. Loin de n'être qu'une répercussion ou un contre-coup de la crise industrielle, la crise agraire agissait comme cause même de la crise de surproduction mondiale. Aujourd'hui, **l'intégration entre l'industrie et l'agriculture** est telle que le déroulement de la crise dans l'agriculture aggrave bien plus directement la crise industrielle, et inversement. La ruine de l'industrie du machinisme agricole en est un exemple éclatant. La crise agraire s'accompagne de nos jours d'un bouleversement bien plus profond des rapports sociaux et elle renforce grandement l'inégal développement des contradictions selon les régions, les pays, les continents.

La résolution de la crise, que les périodes d'essor rendait possible, devient incomparablement plus difficile dans la conjoncture actuelle, d'autant que la tendance à la diminution des forces de travail occupées par le capital industriel et la paupérisation croissante rendent inéluctable la dégradation de la situation. Aujourd'hui, pourtant, l'Etat capitaliste intervient dans une mesure considérable pour tenter de sauver ce qui peut l'être : il mobilise toute la puissance de son appareil pour éviter une faillite à courte échéance, en cherchant à retarder — de manière totalement artificielle — la crise agraire par l'élévation des prix agricoles et la réduction de la production.

Ces tentatives conduisent à **une immixtion renforcée de l'Etat dans l'économie**, à l'accroissement du rôle de son budget dans la répartition du revenu national, au renforcement de son monopole commercial dans les échanges extérieurs, à l'étatisation du crédit, à l'ingérence croissante dans la fixation des prix agricoles et des quotas de production. En bref, jamais n'étaient aussi clairement apparues les **limites inhérentes à la production capitaliste**, au caractère privé de l'appropriation face au caractère de plus en plus social de la production.

Les aides de l'Etat ne font d'ailleurs qu'accélérer la concentration des capitaux et des terres dans l'agriculture, en aidant au dégraissage et à l'éviction des "incapables", coupables d'être trop petits, ou pris au piège des discours modernistes des syndicats paysans officiels, victimes d'un système qui élimine implacablement les vieux comme les jeunes, qui pousse les uns dans la misère et prolétarise les autres.

Dans ce contexte actuel d'une grave crise agraire qui mûrit chaque jour davantage (et frappe en premier lieu la superpuissance américaine) et d'une guerre commerciale acharnée entre les blocs impérialistes — la politique agricole européenne en constitue un des principaux enjeux —, la chute des prix de vente des produits agricoles et les faillites en masse dans les campagnes ne peuvent qu'accentuer **la différenciation au sein de la paysannerie, son éclatement et sa décomposition**.<sup>8</sup> Dans la classe ouvrière, les différences de revenu (provenant de différences dans la quantité et la qualité du travail effectué) n'entraînent que des différences de niveau de vie et de mode de consommation. Au contraire, au sein de la paysannerie, les écarts de revenus proviennent d'inégalités dans la charge foncière, la taille économique, les primes et subventions touchées, les conditions d'accès au marché..., de disparités dans la nature et la quantité des moyens de production possédés (leur propriété, ainsi, est loin d'être purement formelle, comme certains le prétendent), **d'écarts de productivité donc**, qui pour un prix de marché donné permettent ou non de réaliser le profit nécessaire au maintien ou à l'accroissement du taux d'accumulation.

Ces écarts de revenu aboutissent ainsi à la différenciation de couches sociales dans la paysannerie, entre les agriculteurs qui ne parviennent pas à assurer la reproduction de leur capital, qui sont paupérisés, semi-prolétariés ou quittent la terre, ceux dont le profit est suffisant pour garantir le remboursement des emprunts et le maintien de l'exploitation, et ceux qui peuvent accumuler du capital sur une base élargie et accroître leurs moyens de production. La ruine de centaines de milliers de paysans — aux Etats-Unis comme en Europe — n'est que la conséquence de l'effet destructeur de la pénétration du capitalisme dans les campagnes, de la **concurrence** que se livrent les producteurs agricoles, qui conduit à une dépendance accrue de l'agriculture à l'égard de toutes les contradictions du capitalisme. Elle démontre ainsi, comme jamais auparavant, qu'il est temps d'abattre ce système, pour bâtir à sa place une société socialiste où la destruction des richesses de la terre et la faim pour des millions de chômeurs ne seraient plus une nécessité.

### **Notes :**

<sup>1</sup> Sur l'utilisation par les Etats-Unis de l'arme alimentaire, voir entre autres C. Riboud et A. Revel, **Les Etats-Unis et la stratégie alimentaire mondiale**, Calmann-Lévy, 1981, et S. George, "Le commerce des céréales, clé du pouvoir alimentaire mondial", **Le Monde diplomatique**, novembre 1981.

<sup>2</sup> Cf. B. Philippe, "Les enjeux mondiaux de la logique non maîtrisée des politiques agricoles", **Reflets et perspectives de la vie économique**, n° 2/3, 1985.

<sup>3</sup> Cf. J.-Y. Carfantan, **L'Europe verte sous influence**, Seuil, 1985.

<sup>4</sup> Sur l'économie mondiale des plantes protéagineuses, cf. J.-P. Bertrand, **Le Monde du soja**, La Découverte, 1983.

<sup>5</sup> Cf. L. Tubiana, "Menaces sur la politique agricole méditerranéenne", **Le Monde diplomatique**, août 1986.

<sup>6</sup> Sous le capitalisme, de toute façon, l'existence de la rente différentielle dans l'agriculture se traduit par l'impossibilité de maîtriser l'évolution des prix agricoles. Des fluctuations relativement faibles de la production mondiale provoquent ainsi des variations considérables des prix des produits agricoles, dans un sens comme dans l'autre. Ainsi, en 1974, une baisse de 3 % de la production mondiale de céréales entraînait une hausse des prix de 250 % ; inversement, en 1976, d'une production en hausse de 7 % résultait une baisse du prix des céréales de 50 %.

<sup>7</sup> Cf. l'enquête de F. Beaugé, "Des fermiers spectateurs de leur propre mort", **Le Monde diplomatique**, janvier 1987. Trois films américains récents (1984) illustrent la situation dramatique dans laquelle se retrouvent nombre d'agriculteurs aux Etats-Unis. Il s'agit de **La Rivière** (M. Rydell), **Les Moissons de la colère** (R. Pearce) et **Les Saisons du cœur** (R. Benton).

<sup>8</sup> Pour une analyse plus développée de ce processus, voir notre article "Quel avenir pour les producteurs de lait ?", paru dans **La Voie du socialisme** n° 2, mai 1984, qui combinait l'analyse concrète de cet important secteur de la production agricole et l'étude historique de son évolution, montrant la validité de la théorie marxiste-léniniste quant à l'extension des rapports de production capitalistes dans l'agriculture.

## A PROPOS DE LA PETITE BOURGEOISIE

*Claude VIGNON*

Dans tous les pays capitalistes, et à toutes les époques, une couche intermédiaire plus ou moins importante vient compliquer l'opposition des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. Ces "classes moyennes", ou cette "petite bourgeoisie", si sa composition a évolué depuis le début du capitalisme, comporte des caractéristiques qui ne paraissent pas avoir changé :

\* ces couches intermédiaires sont mouvantes : c'est une "classe qui se reconstitue sans cesse " dit le **Manifeste**, car les "échanges" avec la bourgeoisie et le prolétariat sont nombreux ;

\* ces couches qui, par leur position économique, restent en dehors de l'opposition capital-travail, sont portées à demeurer à l'écart de la lutte des classes ;

\* elles ont des liens particuliers avec l'Etat (Lénine dit par exemple que la bourgeoisie s'attache la petite bourgeoisie en lui procurant postes et sinécures dans l'appareil d'Etat).

Les conséquences de ces traits spécifiques de la petite bourgeoisie n'ont pas non plus changé :

\* la petite bourgeoisie est une "classe appendice", qui ne peut pas prendre toute seule, de son propre chef, le pouvoir, et qui doit participer à une coalition avec l'une ou l'autre classe fondamentale ;

\* c'est une couche hésitante, instable, stérile ;

\* l'expression politique de cette situation et de ces oscillations a bien été décrite par Marx : le petit bourgeois refuse la grande confrontation entre les deux classes antagonistes, bourgeoisie et prolétariat, il recherche la paix sociale, l'atténuation et la disparition de la lutte entre les classes, il prêche leur conciliation en propageant les illusions de la "démocratie pure". Le petit bourgeois est pris de rage devant les horreurs du capitalisme, mais jusqu'à son dernier souffle il nourrira des illusions sur les possibilités d'une entente avec les gros capitalistes. Lénine a indiqué que, dans toutes les questions décisives, la démocratie petite-bourgeoise est **toujours** à la remorque de la bourgeoisie dont elle est un appendice impuissant. En France, l'expression politique typique de la petite bourgeoisie fut le **radicalisme** sous la III<sup>ème</sup> République. Les classes moyennes qui soutenaient le parti radical (petits industriels, commerçants, rentiers, fonctionnaires, médecins, professions libérales...) étaient à l'écart de la contradiction capital-travail et **entendaient y rester**.

"Le démocrate, écrit Marx dans le **18 Brumaire**, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une **classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées**, s' imagine être au-dessus des antagonismes de classes".

### La question des alliances

Lénine a de nombreuses fois indiqué que, en raison de sa position économique intermédiaire et faible, et des illusions politiques qu'elle engendre, la petite bourgeoisie ne peut pas **par elle-même** résoudre ce problème politique complexe : être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie. Il ajoutait que le prolétariat ne peut, par la vertu de la seule propagande, amener la petite bourgeoisie à choisir son propre camp. Les petits bourgeois doivent inévitablement faire leur propre expérience des choses pour comparer la direction de la bourgeoisie à celle du prolétariat. Le prolétariat ne peut gagner solidement ses alliés qu'au lendemain de la révolution, grâce à l'instrument du pouvoir d'Etat dont il usera pour édifier la société nouvelle.

C'est pourquoi les rapports du parti du prolétariat avec les représentants de la petite bourgeoisie constituent un problème si complexe et difficile. Avant la révolution, le prolétariat ne peut gagner à ses idées la majorité de la population (constituée de petits bourgeois, et de travailleurs et d'ouvriers soumis aux idées petites-bourgeoises). Il doit pourtant détacher la petite bourgeoisie de la bourgeoisie, la neutraliser, et faire alliance avec une partie de ces couches moyennes (en particulier avec la paysannerie qui demeure la force économique essentielle parmi elles). Avant de choisir le moment de l'attaque décisive contre la bourgeoisie, dit Lénine, il doit tenir compte de la désunion de la bourgeoisie d'avec ses alliés petits-bourgeois, ou de la précarité de leur alliance. Après la Révolution, le prolétariat dispose avec le pouvoir d'Etat de moyens bien plus importants pour renforcer sa double activité de neutralisation et d'alliance à l'égard de la petite bourgeoisie. Lénine a défini la dictature du

prolétariat comme une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat et les nombreuses couches non prolétariennes des travailleurs, alliance dirigée contre la bourgeoisie et visant au renversement complet du capital. C'est dire que le parti qui prépare la dictature du prolétariat doit considérer le problème des alliances comme une question décisive (le refus gauchiste de cette question conduit rapidement à l'opportunisme le plus plat : la faiblesse d'un prolétariat isolé sert d'argument pour affirmer que le rôle moteur dans la "révolution" doit revenir à d'autres forces, petites-bourgeoises et même bourgeoises). Ce problème est d'autant plus aigu qu'après la Révolution, après l'expropriation de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers, la petite bourgeoisie devient **la dernière classe capitaliste** (dans ce sens où ses éléments, petits producteurs marchands ou autres, engendrent "spontanément" le capitalisme) que le prolétariat doit combattre. Or il ne peut le faire en usant des mêmes armes qui ont anéanti la bourgeoisie, il ne peut ni les exproprier ni les chasser (cf. le Discours de Lénine au III<sup>ème</sup> Congrès de l'I.C, **Oeuvres**, tome 32, p. 515).

On voit donc toute l'importance de la question de la petite bourgeoisie et combien elle est étroitement liée à la question décisive de la dictature du prolétariat.

### **Les courants théoriques face aux classes moyennes**

L'idée il y a longtemps exprimée par Marx — la petite bourgeoisie est une **Übergangklasse**, une classe **intermédiaire**, et son représentant est le démocrate —, est somme toute limpide et peut servir de fil conducteur, mais elle n'est pas si simple à utiliser, parce que cette "classe moyenne" **paraît** augmenter avec le développement du capitalisme (alors qu'on suppose que Marx aurait prédit sa disparition) et que son essor s'accompagne d'une transformation interne qui complique l'analyse : des couches anciennes perdent de leur poids alors que des couches nouvelles viennent sans cesse s'agglomérer (les "cadres" par exemple).

Un bref coup d'oeil sur les différentes "analyses de classes" représentatives des divers courants de la sociologie et de l'économie, laisse apercevoir leur trait commun : une incapacité à saisir la petite bourgeoisie précisément en tant que classe **intermédiaire**, qui découle au fond de leur conception superficielle de la contradiction fondamentale de la société qui oppose le capital au travail (il faut en effet **d'abord** comprendre cette contradiction et son développement historique pour comprendre par rapport à quoi la petite bourgeoisie est **intermédiaire**). Tournant le dos à la conception marxiste, ces théories se partagent entre trois tendances :

\* 1) soit elles grossissent la bourgeoisie, qui s'étendrait de l'oligarchie financière à l'aristocratie ouvrière : c'est le cas d'André Granou avec ses concepts de "bourgeoisie technicienne" et de "bourgeoisie intellectuelle d'Etat".

\* 2) soit elles grossissent à l'inverse la classe ouvrière : Pierre Belleville (c'était en 1963, à l'époque de "la nouvelle classe ouvrière") affirmait ainsi que "le monde ouvrier ne peut attendre passivement que ses rangs grossissent. Il a en revanche la possibilité de revendiquer des frontières nouvelles" Notons en passant que ce genre de trouvaille théorique repose sur l'idée implicite que le poids d'une classe dépend de son nombre. Le PCF reprend ces idées (sous une forme renouvelée) de l'extension de la classe ouvrière à l'ensemble des salariés. On peut aussi rattacher à ce courant les thèses de Lambert sur la prolétarianisation de la paysannerie (en tant qu'ouvrier "à domicile").

\* 3) Devant l'échec manifeste des deux tentatives décrites ci-dessus, un troisième courant prétend s'approcher davantage de la réalité intermédiaire de la petite bourgeoisie, en cherchant à décrire ce qu'elle a de spécifique et qui n'appartient **ni** à la bourgeoisie **ni** au prolétariat. Ce courant commet là une erreur irréparable, comme nous allons le voir.

Ce courant est typiquement représenté par Baudelot d'un côté, Poulantzas de l'autre. Leur erreur est de vouloir fixer ce qui est mouvant, de délimiter ce qui est sans contour précis, bref, de donner une substance de classe à ce qui n'est pas, en fin de compte, une classe stable. Alors que Lénine a de nombreuses fois décrit cette foule de types sociaux qui marquent la **transition** entre les différentes couches qui entourent le prolétariat (c'est pourquoi Lénine parle souvent de ces couches "à demi" petites-bourgeoises, et qu'il écrit par exemple : "Ce n'est pas sans raison que l'élément petit-bourgeois porte ce nom car c'est bien ce qu'il y a de plus **amorphe, indéfini, inconscient**", **Oeuvres**, tome 32, p. 385), Baudelot et Poulantzas cherchent au contraire à mettre en valeur leur caractère de classe

intrinsèque, leur spécificité en tant que classe. Alors que l'unique spécificité que les classiques ont souligné à propos de cette classe, c'est précisément qu'elle est une classe **à part** de la lutte des classes, qu'elle ne participe pas quotidiennement à la lutte acharnée qui oppose le travail au capital, ces auteurs cherchent au contraire à insérer directement la petite bourgeoisie dans ce rapport capital-travail.

### **Baudelot et le partage de la plus-value**

Cela conduit Baudelot, par exemple, à exclure de la petite bourgeoisie les petits producteurs marchands, c'est-à-dire les artisans et les agriculteurs exploitants (alors que si l'on veut absolument donner un contenu économique à cette classe petite-bourgeoise, on ne peut trouver que celui du petit producteur ! Cf. Lénine, **Oeuvres**, tome 1, p. 428), et à relier directement le petit bourgeois à l'extorsion de plus-value. Selon lui, est petit-bourgeois tout groupe social qui doit à la place qu'il occupe dans les rapports de production de bénéficier sous une forme juridique quelconque (bénéfices commerciaux, honoraires, salaire, traitement) d'une part de la plus-value extorquée aux prolétaires par les capitalistes. D'où ses calculs savants et incohérents pour montrer que l'ingénieur est un petit-bourgeois, parce qu'il incorpore à son salaire une plus-value, ou bien sa méthode farfelue qui consiste à montrer que sont petits bourgeois tous ceux qui perçoivent comme revenu une somme d'argent supérieure à la valeur de leur force de travail ! De cette thèse "substantialiste" (donner une substance économique à la classe petite-bourgeoise à l'intérieur des rapports capital-travail), à la thèse présentant la petite bourgeoisie comme une force motrice de la société, il n'y a qu'un pas que franchit Baudelot lorsqu'il prétend que la petite bourgeoisie dans son ensemble a été un des moteurs de la mise en place du mode de production capitaliste en France.

Signalons une autre erreur de Baudelot, qui ne comprend pas le rapport de la petite bourgeoisie à l'Etat. Dans les trois fractions qu'il distingue à l'intérieur de la petite bourgeoisie, une seule est liée à l'Etat : "la fraction des petits commerçants pompe la plus-value directement sur le marché ; les cadres du secteur économique sur les lieux mêmes de la production. Les petits bourgeois des services publics se la voient distribuée par l'Etat (**La Petite bourgeoisie en France**, Maspéro, p. 289)."

Lorsqu'on sait que pour Baudelot, les médecins font partie de la première catégorie (les petits commerçants), on voit à quel point sa conception du "pompage de la plus-value" est triviale. Les médecins sont produits directement par l'Etat bourgeois (cf. les règles de l'enseignement médical), et rémunérés grâce au système de sécurité sociale et à l'organisation étatique de la santé. Ce que ne comprend pas Baudelot, c'est qu'à l'époque où la contradiction capital-travail domine toutes les autres et étend son action à tous les recoins de la société, l'Etat devient **l'instrument** obligatoire aux mains de la bourgeoisie non seulement pour se rallier la petite bourgeoisie mais pour la soumettre. Bref, l'Etat bourgeois maintient (ce qui est vital pour la bourgeoisie) la petite bourgeoisie à l'écart de la lutte de classe, en organisant sa soumission au capital, à l'aide de ce qu'on pourrait appeler le corporatisme : l'Etat se rallie l'élite de chacune des "corporations" de la petite bourgeoisie (paysans, artisans, cadres, médecins...) en lui donnant des avantages économiques, et "organise" la corporation c'est-à-dire la soumission des autres couches à l'élite, donc à la bourgeoisie, grâce à l'idée ambiguë que la corporation sert à briser la puissance des trusts, ou à lui résister. (Je ne développe pas cette hypothèse ici).

### **Poulantzas et le travail improductif**

Poulantzas cherche lui aussi la spécificité de classe de l'ensemble salarié "petite bourgeoisie" ou "classe moyenne". Bien qu'il soit beaucoup plus conscient du rôle de l'opposition des deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, et du caractère **intermédiaire** de la petite bourgeoisie, Poulantzas n'échappe pas à l'erreur substantialiste. Il est obsédé par l'opposition travail productif-travail improductif, qui chez lui fonde la distinction des classes (les petits bourgeois sont des travailleurs improductifs), et, dans une moindre mesure, par l'opposition travail manuel-travail intellectuel, qui, pour lui, dresse un obstacle, une "barrière de classe" entre ingénieurs-techniciens d'une part, et classe ouvrière de l'autre. Quelques exemples permettront de faire comprendre les impasses auxquelles conduit ce genre d'affirmation (impasses desquelles Poulantzas cherche d'ailleurs à sortir en réintroduisant des éléments externes à son analyse, mais plus proches de l'analyse marxiste) : On sait que les travailleurs du commerce sont des employés improductifs mais néanmoins exploités (et que par là ils permettent au capital commercial d'accaparer davantage de plus-value). Prenons

l'exemple du commerce moderne, où le travailleur d'une grande surface, intervenant à la fin d'un procès de travail intégré, peut fournir un travail productif, donc créateur de valeur et de plus-value (emballage, étiquetage, magasinage, etc.) ; si l'on prend pour hypothèse ce travailleur individuellement (ce que font toujours les Baudelot et les Poulantzas), une partie de son travail sera productive, et une autre improductive. Qu'en conclure ? Ce genre de considération peut être intéressant si l'on veut analyser la reproduction du capital, mais présente peu d'intérêt pour une "analyse de classe", car on voit bien qu'avec ses critères (travail productif-improductif, manuel-intellectuel), Poulantzas risque à chaque fois de manquer son but : démontrer **la différence de classe** entre la "nouvelle petite bourgeoisie" (ingénieur, vendeur, instituteur, cadre, employé) et la classe ouvrière. Il est alors obligé d'affirmer, sans démonstration, qu'il existe une différence de classe entre la vendeuse de grand magasin (petite bourgeoisie) et l'ouvrier (prolétaire), comme entre ce dernier et l'ingénieur. A propos des ingénieurs, je renvoie à un texte très évocateur de Kautsky cité par Lénine (**Oeuvres**, tome 7, pp. 340 et sq.) : Kautsky y explique que l'antagonisme qui oppose l'intellectuel au prolétariat est d'un autre genre que l'antagonisme entre le travail et le capital. L'intellectuel n'est pas un capitaliste ; obligé de vendre sa force de travail (c'est la loi commune aujourd'hui), il est souvent exploité par le capitaliste. Aucun **antagonisme économique** n'oppose l'intellectuel au prolétaire. L'antagonisme provient de sa situation dans la vie et de ses conditions de travail. A la différence de l'intellectuel, le prolétaire n'est rien tant qu'il reste un individu isolé. Il n'a aucune perspective d'améliorer son sort, aucune carrière à construire, aucune chance de sortir de sa condition de prolétaire — sauf par la lutte collective et révolutionnaire. D'où vient que lorsqu'il **s'établit**, l'intellectuel Linhart constate qu'il a beau revêtir les habits de l'ouvrier et travailler à la chaîne, il ne peut combler le fossé qui le sépare de ses compagnons de travail, parce que lui peut quitter son habit de prolétaire et retrouver "sa place" dans la société (comme il l'a d'ailleurs fait).

### **Une catégorie oubliée : les paysans**

Baudelot et Poulantzas ont en commun d'ignorer la question paysanne : le premier exclut la paysannerie de la petite bourgeoisie, le second lui confère une place marginale en tant que petite bourgeoisie **traditionnelle**, en décomposition et dont le rôle s'amenuise d'autant que, d'après lui, elle soutiendra à jamais la bourgeoisie. Après avoir placé dans la petite bourgeoisie des forces qui n'ont rien à y faire (employés de bureau, de commerce, etc.), Poulantzas, observant que ces forces se développent, en conclut que c'est avec elles que le prolétariat doit contracter une "alliance de classe", ce qui constitue une "nouvelle chance historique de la révolution socialiste en France" (**Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui**, Seuil, p. 356). Selon lui, ces couches petites bourgeoises tendent à se prolétarianiser (!), et ce mouvement tend à fissurer l'hégémonie de la bourgeoisie (tout ceci renvoie à une théorie néo-gramscienne de l'Etat, que je n'analyse pas ici, qui insiste sur l'autonomie relative de l'Etat et sur sa fonction principale qui serait d'assurer la cohésion de la formation sociale).

Je reviendrai plus loin sur cette erreur fondamentale qui consiste à ignorer la paysannerie en expliquant que l'alliance avec la paysannerie reste **décisive** dans le capitalisme moderne. Pour conclure ce petit résumé de deux courants typiques, je voudrais dire qu'à mon avis, leur impasse provient d'une erreur de méthode, à double détente : les auteurs cherchent avant tout à caractériser la petite bourgeoisie sur un plan strictement économique, et sur ce terrain ils manquent leur objet puisqu'ils excluent (ou sous-estiment le rôle) du petit producteur marchand, c'est-à-dire du seul élément qui peut sortir d'une analyse strictement économique.

Marx et Lénine au contraire privilégient, me semble-t-il, la caractérisation **politique** de ces couches non prolétariennes. Ils ne paraissent puiser dans le fond économique que pour mieux expliquer les traits de cette classe insaisissable, "sans forme et indéfinie", comme dit Lénine (cf. à ce sujet les livres de Marx sur la France).

### **Boltanski et l'"ensemble flou"**

A l'opposé de ces théories qui tombent dans les "déviationnistes-technicistes" qu'elles prêtent à Marx, et qu'elles veulent pourtant éviter, on trouve la sociologie bourdieusienne (aujourd'hui courant dominant, qui s'empare même de pans entiers de l'économie). L'exemple typique en est Boltanski avec son livre sur les cadres. Boltanski s'en tient explicitement au point de vue sociologique traditionnel, qui veut que le social s'explique par le social, et non par l'économique ou par d'autres "instances". Il

trouve, avec les cadres, un terrain de prédilection pour ce courant sociologique : c'est un "ensemble flou", sans limites nettes et définies, à propos duquel toute opération de délimitation ou de classement "scientifique" (type Baudelot ou Poulantzas) serait vaine, car le groupe social (la classe sociale) reçoit son identité sociale non de l'extérieur, mais de lui-même. L'identité sociale est générée par le groupe social lui-même. Cet "ensemble flou" tombe à pic pour ces néo-kantiens, sous prétexte qu'il ne peut recevoir de définition rigoureuse... et renvoie au flou de l'ensemble des concepts. Le fond de la sociologie bourdieusienne est le suivant : la propriété fondamentale d'une catégorie sociale (d'une classe) consiste dans le fait qu'elle n'est pas seulement le produit d'un classement (c'est à dire qu'elle ne renvoie pas à une **réalité objective** sur laquelle porterait une activité subjective scientifique, sociologique, statistique), mais qu'elle est **elle-même** "un instrument de classement du monde social indigène". Bref, la position relative du cadre dans la société est déterminée par le "groupe cadre" lui-même. Le problème n'est donc pas de savoir si la représentation du cadre (par lui-même, ou par le sociologue,...) est "vraie" (il n'y a pas de vérité objective dans le monde bourdieusien), mais de voir comment elle participe elle-même de la constitution de la réalité.

On voit que ce néo-kantisme raffiné nous entraîne loin de l'économisme vulgaire des Baudelot et Poulantzas. Pourtant, Boltanski lui-même retombe lourdement dans le "substantialisme". Car, une fois posé que le groupe social s'engendre lui-même, le sociologue bute toujours sur la **même** question, et la **seule** finalement dont il parle : comment le groupe se **reproduit-il**, en conservant à la fois ses différences internes et son unité ? Comment expliquer en effet la permanence (puisque dans le monde bourdieusien rien ne change) et la résistance de la cohésion d'un ensemble constitué de la diversité de personnes individuelles qui croient se reconnaître en lui ? La réponse de Boltanski est intéressante, en ce qu'elle reflète une conception du monde sans dialectique ni contradiction, qui est aujourd'hui largement dominante. L'espace social est un espace "embrouillé" (permettez que la théorie le soit aussi !) où les groupes (les classes) **s'imbriquent** les uns dans les autres, **s'organisent** les uns en **fonction** des autres, par une succession d'enchevêtrements. La cohésion se reproduit car tous y trouvent un intérêt **symbolique** (et non basement matériel) : chacun a d'autant plus intérêt à se définir comme cadre que les autres font de même. Ce "jeu des images réciproques" permet à Boltanski d'ignorer le jeu des contradictions de classe. Nul doute que les mauvais traitements infligés à la doctrine marxiste depuis des années ont déblayé le terrain pour que fleurisse ce néo-kantisme.

### **La signification de l'accroissement des couches moyennes**

Pourquoi Marx ne parle-t-il pas des classes moyennes dans le **Capital** ? Voilà qui ne cesse d'intriguer ces auteurs. L'existence de deux seules classes, bourgeoisie et prolétariat, suppose, dit Marx, un "règne général et exclusif de la production capitaliste". C'est la première chose qu'il faut bien comprendre. La seconde, c'est que Marx, en mettant à nu les contradictions internes du mode de production capitaliste, en explique le mouvement, l'évolution, la naissance, la maturité et la mort. C'est précisément ce qu'il dit de ce mouvement qui permet de comprendre tout le problème des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. Il importe de comprendre dans quelle direction va le mode de production capitaliste. Le capital se soumet-il toujours plus le travail, ou au contraire toujours moins ? Etend-il son champ d'action, ou bien le diminue-t-il ? Force-t-il toujours plus de gens à vendre leur force de travail, ou toujours moins ? Exproprie-t-il les producteurs directs, ou bien leur permet-il de se multiplier ? La réponse est assez évidente !

Les couches anciennes, antérieures au capitalisme, ce que Marx appelle parfois "les classes moyennes possédantes" (paysans, artisans, commerçants et petits patrons) diminuent avec l'essor du capitalisme. Le fossé entre les "possédants" et les non-possédants s'élargit. Le capital cherche à incorporer le maximum de travail non payé. Il s'applique aujourd'hui à des activités qui hier étaient indépendantes (comme l'agriculture) ou individuelles, au sens où le travail s'échangeait contre un revenu et non contre du capital (c'est le cas des domestiques qui étaient plusieurs millions au siècle dernier). C'est pourquoi le travail salarié augmente, précipitant dans le prolétariat ou le semi-prolétariat toute une foule de travailleurs.

Par contre, **l'intelligentsia**, que Lénine appelle parfois "la nouvelle couche de la petite bourgeoisie", augmente avec le développement du capitalisme.

Dans une note linguistique précédant la citation de Kautsky donnée plus haut, Lénine explique qu'il traduit par intellectuel ou intelligentsia le terme allemand **Litterat** et qu'il faut entendre par là : les littérateurs, mais aussi tous les **hommes instruits**, c'est-à-dire les représentants de professions libérales, et les représentants du travail intellectuel (**brain workers**). (On voit bien, là encore, la dépendance directe de la petite bourgeoisie à l'égard de l'Etat bourgeois, qui a entièrement à sa disposition, avec l'Ecole, l'institution qui produit les hommes instruits.) Laissons les littérateurs à leur littérature. Les professions libérales sont quantité négligeable (moins de 1 % de la population active au recensement de 1982). Reste le cas plus intéressant des représentants du travail intellectuel — ingénieur, technicien, cadre, et certains "employés". Le groupe augmente en raison du développement des forces productives et de l'accroissement de la division du travail, et c'est bien pourquoi il est entièrement dépendant de ce développement. Ce qui veut dire très précisément ceci : aussi éloignés soient-ils de la production et du travail manuel, ces "employés" ne peuvent développer leur activité que pour autant que la production et le travail manuel se développent, et en liaison toujours plus étroite avec ce développement. Je renvoie ici à un texte très précis de Marx, où il explique que, à mesure que se développe la subordination réelle du travail au capital <sup>1</sup>,

"c'est non pas le travailleur individuel, mais une force de travail socialement coordonnée qui devient **l'agent réel** du processus de travail dans son ensemble. Les diverses forces de travail qui coopèrent et constituent la machine productive totale participent diversement au processus immédiat de la production des marchandises, la tâche des uns étant surtout physique, des autres intellectuelle, celui-ci comme gérant, ingénieur, technicien, etc., celui-là comme surveillant, le troisième comme simple ouvrier manuel, voire comme manoeuvre..." (**Oeuvres**, Gallimard/la Pléiade, tome II, p. 388).

On voit encore une fois l'erreur de Baudelot et de Poulantzas qui consiste à prendre un travailleur individuellement et à examiner ses "déterminations de classe". Cette "force de travail socialement coordonnée" déborde aujourd'hui le cadre de l'atelier (c'est le cas examiné par Marx), car les modes de préparation du travail se compliquent et se divisent. Mais d'un autre côté, c'est précisément cette division qui fait que, au sein de cette force de travail coordonnée, c'est le prolétariat industriel et manuel qui forme le noyau dur.

Toute l'activité spécialisée et coordonnée des gestionnaires, ingénieurs, techniciens et autres employés est orientée vers le travail du prolétariat manuel, pour que ce travail soit le plus productif possible (ce n'est pas un hasard si ce travail-là est soumis au chronomètre, ou encore si, par exemple, le seul apprentissage qui intéresse le patron chez l'ouvrier est sa montée en cadence, etc.).

Plus schématiquement dit : la production est organisée grâce à une division du travail de plus en plus élaborée et "fine", mais qui a un coeur, un "noyau dur" (l'espace social n'est pas divisé en groupes sociaux égaux qui s'équilibrent et s'enchevêtrent comme chez Boltanski) ; si le prolétariat industriel concentré s'arrête de produire, alors le gestionnaire n'a plus rien à gérer, l'ingénieur reste stérile, le technicien n'a plus rien à prescrire, le transporteur à transporter.

Pour conclure sur ce point, on voit que, pour ces couches qui entourent le prolétariat "pur" ou bien qui font partie de la nouvelle petite bourgeoisie, il est vain de chercher à raccorder la situation de telle ou telle de ces couches au fond économique. Au sein de la "force de travail coordonnée", il n'y a pas d'antagonisme économique, pour reprendre l'expression de Kautsky.

Par contre, il existe des différences de situation qui engendrent des différences de point de vue, et d'où il découle que beaucoup de ces travailleurs ne sont pas conscients de leur position prolétarienne ou d'employés exploités ou même de petits bourgeois exploités par la bourgeoisie. Le prolétariat peut trouver des alliés parmi ces couches, mais il ne se pose pas à proprement parler de problème d'alliance à leur égard : tout dépend de la vigueur du prolétariat révolutionnaire, de sa démonstration de force (donc de la conviction qu'il a d'être la seule force révolutionnaire).

Les révisionnistes au contraire, après avoir posé les problèmes en terme d'alliance, en viennent aujourd'hui à prétendre que la force motrice révolutionnaire est représentée non par le prolétariat "pur", mais par les gestionnaires, les ingénieurs-techniciens, voire les petits patrons. Ils reprennent ainsi "l'appel aux classes moyennes" que les socialistes et les radicaux d'avant guerre ralliés au planisme ont lancé. C'est en cela que le parti révisionniste est aujourd'hui un authentique parti petit-bourgeois, héritier du radicalisme de la III<sup>ème</sup> République.

Par contre, demeurent décisifs les problèmes d'alliance avec la paysannerie. Dans l'agriculture, le capitalisme ne peut conduire à la grande production que par la ruine du petit paysan (on le voit aujourd'hui avec l'effondrement du mythe de la "petite exploitation familiale"). D'autre part dans la crise agraire, le problème de la surproduction est beaucoup plus aigu que dans l'industrie (cf. les quotas, les contrôles, etc.). La petite production agricole est de plus en plus imbriquée dans les branches de la production capitaliste (les "consommations intermédiaires de l'agriculture" augmentent, d'où une dépendance vis-à-vis de l'amont, et le produit agricole final est toujours davantage le fait des industries agro-alimentaires, d'où une dépendance vis-à-vis de l'aval). Tout ceci montre que les bases objectives de l'alliance de classe non seulement existent toujours, mais s'élargissent.

**Notes :**

<sup>1</sup> La subordination réelle fait la spécificité du capitalisme : le capital organise à sa manière (y compris et surtout sous l'angle technologique) le procès de travail pour en extraire davantage de plus-value, surtout sous la forme de la plus-value relative. Le travailleur est complètement soumis au procès de travail et à ses incessants bouleversements.

## **NOTE DE LECTURE :**

### **"ETRE MARXISTE AUJOURD'HUI" DE P. TORT**

*Stéphane Bruel*

Dans un petit essai stimulant, qui fait suite à l'édition d'un texte de 1955 d'Henri Lefebvre sur Lukacs (Henri Lefebvre, **Lukacs**, Patrick Tort, **Etre marxiste aujourd'hui**, Paris, Aubier, 1986.), Patrick Tort pose la question : "qu'est-ce qu'être marxiste aujourd'hui ?". Dans ces notes, parmi quelques vues pessimistes sur le sort du mouvement ouvrier et quelques précautions, à nos yeux superflues, sur la caractérisation du PCF, Tort pose de vraies questions, qui hantent l'esprit de bon nombre de marxistes aujourd'hui. Dans notre bref commentaire, nous nous contenterons de discuter quelques-unes des réponses données par Tort au problème des rapports entre théorie et pratique révolutionnaires, et à la question de la force politique capable aujourd'hui de proposer des buts révolutionnaires et des voies pour les atteindre.

Tort part d'un constat, sur lequel on ne peut qu'être d'accord, et dont il recherche la raison : la coupure entre le marxisme et le mouvement ouvrier. En fait, il décrit ce phénomène sous la forme de la séparation de l'intellectuel marxiste et du "peuple". Selon lui, le marxisme doit être profané : il doit sortir du temple pour aller vers le peuple, "il doit être montré aux yeux du peuple comme un grand texte qui le concerne et qui a même expressément cherché à formuler la vérité de sa 'mission historique' (p.90)".

Qu'un philosophe communiste pose la question en ces termes nous paraît important. Ce faisant, Tort pointe du doigt deux questions : la première, générale, concerne le rôle du marxisme dans la lutte révolutionnaire ; la seconde renvoie au processus historique qui a, en France (et sans doute ailleurs, mais là n'est pas le propos), séparé pour longtemps le marxisme "officiel" et la lutte du mouvement ouvrier, sous la forme d'un parti officiellement marxiste conduisant une politique qui ne l'était pas, laissant pour cela le peuple dans l'ignorance des bases de la théorie révolutionnaire.

Toutefois, l'analyse de l'opposition entre l'intellectuel (le côté de la théorie) et le peuple (le côté de la pratique) reste limitée, comme est limitée la solution que préconise Tort : expliquer le marxisme au peuple. Cette vocation hégélienne du **Volkserzieher** ou du **Volklehrer** (l'idéal d'une éducation du peuple pour réformer la société), qui fut aussi celle des utopistes, a certes le mérite d'aborder les problèmes sous un angle pratique. Hegel voulait rompre avec l'"illusion spéculative" et appliquer les résultats de la philosophie à des "concepts utilisables". Mais dans ses **Thèses sur Feuerbach** de 1845, Marx pose déjà une exigence plus élevée que la rupture avec l'illusion spéculative ou que l'"enseignement du peuple". Pour lui, l'unité théorie-pratique ne résulte pas d'un simple échange, d'un pur va-et-vient entre les deux côtés, comme le concevait par exemple Mao. Le caractère profane de la pensée ne résulte pas d'une simple "sortie du temple", mais du côté pratique de la pensée :

"C'est dans la pratique que l'homme a à faire la preuve de la vérité, c'est-à-dire de la réalité et de la puissance de sa pensée, la preuve qu'elle est de ce monde" (**Etudes philosophiques**, Ed. Sociales, 1974, p. 48).

Bref, l'unité théorie-pratique existe **en raison de** et **à travers** la prééminence de la pratique. La pensée théorique, c'est celle qui fait fonctionner les "concepts utilisables", c'est-à-dire celle qui, loin de rester en dehors de la lutte de classe, l'éclairé et la guide.

Cela signifie que la question fondamentale doit être formulée ainsi : quel rôle la pensée révolutionnaire a-t-elle eu ces dernières années dans la lutte des classes ? Si le marxisme est coupé de la lutte des classes, est-ce parce que le peuple s'est éloigné du marxisme, ou bien n'est-ce pas à l'inverse parce que le marxisme s'est éloigné du peuple ? Dans de nombreux textes, que Tort garde sans doute à l'esprit, Marx, Engels ou Lénine ont insisté sur la spécificité de la théorie, sur son "autonomie relative" (pour employer un terme à la mode), sur l'extériorité de la théorie, de la conscience socialiste, par rapport au mouvement spontané, sur l'impact de la théorie révolutionnaire sur le mouvement, sur la "puissance matérielle de la théorie dès qu'elle s'empare des masses", etc. Tous ces textes doivent être absolument rappelés pour lutter contre l'incroyable mépris de la théorie qui marque le mouvement communiste français depuis ses origines. Mais pour aller dans quelle direction ?

Car l'idée d'un développement parallèle, et non réciproque, de la "conscience socialiste" et du "mouvement spontané" pose le problème de savoir, dans une situation historique donnée, lequel de ces deux éléments est en retard sur l'autre. Tort semble croire que c'est le "mouvement spontané" qui est en retard sur la théorie, et notre philosophe en donne la raison suivante : c'est parce que des forces rétrogrades ont empêché la pénétration de la théorie dans le mouvement, qu'elles ont empêché que le marxisme soit enseigné au "peuple". Tort est ainsi amené à développer une conception négative du peuple, passif et soumis, et à formuler de manière étroite les tâches assignées au travail théorique.

Tort cherche en fait à justifier théoriquement ce qui n'est qu'une apparence : l'absence de mouvement révolutionnaire, et même de mouvement démocratique, qu'il constate lorsqu'il laisse entendre qu'il n'y a pas de mouvement à la hauteur des tâches démocratiques de lutte pour l'égalité des droits, contre les expulsions, le nouveau code de la nationalité (mais à l'heure où j'écris ces lignes les faits eux-mêmes viendront démentir ce jugement). Il ne voit pas qu'en France le peuple a dépassé les "**petites** revendications destinées à satisfaire les **petits** appétits corporatistes (p. 97)". Regardons par exemple la période finalement très courte des quarante dernières années. La génération des résistants avait-elle de "petites revendications" ? Ces militants qui savaient crier "Vive le parti communiste allemand" devant un peloton d'exécution nazi avaient-ils de "petits appétits corporatistes" ? Certes non. Ils se battaient non seulement pour libérer la patrie, mais pour prendre le pouvoir et engager la France dans la voie du socialisme. Mais le Parti, lui, voulait partager le pouvoir avec la bourgeoisie et reconstruire la France capitaliste. Trente ans plus tard, en mai 1968, les enfants de cette génération entraient en révolte contre le capitalisme, non pour de "petites revendications", mais pour une autre société. Si le problème du pouvoir n'était pas aussi clairement posé que par ceux qui, en 1944, détenaient les fusils et avaient détruit le pouvoir collabo-nazi, c'est pourtant vers cet objectif que se dirigeait à grands pas le puissant mouvement. Mais le Parti, lui, voulait toujours partager le pouvoir avec la bourgeoisie, comme il le fit treize ans plus tard, avec le résultat que l'on sait. Tort part de l'hypothèse que le capitalisme a réussi à disloquer la conscience de classe. La classe ouvrière s'est désintégrée en une multitude de "catégories", et la solidarité de classe a fait place à l'ambition individuelle d'ascension hiérarchique, ainsi qu'aux revendications catégorielles et individuelles.

"Aujourd'hui, le peuple, et en son sein la classe ouvrière, dont les contours et l'esprit se sont modifiés (ce dont une analyse approfondie de la nouvelle configuration sociale aurait à tenir compte), n'ont plus le sentiment de former une population d'individus injustement exploités " (p. 98).

Bref, selon Tort, le peuple n'a plus en lui suffisamment de conscience pour se mobiliser sur des objectifs révolutionnaires.

En fait, la "conscience de classe" s'est donc dissoute chez les représentants politiques de la classe ouvrière. La séparation du socialisme et du mouvement ouvrier vient du "socialisme", qui a été galvaudé, et non du mouvement ouvrier qui se serait laissé prendre dans les mailles de la politique bourgeoise. Le problème ne vient donc pas tant de ce que l'on ait établi un mur opaque entre le marxisme et le peuple, mais de ce que les marxistes n'avaient plus rien à dire au peuple, c'est-à-dire de ce que le marxisme retarde sur le mouvement, qu'il n'est pas capable aujourd'hui de répondre aux exigences du mouvement. Lénine a écrit **Que faire ?**, dans lequel il expose ses vues sur l'importance du travail théorique, pour constater et combattre l'incroyable **retard** des révolutionnaires sur la progression du mouvement, et pour inciter les marxistes à répondre aux **nouvelles** tâches théoriques, politiques et d'organisation posées par le développement du mouvement. "Plus grand est l'élan spontané des masses, dit-il, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie" (p. 404). De même pouvons-nous aujourd'hui stigmatiser le retard de la théorie révolutionnaire sur le mouvement. Le "peuple" a donc été victime non pas tant d'un "gavage doctrinal" comme le dit Tort, que d'une ligne théorique et politique qui n'était pas à la hauteur de son élan spontané. Tort stigmatise à juste titre l'ouvriérisme, ainsi que tous les mécanismes abjects du mépris de la théorie, mais il ne voit ici qu'un côté des choses, celui où l'intellectuel marxiste s'est trouvé isolé du peuple. Mais l'ouvriérisme a surtout servi à liquider les ouvriers révolutionnaires, c'est-à-dire ceux qui avaient jusqu'à un certain point accédé à la théorie révolutionnaire. L'ouvriérisme a directement servi à étouffer leur conscience de classe.

Du coup, les tâches théoriques que Tort proposent paraissent bien limitées. N'est-ce pas en raison de sa vision pessimiste d'un peuple passif et aliéné ? Il formule ainsi ces tâches théoriques : "découvrir les ressorts des **nouvelles formes** de l'aliénation et apprendre à les combattre." Si Tort place au rang de ces "nouvelles formes d'aliénation" la dégénérescence du marxisme que les marxistes eux-mêmes ont provoquée depuis des dizaines d'années en France, alors nous souscrivons au programme théorique qu'il propose. Mais Tort ne développe pas explicitement cette idée. Le mauvais côté reste le peuple, qui subit ces nouvelles formes d'aliénation sans trouver en lui-même les ressources suffisantes pour les critiquer (pour en prendre conscience) et pour les combattre, et le bon côté est le "marxisme", qui apparaît au fond comme une doctrine déjà là, prête à servir pour peu qu'on la fasse sortir du temple et qu'on la porte à la connaissance du peuple.

Bref, il nous semble que Tort ne pousse pas jusqu'au bout l'analyse qu'il esquisse par ailleurs lorsqu'il critique le XXII<sup>ème</sup> congrès du PCF et l'abandon du concept de dictature du prolétariat. En rejetant la dictature du prolétariat comme phase **nécessaire** du processus révolutionnaire, le PCF a choisi de jouer le seul jeu de la démocratie libérale. En niant la nécessité de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, le XXII<sup>ème</sup> congrès a "renoncé" à un projet révolutionnaire. "La révolution, dit-il, a besoin de savoir ce qu'elle veut (p. 131)". Mais pour cela, il faudrait que les "marxistes" tiennent un autre discours que la pâle resucée du socialisme petit-bourgeois qu'ils nous infligent depuis longtemps, on pourrait dire depuis toujours pour ce qui est de la France. Les conséquences politiques de la dégénérescence du marxisme dans notre pays sont lourdes et dramatiques. Elles ont empêché que soit jamais posé le problème fondamental des rapports entre démocratie et communisme, entre mouvement démocratique et révolution socialiste, qui est sans doute la question la plus urgente à résoudre aujourd'hui.

## Revue N°2

### A PROPOS DU MOUVEMENT ETUDIANT ET LYCEEN

Stéphane BRUEL

Rien ne reflète mieux les sentiments d'horreur et de panique qui hantent les politiciens bourgeois après les manifestations étudiantes et lycéennes que le commentaire de Paul Thibaud paru dans le numéro spécial de **Libération** (janvier 1987, p. 112). Le directeur d'Esprit écrit :

"L'attitude narcissique et esthétique à quoi s'est tenu le mouvement signifie qu'une force politico-morale non-intégrée subsiste en marge de notre politique instituée, avec tous les dangers qu'une telle marginalité comporte. Une force située de cette manière, "non récupérable", qui n'est reliée au système de décision par aucune médiation, compromet le fonctionnement des institutions (il n'est pas bon que le pouvoir de légiférer soit dans la rue) et comporte un risque de violence à chaque fois qu'elle se manifeste avec une certaine intensité. Ceci quelle que soit la communauté de valeurs qui unit cette force au reste de la communauté politique. Ne pouvant sans doute pas franchir lui-même l'écart qui le sépare de la politique instituée, ce mouvement est sans doute destiné à disparaître et à renaître, éventuellement sous des formes agressives, à moins que ne se modifie le mode d'exercice du pouvoir par opposition auquel il s'est constituée."

Tout est dit dans ces lignes inquiètes. Le mouvement ne s'est pas contenté, Thibaud l'a bien compris, de critiquer les formes ou les manifestations extérieures du pouvoir, l'hypocrisie ou la grossièreté de la "politique instituée". Il a mis en cause sa légitimité en mettant à nu l'isolement de l'Etat vis-à-vis de la société civile, et cette dernière apparaît comme en opposition majeure avec un système politique qui prétend s'appuyer sur **elle** pour exister, comme la contradiction mortelle d'un Etat reconnu comme parasite.

Mais Thibaud se trompe (ou se voile-t-il la face ?) quand il affirme que cette force "subsiste" en marge de la politique instituée, et qu'elle ne "peut" elle-même franchir "l'écart qui la sépare de la politique instituée". Il se trompe parce que cette force, produite par le système politique de la démocratie bourgeoise et ses contradictions, ne peut que se développer du fait que le système n'a pas, par essence, la possibilité de l'intégrer dans sa pratique. Comment l'"Etat de droit" peut-il intégrer une force à qui il dénie tout droit réel ? Comment peut-il lui faire accepter, au nom du consensus, la légitimité de cette oppression et de cette exclusion ?

#### **Une critique radicale du libéralisme**

Cette situation, où toute une génération marque **à la fois** sa critique radicale des tares de la société et son rejet non moins catégorique des règles du jeu politique, a plongé les commentateurs dans la perplexité, l'incrédulité ou l'animosité.

La réappropriation de la politique par les "apolitiques" — qu'un étudiant désignait de cette formule : "Notre action est politique, mais elle n'est pas politisée" (in **Le Monde** du 29 novembre 1986) — est interprétée par Thibaud comme les prémisses d'une "vraie décadence", alors que le mouvement, en stigmatisant la décadence du monde présent et des forces qui en assurent la survie, a montré que nous étions entrés dans **une nouvelle époque, celle où la révolution sociale, pour poursuivre son élan, devra rompre ouvertement avec les partis politiques bourgeois, avec leurs buts et leurs méthodes destinés à conserver le système réactionnaire de la démocratie bourgeoise.**

La portée de cette révolte est considérable. Elle manifeste sans ambiguïté que l'appropriation de l'Etat par la démocratie bourgeoise a épuisé (depuis longtemps !) ses capacités transformatrices et révolutionnaires dans notre pays, et que son double résultat — à savoir l'Etat en tant qu'appareil de défense des intérêts de la bourgeoisie, et la démocratie en tant que légitimation **a priori** de cet appareil — est un obstacle à toute expression et revendication sociales, et, surtout, qu'il est la raison principale de leur répression.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, en aggravant les problèmes qui étaient jusqu'alors désignés comme le résultat d'une politique de droite, a apporté la démonstration que c'est le système politique qui est pourri, et non tel ou tel programme des partis politiques qu'il suscite. La gauche au pouvoir a révélé les tares, les limites et les contradictions de la démocratie bourgeoise. Plus que les autres partis bourgeois,

les partis de gauche courent après le consensus, car ils doivent livrer bataille sur deux fronts, celui de la légitimité de l'Etat et de sa politique, mais aussi celui de leur propre légitimité en tant que gouvernants. Seule l'idéologie du "réalisme", le compromis social-démocrate au service du libéralisme ultra-réactionnaire, leur a permis de survivre dans le système politique, mais la mise à l'épreuve de la réalité sociale aura été décisive pour connaître leur essence et leur rôle de façon pratique.

Premières victimes de cette gauche qui leur avait promis tant de choses, les jeunes n'ont pas connu l'état de grâce des années quatre-vingt. Ils ont jugé la politique des partis de gauche sur les faits, et non sur les intentions, les déclarations formelles ou les proclamations idéologiques. Aujourd'hui, ils ne donnent pas davantage leur appui aux partis socialiste et communiste qui prétendent résister à l'offensive actuelle de la droite libérale. Ils ont au contraire montré que la critique radicale du libéralisme ne peut se développer que si l'on rejette clairement la mystification de l'opposition droite-gauche, que si l'on refuse de choisir entre la montée du conservatisme social et de la réaction et une gauche qui n'a cessé durant cinq ans d'affirmer ses vertus gestionnaires, réalistes, entrepreneuriales et ouvertement libérales.

De bout en bout, le mouvement de novembre et décembre 1986 s'est heurté aux manoeuvres des politiciens de gauche, et de leurs satellites "gauchistes", qui crurent gagner son estime en flattant, c'est un comble, son apparence "apolitique", mais qui désignèrent par là qu'ils entendaient rester maîtres de la seule politique qui vaille à leurs yeux, celle organisée et contrôlée par la bourgeoisie.

Ces manoeuvres eurent peu de prises. Est-ce le hasard ? La grève étudiante commence et s'étend au cours de la semaine qui précède la manifestation de la F.E.N. et les Etats généraux de l'U.N.E.F.-I.D. Refusant de suivre le scénario préparé par la gauche socialiste "en phase" avec Mitterrand, les étudiants semblaient dire aux politiciens venus reconquérir l'opinion en posant aux défenseurs de l'"avenir de la jeunesse" : "Trop tard pour secourir la démocratie que vous avez bafouée pendant cinq ans. Le peuple va désormais se soigner lui-même !".

**L'entrée des lycéens dans la lutte**, dès le 24 novembre, allait donner un caractère massif au mouvement, en renforcer le côté radical et en expliciter le sens. Jusqu'à la fin du mouvement, les lycéens ne quittèrent plus le pavé de Paris et des grandes villes. Ceux à qui Monory conseillait de "regarder les textes et de ne pas se laisser intoxiquer" allaient parfois, comme au Mans, faire débrayer les facs rétives. La participation active des lycéens conférait au mouvement étudiant le caractère d'une révolte de toute la jeunesse, qui refuse la place que la bourgeoisie lui donne dans ce monde en crise. Avec une merveilleuse et exemplaire énergie, la jeunesse scolaire a saisi l'occasion de montrer qu'il fallait compter avec elle. Elle a manifesté avec éclat sa lucidité et sa haute conscience quant à l'avenir qu'on voudrait lui imposer, quant à la société dans laquelle on voudrait la faire vivre. Elle a montré aussi à quel point les nombreuses affirmations et considérations sentencieuses sur son "individualisme" et sa "passivité" sont fausses et injurieuses.

Dans ses slogans, dans son refus ouvert de se plier aux règles politiques en vigueur — depuis les vertus de l'électoratisme jusqu'à la mainmise des divers groupements gauchistes moribonds —, la jeunesse qui fait exploser aujourd'hui sa révolte montre qu'elle n'est dupe ni de la morale bourgeoise à la "Fig-mag", fondée sur l'élitisme et la compétition, ni de la morale petite-bourgeoise à la "Libé", individualiste et pessimiste, toutes deux aussi sordides et malsaines.

C'est en parfaite connaissance de cause que le mouvement étudiant et lycéen a assumé la tâche d'ouvrir une brèche dans la politique libérale-réactionnaire promue sous le gouvernement de gauche et conduite avec un rythme accéléré par la droite. C'est bien parce qu'il s'attaquait à la souche commune à la droite et à la gauche, c'est-à-dire à la démocratie bourgeoise, qu'il a, très consciemment, proclamé son rejet de "la politique", son désir d'échapper à la tutelle des partis antidémocratiques pour affirmer ses propres valeurs démocratiques, son refus des manipulations et des trahisons, dont la vérité éclate aujourd'hui dans la dégénérescence du P.C.F., le présidentialisme du P.S. et l'agonie des gauchistes.

Une critique radicale du système politique de la démocratie bourgeoise

Cette solution émancipatrice n'est apparue que sous une forme pratique, à l'intérieur d'une lutte ayant un objectif précis — l'abolition d'une loi — et intéressant une catégorie précise — la jeunesse scolarisée —, bien que le mouvement eût commencé à prendre après l'assassinat de Malik Ousseki

une tout autre dimension, et que d'autres mouvements, comme celui des cheminots, aient porté les mêmes aspirations. Actuellement, le mouvement se donne le temps de la réflexion pour tirer les **leçons** utiles à l'avenir de la lutte démocratique et révolutionnaire.

Ces apparentes limites ont suscité bien des commentaires, et les épithètes les plus fantaisistes ont été appliquées pour masquer la vraie nature du mouvement : "moral", "éthique", "réaliste", "corporatiste". Ces épithètes montrent l'incapacité des commentateurs à comprendre les mobiles de la lutte. Le "civisme" et la "générosité" ne tombent pas du ciel, et ne proviennent pas d'une éternelle nature humaine (limitée en l'occurrence à la tranche des 15-25 ans...). La révolte des jeunes naît de leur conscience de la dure réalité qu'ils affrontent ou qu'ils s'appêtent à affronter, et dont on voudrait penser qu'ils l'ignorent ou la négligent : le chômage, la précarisation, la marginalisation, les emplois déqualifiés, "flexibilisés", etc., et, en fin de compte, l'interdiction de jouir réellement des droits que la bourgeoisie a elle-même inscrits en tête de sa constitution — le droit au travail, à la formation, à la santé, à la culture, etc.

Si de nombreux commentateurs persistent à voir à l'origine du mouvement une défense de l'individualisme (qui, à leurs yeux, peut aisément se justifier sans arguments dès lors qu'on décrit l'étudiant comme un futur cadre ou un futur Tapie), c'est parce qu'ils redoutent le côté radical, révolutionnaire, de la critique de l'Etat politique, du système politique et du seul modèle qu'il est aujourd'hui capable de sécréter, le modèle Tapie. C'est-à-dire un modèle où se rejoignent l'économique et le social par une négation illusoire et imaginaire du social, un modèle où la libre concurrence se combine avec le seul "droit" que reconnaisse la bourgeoisie, le droit de l'homme égoïste, de l'individu uniquement préoccupé de son intérêt personnel. La jeunesse a livré un grand combat contre l'idéologie bourgeoise en affirmant les valeurs de la solidarité et de l'intérêt général, et en poussant jusqu'au bout, avec quelque ironie, la logique qu'on voulait lui inculquer : que reste-t-il du rêve individualiste quand une loi attaque l'individu dans une de ses aspirations les plus élevées, l'accès au savoir ?

Les jeunes ont parfaitement établi **le lien entre l'exclusion sociale et la sélection scolaire et universitaire** : c'est pourquoi la **crise de l'école**, qui ne s'éteindra qu'avec la disparition de cette société de classe, suscite désormais de grandes luttes démocratiques et révolutionnaires. <sup>1</sup> Menées aujourd'hui par les intéressés eux-mêmes, ces luttes ne peuvent que rejeter explicitement et radicalement le système politique bourgeois. Dans ce système, la responsabilité de la politique incombe aux seuls partis qui doivent suivre des règles du jeu très précisément instituées. Les partis politiques apparaissent comme des rouages de l'Etat bourgeois : leur propre existence dépend de sa survie. Chacun à sa manière, ils participent à l'effort constant de cet Etat qui est, selon l'expression de Habermas, "de détourner les conflits inhérents au système économique pour les intégrer au système politique en les institutionnalisant sous la forme d'un débat sur la distribution" (**Après Marx**, Fayard, 1985, p. 274).

La bourgeoisie ne permet pas à la société civile d'exprimer ses besoins et ses aspirations, son système politique se les approprie en tant qu'éléments de discours électoralistes, de pseudo-débats politiques, sans leur apporter de réponses pratiques ni de solutions : c'est pourquoi le rapport entre société civile et système politique ne peut qu'être toujours plus conflictuel, après que leur séparation a été justifiée comme une opposition naturelle entre des individus dispersés et sans liens réels et un Etat seul habilité à représenter ce que ces individus ont de "social", de collectif, d'universel, de générique, un Etat qui bâtit son universalité et sa légitimité non pas en supprimant les différences réelles, les différences de classe, mais en les annulant **politiquement**. La république bourgeoise conserve, aggrave et masque l'inégalité sociale en instituant l'égalité politique sous forme d'une énumération de "droits" : droits de voter, d'étudier, de travailler, de faire grève, etc. En limitant ainsi la démocratie au seul domaine "politique", elle dissimule la fonction des mécanismes de l'organisation actuelle de la société, qui est d'assurer la pérennité de la domination de la classe bourgeoise capitaliste. Ce dispositif étriqué, qui est constitutif de la démocratie bourgeoise, a commencé depuis longtemps à se dissoudre sous les coups du mouvement populaire et de son aspiration à la démocratie sociale. Mais ce mouvement fut, dans notre pays, toujours canalisé, récupéré et par conséquent étouffé par des partis — spécialement le PCF et ses rejetons gauchistes — qui, quoi qu'ils disent, ont toujours voué une admiration sans bornes à la démocratie bourgeoise (cf. sur ce point l'article "Marxisme ou révisionnisme" dans le numéro 1/1987 de LA VOIE DU SOCIALISME-REVUE).

En ces journées de novembre et de décembre, deux conceptions de la démocratie se sont opposées : d'un côté, la démocratie libérale, rétrograde, coupée d'une réalité sociale où les inégalités et les injustices s'aggravent ; de l'autre, **un mouvement qui affirme le contenu social de la démocratie**. D'un côté, une république qui limite la démocratie à la sphère politique ; de l'autre, un mouvement porteur des valeurs d'une république sociale.

Cette vision du mouvement, à la fois critique et émancipatrice, transparait déjà dans les déclarations recueillies par les journalistes : "Rien de ce qui était discuté autour de nous ne pouvait nous enthousiasmer. Aussi avons-nous choisi nos propres valeurs : l'égalité, la générosité, entre autres. Ce n'est pas nouveau en soi, mais au contraire d'autres générations du passé, la nôtre n'est pas utopiste. Nous voulons utiliser ces valeurs pragmatiquement" (Déclarations de lycéens, in **Libération**, 4.12.86).

Des lycéens de Lozère, interviewés par **Libération** après le mouvement (10.02.87), déclarent : "Avant, on était considérés comme des enfants, comme des personnages impuissants vis-à-vis de la politique". Un lycéen recherche "la démocratie pure", à l'opposé de la politique politicienne. Une lycéenne exprime son espoir : "Il faudrait un parti de jeunes, pas politique, mais pour réguler. Avec des députés jeunes pour contrôler les autres députés."

Dans un débat organisé par **Le Matin** (12.12.86) avec des représentants de la Coordination étudiante, Stéphane Hirschi déclare : "On n'a jamais dit que le mouvement était apolitique. Dans les A.G., on se définissait comme sans étiquette. Cela signifiait qu'on ne se retrouvait dans aucun discours préétabli et qu'il nous fallait inventer nos propres réponses en fonction de nos valeurs." Sylvia Zappi indique de son côté : "Nous sommes effectivement partis d'une revendication. Puis le mouvement s'est élargi à des débats sur l'enseignement, sur le racisme, sur le Code de la nationalité, sur le rôle des institutions... S'il y a eu remise en question de la société, dans un certain sens, c'est que les valeurs portées par le mouvement vont à l'encontre de celles véhiculées par tous les partis depuis un certain nombre d'années. Toute une génération est désormais marquée, et le mouvement ne s'arrêtera pas là."

### **La crise de la démocratie bourgeoise et les contradictions de l'"Etat social"**

Aujourd'hui, pour se développer, le combat démocratique devra manifester plus ouvertement son contenu social et revendiquer son exigence de ne plus voir séparer démocratie politique et démocratie sociale. <sup>2</sup> Deux éléments historiques sont à prendre en compte.

1) La question de la démocratie formelle est réglée depuis longtemps en France.

Cette situation rend plus visibles et insupportables les tares réelles de la société. Elle montre que la cause de ces injustices n'est pas dans le système politique, mais dans son soubassement économique et social. Plus les droits sont affirmés, plus il devient patent que la loi contredit le droit. Plus le citoyen abstrait se voit reconnaître de droits et d'égalités, plus l'homme réel subit l'injustice et se voit dénier tout droit.

Ainsi disparaît peu à peu le côté mystificateur de la démocratie purement politique, qui faisait dire à Marx que l'intelligence **politique** est incapable de découvrir la source de la misère sociale :

"Parce qu'il pense sur le mode politique, [le prolétariat] aperçoit la raison de tous les maux sociaux dans la **volonté**, et tous les moyens d'y remédier dans la **violence** et dans le renversement d'une forme d'Etat déterminée. A preuve, les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient poursuivre des fins purement politiques, n'être que des soldats de la République, alors qu'ils étaient, en vérité, des soldats du socialisme. L'intelligence politique leur cachant ainsi la racine de la misère sociale ; ainsi elle faussait en eux la compréhension de leur but véritable ; ainsi leur intelligence **politique trompait** leur instinct **social**" (Gloses critiques en marge de l'article "Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien" (août 1844) in **Oeuvres**, tome III, Gallimard/Pléiade, p. 415).

Aujourd'hui, alors que l'Etat se construit aussi comme un Etat social, l'homme réel subit dans tous les aspects de sa vie sociale et "intime" les conséquences de la politique, mais le système lui dénie tout droit de s'occuper directement de ses affaires **sous l'angle politique**, autrement que par l'intermédiaire des partis politiques censés le représenter. Or, loin de prendre en charge les valeurs et les aspirations engendrées par la réalité sociale, les partis politiques les rejettent, les étouffent, les déclarent illégitimes. Le mouvement a fait éclater la contradiction de cet Etat social qui produit une sorte d'impensé social. En s'arrogeant le droit de régler lui-même une affaire qui le concernait et, à travers

lui, qui concernait toute la société, il a rejeté le mythe démocratique du citoyen qu'on ne suppose compétent et conscient que lorsqu'il vote ou qu'il est "sondé" (et on a vu ce que donnaient les sondages sur la jeunesse !). L'électeur, devenu le sondé entre deux élections, est sommé de répondre aux questions que se posent les hommes politiques, et non à celles qu'il se pose lui-même.

Le mouvement a rejeté avec force le principe de la démocratie représentative qui fonde cette conception mystificatrice du citoyen. Il l'a fait doublement. D'abord en adoptant la pratique du mandat impératif : contrairement à la théorie générale et à la pratique de l'Etat représentatif, les électeurs remettent à leurs représentants non leur confiance, mais leurs instructions. Ensuite en ne reconnaissant pas au Parlement suffisamment de légitimité pour décider d'une loi qui concernait des millions de citoyens. Car le rejet du parlementarisme s'est accompagné de la démonstration publique de l'illégitimité parlementaire. Les manifestants, devant l'Assemblée, venaient non pas faire pression sur les députés, mais clamer leurs droits. Leurs représentants désignés pour rencontrer les groupes parlementaires ne réclamaient rien, mais demandaient des comptes et exposaient leurs points de vue et leurs exigences.

Devant l'ampleur de cette révolte antipolitique, le pouvoir n'a pu user de l'arme favorite du vote bloqué (article 49-3) qui est pourtant devenu une nécessité pour lui. Il y a longtemps que la république bourgeoise ne légifère plus, mais qu'elle administre. Dans la conception bourgeoise, la justesse et la justice de la loi sont garanties par le caractère formel de son universalité. Or celui-ci est de plus en plus difficile à maintenir, dès lors que l'Etat intervient directement au sein de l'ordre social où il est obligé de se découvrir en tant que serviteur des intérêts particuliers. La différence entre la loi, l'apanage du prétendu "pouvoir législatif", et la mesure administrative s'estompe. C'est l'exécutif qui légifère, à coup de décrets, d'ordonnances, de 49-3. Bref, la jeunesse sait qu'il y a longtemps que la loi ne se fait plus à l'Assemblée. C'est parce qu'il lui apparaissait tout à fait légitime que "la rue fasse la loi" que le mouvement a toujours affiché avec une belle assurance sa certitude d'obtenir le retrait de la loi.

Ce faisant, il est loin d'avoir fait preuve de la naïveté qu'on lui a parfois prêtée. La plupart des commentateurs estiment que le mouvement s'est politisé après l'assassinat de Malik. Or, dès le soir de la grande manifestation du 4 décembre, face à l'arrogante attitude du pouvoir, la conscience politique a pu s'exprimer très ouvertement et immédiatement, comme si elle attendait l'occasion que les circonstances s'y prêtent. Que les protagonistes du mouvement eussent eux-mêmes signifié qu'ils comprenaient parfaitement le lien entre les mesures répressives du pouvoir (expulsions d'immigrés et de réfugiés politiques, code de la nationalité, réforme des prisons), les "bavures" policières et une loi universitaire, montre à quel point ils ont saisi que l'Etat démocratique est un pouvoir qui repose sur la contrainte physique, sur la violence de la police, des tribunaux et de la prison. Le mouvement ne s'est pas contenté de stigmatiser l'hypocrisie et la vanité du jeu politique (la "politique politicienne"), il a aussi montré sa haute conscience de l'essence du pouvoir politique, qui est de recourir à la violence et à la contrainte matérielle pour faire prévaloir un ordre social injuste.

2) Les contradictions de l'"Etat social" ont mûri.

La bourgeoisie est tenaillée par son horreur instinctive de la démocratie. Cette classe vit aujourd'hui comme un parasite sur le corps social, son inaptitude à maîtriser le développement de la société est patente. Plus elle s'enfonce dans le déclin, moins elle est capable d'entretenir **la fiction de l'opposition entre l'Etat et la société civile** par laquelle elle a justifié et légitimé son pouvoir. Elle a institué l'Etat comme le domaine des affaires générales et la société civile comme la sphère des intérêts privés dépouillée de tout caractère politique. Or les conditions matérielles de la vie sociale, en se développant, viennent rappeler avec quelque brutalité qu'elles forment la base réelle de l'Etat. La socialisation croissante de toute la "vie privée" ou de toute "activité privée" — qu'elle touche à l'économie, à la culture, à la formation, aux conditions de vie, à la famille, à la santé — impose à l'Etat d'avoir une politique dans chacun de ces domaines pourtant réputés hors de la politique, d'assumer en quelque sorte la conduite publique des affaires privées.

D'autre part, en raison de ces contradictions, l'Etat, qui pourtant prétend représenter l'universel contre le particulier, est poussé à défendre toujours plus ouvertement l'intérêt particulier contre l'intérêt général. Or, les conditions matérielles du développement de la société civile font craquer l'enveloppe

mystificatrice de la démocratie bourgeoise et font apparaître l'Etat dans sa vérité comme **un Etat de classe, un Etat qui défend étroitement les intérêts particuliers d'une classe parasite**. Pour survivre, la bourgeoisie doit sans cesse justifier l'injustifiable du point de vue de l'Etat universel, à savoir l'injustice sociale, les inégalités et la ségrégation. Ce n'est plus l'Etat qui protège les inégalités réelles sous la fiction du droit universel — c'est l'Etat lui-même qui organise l'inégalité et qui le revendique.

Ainsi, la fiction de l'opposition entre l'Etat et la société civile est-elle démasquée. Ce mythe fondateur de la démocratie bourgeoise ne peut plus avoir cours au moment où l'Etat politique prétend être aussi un Etat social, avec une "politique sociale". Les idéologues de cet Etat en décomposition n'ont finalement qu'un seul but, énoncé par l'américain John Rawls (dont on vient de traduire le livre **Théorie de la justice** paru en 1971) : "Il faut tendre à réduire la visibilité sociale". Qu'est-ce donc qui est trop visible, et qu'il faudrait masquer ? C'est à la fois les inégalités et l'action pratique et incessante de l'Etat pour les renforcer, c'est à la fois l'éloignement de la société civile de l'Etat universel et l'Etat dont la moindre décision apparaît au service des intérêts privés de la bourgeoisie. Selon Rawls, cette visibilité engendre la revendication sociale, la lutte contre les injustices. Afin de supprimer ces causes de subversion, Rawls propose de rendre le social opaque et les individus indifférents. Puisque la loi universelle ne peut plus cacher qu'elle est inique et au service du particulier, Rawls propose de morceler la société en une multitude de "groupes de références homogènes", possédant chacun leurs **règles**. En bon néo-kantien, Rawls estime que ce sont les conditions formelles de la formation du consensus qui bénéficient d'un pouvoir de légitimation, et non plus l'universalité de l'objet du consensus. Bref, le libéralisme tient enfin sa doctrine sociale (c'est pourquoi la traduction du livre de Rawls fera grand bruit), où l'inégalité entre les individus sera légitimée a priori par la règle procédurière. Comme le disait Bourdieu en plein mouvement étudiant : "Il appartient à l'Etat de contrôler et de réguler la concurrence sauvage entre les facs" (cf. **Libération**, 4.12.86).

#### **Encore une fois le problème de l'avant-garde**

Ainsi est venu le temps de l'émancipation réelle, qui suscitera de nouvelles formes de lutte et d'organisation, dont les prémisses observables en décembre ont troublé la bonne conscience des partis politiques, parce qu'elles présupposent la fin du politique, la fin de la tromperie de l'"émancipation politique" :

"C'est seulement lorsque l'homme aura reconnu et organisé ses **forces propres** comme **forces sociales** et ne retranchera donc plus de lui la force sociale sous l'aspect de la force **politique**, c'est alors seulement que l'émancipation humaine sera accomplie." (K. Marx, **La question juive**, in Oeuvres, Pléiade, tome III, p.373).

Sa brutale confrontation avec la réalité sociale de la France n'a pas fini de bouleverser le petit monde politique du gouvernement et du Parlement. Mais le désarroi du pouvoir ne peut se conclure sur ses reculs précipités des dernières semaines ; la logique de défense des intérêts de la bourgeoisie et l'ambition d'une concrétisation de son idéologie ne sont pas fondamentalement remises en cause et l'Etat reviendra à la charge pour continuer de détruire le droit à l'éducation, au travail, au logement, à la santé.

Par ailleurs, les grandes manoeuvres des partis réformistes et révisionnistes ont confirmé ces dernières semaines à quel point cette levée en masse les a terrorisés. Après la condamnation et les mises en garde du rapport Blotin, un colloque "Matière grise", misérable et soporifique parce qu'ouvertement réformiste et collaborateur, est venu prouver que les étudiants et les lycéens avaient apporté une rupture profonde dans le train-train de la cohabitation. Or, si l'échec du colloque, qui selon les organisateurs devait mobiliser les foules sous forme de grand'messe des bons enfants, est venu confirmer la profondeur du fossé qui sépare ces partis du mouvement, la grève des cheminots a apporté une réponse plus que cinglante aux dénonciations calomnieuses du PCF qui cataloguait le mouvement de la jeunesse tout entière de corporatiste, d'élitiste, de preuve supplémentaire du glissement à droite de notre société.

Comme toujours, les responsables du PCF ont attaqué ouvertement le mouvement. Au cours de la réunion du Comité central des 16 et 17 décembre, J. Hoffman pose la question suivante : "Les jeunes vont-ils devenir les contestataires efficaces de l'ordre qui se met en place, ou s'y soumettre ?". Ignoble

et fallacieuse question, posée par un parti qui a puissamment contribué, depuis sa croisade pour l'union de la gauche jusqu'à sa participation au gouvernement (pour ne parler que d'une époque récente) à la mise en place de l'ordre réactionnaire, et lancée à l'encontre d'un mouvement qui justement a **déjà** contesté cet ordre réactionnaire, et les partis qui le mettent en place et le protègent. On l'aura compris, il s'agit là aussi (et surtout) de salir le mouvement, pour le discréditer et pour l'isoler.

Ainsi, lors de ce même C.C., J. Perreux croit comprendre que "si les étudiants et les lycéens refusent la sélection par l'argent, ils admettent en même temps qu'il ne peut y avoir d'emplois pour tout le monde, et donc pas de diplômes". Et Blotin affirme de son côté que les jeunes restent contaminés par l'idéologie des "gagneurs", qu'ils rêvent d'une "émancipation individuelle" ! "Les jeunes de moins de 25 ans constituent la génération par laquelle la grande bourgeoisie commence le remodelage de la société française". Bref, il voit en eux ceux par qui la société glisse à droite.

Pour l'isoler des travailleurs et de la classe ouvrière, les responsables révisionnistes ont dénoncé le corporatisme du mouvement et de ses revendications et, surtout, ont expliqué que ses formes de lutte (les assemblées générales, la coordination, les mandats impératifs, les représentants élus et révocables) ne sont pas généralisables. Ils ont refusé de prendre en considération la portée de l'appel lancé par la jeunesse aux travailleurs, ainsi que l'importance du rôle joué par les lycéens de l'enseignement technique tout comme par les "perdants", ceux qui savent qu'ils ne mettront jamais les pieds dans une fac, mais qui ont trouvé tout naturellement l'occasion d'exprimer leur révolte dans le mouvement.

Les erreurs, bévues et échecs de l'ennemi doivent nous réjouir mais ils n'apportent pas eux-mêmes de réponse à la question du lien des marxistes-léninistes avec les militants d'avant-garde du mouvement, ni de l'activité future de ces derniers. Alors que nous nous interrogeons sur le sens du silence et de l'inaction de la jeunesse et des travailleurs, et que plus ou moins ouvertement l'idée d'un manque de volonté de se libérer du joug réformiste et révisionniste s'imposait (confortée par le constat d'absence d'un parti révolutionnaire), ce mouvement nous a apporté une réponse claire dans la pratique immédiate et pour le futur.

Mais cette réponse nous a renvoyés à nous-mêmes et au rôle que nous devons avoir. Ce mouvement n'est pas nouveau du point de vue historique ni du point de vue international, et pourtant de nombreux militants sont passés du désarroi face à un immobilisme apparent et insondable, au désarroi face à une lutte où ils n'ont pas eu de place ni de rôle reconnus. Ils sont pris dans la contradiction entre une certaine idée de l'avant-garde, ce drapeau rouge qui mènerait la bataille et la dirigerait, et des attentes toujours et forcément déçues vis-à-vis des mouvements de masse. Faits aggravants, les étudiants et lycéens ont obtenu la victoire très rapidement, alors que les cheminots ont arrêté leur grève sans avoir obtenu tout ce qu'ils voulaient. Pire, le mouvement étudiant n'a pas caché un joyeux mépris vis-à-vis des brandisseurs de drapeau et les syndicats ont dû en faire beaucoup pour se faire admettre dans le mouvement cheminot et finalement le trahir, comme les cheminots eux-mêmes l'avaient prévu.

La jeunesse s'est révélée, les travailleurs ont jugé eux-mêmes leurs dirigeants, réformistes et révisionnistes se sont ouvertement découverts, l'Etat bourgeois a montré toute sa désagrégation sans qu'aucune avant-garde organisée, qu'elle soit marxiste-léniniste ou autre, n'ait guidé ce mouvement, n'ait orienté ni influencé des événements pourtant d'une grande portée politique. Est-ce à dire que le mouvement est spontané, et que le mouvement spontané peut tout ? Ce silence de plusieurs années de la classe ouvrière a été et reste encore le silence de la réflexion, de l'apprentissage des trahisons et de leurs conséquences et cette lente maturation n'est pas finie, alors que l'Etat bourgeois et les partis traîtres savent désormais qu'ils ont affaire à forte partie, qu'ils sont en danger, et ont déjà commencé à fourbir leurs armes.

Cette guerre de classe qui s'est ouverte exige notre travail et notre présence aux côtés de la jeunesse et de la classe ouvrière d'avant-garde, la poursuite de nos analyses, de nos réflexions et de notre activité pour construire avec eux une organisation politique révolutionnaire. Aujourd'hui, le parti de la démocratie sociale a agi, il a jeté dans la bataille des forces innombrables, il a porté des coups au gouvernement bourgeois, qui en accuse encore les traces et en ressent les effets. Le gouvernement, comme les mouvements sociaux actuels, sont jugés à travers le filtre des événements de décembre. Les reculs apparents du pouvoir, comme ses marques d'obstination, sont appréciés en termes d'échec ou de victoire, en fonction d'un nouveau rapport de force né à la fin de 1986.

La tâche — urgente — qu'ont ces militants de se rassembler dans une organisation démocratique et révolutionnaire, c'est aussi notre tâche. L'avant-garde aujourd'hui, ce sont ces militants qui se sont portés à la tête des mouvements et qui ont donné le ton, montrant leur clairvoyance et leurs grandes qualités : détermination, responsabilité, sens aigu de l'unité, etc. Deux fausses attitudes doivent être, selon nous, clairement rejetées :

La **première** consiste à définir le mouvement comme un mouvement purement spontané, limité, aux vues étroites, et sans grande portée du fait qu'il n'était pas "guidé" par une "avant-garde". Bien entendu, chacun, selon la secte à laquelle il appartient, qualifie différemment cette avant-garde — "communiste-à-la-française", "marxiste-léniniste", "trotskiste", etc. — qui tantôt manque à l'appel, tantôt n'aurait pas été reconnue par le mouvement. Au fond, ces récriminations aigries ont pour base commune la vieille conception qui veut que la lutte des classes soit stimulée de l'extérieur, par une avant-garde, que celle-ci pratique le terrorisme, l'agitation spectaculaire ou le mot d'ordre sentimentalo-politique. Ce genre d'"avant-garde" donne libre cours à son ignorance au lieu d'étudier la situation réelle, elle ordonne au mouvement réel de se plier à ses propres préjugés plutôt que d'adapter sa tactique au cours du mouvement réel.

La seconde **attitude** à rejeter consisterait à refuser d'opposer au système des partis bourgeois un parti démocratique et révolutionnaire indépendant et à s'en remettre à l'activité massive mais épisodique du mouvement.

D'après ce que nous constatons, ces deux attitudes sont surtout présentes chez les militants politiques, chez ceux qui sont passés par différentes sectes, ou y demeurent encore, alors que de nombreux militants du mouvement cherchent à rompre leur isolement, se regroupent en comité ou en association, tentent d'élargir leur champ d'analyse et d'action. Est-ce que ces militants qui constituent aujourd'hui l'avant-garde, qui sont dotés de hautes aspirations politiques, qui ont réfléchi aux conditions de la lutte, qui sont conscients de l'importance des enjeux de cette lutte à l'échelle nationale et internationale, est-ce que ces camarades ont conscience d'être une avant-garde, qui doit s'exprimer, s'organiser et agir en tant que telle ? Nous l'ignorons, mais nous sommes convaincus que c'est le cas, tant les événements de ces dernières semaines ont montré la nécessité et la possibilité de former ce parti de la démocratie sociale.

Ce parti est aujourd'hui nécessaire. Les aspirations politiques des étudiants, des lycéens et des ouvriers d'avant-garde ne peuvent s'exprimer dans le cadre étroit d'un mouvement spontané et particulier, aussi massif soit-il, aussi élevés que soient leurs objectifs. Il faut que l'étudiant, le cheminot, le marin, le sidérurgiste cessent d'être étudiant, cheminot, marin, sidérurgiste et luttent pour devenir les militants du même parti de la démocratie et de la révolution.

Ce parti est aujourd'hui nécessaire parce que les masses ne peuvent se contenter de n'agir que d'en bas, comme si elles étaient à jamais marquées d'une sorte d'infériorité sociale et politique qui leur interdirait de s'occuper de la chose publique au-delà de certaines limites. Il est d'autant plus nécessaire que les militants d'avant-garde actifs au cours des récents événements ont montré leur opposition au principe anarchiste consistant à n'agir que d'en bas.

Dans quelle situation nous trouvons-nous, nous tous, frères de combat, qui sommes mus par les mêmes aspirations — mais qui n'avons pas encore su manifester notre volonté de nous retrouver tous ensemble dans le même parti ? Nous avons en commun les mêmes projets : le rejet du système politique bourgeois, de tout le système politique bourgeois qui protège ce monde d'exploitation, de misère et de massacre et l'aide à survivre ; nous voulons que les travailleurs s'émancipent eux-mêmes et organisent eux-mêmes la nouvelle société débarrassée de l'injustice et de l'inégalité sociale, où seront assurés **réellement** les droits fondamentaux au travail, à l'éducation, à la santé, au logement, etc. Affirmons ensemble notre vision radicale de la lutte, nos aspirations radicales pour une société démocratique et socialiste, comme une charte qui sera notre seul drapeau, loin des dogmes qui ont remplacé la théorie vivante, loin des sectes qui ont remplacé le parti de la lutte solidaire et fraternelle, loin des magouilles politiciennes et hypocrites qui ont remplacé la fidélité aux principes.

Les marxistes-léninistes de LA VOIE DU SOCIALISME ont toujours rejeté avec fermeté et mépris les fausses "avant-gardes". Nous savons que le processus par lequel l'avant-garde en vient à s'unifier idéologiquement et politiquement, sur la base du socialisme scientifique, sera dans notre pays long et

complexe, et qu'il passe obligatoirement par le regroupement de cette avant-garde dans un parti démocratique et révolutionnaire. Aucun groupe ne constitue aujourd'hui le "noyau dur" ni l'"avant-garde" d'un tel parti, le prétendre revient à entraver le processus d'édification du parti révolutionnaire.

Depuis qu'ils ont rompu avec le PCF, dans les années 60, puis avec le mouvement marxiste-léniniste (en fait maoïste) dans les années 70, les militants aujourd'hui regroupés autour du journal LA VOIE DU SOCIALISME ont pu rester unis et travailler ensemble parce qu'ils fondaient leur activité sur deux convictions :

1) Il y a "quelque chose de pourri dans le royaume" du mouvement communiste français (MCF) depuis ses origines. Cette dégénérescence est aujourd'hui flagrante, et la constater ne soulève pas de réels problèmes. Après tout, qu'Herzog et Boccara courent les réunions patronales pour vendre leur camelote gestionnaire n'étonne plus personne et n'a finalement guère d'importance. Par contre, d'autres phénomènes ont eu plus de poids, en ce sens qu'ils ont changé le cours de l'histoire en l'empêchant de prendre une direction révolutionnaire. Citons quelques-uns de ces événements-clés : lorsque le parti des partisans a déposé les armes en 1944, pour laisser s'installer partout (ou parfois installer lui-même !) le pouvoir gaulliste avant d'aller manger à son râtelier ; lorsque le parti qui a organisé la lutte antifasciste a laissé les Blum et les Daladier mettre fin à l'embellie du Front populaire ; lorsque le parti qui préconisait la formation de soviets en France reconnaissait en même temps le droit à la France de coloniser l'Afrique et l'Asie. Ainsi, la dégénérescence est peut être plus flagrante encore (même si elle est plus difficile à admettre) dans ces moments, les années 30 et 40, où le parti prenait partiellement en charge les aspirations révolutionnaires de notre peuple, qu'aujourd'hui où il a abandonné toute prétention transformatrice et où il court vainement après les idées à la mode dans l'espoir d'être dans le ton de la lutte politique bourgeoise.

Nous avons toujours été convaincus que cette corruption du MCF ne provenait pas de l'idéologie, le socialisme scientifique, qu'il prétendait incarner dans notre pays en en réclamant le monopole. Au fond, dans notre pays, Marx ne fut jamais trahi si l'on appelle trahison le fait de renier ses convictions. Il fut trahi dans le sens où de vieilles idées réformistes et réactionnaires furent enveloppées de lambeaux de concepts marxistes.

2) Non seulement le ralliement du PCF aux valeurs de la démocratie bourgeoise fut effectué au nom du marxisme, mais, pire, le PCF l'imposa en décrétant posséder le **monopole** du marxisme. La scission du Parti socialiste au Congrès de Tours en 1920 a son revers. Ceux qui créèrent le PCF, et qui n'étaient pas tous, beaucoup s'en faut, des partisans de la III<sup>e</sup> Internationale, installèrent le monopole politique du marxisme en France alors que l'idéologie marxiste n'avait pas encore pénétré dans notre pays (voir le mépris de Marx et d'Engels pour les "marxistes français"). Ce phénomène a eu des conséquences lourdes et dramatiques, car c'est le parti politique du marxisme qui est devenu peu à peu l'obstacle principal à la pénétration du marxisme en France. Cet accaparement politique du marxisme, qui fut mis au service d'une conception bourgeoise de la politique, la "politique politicienne" de la démocratie bourgeoise, a laissé des habitudes de pensée néfastes, dont l'extrême gauche n'a pas pu se débarrasser lorsqu'elle a cherché à se démarquer du PCF (dans les années 60 et 70).

Par exemple, les dirigeants du PCF ont décrété que le marxisme-léninisme n'était pas soumis aux conditions communes qui président au développement de toute idéologie (à savoir : qu'il exige un travail scientifique et qu'il est fondé sur tout le patrimoine de la connaissance humaine), mais qu'il était soumis à la politique du parti. Si encore cette politique avait été révolutionnaire... (mais comment aurait-elle pu l'être avec une telle conception du socialisme ?). D'où ces relations étranges avec les intellectuels du Parti et avec les "compagnons de route" : on exigeait d'eux non pas qu'ils fassent un travail d'idéologues révolutionnaires, mais qu'à partir de leurs propres conceptions (quelles qu'elles soient) ils fassent allégeance au dogme et à son étiquette. Car on ne monopolise que ce qui peut être stocké : du capital, des marchandises, ou des idées mortes. Si le dogme est une "idéologie d'avant-garde", son gardien est donc **a priori**, quelles que soient la réalité et sa position politique, toujours à l'avant-garde. Dans cette conception, le mouvement dit spontané est dépouillé de tous ses attributs politiques et révolutionnaires : seule l'"avant-garde" est en droit de lui affecter, de l'extérieur, cette qualité. L'émancipation des travailleurs n'est pas l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, mais de l'"avant-garde" qui les "représente" ; le communisme n'est pas, selon la formule de Marx, "le mouvement réel

qui abolit l'état actuel des choses", mais un idéal-dogme auquel la réalité devrait se conformer. Ce n'est donc pas un hasard si ceux qui, se proclamant avant-garde, se sont mêlé de faire "assimiler" au mouvement ouvrier et démocratique ce que ce mouvement avait "spontanément" découvert depuis longtemps sont aussi ceux qui ont renoncé à toute tâche d'élaboration de la doctrine socialiste et de la théorie de la révolution. Et ce n'est pas non plus un hasard si les mêmes, du PCF à ce qui reste de l'extrême gauche, jugent le mouvement étudiant avec condescendance (mouvement corporatiste, individualiste et apolitique).

La rupture avec l'ancienne manière d'assumer une activité politique suppose de rejeter ces habitudes de pensée et leurs corollaires (rapport entre l'activité politique et l'Etat, entre les syndicats, les "organisations de masse" et le parti). Il s'agit là d'une entreprise gigantesque qui est en oeuvre depuis de nombreuses années, et qui se précise dans plusieurs mouvements, avec des succès et des échecs : les luttes des sidérurgistes, la lutte antiraciste, le mouvement de décembre, les grèves des cheminots, des instituteurs. Si l'on conserve les habitudes de pensée dénoncées plus haut, et notamment si l'on conserve l'habitude de se considérer l'avant-garde dès lors qu'on monopolise le dogme, on ne voit pas le phénomène essentiel qui se déroule sous nos yeux, à savoir que l'avant-garde aujourd'hui existe dans ces mouvements qui révèlent et accentuent la crise de la société bourgeoise et de son Etat. Cette avant-garde ne peut trouver à s'exprimer (d'où son silence apparent) par l'intermédiaire du jeu politique traditionnel et de ses partis. Un journal étudiant paru récemment (**L'Irrécupérable**, n°1, février 1987) note que "l'identité (du mouvement) est d'être silencieux" et commente :

"Ne nous y trompons pas. Le silence des étudiants de 86-87 n'est pas une retraite de moribond : c'est une manifestation de la vie qui rejette les formes éculées, des pratiques qui ne l'expriment plus. Voici un peuple qui réclame de toutes ses forces une identité, courant le risque de paraître apatride, dans l'interstice de deux frontières, pour s'en fomenter une nouvelle. Voici un peuple qui court le risque d'être jugé invisible, introuvable. Mais le gouvernement et l'UNEF-ID ont intérêt à ne pas comprendre, à jouer les honnêtes gens qui ne voient rien venir et combler le terrain, pleins de dévouement. C'est qu'on ne supporte pas longtemps l'incertitude ni l'hésitation. On les attribue à de l'impuissance. Il ne vient pas à l'idée que la nouveauté, au lieu d'être déjà toute donnée, offerte aux étudiants, pourrait bien être une oeuvre de longue durée dont pour l'heure nous ne saisissons que les prodromes. Il ne vient pas à l'idée qu'il faut du temps pour inventer, que les grandes découvertes naissent d'un nombre infini d'expérimentations partielles, souvent laborieuses. Il faudra peut-être deux ans avant de comprendre l'ampleur du mouvement étudiant, à condition toutefois de ne pas gêner toutes les chances au départ."

Le mouvement doit trouver sa propre forme d'expression et d'organisation, qui ne passera pas, c'est une certitude, par un ralliement passif à une quelconque "avant-garde" déjà constituée ou qui se créerait (une de plus !) pour l'occasion. Le marxisme vivant a besoin de cet élément (de cette nouvelle politique, de cette nouvelle organisation qui se cherchent) pour s'épanouir, par une confrontation ouverte et fructueuse avec d'autres courants de pensée, et, si l'on peut dire, avec lui-même, tant sont nombreux aujourd'hui les militants qui tiennent le marxisme pour une référence indispensable. Quant au marxisme mort, il continuera, de l'extérieur, c'est-à-dire du marais où il s'embourbe, de porter ses affirmations sentencieuses sur le mouvement qui apprend à marcher sur la terre ferme, encore maladroitement, tortueusement, mais avec le pas décidé de ceux qui veulent atteindre les cimes. Eh bien, qu'il s'embourbe, s'il ne veut pas rejoindre ceux qui partent à l'assaut du ciel !

### **Notes :**

<sup>1</sup> Voir dans ce numéro l'article de Claire PASCAL.

<sup>2</sup> Engels écrit, à ce sujet : "La Révolution française fut un mouvement social du début jusqu'à la fin, et après elle une démocratie purement politique est devenue une absurdité complète. **La démocratie de nos jours c'est le communisme.** Toute autre démocratie ne peut encore exister que dans la tête de visionnaires théoriciens qui ne sont pas concernés par les événements réels et selon lesquels ce ne sont pas les hommes et les circonstances qui engendrent les principes mais les principes qui s'engendrent eux-mêmes. La démocratie est devenue le principe prolétarien, le principe des masses. Les masses peuvent être plus ou moins lucides quant à cela, l'unique sens correct du mot démocratie, mais toutes elles ont au moins un sentiment obscur que l'égalité sociale des droits est implicite en démocratie" ("Le Festival des nations à Londres" (1846) in Marx-Engels, **Collected works**, Lawrence and Wishart, Londres, tome 6, p. 5. Notre traduction).

## LA "CRISE" DE L'ECOLE

*Claire PASCAL*

Entre une demande toujours plus affirmée d'instruction, de formation et d'élévation des savoirs, et l'extension massive du chômage des jeunes, la déqualification des diplômés, mais également la fermeture de l'accès des universités et la dégradation des conditions d'enseignement dans ces dernières comme dans les écoles, il y a là une contradiction que le capital et son appareil politique, la démocratie bourgeoise, sont incapables de résoudre, ce qui les pousse à prendre des mesures réactionnaires toujours plus marquées.

Sur le plan politique, celles-ci opèrent comme des révélateurs violents mais très efficaces de la réalité et des objectifs du consensus séculaire en France sur le droit à l'instruction pour tous, consensus organisé tant bien que mal par l'Etat et défendu par l'ensemble des partis politiques français depuis les débuts de l'école primaire obligatoire.

Si l'on connaît à peine l'analyse des étudiants et des lycéens, leurs mots d'ordre et les déclarations de leurs leaders les plus avancés dénoncent parfaitement cette contradiction. Tandis que les réponses du pouvoir, des réformistes et des révisionnistes montrent qu'ils se sont pris au piège de leur propre libéralisme, et qu'ils se sont totalement coupés de cette réalité sociale, malgré le credo partagé de la "soumission aux contraintes du réel".

Cette jeunesse "individualiste", "arriviste" leur a brutalement rappelé les principes fondateurs de leur système : démocratie, liberté, égalité, fraternité, culture des Lumières. "Face à ces références, égalité, solidarité, liberté, on nous a opposé la rentabilité et la concurrence". "Ce qui est mort, c'est l'idée que le savoir se résume à un savoir-faire professionnel. Cette idéologie du savoir-faire était inscrite dans les réformes Savary-Chevènement et Devaquet. Elle est rejetée massivement et on assiste à une réhabilitation de la culture" (Membres de la coordination nationale, interview au **Matin**, 12.12.86).

De telles revendications ont paru si "classiques" à certains de nos modernistes creux et fades qu'ils n'ont pas hésité à les cataloguer comme conservatrices et ringardes, donc comme réactionnaires ! Un tel respect des valeurs démocratiques traditionnelles a en effet de quoi bouleverser et effrayer les admirateurs de la méthode (?) Tapie, de l'entreprise du "3<sup>e</sup> type" et de la non moins fantasmagorique grande Amérique, telle qu'on nous en importe l'image en Europe. Leur idéologie ne leur donne que de pauvres moyens, et la seule contre-attaque qu'ils arrivent à envisager pour dresser ces jeunes inconscients mal élevés, c'est le recours à la méthode "gestion des ressources humaines". Cette dernière, en "épanouissant", en "donnant des responsabilités", en délivrant de la hiérarchie (en entreprise évidemment) serait le dernier rempart, l'ultime diversion co-gestionnaire qui protégerait la citadelle politicienne. Bref, il faut faire redécouvrir au bon peuple le rôle de l'école ("L'éducation nationale pourrait être le laboratoire où s'élaboreraient les relations sociales de demain"), après avoir décrété que "sa modernisation passe par l'autonomie des établissements", précisément par ce que les "nouveaux jeunes" refusent (cf. Frédéric Gaussen, **Le Monde** du 31.01.87). Aussi peu soucieux des situations concrètes, tant en ce qui concerne les jeunes que les travailleurs, les experts, journalistes et hommes de l'appareil politique français risquent de connaître des réveils toujours plus déconcertés, sinon douloureux.

### **Les fondements du consensus scolaire**

Bien au delà du projet Devaquet (qui confortait le sens de la hiérarchie entre facultés en les livrant au capital), et l'ampleur du mouvement des lycéens et collégiens suffit à le montrer, ce ne sont pas seulement les fondements pratiques du système scolaire — sélection systématique, (pseudo) utilitarisme professionnel, primeur grandissante de l'évaluation sur l'instruction dans le travail des enseignants, pauvreté des moyens pédagogiques... — qui sont critiqués et dénoncés, mais aussi ses fondements idéologiques.

Le consensus scolaire ne se limite pas en effet au mythe de la démocratisation puisqu'il concerne les bases mêmes des enseignements, tout entières soumises aux ordres et aux contradictions du capital et de la bourgeoisie. Ces bases idéologiques sont en effet cimentées par d'autres consensus visant à masquer la décomposition du système capitaliste et son incapacité grandissante à obéir à ses propres

lois. Sur quoi portent ces consensus ? Sur la neutralité et l'autonomie des sciences et des techniques, qui nous vaut une apologie des prétendues mutations scientifiques et techniques actuelles ; sur la nécessaire soumission aux "lois" de l'économie de marché, auxquelles tout bon citoyen doit se plier pour que la France garde son rang, en étant plus productif, plus malléable et moins coûteux ; sur la primauté de l'individu et des libertés privées, qui nécessite d'être émancipé de toute idéologie (sauf, on suppose, de l'idéologie pédagogique) et donc de vivre sa destinée sociale comme une prédestination individuelle.

Ce consensus idéologique a trouvé une expression particulièrement achevée, à la fois dans son cynisme et son irréalisme, avec le rapport du Collège de France remis en mars 1985 à François Mitterrand (**Propositions pour l'enseignement de l'avenir**). Ce rapport se donnait pour but de "repenser les principes sur lesquels peut être édifié un système d'enseignement aussi démocratique que possible, en même temps qu'adapté aux exigences du présent et capable de répondre aux défis de l'avenir".

Hypocrites, mais "réalistes" ("aussi démocratique que possible..."), les auteurs prennent pour axiomes les changements de la science "qui ne cesse de redéfinir la représentation du monde naturel et du monde social" ; "les transformations de l'environnement économique et social, notamment des changements qui ont affecté le marché du travail du fait des innovations technologiques et des restructurations des entreprises...". Une fois posés les soubresauts actuels du système capitaliste comme des faits incontestables, ils les imposent comme inéluctables. Ici l'Histoire intervient dans toute sa vertu justificatrice, car si le passé peut servir à comprendre le présent, il est clair pour notre intelligentsia que le présent est l'aboutissement du passé, entant que son résultat optimal et définitif, fixant pour l'éternité les lois de la société. Autrement dit, ces changements dans la politique d'enseignement sont nécessaires, car ils doivent servir à maintenir ces lois en régulant leurs conséquences négatives.

C'est pourquoi c'est en bons réformistes qu'ils doivent tout justifier, en particulier les moyens et les méthodes permettant à cette intangible perfection de se maintenir ! L'inégalité sociale devient alors "la découverte de la différence", la sélection se justifie par "la diversification des formes d'excellence", les hiérarchies classiques (abstrait/concret ; théorique/pratique...) n'étant que des "perversions" ; l'échec devient "la diversification des chances" ; la ségrégation sociale se transforme en une "émulation réelle entre institutions autonomes et diversifiées" (avec cependant nécessité "de protéger les individus et les institutions les plus défavorisées contre la ségrégation scolaire pouvant résulter de la concurrence sauvage"). "Ce principe pourrait trouver une application progressive dès l'enseignement secondaire" (jusqu'au DEUG inclus). Finie la "concurrence larvée", place à une "émulation ouverte" ; finis les "dépotoirs pour des adolescents voués à la dégradation", place aux "véritables zones d'éducation prioritaire". Et du moment que "les pouvoirs publics veillent à la qualité pédagogique de l'ensemble des institutions d'enseignement fondamental", pourquoi ne pas "penser à récompenser les instituteurs et les maîtres avec des avantages matériels et symboliques (subventions, promotions, primes, stages, voyages)" en fonction de leur efficacité pédagogique ? En mélangeant les vieux poncifs libéraux et des propositions ultra-réactionnaires, à quoi pensaient donc Bourdieu et ses collègues, sinon que le système qui avait permis leur propre reconnaissance en tant qu'élite ne peut pas être si mauvais et qu'il faut coûte que coûte le maintenir et le renforcer ?

### **La jeunesse face à la démocratie bourgeoise**

La jeunesse (française, mais aussi espagnole, italienne, belge ou allemande) a bien perçu la complémentarité entre idéologie et méthodes ; elle a montré également qu'elle savait qu'au delà de leur démagogie propre, réformistes et révisionnistes tenaient le même langage en défendant dans leurs programmes ce qui constitue les piliers de l'école du capital. On comprend que les étudiants et les lycéens ne les aient pas reconnus comme alliés, mais aussi pourquoi le P.S. n'a pas crié victoire, surtout après les déclarations de Mitterrand souhaitant établir sur l'école un consensus identique à celui sur la Défense.

On pouvait difficilement être plus hors-sujet du point de vue des revendications étudiantes et lycéennes, mais on pouvait difficilement mieux stigmatiser le fonctionnement du système politique français et les raisons de son incapacité à comprendre le mouvement.

Leur angoisse vis-à-vis de leurs conditions d'entrée dans la vie active n'est pas le seul facteur qui devait inéluctablement amener les jeunes à s'interroger sur l'efficacité de leur formation, et donc sur son sens et son contenu. Le système bourgeois leur impose de vivre dans un monde clos et étrié (famille, école) avec pour vision du monde celle que propagent les médias. De ce cocon étouffant sort une situation explosive parce que les contradictions internes y sont trop fortes et que, précisément, ce qui apparaissait comme le facteur d'homogénéisation formelle (l'école), c'est-à-dire comme le lieu du consensus social et politique par excellence, apparaît de plus en plus clairement (le projet Devaquet voulait que ce soit ostensiblement) comme l'instrument du triage de classe et de la condamnation d'une majorité de jeunes.

Ce sont eux qui vivent au jour le jour l'approfondissement de ces contradictions dont ils subissent les conséquences les plus traumatisantes pour leur présent et leur avenir : contradiction entre l'affirmation par les gouvernements successifs d'un besoin important en formations supérieures et leurs propres difficultés à y accéder, contradiction entre le rappel de la valeur d'une instruction de base solide et des classes où on n'a plus le temps d'apprendre parce qu'il faut passer des tests et des examens pour trier les meilleurs, contradiction entre la promotion d'une pédagogie riche et diversifiée et l'incroyable pauvreté des établissements. Et, parce qu'ils ont aussi l'esprit de suite, contradiction d'ordre plus général entre une France développée et moderne, puissance mondiale pour laquelle il faudrait partir en guerre — essentiellement économique pour le moment — et ses millions de chômeurs et l'accumulation des difficultés pour la majorité des familles ; entre une France supposée pacifique et qui est en même temps le troisième marchand d'armes dans le monde ; entre une France qui se dit indépendante et que le moindre frisson du dollar fait trembler, que le moindre mouvement d'un AWACS fait voler vers le Tchad ; entre une France censée être le porte-drapeau des droits démocratiques et faisant du racisme la norme institutionnelle, expulsant ses immigrés et les réfugiés politiques...

Sans honte, tous ceux qui excellent dans l'art de la mystification et même de l'autocritique — et qui en tirent le plus souvent salaire — viennent cracher leur venin contre ces jeunes "aux ambitions aussi limitées", et qui n'aspireraient qu'à une chose : réussir et s'intégrer. Quoi de plus misérable, selon ces gens, de plus réactionnaire même, que de vouloir un métier, un emploi, que de vouloir en vivre et non seulement survivre, sans être hanté par les perspectives du chômage, de la pauvreté, de l'abrutissement et de l'ignorance. Quel manque d'imagination et d'ambition que de penser que cette aspiration est un droit, que l'Etat a le devoir de satisfaire ! Ce que ces hypocrites n'ont pas voulu comprendre, c'est que dans toute sa "médiocrité" (!), une telle revendication tend à devenir de plus en plus subversive, car le système actuel a de moins en moins les moyens de la satisfaire, même sous les apparences du droit démocratique à l'instruction.

Mais le fait même que la dénonciation vienne de la jeunesse étudiante et lycéenne montre que la recherche du consensus scolaire est un échec, et même un double échec. Au delà de l'échec apparent, celui de l'inadéquation — supposée par rapport aux besoins du capital mais subie par les jeunes <sup>1</sup> — entre formation et emploi, il y a l'échec politique et idéologique : le rêve ancien de la démocratie bourgeoise (rêve réalisé jusqu'à présent globalement) qui veut maintenir la division en classes de la société tout en niant ses conséquences en termes d'antagonismes et de lutte des classes (sous couvert de l'école pour tous, du consensus scolaire ou des "stratégies" de la reproduction sociale), ce rêve est terminé.

Jamais l'école pour tous — c'est-à-dire le droit pour tous, même formel — d'accéder aux niveaux d'éducation les plus élevés, n'est venue d'une initiative de l'Etat et jamais elle n'a emporté l'adhésion conservatrice. Le développement du capitalisme français et l'évolution de ses besoins en main d'oeuvre avaient permis l'ouverture du système scolaire, à laquelle la bourgeoisie n'avait pas pu s'opposer frontalement (en 1841, la loi qui limitait l'âge d'emploi des enfants est aussi celle qui instaure la scolarisation des jeunes travailleurs : c'était alors ressenti comme une nécessité dans la lutte contre les conséquences "morales" de la promiscuité ouvrière dans les manufactures et les fabriques). Mais les étapes successives de l'école obligatoire n'ont été franchies que sous la poussée des masses et les lois édictées par l'Etat n'ont servi qu'à entériner une situation majoritairement de fait. La bourgeoisie a dû jouer à l'intérieur de ce cadre, et si elle a eu organisationnellement et politiquement gain de cause, elle se heurte aujourd'hui à une jeunesse éduquée, parfaitement consciente du rôle de l'éducation et de la

formation dans la société, et par ailleurs très sensible aux questions politiques : les grands moyens (le business de l'aide humanitaire, de SOS-Racisme...) mis en place par l'Etat et la bourgeoisie pour la dépolitiser ont abouti au résultat inverse, et l'ont même unifiée au-delà des clivages sociaux auxquels on aurait voulu la voir attachée. Enfin, cette jeunesse sait concrètement à quoi s'en tenir quant aux idéaux réformistes et révisionnistes qui ont bercé son enfance et son adolescence, sans que le filtre des illusions "gauche-droite" soit venu obscurcir sa perception.

### De la "démocratisation" au collège "unique"

C'est bien le "succès" de l'école qui l'a plongée dans la crise : alors que sa consommation a augmenté massivement, en nombre d'utilisateurs, en durée d'utilisation et en demandes d'accès aux formations supérieures, elle n'a pas changé dans ses objectifs, ce qui du coup les a rendus plus clairs et plus intolérables. Le discours égalitaire n'était acceptable que pour un public présélectionné dont le tri avait été fait **avant** l'entrée dans le secondaire. Avec la mystification ratée du collège unique, la vérité a éclaté et c'est pourquoi on en revient à l'idée d'une spécialisation des écoles par public, où chacun pourrait s'épanouir sans gêner ni concurrencer l'autre, grâce au respect des diversités et du droit à la différence. Il s'agirait en fait d'un retour en arrière puisque cette juxtaposition était celle du système scolaire avant la réforme de 1959-1963, c'est-à-dire avant les mesures qui, sous couvert de démocratisation, avaient permis le remplacement de la sélection par établissement par celle des filières.

La réforme de 1959 (effective en 1967) avait institutionnalisé la généralisation de l'entrée en 6<sup>ème</sup> : mais cette ouverture est passée par la diversification des filières d'accueil destinée officiellement à éviter aux lycées de "**succomber sous la pléthore**" (loi de février 1959).

La réforme de 1975 (effective en 1977) a institué le collège unique, c'est-à-dire un tronc commun d'enseignement pour tous de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> dans des classes indifférenciées. L'objectif déclaré d'assurer les conditions d'égalisation des chances s'est en réalité traduit par :

- un renforcement de la sélection à l'entrée en 6<sup>ème</sup>, avec maintien en primaire et orientation dans les classes pré-professionnelles (maintenues à "titre provisoire", mais avec près de 100 000 élèves en 82/83) et le développement des sections d'éducation spécialisées ;
- l'augmentation à tous les niveaux des taux de redoublement et la chute corrélative des taux de passage ;
- le maintien des fonctions de paliers d'orientation de la 5<sup>ème</sup> et de la 3<sup>ème</sup> ;
- l'ouverture à tous les élèves de 4<sup>ème</sup> des enseignements optionnels qui s'est accompagnée de l'introduction de nouvelles disciplines (options technologies industrielle et économique) : soit une nouvelle façon d'accueillir l'afflux des nouveaux élèves dont le contenu "concret" rappelle étrangement celui des filières de relégation antérieures ;
- car présentés comme optionnels, ces enseignements sont en réalité plus imposés que suggérés par les responsables de l'orientation et on peut observer d'importantes différences dans la répartition sociale des élèves en ce qui concerne le choix des options : pour l'option unique par exemple, un élève sur deux est d'origine agricole ou ouvrière, et un élève sur quatre est enfant de cadres supérieurs ; et si 55,3 % des élèves étudiant une ou deux langues mortes sont issus de la catégorie "cadres supérieurs", leur part tombe à 2,4 % pour les options technologiques.

En résumé, le collège unique est un mythe, et en tout cas une pure vue de l'esprit, dans la mesure où l'on enregistre de fortes disparités dans l'offre d'enseignement d'un collège à l'autre. L'implantation géographique est primordiale, entre les collèges ruraux et les collèges urbains, les collèges de banlieues et de centre-villes (d'où l'enjeu de la sectorisation), entre les académies... Il ressort donc de ces observations (cf. **Education et Formations**, n°4, avril-septembre 1983) qu'une part importante des élèves (issus pour la plupart des classes populaires) est éliminée en fin de 5<sup>ème</sup> ; que les enfants d'origines agricole et ouvrière sont les "clients" privilégiés des options technologiques ; que les enfants des classes moyennes et surtout supérieures suivent l'enseignement le plus chargé, et pour la majorité d'entre eux, étudient deux langues vivantes et le latin (les mathématiques ne jouant pas, contrairement à de nombreuses affirmations, le rôle d'instrument principal et unique de sélection).

**L'école pour tous n'a donc jamais signifié la même possibilité d'accès aux savoirs pour tous :** derrière ce slogan démagogique se cache le rêve du consensus social où l'égalité formelle justifierait l'inégalité sociale en masquant qu'elle en est l'instrument. Résultat après des décennies de "démocratisation" : le parcours complet dans la filière scolaire est resté le fait d'une minorité, d'une élite issue majoritairement de la bourgeoisie, tandis que le taux d'échec absolu (c'est-à-dire les sorties du système scolaire sans diplôme ni formation reconnue) est lui resté inchangé depuis vingt ans (20 %). La poussée quantitative de l'après-guerre, qui avait très partiellement modifié la part de chaque classe sociale, **s'est en fait arrêtée depuis 1967**. Depuis cette date, la population d'enfants d'ouvriers a continué de croître, mais on les retrouve majoritairement dans les multiples filières de relégation (50 % dans les C.P.A., 56 % dans les CE.P. en 1980-81). A l'autre extrémité, la part des enfants issus des catégories socioprofessionnelles supérieures s'est accrue à partir de la classe de 2<sup>ème</sup> C. Il ne s'agit donc pas seulement d'un arrêt ou d'une stagnation, mais bien d'un recul de cette pseudo-démocratisation, avec le triage rapide des enfants d'ouvriers vers les filières de relégation et l'exclusion différée des enfants des classes moyennes. Car la multiplication des filières de relégation s'accompagne de l'augmentation constante de leurs effectifs (de près de 250 % entre 71/72 et 81/82), pendant que le taux de redoublement dans la filière "générale" augmente sensiblement lui aussi (sur la même période et pour l'enseignement public, ce taux est passé de 6,7 % à 12,7 % en 5<sup>ème</sup> et de 4,7 % à 11,4 % en 3<sup>ème</sup>) : ces deux phénomènes sont inséparables car ils montrent que les enfants des classes moyennes commencent à être atteints par cette politique de sélection et de préservation, qui touche donc les catégories sociales qui perçoivent le plus clairement l'enjeu de la réussite scolaire dans leur aspiration à appartenir à la classe bourgeoise (d'où les redoublements, que le gouvernement favorise ces dernières années pour retenir des chômeurs potentiels dans le système scolaire), et alors que l'âge des élèves est devenu plus que jamais un critère déterminant de leur devenir scolaire.

L'égalitarisme affiché aurait pu plier de bonne foi devant l'utilitarisme des formations techniques, si précisément celles-ci (niveaux VI, Vbis, V) n'étaient pas l'échec le plus flagrant du système scolaire français et n'expliquaient pas le mouvement lycéen. La sortie du système scolaire à la fin de la scolarité obligatoire est devenue la marque même de l'exclusion sociale, que ce soit par l'échec scolaire ou l'absence de diplômes qualifiants. Y a-t-il contradiction plus criante que celle entre l'application d'un droit démocratique — la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans — et ses conséquences sociales, quand l'instrument égalitaire devient un couperet sans pitié, intrinsèquement inégalitaire ?

Fait aggravant et significatif, le report de la division capitaliste du travail, travail manuel-travail intellectuel, à l'intérieur du système scolaire est particulièrement marqué en France. Il ne s'agit donc pas seulement d'un système qui formerait pour répondre aux besoins en main d'oeuvre du (ou plus précisément d'un certain) patronat (dans aucun autre pays capitaliste en effet il n'existe de système aussi cloisonné), mais bien d'un moyen de perversion du droit à l'éducation mis en place par la bourgeoisie. Très tôt d'ailleurs, l'enseignement dit professionnel a été stigmatisé comme l'apprentissage de l'infériorité, agissant comme un moyen de barrer la route de l'enseignement général à un grand nombre d'élèves. Mais cet enseignement qualifié de "pratique" et d'"utile" est justement celui qui produit le plus de chômeurs et de travailleurs sans qualification, au mieux déqualifiés et en concurrence croissante avec les non diplômés. Il suffit de regarder les statistiques du chômage pour s'en rendre compte. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 1986, sur 750 122 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans :

- 169 062 (dont 90 800 femmes) avaient le niveau VI de formation <sup>2</sup> ;
- 140 511 (dont 72 620 femmes) avaient le niveau V bis ;
- 352 117 (dont 190 441 femmes) avaient le niveau V ;
- 62 287 (dont 42 509 femmes) avaient le niveau IV ;
- 19 553 (dont 12 322 femmes) avaient le niveau III ;
- 3 355 (dont 2 123 femmes) avaient les niveaux I — II.

Jusqu'à ces dernières années, cette sélection sauvage s'était faite par la persuasion, par la résignation, à l'aide de discours démagogiques sur les dons, les aptitudes naturelles et acquises, de la "revalorisation" du travail manuel et de bataillons de médecins et autres psycho-pédagogues. Mais c'est pour les mêmes raisons qu'elle est devenue à la fois plus nécessaire pour le capital (compte tenu de la

déqualification massive que son système génère) et plus vitale pour la bourgeoisie (car c'est la préservation de sa descendance qui est en jeu), et plus inacceptable pour les travailleurs et leurs enfants : eux vivent chaque jour de façon plus massive et plus dramatique les conséquences des formations "utiles", de la polyvalence, de la flexibilité, de la mobilité et des "nouvelles technologies". L'habillage démagogique et psychologisant ne pouvait que tomber en lambeaux. Dès 1977, dans son rapport **Education et vie active**, l'O.C.D.E. affirmait (cité dans Madeleine Figeât, **Politique de formation de la main-d'oeuvre en France, 1975-1983**, I.N.R.P., 1984.) : "...l'essor de l'éducation qui a accompagné la croissance économique dans les pays membres depuis le début des années 60, a nettement accru la proportion des individus, dans la population active, qui ont pu poursuivre leurs études et atteindre un niveau élevé de connaissances. [...] avec les progrès de l'éducation, beaucoup ont maintenant de plus hautes visées et espèrent trouver un emploi et faire une carrière dans laquelle ils pourront utiliser leurs connaissances et trouver davantage de possibilités de satisfaction et d'épanouissement personnel. **Mais la structure générale de l'emploi dans l'économie et le contenu de la plupart des tâches ne correspondent plus à ce niveau supérieur d'instruction et d'aspiration...**" (p.16). Et en octobre 1978, la solution tombait : "Les jeunes ont du mal à trouver un emploi dans lequel ils pourront acquérir des qualifications, **ceci ne signifie pas qu'il faut leur donner une éducation plus poussée, mais démontre qu'il faut leur donner une éducation appropriée.**"

### **L'accès à l'université : un double enjeu**

Le système éducatif français était donc jusqu'à présent un système sélectif et élitiste qui ne se reconnaissait pas comme tel. En annonçant l'objectif des 80 % de bacheliers en l'an 2000, Chevènement et ses successeurs ont annoncé bien plus qu'une simple réforme : si les observateurs se sont longuement penchés sur le caractère réaliste ou non de ce projet dans le cadre scolaire français, ils ont le plus souvent négligé le fait que cet objectif était inséparable des projets d'autonomie des établissements d'une part, et d'intervention des entreprises dans le choix des préparations et dans le financement d'autre part. Le fait que les nouveaux bacs professionnels — qui doivent permettre d'atteindre l'objectif ambitieux des 80 % — soient préparés dans un enseignement en alternance, école-entreprise, est à cet égard révélateur. Toutes choses égales par ailleurs, ce projet est effectivement irréaliste : calqué sur le modèle japonais, il est ultra-réactionnaire.

Le système japonais qui lui sert de référence est en effet le système le plus ouvertement sélectif, élitiste et quasi-féodal. La presque totalité des jeunes japonais vont au lycée, et plus de 80 % ont effectivement l'équivalent du bac français, avec un système d'unités de valeur réparties sur trois ans, obtenues au cours d'examens trimestriels "rattrapables". Car peu importe de sélectionner les élèves par un examen de fin d'études puisque l'enjeu est d'avoir le diplôme de tel ou tel lycée, puis de telle ou telle université. Et non seulement l'accès aux lycées est payant (chaque lycée étant classé selon son degré d'"excellence"), mais il se fait sur concours : l'élève doit donc payer mais aussi savoir dans quel lycée il est susceptible de réussir le concours d'entrée (d'où l'industrie florissante des cours privés de préparation). Il faut qu'il ait également les possibilités de le fréquenter, car la localisation est un des éléments de la sélection par l'argent (coût du logement dans les centres urbains, transports...). "Avoir le bac" n'est pas une marque de distinction a priori, ne pas l'avoir est par contre un handicap quasi définitif, une condamnation à l'exclusion professionnelle et sociale en général. Dès lors, les entreprises n'ont plus qu'à se servir dans ce menu à la carte et la hiérarchie des lycées et des universités est celle des emplois et de leurs conditions d'exercice : sécurité, salaire, retraite, vacances.

C'est à cet enfer qu'il nous faudrait rêver, au nom de la démocratie et de l'élitisme républicain ! Mais il fallait être très naïf pour penser que la jeunesse française allait tomber dans le piège du modèle japonais ou des universités "Coca-Cola", alors même que l'angoisse des jeunes ajoutée à celle de leur famille et aux pressions d'un corps enseignant apparemment dépassé les poussent à adopter les mêmes contraintes que les élèves japonais ("bachotage" permanent).

C'est pourquoi les jeunes ont bien compris qu'ils n'avaient aucun avantage à tirer de l'autonomie statutaire et financière des facultés, de l'intervention du secteur privé tant dans les conseils d'administration que dans les financements. Et le problème de l'accès aux universités, déjà très sélectif, va devenir un enjeu de lutte des classes crucial : si le projet Devaquet a été finalement retiré, il ne faut pas s'attendre que la bourgeoisie cède sur ce terrain : d'une part parce que l'Etat qui défend ses intérêts

n'a plus les moyens financiers pour gérer seul les universités existantes avec des effectifs d'étudiants qu'on prévoit en constante progression, d'autre part parce qu'elle ne veut plus que sa propre descendance courre le risque de la concurrence avec d'autres classes, de plus en plus dangereuses dans ce contexte de chômage, et surtout de nécessaire réaction, dont les professions dirigeantes, cadres et intellectuels, doivent être la cheville ouvrière. Le trustage des Grandes écoles n'est plus suffisant pour assurer le maintien et la pérennité de son ordre, il faut qu'elle prenne en main l'activité même des universités, et même décide de leur continuité ou non, année par année, du maintien ou non des enseignants. Il faut qu'elle sélectionne à l'entrée par l'argent et qu'elle canalise a priori et de façon "utile" chaque étudiant. Cette belle machine de guerre a en face d'elle d'une part des étudiants qui connaissent le rôle de la **fréquentation** universitaire dans le choix et la possibilité de trouver un emploi, mais aussi les liens entre pouvoir et savoir, et d'autre part des lycéens et des collégiens conscients de ce que l'accès à l'université leur est majoritairement interdit, mais aussi du rôle que l'on veut faire jouer aux futurs diplômés. Un tract, diffusé en décembre dernier, de lycéens d'un L.E.P. le démontre clairement :

"Etudiants, c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société, et nous à la produire. Si vous bougez, nous bougeons. Tout peut bouger. Mais si vous voulez seulement jouer les "apprentis Tapie", si vous voulez seulement gérer loyalement cette société et devenir à moindre frais éducateurs, assistantes sociales, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues ; psychologues, journalistes, directeurs du personnel ; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser : allez vous faire foutre ! Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclut, et vous abaisse, si vous voulez lutter, avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la vôtre et la nôtre, alors, frères, avec nous : on vous aime !"

Bref, si consensus il y a, il est du côté de la jeunesse et de sa conscience du rôle de l'école et du savoir dans une société capitaliste. On comprend donc le silence, la prudence et même la haine à peine voilée des partis politiques, puisque, dans ce cas ce ne sont pas tellement leurs méthodes et leurs pratiques lycéens et les étudiants ont rejetées, mais essentiellement leurs idées mêmes sur le problème scolaire, indissociables de leurs programmes politiques : invoquer le consensus scolaire ou dénoncer le corporatisme du mouvement, c'est nier le droit à l'instruction en tant qu'élément de la lutte de classe ; faire croire aux besoins du capital en formations massives de niveau supérieur, à la révolution scientifique et technique, au rôle de la formation professionnelle comme valorisation par l'amélioration des qualifications, c'est nier les enjeux de la lutte en les sacrifiant sur l'autel des intérêts du capital et de la classe bourgeoise.

### Notes :

<sup>1</sup> Car le capital et l'Etat n'ont pas négligé le problème des objectifs de la formation : la mise en place des dispositifs statistiques (dont la nomenclature des emplois et des niveaux de formation est l'aboutissement formel) le prouve amplement. C'est en toute connaissance de cause que pendant les "trente glorieuses", le nombre des emplois s'est accru, en même temps que la parcellisation et la déqualification de nombre d'entre eux et que les filières scolaires de relégation ont été produites pour les "esprits concrets, rebutés par l'abstrait", "aptes" aux tâches répétitives et abrutissantes... Dès 1963, la planification des flux scolaires estimait que 30 % des élèves d'une classe d'âge devaient être dirigés vers les classes pratiques.

<sup>2</sup> La nomenclature des niveaux de formation est la suivante :

Niveau VI : sorties du premier cycle du second degré (6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>) et des formations pré-professionnelles en un an (CEP, CPPN et CPA).

Niveau V bis : sorties de 3<sup>e</sup> et des classes du second cycle court avant l'année terminale.

Niveau V : sorties de l'année terminale des cycles courts professionnels et abandons de la scolarité du second cycle long avant la classe terminale.

Niveau IV : sorties des classes terminales du second cycle long et abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau bac + 2 ans (DUT, BTS, instituteurs, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.)

Niveau II + I : sorties avec un diplôme de second ou troisième cycle universitaire, ou un diplôme de grande école.

## NON AUX LOIS XENOPHOBES

Louise LAMBERT

"Les statistiques données par le ministère de l'Intérieur indiquent que 18 millions de Français entre 1880 et 1980 sont des descendants d'immigrants à la première, deuxième, ou troisième génération. Plus du tiers de la population française actuelle est donc d'origine non française." (**Annales ESC**, juillet-août 1986, n° 4.)

Avec les Etats-Unis et le Canada, la France est le pays industrialisé dont la population doit le plus à l'immigration. Depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, les patrons français ont dû faire face à plusieurs reprises à un manque de main d'oeuvre, lié en grande partie à la lenteur de l'exode rural et à la résistance opposée par la paysannerie et la classe ouvrière urbaine au mouvement de prolétarianisation. Le recours à la main d'oeuvre étrangère a donc été une composante essentielle du développement du capitalisme français. Selon les cycles de production, cette main d'oeuvre a été alternativement attirée ou repoussée. Entre 1970 et 1981, diverses lois et mesures ont eu pour but de limiter l'immigration, en particulier l'immigration familiale, tandis qu'on cherchait à institutionnaliser les retours (circulaire Fontanet-Marcellin en 1972, mesures Stoléru en 1977 et "million du retour", aide au retour Dijoud en 76, loi Bonnet en 80 permettant de multiplier par quatre le nombre des expulsions). A partir de 1981, le gouvernement socialiste, avec un discours différent (on traque l'immigration clandestine pour mieux choyer "les bons immigrés") a poursuivi le même programme et s'est distingué par des mesures sur l'interdiction des regroupements familiaux, au mépris du droit élémentaire de tout travailleur de vivre en famille, et sur la limitation de l'entrée en France des demandeurs d'asile politique. Avec l'arrivée au pouvoir de Chirac, c'est le cynisme et l'arrogance qui s'ajoutent à une politique qui n'est que la continuation du processus de limitation amorcé depuis presque 20 ans :

- Expulsion illégale de nombreux Basques vers l'Espagne cet été ;
- "charter" de 101 Maliens expulsés fers aux pieds, sans qu'aucune des garanties prévues par la loi n'ait été mise en oeuvre ;
- lois sécuritaires adoptées en août, réglementant plus sévèrement encore l'entrée sur le sol français, remettant en cause l'automatisme du renouvellement de la carte de dix ans et ouvrant la possibilité d'expulser tout étranger qui "constitue une menace pour l'ordre public" ;
- loi "relative à la famille" adoptée par l'Assemblée nationale en novembre et qui contient une disposition dont le résultat est de supprimer le droit aux prestations familiales à une partie non négligeable de la population immigrée. En effet pour qu'une famille bénéficie des prestations familiales, il faudra désormais que les deux parents et les enfants soient en situation régulière, alors que jusqu'à présent il suffisait qu'un seul des parents soit en possession d'un titre de séjour. Etant donné les entraves mises au regroupement familial depuis de nombreuses années, il est clair qu'un nombre important de familles (10 000 d'après le ministère des Affaires sociales) se trouve dans cette situation de semi-régularité (le père étant muni d'un titre de séjour, la femme et les enfants étant en situation irrégulière). Il est clair aussi que le père continuera à cotiser comme tout un chacun, d'où une économie de plus réalisée sur le dos des immigrés.

Toutes ces mesures iniques sont dans le droit fil de la politique de frein à l'immigration qui prévaut depuis les années 70.

Par contre le gouvernement Chirac, sans doute soucieux de satisfaire la partie la plus xénophobe et la plus obscurantiste de son électorat, a franchi un nouveau pas dans le cynisme et la violation des principes élémentaires de la démocratie en proposant la réforme du Code de la nationalité. La base de cette réforme est de remettre en cause le droit du sol. Les enfants d'étrangers, nés en France et qui y résident, ne bénéficieront plus de plein droit de la nationalité française. Ils devront la réclamer après avoir atteint l'âge de 16 ans et ne pourront l'obtenir qu'un an plus tard s'ils remplissent les conditions particulièrement restrictives fixées par la loi. En effet, celle ci définit de nombreux empêchements à l'acquisition de la nationalité dont les plus importants sont :

- l'existence d'une condamnation supérieure à 6 mois de prison ou d'une condamnation pour des délits tels que les coups et blessures volontaires, le vol, l'usage et le trafic de stupéfiants ;

- le défaut d'assimilation (notamment une connaissance insuffisante de la langue française).

Le Ministère public peut faire obstruction à la demande s'il constate l'existence d'un des nombreux cas d'empêchements définis. Un autre aspect de la réforme est de soumettre les conjoints étrangers de Français à une procédure de naturalisation, alors que jusqu'à présent ils pouvaient obtenir la nationalité française par simple déclaration au terme de six mois de vie commune.

Cette réforme, si elle était adoptée, serait lourde de conséquences pour les jeunes issus de l'immigration. Elle vise à les rejeter encore un peu plus de la société française, en précarisant leur situation jusqu'à 17 ans et en ouvrant la possibilité d'interdire la nationalité française à des jeunes nés en France, y ayant toujours vécu et y ayant été scolarisés. LA VOIE DU SOCIALISME s'est prononcée catégoriquement pour l'égalité des droits entre Français et immigrés, contre toute discrimination dans le travail et la société, et pour l'accès immédiat et sans entraves à la nationalité française. Nous ne pouvons que combattre radicalement cette loi scélérate. Nous nous associons à la campagne lancée à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme et avons signé l'"appel pour le retrait du projet de réforme du code de la nationalité" que nous reproduisons dans ce numéro.

Pour inique que soit cette réforme, il est évident qu'elle aura une faible influence sur les flux migratoires. Pourquoi le gouvernement prend-il alors la décision de remettre en cause un droit plus que séculaire en France, le droit du sol, au risque de soulever l'indignation jusque dans les rangs mêmes de la bourgeoisie ? Les années 80 ont vu apparaître en France une force nouvelle de contestation, radicale dans ses exigences et indépendante du jeu politique bourgeois : les jeunes issus de l'immigration (dits de la "deuxième génération") et en particulier de l'immigration maghrébine. Ces jeunes, ne limitant pas leur combat à la lutte anti-raciste, réclament avec force l'égalité des droits dans tous les domaines. Ils se sont donnés leur propres formes d'organisation qui ont permis le succès de la marche pour l'égalité en 83 et des mobylettes de Convergence en 84. Ils se mobilisent pour exiger le droit de vote pour les immigrés. Ils se mobilisent encore pour que justice soit faite contre les auteurs de crimes racistes (comme au procès du meurtrier d'Ahmed Boutelja à Lyon en décembre 85). C'est cette force de contestation qu'essaie d'endiguer la bourgeoisie avec une rare maladresse. Hélas pour elle, cette force fait partie intégrante de la société française et ne pourra en être détachée. Déjà Chirac a dû reconnaître piteusement que toute une partie de la jeunesse issue de l'immigration, les jeunes Algériens, ne pourrait se voir refuser la nationalité française car nés en France de parents étrangers mais eux-mêmes nés français. L'histoire de la France et celle de ses immigrants sont inextricablement mêlées et les mesures xénophobes n'y pourront rien changer. Le mouvement étudiant et lycéen de novembre 86 en est une manifestation éclatante, qui a vu se dresser ensemble, au coude à coude, la jeunesse "française" et "issue de l'immigration" pour l'égalité et la démocratie et qui a contraint la bourgeoisie au recul à la fois sur le projet Devaquet et sur la réforme du Code de la nationalité. La bourgeoisie reviendra à la charge mais la lutte pour la solidarité et l'égalité, menée par toute une génération continuera son essor.

## APPEL

Le projet de réforme du Code de la nationalité, adopté en Conseil des Ministres malgré l'avis du Conseil d'Etat, constitue une grave régression. En remettant en cause le droit du sol, il revient sur un principe très ancien dans notre droit, constamment réaffirmé par la tradition républicaine. Son adoption ramènerait plus de cent ans en arrière une législation qui a contribué à façonner le visage actuel de la France.

Les mesures proposées excluent de l'acquisition de plein droit de la nationalité française des enfants d'étrangers, nés en France, et qui y résident. Désormais, ces jeunes devront réclamer la nationalité française, qu'ils ne pourront obtenir qu'à des conditions très sélectives et après une longue procédure.

Les conjoints de Français seront soumis aux incertitudes et à l'arbitraire de la procédure de naturalisation. Ce projet frappe ainsi de suspicion tout mariage mixte.

Il est faux de prétendre que ces mesures ont pour vocation "d'éviter d'intégrer des personnes qui ne le souhaitent pas ou n'en ont pas la conscience", ou de faire obstacle "à des actions frauduleuses".

Ces dispositions sont indissociables de la loi du 9 septembre 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, dont l'application massive et sans retenue montre que nous ne nous étions pas trompés en dénonçant les dangers qu'elle faisait courir aux droits des immigrés et aux libertés publiques. La réforme du Code de la nationalité, que rien ne justifie, n'est qu'une nouvelle concession aux discours racistes et xénophobes. Les mesures proposées excluront de la nationalité, donc livreront à l'arbitraire administratif et policier, des jeunes nés en France, y ayant toujours vécu, éduqués dans ce pays, essentiellement au motif que leur "sang" n'est pas français, comme si le fait d'être né et d'avoir été élevé dans un pays ne créait pas de liens aussi forts que la circonstance d'être né d'un père ou d'une mère qui en a la nationalité.

De telles dispositions, si elles étaient votées, viendraient renforcer encore la situation et le sentiment d'inégalité et de précarité des populations immigrées. Elles visent particulièrement des jeunes insérés par l'école ou des liens familiaux avec des Français. Leur retirer la certitude d'acquisition de la nationalité française, c'est accroître les difficultés d'insertion, c'est donc prendre le risque de déstabiliser la société toute entière.

Nous ne voulons pas croire que des parlementaires acceptent de voter un texte qui pose de tels problèmes moraux et politiques. Nous faisons appel à la conscience de chacun d'eux.

Les associations, mouvements et organisations soussignés appellent à une mobilisation et à des initiatives communes contre ce projet.

Novembre 1986.

Appel signé par plus de 200 organisations.

## COMMENTAIRE

### LES POSITIONS MILITARISTES ET COLONIALISTES DU PCF

*Claude VIGNON*

Dans un article hypocrite signé Jean-Pierre Ravery, **L'Humanité** du 12 mars 1987 reproche au parti socialiste de voter la loi de programmation militaire 1987-1991. Hypocrite, cette prise de position l'est comme tout ce qu'écrit ou ce que dit le PCF depuis qu'il a quitté le gouvernement de la gauche, et où il ne semble s'adresser qu'à des gens qui ont la mémoire courte, qui auraient oublié ce qu'a fait ce parti lorsqu'il cohabitait avec les socialistes au pouvoir.

Il faut en effet se souvenir que les députés communistes ont, en mai 1983, approuvé la précédente loi de programmation militaire : or cette loi engageait jusqu'à aujourd'hui la politique militaire de l'Etat impérialiste français, ses moyens, ses orientations. La loi 1987-1991 est-elle réactionnaire, et son approbation manifeste-t-elle "le rapprochement PS-droite", tandis que la loi 1983-1987 aurait été "progressiste" et aurait cimenté l'unité de la gauche ?

Pour le savoir, il suffit de rappeler quelques-unes des positions prises par les dirigeants du PCF au cours de la période du gouvernement de gauche. Et de rappeler tout d'abord le contenu de l'accord de gouvernement PC-PS de 1981. Cet accord stipule que les alliances de la France seront respectées. Mais on savait depuis longtemps déjà que le PC ne s'opposait plus à la présence de la France dans l'Alliance atlantique. Plus intéressante est la partie mentionnant la nécessité "d'une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe". Ainsi, au moment où Mitterrand approuvait l'installation des fusées américaines Pershing, le PCF taisait, pour cause de cohabitation, son opposition à la présence de ces armes nucléaires en Europe de l'Ouest.

Quelques semaines plus tard, dans le numéro de septembre 1983 de **Correspondance Armée-Nation**, Louis Baillot soulignait les convergences entre son parti et le parti socialiste sur les problèmes militaires et de défense. Dans **L'Humanité** du 5 août, le MJCF avait d'ailleurs approuvé le gouvernement dans sa décision de maintenir le service militaire à un an, alors que le PS avait agité une promesse de réduction pendant sa campagne électorale. Pour une fois, le PCF approuvait les socialistes de ne pas respecter leurs engagements électoraux...

Comme pour mettre les points sur les i, le numéro de septembre 1982 de **Correspondance Armée-Nation** mettait ses lecteurs en garde contre les idées antimilitaristes, en ces termes :

"La coexistence pacifique ne doit pas faire oublier que la maîtrise des armes, même si on peut le regretter [sous-entendu: ce n'est pas le cas au PCF, C.V.], constitue encore une garantie nécessaire à la défense de notre pays et de sa liberté de construire démocratiquement son socialisme [sans commentaires !] (...) La réaction, elle, ne s'y trompe pas. Elle considère les questions militaires comme un axe majeur de sa bataille contre le changement. Dans cette lutte, elle utilise, entre autres, le développement des idées antimilitaristes."

Ce morceau d'anthologie fournit donc les explications de vote : en 1981, il est réactionnaire de s'opposer à la loi de programmation militaire, tandis qu'en 1987, il est réactionnaire de la voter. Il est vrai qu'en 1981, la France "construisait son socialisme..."

Bref, on comprend que les "oppositions" entre la droite, le PS et le PC en matière de défense nationale ne portent pas sur le fond, mais ressemblent à une querelle de chiffonniers, ou plutôt de marchands de canons. Ainsi le même Louis Baillot, dans le dernier numéro des **Cahiers du communisme** (n° 3, mars 1987, p. 26), rappelle la position de son parti prise en 1977 :

"Nous nous prononçons strictement pour la maintenance de l'arme nucléaire (ce qui implique son entretien et **l'inclusion des progrès scientifiques et techniques**) [c'est nous qui soulignons ! C.V.] au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays. Ce niveau sera donc situé au seuil minimum nécessaire, évalué en termes de portée, de puissance, de durée d'opérabilité. Le niveau atteint actuellement, en y incluant la construction du sixième sous-marin lance-engins programmé, peut être considéré comme constituant ce seuil. Les Mirage IV ne seront pas remplacés au terme de leur vie."

Heureux sont les peuples, en Afrique et au Moyen Orient qui, recevant les bombes jetés par les Mirages, savent qu'ils ne seront pas remplacés "au terme de leur vie", si l'on écoute le PCF ! Sans doute ces peuples ne comprendront pas les subtiles distinctions introduites par le PCF entre la "dissuasion" qu'il approuve (avec ses contraintes : financement, essais nucléaires) et la "doctrine de l'emploi", qu'il désapprouve. Ainsi, un essai nucléaire à Mururoa sera-t-il approuvé s'il relève de la "dissuasion", et condamné s'il relève de "la doctrine de l'emploi". Même distingo pour le septième sous-marin nucléaire, qui devient bon s'il remplace un des six autres, mais mauvais s'il vient s'y ajouter. Même subtilité lorsque le PC se prononce pour une réduction des crédits de la recherche militaire, mais...

..."dans le même temps, est favorable au jumelage des projets civils et militaires (exemple : satellites de communication ou d'observation) toutes les fois que c'est possible, sans que, pour autant, la priorité soit donnée aux militaires (**Cahiers du communisme**, mars 1987, p. 34)." (Le PC s'est prononcé pour la première fois en faveur d'une utilisation militaire de la recherche spatiale en septembre 1982.)

Ces acrobaties seraient risibles s'il ne s'agissait d'armes de mort, qui menacent les peuples dans leur existence même. Comme pour faire la leçon au PS et lui montrer que dans le domaine du consensus militaire son parti est à l'avant-garde, Louis Baillet reproche au gouvernement Chirac, d'abandonner la modernisation de la marine nationale.

"En effet, écrit notre "patriote", la marine nationale souffre de l'insuffisance du nombre et de la qualité des bateaux nécessaires à assurer la défense de sa zone de 200 miles nautiques et la protection de ses voies maritimes (ibid.)."

Cette "préoccupation" du PCF pour la défense des 200 miles de la première puissance coloniale du monde (sur ce plan) et de la "protection de ses voie maritimes" est à rapprocher d'une prise de position typiquement néo-colonialiste formulée dans un article d'André Ferron sur la sidérurgie (in **Economie politique**, n° 111-112, juillet-août 1986, p. 22). Ferron écrivait en conclusion de son article :

"A l'Europe de la casse on peut opposer la coopération avec les Pays en voie de développement dans le ferroviaire pour fabriquer les aciers, les rails, le matériel roulant en échange du minerai de fer."

Cette position a au moins soulevé l'indignation d'un lecteur de la revue économique du parti révisionniste. Le numéro d'octobre 1986 publie en effet une lettre de protestation d'A. Balducci, président de la Fédération régionale des syndicats CGT du personnel et des pensionnés des mines de fer et de sel de Lorraine. Ce syndicaliste communiste écrit :

"On peut interpréter cette conclusion (citée plus haut) comme la justification de la poursuite de la politique de type colonial des maîtres des forges : "Envoyez-nous vos matières premières, en échange de l'envoi de nos produits finis, grâce à votre minerai", que les communistes et les mineurs de fer ont combattu courageusement. Ils continuent de le faire."

A. Balducci s'attire une réponse détaillée de Michel Dauba, qui, après avoir fait jouer les sentiments ("Tu SAIS TRES BIEN que nos propositions sont à l'opposé des objectifs des maîtres des forges"), explique qu'au fond, le PCF est meilleur défenseur de "la filière acier française" que les maîtres des forges eux-mêmes. Premier temps de la démonstration : les maîtres des forges se désengagent de la filière française pour aller spéculer à l'étranger, alors que le PCF veut que les capitaux français soient utilisés en France...et dans la zone franc.

Car, deuxième temps de la démonstration, les pays en voie de développement ont intérêt "à développer des échanges libérés de la contrainte du dollar et des multinationales". Là encore, les peuples doivent suivre le PC dans ses subtiles distinctions : être pillé par les capitaux français, ce n'est pas la même chose que l'être par les capitaux nord-américains. Et puis, au fond, il ne faut rien exagérer :

"On ne peut schématiser au point de dire que tout achat de matière première aux pays en voie de développement est un pillage de leur richesse et que toute fourniture de produits industriels élaborés s'oppose à leur développement puisque non produits par leur propre industrie... (ibid.)."

Que dire après cette avalanche de propos chauvins, colonialistes et militaristes tenus par le PCF ? Peut-être qu'il faut faire une dernière "subtile distinction" entre la petite cohabitation entre le PS et le PCF, qui suit les avatars de la vie politique, et la grande cohabitation entre les dirigeants révisionnistes et la bourgeoisie impérialiste française...

## LE SOCIALISME, L'ALBANIE ET LA FRANCE

*Pierre HASTEL*

Le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie, qui s'est tenu en novembre dernier (Cf. Ramiz ALIA, **Rapport présenté au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie**, Tirana, 1986, 225 p. et Adil ÇARÇANI, **Rapport sur le VIII<sup>e</sup> Plan quinquennal (1986-1990)**, Tirana, 1986, 94 p.), a été le premier congrès de l'après Enver Hoxha. A ce titre, il a revêtu une importance particulière. Ses enjeux ne concernaient pas seulement le peuple albanais, engagé depuis plus de quarante ans sur la voie de l'édification du socialisme. Ils concernaient aussi les destinées générales du socialisme dans tous les pays.

### **Une grande victoire pour le socialisme**

En effet, ce Congrès a apporté un cinglant démenti à tous les spécialistes "es socialisme" et politiciens de par le monde qui font profession de se pencher sur le lit d'agonie des pays socialistes (du moins prétendus tels) en prédisant une éventuelle guérison grâce au viatique de la "libéralisation". L'Albanie, à leur grand regret, a toujours échappé à cette problématique artificielle et mystificatrice qui dissimule tout autant les préjugés de ces "observateurs" (quant au caractère éternel et démocratique du capitalisme et de la société bourgeoise) que la nature réelle (non-socialiste) des pays prétendus socialistes. C'est pourquoi d'ailleurs, concernant l'Albanie, le décalage est complet entre les hypothèses forgés par tous les croque-morts du socialisme et le développement effectif du pays.

La succession d'Enver Hoxha constitue donc un véritable défi pour tous ceux qui prêchent contre le socialisme. Elle fut présentée comme un test important, attendu avec d'autant plus d'impatience et d'énervement que l'Albanie n'a jamais épousé les schémas d'évolution qui sont prêtés universellement aux pays "socialistes". La question que les croque-morts du socialisme devaient infailliblement se poser par scrupule professionnel était de savoir si les successeurs d'Enver Hoxha à la tête du Parti allaient poursuivre la voie tracée par le dirigeant historique de l'Albanie socialiste et consolider l'oeuvre entreprise depuis quatre décennies, ou bien s'ils allaient, ouvertement ou insidieusement, engager le pays sur une autre voie, celle de la fameuse "libéralisation", de l'"ouverture", présentée comme la seule planche de salut pour le peuple albanais, c'est-à-dire renier l'oeuvre à laquelle Enver Hoxha a attaché indissolublement son nom. Une autre question rituelle qui les obsédait était de savoir si la direction albanaise était unie ou au contraire si elle se déchirait en tendances rivales, luttant pour le pouvoir. Les événements immédiats liés à la succession d'Enver Hoxha dès avril 1985 avaient déjà mis un terme à leurs commentaires préparés à l'avance. On peut dire maintenant que les travaux du congrès, un an et demi plus tard, ont complètement ruiné ce type de questions, incapables à rendre compte de la réalité de l'Albanie socialiste.

Par ses travaux et ses décisions, le IX<sup>e</sup> Congrès du PTA a montré qu'il était tout le contraire du congrès contre-révolutionnaire tant souhaité par les impérialistes et leurs observateurs "impartiaux". Il a été le "congrès de la continuité", comme l'a proclamé Ramiz Alia, le congrès d'un parti, d'un peuple et d'un pays libres, indépendants, entièrement voués au socialisme, à son développement et à sa défense. Aboutissement d'une continuité révolutionnaire sans faille <sup>1</sup>, ce congrès est la preuve et le symbole que le socialisme n'est pas une forme de société mystificatrice, abâtardie, malade, condamnée à subir honteusement le lot de tous les régimes oppresseurs. Il a montré au contraire que la voie qu'ont choisie le parti et le peuple albanais est la seule voie qui assure les destinées du socialisme et empêche toute dégénérescence révisionniste, la voie de l'ample et vivifiante lutte de classe sans compromis contre tous les ennemis extérieurs et intérieurs, barrant la route aux facteurs de corruption, de démobilisation, d'abandon et d'abdication face à la réaction quelle que soit sa forme et permettant au peuple de mettre en oeuvre toutes ses facultés créatrices.

L'Albanie est le seul pays où la disparition d'un dirigeant de la stature d'Enver Hoxha n'ait provoqué aucune perturbation, n'ait pas le moins du monde entamé la stabilité du pays, ne se soit pas accompagnée d'un tournant politique plus ou moins marqué, sans parler de phénomènes plus graves. Observant l'évolution de l'URSS après Staline et des pays satellites d'Europe orientale, observant l'évolution de la Chine maoïste et post-maoïste, de la Yougoslavie titiste et post-titiste, les spécialistes et politiciens bourgeois étaient arrivés à une conclusion qui, au vu des événements historiques, leur

semblait irréfutable (d'autant plus irréfutable qu'elle avait le grand mérite de rejoindre leur intime conviction), à savoir que le socialisme était une théorie mystificatrice qui, dans la pratique, comme système social, n'était pas viable, qu'il plongeait les pays qui en étaient la proie dans l'oppression d'une bureaucratie organisée en nouvelle classe dominante, incapable d'éviter une crise générale dont une des rares issues pacifiques serait, selon eux, la "libéralisation" capitaliste et l'entente avec l'impérialisme occidental. Il faut avouer qu'un Gorbatchev leur donnerait pleinement raison.

Mais c'est cette vision profondément réactionnaire que la succession d'Enver Hoxha et le IX<sup>e</sup> Congrès du PTA ont quant à eux magistralement réfutée et ruinée, non seulement parce que la continuité de la voie socialiste a été constamment et unanimement proclamée par les dirigeants albanais, mais surtout parce qu'elle s'est incarnée et s'incarne toujours dans les faits, à la face du monde entier. Personne ne peut contester la stabilité et le dynamisme de l'Albanie. Les tâches que le congrès a fixées au pays illustrent s'il le fallait la vitalité du socialisme en Albanie et prouvent les vastes perspectives de développement qu'assure la voie tracée par Enver Hoxha et par ses successeurs.

Cette grande victoire du peuple albanais, victoire posthume d'Enver Hoxha, est aussi une grande victoire pour les destinées du socialisme dans le monde. L'exemple albanais s'est affirmé comme une source d'inspiration universelle. Il se trouve investi d'une immense valeur symbolique pour tous ceux qui luttent pour le socialisme... comme pour toutes les forces réactionnaires qui s'y opposent.

### **La question du modèle**

Cette valeur symbolique pourtant ne doit pas être mal interprétée. Reconnaître l'exemple socialiste albanais, autrement dit se réclamer de l'Albanie, équivaut bien à reconnaître la valeur universelle de l'expérience historique du socialisme en Albanie, de même que celle du socialisme en URSS avant la dégénérescence révisionniste. Mais cela ne signifie pas réduire cette expérience à des recettes érigées en modèle comme ce fut souvent le cas autrefois avec l'URSS ou la Chine.

A cet égard, les communistes albanais ont des conceptions qui ne peuvent qu'intriguer tous ceux pour qui le socialisme serait une sorte de modèle élaboré une fois pour toute par la théorie et dont l'application scrupuleuse suffirait à résoudre quasi mécaniquement à tout instant tous les problèmes de la société. C'est souvent en effet l'idée qui est prêtée à tort au marxisme-léninisme alors qu'une telle conception a toujours été combattue par Marx et Lénine.

Une telle conception du modèle n'est pas sans rappeler par contre l'idée que s'en faisaient les penseurs utopistes avant Marx. Ces précurseurs, qui osaient envisager un bouleversement radical des rapports sociaux, concevaient leur tâche de réformateurs de la société sous une forme finalement dogmatique : ils pensaient que la réorganisation de la société passait par l'invention d'un nouveau modèle social, intégrant tous les aspects de la vie, et par son application graduelle. Pour eux, la critique conséquente de la société de leur temps devait tout naturellement déboucher sur la description positive d'une nouvelle société. Le nouveau modèle, développé jusque dans les moindres détails des relations humaines, pouvait être immédiatement appliqué à titre expérimental par des communautés restreintes d'individus conscients dont l'existence serait ainsi révolutionnée grâce au respect collectif de prescriptions de vie (à la manière de certaines communautés religieuses). Étendue à l'ensemble du corps social, l'expérience permettrait la réforme de la société tout entière. Une conception identique a survécu ensuite chez Proudhon et chez ses successeurs mutuellistes et anarcho-syndicalistes pour qui le prolétariat, sans chasser la bourgeoisie capitaliste du pouvoir et des moyens de production, pouvait bâtir sa propre organisation économique et sociale et petit à petit changer la société tout entière.

Dès ses origines le marxisme a critiqué cette conception utopiste de la réforme sociale. Les diverses révolutions qui ont marqué notre histoire depuis le siècle dernier ont pleinement confirmé cette critique fondée sur l'analyse matérialiste de la société : les rapports sociaux n'existent pas indépendamment du mode de production ; pour qu'ils changent, il faut donc que soit révolutionné le mode de production. Cette révolution, qui a pour fondement les contradictions internes au mode de production, met en mouvement toutes les classes de la société. Ce processus diffère donc radicalement par son ampleur et sa complexité du processus qu'imaginaient les utopistes et les socialistes proudhoniens. Le socialisme tel qu'il est conçu par le marxisme exclut la notion de modèle au sens d'une forme doctrinale d'organisation sociale **a priori** qui pourrait être appliquée selon différentes méthodes à un contenu social donné. Pour le marxisme, forme et contenu ne sont pas dissociés. Toute

forme sociale révolutionnaire dépend intimement du "contenu", c'est-à-dire des facteurs réels que produisent les contradictions de classes dans une société donnée à un moment donné. Rejetant la notion de modèle, le marxisme reconnaît en revanche l'existence de lois universelles de la lutte des classes et du socialisme qui agissent dans des situations différentes d'une époque et d'un pays à l'autre. Ces lois dégagées par la théorie synthétisent l'expérience historique ancienne et contemporaine et permettent de se guider dans l'action.

Il est courant pourtant que les idéologues bourgeois, antimarxistes ou pseudo-marxistes (comme Bernstein, le père du réformisme, par exemple), prêtent une telle conception utopiste au marxisme dans le but évident de le discréditer et de confondre son prétendu irréalisme. Dédaignant les positions fondamentales du marxisme à ce sujet, le parti communiste en France notamment, dès l'entre-deux-guerres et par la suite, a renoué avec cette vieille conception utopiste en présentant le socialisme soviétique sous la forme d'un modèle dogmatique. Ce n'est plus en préconisant de nouvelles règles de vie ou l'organisation coopérative des ouvriers que la réforme sociale serait atteinte mais en appliquant le modèle soviétique à la société française. Cette conception avait d'autant plus de force que le socialisme avait triomphé alors pour la première fois dans un des plus grands pays du monde. Le modèle proposé semblait d'autant plus crédible.

A l'expérience directe mais de faible envergure de petites communautés ou d'entreprises coopératives, on substituait la référence indirecte à l'expérience de grande envergure de tout un pays dont la validité pour la France était donnée par principe. Par là même, le modèle utopique, né autrefois de la critique acérée de la société et soumis au jugement de la pratique lorsqu'il débouchait sur l'action, s'est dégradé en modèle dogmatique. L'utopie avait sa source dans la critique vivante (imparfaite, unilatérale, sentimentale, etc.) de la société ; le dogme fut établi en dehors de la critique vivante. Il s'est construit sur la foi de principes présentés comme émanant d'une généralisation de la première expérience réussie de réforme sociale dans l'URSS de la Révolution d'Octobre. Il n'a pas été construit — et pour cause ! — à partir de l'analyse concrète des contradictions du mode de production capitaliste en France. C'est pourquoi un tel dogmatisme ne pouvait pas affronter les problèmes posés par la lutte de classes dans notre pays, y apporter les solutions révolutionnaires adéquates. Celles-ci supposaient de rompre avec une mentalité qui rejette l'esprit critique et se comptait dans la répétition scolastique de principes soi-disant intangibles. Face à ces problèmes, ce dogmatisme devait nécessairement céder à l'opportunisme et proposer de fausses solutions tout en se dissimulant derrière une façade dogmatique.

La tendance à transformer le marxisme-léninisme en un corps de doctrine dogmatique est un danger qui apparaît en même temps que sa propagation. Ce danger est critiqué par les communistes albanais en ces termes :

"Le formalisme, la pratique scolaire et l'apprentissage mécanique empêchent une assimilation réelle et approfondie du marxisme, ils risquent de changer cette arme transformatrice, comme Marx considérait son système de pensée, en une doctrine aride, moralisatrice et inspirée de la philosophie des Lumières (Ramiz Alia, op. cit., p. 112)."

Avec leurs propres enjeux qui se mesurent à l'échelle de tout un pays, les communistes albanais demeurent fidèles à la critique marxiste du modèle utopiste, ou du modèle dogmatique qui en constitue une sorte de variante dégénérée. Ils n'ont jamais présenté leurs conceptions et leur expérience comme un modèle et n'ont jamais considéré le marxisme-léninisme comme un ensemble de recettes qu'il faudrait appliquer mécaniquement. Ils ont agi au contraire en analysant les conditions spécifiques de leur pays, en tenant compte des facteurs socio-historiques qui leur permettaient d'avancer sur la voie de la révolution populaire et du socialisme. Les traits universels de la révolution socialiste albanaise en apparaissent avec d'autant plus d'éclat.

Le rejet du modèle dogmatique n'implique pas la mise en cause de l'universalité du marxisme-léninisme. Au contraire, c'est parce que le marxisme-léninisme est une idéologie scientifique universelle que la notion de modèle n'a pas de fondement. Chaque peuple ne peut s'émanciper que par lui-même et il réussira durablement à le faire s'il parvient à se guider sur cette "arme transformatrice" qu'est le marxisme-léninisme pour analyser en profondeur les conditions de sa lutte et dégager les orientations à suivre dans son action révolutionnaire. Aucun modèle ne peut lui permettre de faire l'économie de cette analyse et de cette prise de conscience critiques qu'il acquiert non par l'étude

livresque ou la copie de recettes toutes faites mais par l'expérience acquise dans sa lutte sur de nombreux fronts, y compris l'idéologie. Même après la révolution cette exigence demeure : le pouvoir populaire ne peut exister que par l'affirmation de la pensée propre du peuple, d'une pensée libre et créatrice, dans tous les secteurs de la vie.

Dans cette conception, si le parti joue un rôle d'avant-garde, ce n'est pas en tant que gardien d'un modèle dogmatique.

"Notre Parti, dit Ramiz Alia, [...] n'a jamais cherché des solutions toutes faites ni appliqué de manière mécanique les principes du marxisme-léninisme et l'expérience du passé. [...] [Enver Hoxha] nous a appris, et c'est là l'un des plus importants et précieux aspects de son legs spirituel, à traiter chaque nouveau problème, économique, politique, idéologique ou culturel, avec un courage révolutionnaire, un esprit créatif et de façon dialectique. Il recommandait au Parti, aux communistes et aux cadres de se battre constamment pour le nouveau, le progressiste, afin de ne pas demeurer esclaves de formulations, de pratiques, de formes de travail et de méthodes surannées. C'est dans cet esprit que le Parti doit affronter les problèmes actuels et futurs, conscient du fait que la vie ne s'arrête pas, car elle est un processus de développement, de transformation et de perfectionnement continu. [...] Le Parti [...] veut que la pensée créatrice et l'initiative des masses se fassent sentir partout, dans les départements ministériels, les comités du Parti, les organes du pouvoir et de l'économie, les institutions scientifiques et les établissements d'enseignement supérieur, que les hommes expriment ouvertement et sans aucune crainte leurs opinions, qu'ils fassent des propositions et des suggestions pour la bonne marche du travail, qu'ils procèdent à des analyses des problèmes et en tirent des conclusions scientifiques, qu'ils participent à des discussions et à des débats pour le bien de l'édification socialiste (op. cit., pp. 114-116)."

Cette déclaration de Ramiz Alia au Congrès exprime l'attitude fondamentale des communistes albanais tout au long de la lutte révolutionnaire qu'ils mènent à la tête de leur peuple depuis les années quarante. Le parti conçoit son rôle de direction non pas sous la forme d'une tutelle mais comme facteur libérateur de l'initiative de tous les membres de la société sans laquelle le socialisme n'est qu'un vain mot, ne peut s'édifier ni progresser.

"Le camarade Enver Hoxha, dit aussi Ramiz Alia, voyait les destinées du peuple albanais et l'avenir de l'Albanie étroitement liés à l'existence du pouvoir populaire, à son développement et à sa démocratisation continue, à la consolidation de ses liens avec les masses. Il ne considérait pas le pouvoir populaire comme une simple courroie de transmission du Parti qui applique sa politique, mais comme le facteur permettant de réaliser les vieilles aspirations du peuple à l'égalité et à la justice sociales, comme le défenseur des droits démocratiques et civiques, comme le représentant des intérêts nationaux et comme le principal facteur politique et organisationnel <sup>2</sup> de la marche dans la voie du socialisme (op. cit, pp. 7-8)."

Enver Hoxha a posé la question du pouvoir dès le début de la lutte de libération nationale en Albanie en considérant que le peuple ne pourrait réaliser ses aspirations que s'il avait à sa disposition tous les moyens politiques et organisationnels, c'est-à-dire s'il disposait du pouvoir. C'est ainsi que le pouvoir populaire s'est instauré en Albanie au fur et à mesure du développement de la lutte armée contre les occupants nazis et fascistes, qu'il est né du maquis avant de se perfectionner sous une forme toujours plus élaborée dans l'Albanie nouvelle. L'idée que le pouvoir ne serait que l'exécuteur d'un modèle élaboré en dehors du peuple s'inspire en fait du rôle de courroie de transmission que joue le pouvoir bourgeois pour imposer au peuple les ordres décidés dans les groupes monopolistes ou à la bourse de New-York, pour mettre en application ce que les politiciens bourgeois appellent "les contraintes de la compétitivité" et qui ne sont rien d'autres que les diktats de la classe capitaliste.

Quiconque se réclame du socialisme en rejetant l'idée d'un modèle dogmatique, c'est-à-dire, comme le signale Ramiz Alia, d'un modèle héritée d'une doctrine "moralisatrice [...] inspirée de la philosophie des Lumières" (la philosophie bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle d'où sont issus les droits démocratiques portés au fronton de la République), quiconque rejette une telle conception du socialisme ne peut donc ignorer l'Albanie.

On voit qu'il ne s'agit pas là de l'affirmation d'une conviction qui relèverait d'un choix sectaire ou du désir subjectif de trouver ailleurs qu'en France un fondement concret à une idéologie sans attache avec la situation réelle de notre pays. Nous pensons au contraire que les questions qui sont posées aujourd'hui en France, par les récents mouvements par exemple, rejoignent directement la problématique du socialisme, en tant que régime du **pouvoir populaire**, régime qui assure par la réforme sociale ininterrompue la jouissance des droits démocratiques reconnus.

## Rejeter le dogmatisme et ses présupposés

L'étude du socialisme en Albanie revêt donc une grande importance. Le socialisme vit en Albanie, s'y épanouit, développe sa pensée et son action à l'échelle de tout un pays. Etudier ce pays pour comprendre le socialisme, le défendre et affirmer sa validité en tant que système social révolutionnaire, c'est rompre avec la mentalité dogmatique qui donne une image fautive du socialisme, une image idéaliste, servant non pas au combat pour le socialisme en France mais à justifier l'étiquette "marxiste-léniniste" qu'on veut se donner. Notre démarche est justement inverse et s'oppose à celle de tous les éléments qui, dans le passé, bien que sans influence notable gagnée de haute lutte, se présentaient comme les plus avancés, comme des éléments d'avant-garde, comme les dirigeants autoproclamés des masses, comme le parti que la classe ouvrière devait suivre, etc. Comme ni leur pensée ni leur action ne permettaient de les distinguer des forces qu'ils prétendaient combattre, le ralliement à un modèle était le seul moyen commode pour se positionner symboliquement sur un échiquier politique mystificateur.

L'utilisation de la notion de modèle à propos de l'URSS puis à propos de la Chine, sans parler de Cuba ou du Cambodge..., a servi à mobiliser les esprits autour de quelques croyances simplistes et non fondées, maquillées en grands principes. Derrière la rhétorique du modèle se dissimulaient des conceptions étroites de la réforme sociale et du pouvoir populaire. Les principes qu'on disait à l'oeuvre dans ces "modèles" reflétaient surtout les préjugés de pseudo avant-gardes tout imprégnées d'une présomption dogmatique et d'une conception largement bureaucratique du socialisme. Engagés réellement (le PCF) ou symboliquement (les groupuscules trotskistes et maoïstes) dans la compétition entre partis telle qu'elle est structurée par le système pluraliste bourgeois, les partisans du "modèle" socialiste ont épousé la philosophie politique bourgeoise qui veut que l'élite politique (les partis) dirige une masse apolitique. Le "modèle" socialiste prôné par ces partisans était davantage un miroir dans lequel ils admiraient leurs propres préjugés qu'une source objective de réflexion et d'inspiration, tout comme les partis bourgeois se fabriquent des modèles — américain, japonais ou autre — pour exprimer de façon détournée leurs conceptions politiques réactionnaires à travers des mythes idéaux.

La mise en avant du modèle, en éloignant les militants de la réalité, servait aussi de justification politique pour les dirigeants opportunistes. Les politiques pro-impérialistes, colonialistes, du PCF se dissimulaient derrière l'appartenance au mouvement communiste international et le ralliement au camp socialiste. On pouvait voter les pleins pouvoirs à Guy Mollet durant la guerre d'Algérie puisque, de toute façon, l'on était "pro-soviétique", c'est-à-dire "contre le capitalisme et pour le socialisme".

Depuis l'entre-deux-guerres, c'est l'esprit théorique du marxisme-léninisme, la clairvoyance politique et pratique qui ont régressé au lieu d'être stimulés, ce qui a favorisé le ralliement du PCF et de ses satellites au système bourgeois. Le contre-coup d'une telle méthode de pensée (mise en avant d'un modèle simpliste pour les besoins d'une propagande d'étiquetage superficielle, absence de réflexion scientifique sur le socialisme) est encore partout visible de nos jours, mais souvent d'une manière détournée.

On rencontre maintenant d'anciens militants communistes ou marxistes-léninistes qui présentent le rejet de tout modèle comme un grand principe (un nouveau !) dont ils auraient cher payé l'oubli dans le passé, au temps où l'URSS ou la Chine se posaient à eux comme des avant-gardes de la révolution mondiale. Leurs échecs d'hier, symbolisés par le fiasco du mouvement communiste français tel qu'on l'observe clairement dans les aventures du PCF depuis trente ans au moins ou dans celles, caricaturales, du maoïsme des années soixante et soixante-dix, seraient principalement dus, selon eux, à leur ancienne naïveté à vouloir se rallier à un "modèle" sans critique suffisante. Mais, précisément, cette audacieuse réflexion à peine formulée, les voilà qui s'empressent de refermer le grand livre de leur soi-disant critique en se gardant bien d'examiner davantage la réalité de ces anciens "modèles" qu'ils avaient eux-mêmes forgés pour justifier leurs convictions politiques et leurs conceptions de la révolution et de la société. Au contraire, on entend ces virulents critiques trouver des excuses à leurs errements en dénonçant les déviations du "modèle" qui seraient à l'origine de leur perte et bénir l'heureux temps où le "modèle" était pur, si pur qu'ils avaient eu alors pleinement raison de le porter au pinacle et d'y adhérer. Un tel bilan du fiasco tourne vite en récit de victoire qui réclame pour lui-même récompense et respect. Le résultat paradoxal de cette attitude peut être résumé de la façon suivante : on

fustige un "modèle" à partir des mêmes positions fondamentales qu'il était censé autrefois illustrer à la face du monde ! Autrement dit, cette démarche est la manifestation d'une totale absence d'esprit critique et d'un indéfectible idéalisme. Passer de la soumission aveugle au rejet aveugle, de l'adhésion totale au scepticisme total, sans progresser dans la critique, cela résulte d'une forme de jésuitisme enrobé de bonne conscience. La restauration du marxisme-léninisme passe au contraire par la restauration de l'esprit critique qui est l'essence de la tradition scientifique et se trouve à la source même de la pensée de Marx et de Lénine.

Par leur critique fondamentale du révisionnisme moderne, Enver Hoxha et les communistes albanais ont fait preuve de cet esprit scientifique grâce auquel ils ont su analyser avec une grande clairvoyance les facteurs de dégénérescence inhérents à la période de transition socialiste et prendre les mesures adéquates pour leur barrer la route. Cette critique du révisionnisme à la Tito, à la Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev, à la Mao et Teng, a permis d'assurer la continuité révolutionnaire du socialisme en Albanie car elle a servi de base pour élaborer des solutions révolutionnaires à tous les grands problèmes socio-économiques, politiques et culturels posés par le développement même du pays. La philosophie critique anti-révionniste qui guide le PTA imprègne toute l'activité du peuple albanais, y compris dans la situation actuelle où pourtant aucune puissance révisionniste ne peut faire directement pression sur l'Albanie comme ce fut le cas dans le passé avec les menées de Tito, Khrouchtchev ou Teng. C'est ce marxisme vivant (donc anti-révionniste) qui permet la juste évaluation des décisions prises dans tous les domaines d'activité du pays sans oeillères dogmatiques ni opportunisme, ce qui peut conduire à mettre en cause des décisions prises. En effet, certaines décisions peuvent s'avérer en pratique nuisibles au socialisme alors qu'elles semblaient, sur le papier, conformes aux principes et bénéfiques, comme ce fut le cas dans le secteur de l'élevage (Ramiz Alia, op. cit., pp. 32-35).

Fidèle à l'esprit critique de Marx et Lénine, l'Albanie socialiste est une source d'inspiration inépuisable qui démontre chaque jour la grande validité du socialisme révolutionnaire vers lequel poussent inéluctablement les contradictions mortelles qui rongent le monde capitaliste.

#### **Notes :**

<sup>1</sup> A ce propos, se reporter aux articles parus dans **La Voie du Socialisme** : "Enver Hoxha", n° 6-7-8, pp. 7-15, et "Le pays libre des hommes libres", n° 5, pp. 1-6.

<sup>2</sup> C'est nous qui soulignons — P. H.

## LE IX<sup>e</sup> CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie a tenu ses assises à Tirana du 3 au 8 novembre 1986. 1448 délégués ont participé à ses travaux, qui se sont déroulés dans le nouveau Palais des Congrès, inauguré à la veille des fêtes de novembre. En outre, plus de 1500 invités, membres du Parti ou sans parti, ouvriers, paysans, intellectuels, cadres et militants de différents secteurs, ont assisté chaque jour aux séances du Congrès. Dans son discours d'ouverture, le Premier secrétaire du CC, Ramiz Alia, a rendu hommage à la figure d'Enver Hoxha, évoquant avec respect le nom et l'oeuvre du fondateur du Parti, du guide de la révolution et du dirigeant de l'Albanie socialiste.

Après le vote approuvant l'ordre du jour du Congrès, les délégués ont entendu le rapport "Sur l'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et ses tâches futures", présenté par Ramiz Alia. Celui-ci a dressé le bilan du travail et de la lutte menés par le Parti et le peuple albanais, il a mis en évidence l'expérience acquise et les victoires remportées au cours des cinq dernières années, soulignant qu'au 45<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation ces résultats confirment la justesse de la ligne du Parti, la force du socialisme et la vitalité du marxisme-léninisme et des enseignements d'Enver Hoxha. LA VOIE DU SOCIALISME aura bien sûr l'occasion de revenir sur les grandes questions abordées dans cet important document. Dans la discussion qui a suivi, les délégués sont intervenus pour mettre en relief l'esprit de mobilisation pour la cause du socialisme dont font preuve les communistes et les travailleurs, l'unité du peuple autour du Parti et ses liens avec les masses.

Ensuite, le Congrès a écouté le rapport "Sur les directives du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti relatives au 8<sup>e</sup> plan quinquennal (1986-1990) de développement économique et culturel de la République populaire socialiste d'Albanie", présenté par Adil Çarçani. Celui-ci a analysé les résultats du 7<sup>e</sup> plan quinquennal, le premier plan élaboré et réalisé par l'Albanie en comptant exclusivement sur ses propres forces et sur ses ressources intérieures, dont les succès prennent une signification particulière dans les conditions d'une pression croissante due à l'encerclement impérialiste et révisionniste et aux crises que connaît le monde capitaliste. Malgré les difficultés, l'économie socialiste planifiée s'est consolidée en Albanie, ce qui a permis d'élever le niveau de vie d'un peuple qui ignore les plaies du chômage et de la paupérisation et dont l'émancipation progresse irrésistiblement.

Adil Çarçani a fixé les objectifs à atteindre au cours du 8<sup>e</sup> quinquennat, détaillant les tâches qui incombent à chacun des secteurs de l'économie et mettant l'accent sur la nécessité de stimuler et d'appuyer l'initiative créatrice des masses. Après avoir largement débattu de ce rapport, les délégués ont reçu le salut chaleureux de la jeune génération albanaise. Ils ont ensuite approuvé à l'unanimité les rapports présentés au Congrès, ainsi que le texte définitif des directives du 8<sup>e</sup> plan quinquennal, puis ils ont participé à l'élection du Comité central du Parti qui comprend 85 membres et 46 membres suppléants. Ce nouveau Comité central s'est alors réuni pour élire le Bureau politique et le Secrétariat du CC, composé de Ramiz Alia, réélu Premier secrétaire du CC du Parti du Travail d'Albanie, et de Foto Çami, Lenka Çuko, Simon Stefani et Vangjel Çërrava.

Après le discours de clôture, prononcé par Ramiz Alia, le Congrès a mis fin à ses travaux aux accents de l'Internationale, chantée par les délégués et tous les présents qui, avant de se séparer et de se mêler aux milliers de personnes rassemblées dans la rue, ont entonné un chant dédié à Enver Hoxha.

Comme chacun des congrès du Parti du Travail d'Albanie, le IX<sup>e</sup> Congrès a lui aussi revêtu le caractère d'une manifestation d'amitié internationaliste. Venus témoigner de la solidarité entre les marxistes-léninistes, de la source d'inspiration que constituent l'expérience et les positions du Parti du Travail d'Albanie et de l'encouragement qu'apporte au prolétariat et aux peuples l'existence de l'Albanie socialiste, le Congrès a ainsi accueilli les délégations des partis frères du Vietnam, du Brésil, de Grande-Bretagne, du Dahomey, du Danemark, de la République dominicaine, de l'Equateur, d'Indonésie, du Canada, du Chili, du Pérou, du Portugal, d'Espagne, de Suède, de Nouvelle-Zélande, ainsi que plusieurs amis étrangers : Ubaldo Butaffava (Italie), Jack Schulman (USA), Gora Ibrahim (Azanie), Alia Mohamed (Tanzanie) et Suzanne Marty qui, venant de notre pays, put suivre l'ensemble des travaux. Par ailleurs, le Congrès a reçu de nombreux messages envoyés par les amis et sympathisants de l'Albanie dans le monde. Nous publions ci-après celui que les communistes marxistes-léninistes de LA VOIE DU SOCIALISME ont adressé à cette occasion aux camarades albanais.

## **MESSAGE DE "LA VOIE DU SOCIALISME" AU IX<sup>e</sup> CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

Au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie,

Chers camarades,

C'est avec une joie toute particulière que les communistes de LA VOIE DU SOCIALISME saluent le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Nous vous souhaitons plein succès dans vos travaux, dans les décisions importantes que vous prendrez comme dans leur application dans les années futures, où notre chère Albanie socialiste deviendra encore plus belle et prospère. En ces premiers jours de novembre, vous célébrez aussi le 45<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de votre glorieux Parti, et nous vous adressons également notre salut militant à cette occasion.

Nous sommes certains que votre Congrès, comme les précédents, marquera une étape importante dans la vie de votre Parti et de votre pays. Le bilan que vous pouvez tirer des succès enregistrés dans tous les domaines est grandiose et impressionnant. Ces victoires, personne ne vous les a données en cadeau. Vous les devez à votre travail infatigable et à la juste ligne marxiste-léniniste de votre parti sous la direction de ses chefs bien aimés, les camarades Enver Hoxha et Ramiz Alia. Cette juste ligne assure le développement ininterrompu de la révolution, elle affirme le rôle dirigeant de la classe ouvrière, elle préserve et renforce le pouvoir de dictature du prolétariat, et permet ainsi à votre peuple de faire valoir toutes ses qualités dans l'édification du socialisme, en comptant sur ses propres forces.

Alors que les pays impérialistes ou dominés par l'impérialisme s'enfoncent dans la crise et le chaos, le socialisme en Albanie se renforce et démontre chaque jour davantage sa supériorité dans tous les domaines, non seulement dans le bien-être qu'il assure à votre peuple, mais aussi dans la résolution efficace et harmonieuse de questions complexes dont le capitalisme est incapable de venir à bout, telles que la révolution scientifique et technique, le développement de l'art et de la culture, celui de l'enseignement et de la pédagogie, les rapports équilibrés entre les générations, la réduction de l'écart entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, etc.

Pendant quelques brèves années, le système capitaliste a pu faire croire qu'il était capable de surmonter les crises et d'assurer à la société un développement équilibré et prospère. Mais aujourd'hui, ses "belles réalisations" apparaissent pour ce qu'elles sont : des moyens d'oppression et d'exploitation entre les mains de la bourgeoisie. Le progrès technique sert à contrôler et à dominer davantage les travailleurs ; l'école sélectionne une petite élite et plonge la masse des enfants de travailleurs dans l'ignorance, l'incertitude du lendemain, la marginalité ; la culture et les moyens d'information sont devenus des secteurs rentables que se disputent les grands groupes financiers ; le système de santé, financé toujours plus largement par les travailleurs, leur profite de moins en moins. Bref, tous les moyens matériels et spirituels du progrès se dressent devant la classe ouvrière comme autant de forces étrangères qui l'oppriment et l'exploitent. Alors que chez vous, en Albanie socialiste, ces éléments sont aux mains de la classe ouvrière au pouvoir qui en dispose pour assurer un développement harmonieux de la société et garantir au peuple une vie sûre et cultivée, qui lui permet de déployer tout son génie créateur.

Le Parti du Travail d'Albanie a maintenu cette orientation révolutionnaire avec fermeté et clairvoyance, en dénonçant constamment la voie trompeuse du réformisme et du révisionnisme. Alors que le marxisme-léninisme est attaqué de toute part, que le titisme, la contre-révolution khrouchtchévienne, l'eurocommunisme, le maoïsme ont jeté le trouble, chaque succès remporté en Albanie dans l'édification socialiste est comme un coup porté contre tous ces courants, chaque victoire conquise est une défaite de l'impérialisme et de son rejeton révisionniste. C'est pourquoi vos succès sont si précieux pour la cause de la révolution mondiale : ils témoignent de la vitalité du marxisme-léninisme, de la supériorité du socialisme, de la nécessité de faire la révolution et d'établir le pouvoir prolétarien. Dans la situation extraordinairement complexe qui a suivi la mort de Staline, votre Parti s'est porté au premier rang de la lutte contre tous les courants antimarxistes. Fort de l'expérience acquise dans le combat contre le titisme, il a démasqué et critiqué à fond le khrouchtchévisme, le maoïsme, les théories de Togliatti ainsi que toutes les variantes de l'eurocommunisme.

Cette lutte héroïque représente une contribution inestimable à la cause de la révolution mondiale.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours mêlé étroitement ses tâches nationales et internationales. Il se tient au premier rang de la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme, le sionisme et la réaction. Votre parti a clairement identifié les deux ennemis les plus féroces de l'humanité, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et il soutient activement tous ceux qui combattent ces ennemis communs. Chaque communiste dans le monde, chaque patriote sait qu'il peut compter sur l'Albanie, sur son soutien, sur la clairvoyance de ses analyses, sur la position sage et efficace qu'elle tient dans l'arène internationale. Dans la situation mondiale complexe, votre juste conception de l'internationalisme prolétarien constitue un puissant facteur de développement du mouvement communiste international. Les communistes de LA VOIE DU SOCIALISME apprécient hautement la solidarité effective, le soutien moral et politique que votre Parti n'a jamais manqué d'apporter au mouvement marxiste-léniniste de France.

Chers camarades,

Depuis le VIII<sup>e</sup> Congrès, un douloureux événement a atteint votre peuple ainsi que tous les communistes dans le monde, la disparition de votre dirigeant bien-aimé, notre éducateur à tous, le grand marxiste-léniniste Enver Hoxha. Votre Parti et votre peuple ont surmonté cette épreuve avec ce courage et cette clairvoyance qu'Enver Hoxha a su déceler et cultiver en vous. Tous les prophètes de malheur ont dû rapidement avaler leur langue empoisonnée. Sous la conduite du camarade Ramiz Alia, l'Albanie poursuit fermement sa route et tient haut levé le drapeau rouge de la révolution.

Chers camarades,

C'est avec enthousiasme et impatience que nous attendons la conclusion des travaux de votre IX<sup>e</sup> Congrès, qui seront pour nous une nouvelle source d'inspiration et de confiance dans la victoire de notre cause commune.

## Revue N°3

### **AU LENDEMAIN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

Les élections reflètent avec plus ou moins d'exactitude l'état des luttes et la conscience politique qui mettent en mouvement la société réelle. Certains scrutins sanctionnent passivement les décisions que la classe politique a prises par elle-même auparavant ; d'autres, au contraire, indiquent plus ou moins clairement que ce monde politique est en crise et que les classes sociales populaires cherchent à agir. C'est le cas des récentes élections présidentielles.

La coupure entre le système politique et la société (dont nous analysons certains aspects dans ce numéro) s'est manifestée dans ces élections par la contradiction entre la signification évidente du vote et le sens que la classe politique (en particulier Mitterrand) a voulu lui donner a priori, tout au long de la campagne électorale, et même depuis les années 1983-1984.

On avait annoncé « la fin des idéologies ». Or la campagne électorale a été marquée par une lutte contre l'idéologie réactionnaire, représentée par Le Pen, mais secrétée par l'ensemble de la classe politique bourgeoise. Ce retour du combat idéologique sur le devant de la scène est si net et si puissant que le « front républicain » préconisé par Mitterrand, et qui a pour une faible part joué dans sa réélection, est resté sans lendemain. Ce qui donne le ton aujourd'hui, ce ne sont pas quelques petites « alliances républicaines » style Quatrième république, mais la lutte déterminée contre le libéralisme et le fascisme et une méfiance à l'encontre du réformisme, comme l'a montré la manifestation unitaire du 1<sup>er</sup> Mai à Paris (qui s'est déroulée malgré l'opposition des dirigeants syndicaux réformistes). Dans la rue, dans les grèves actuelles (comme à la SNECMA), mais aussi d'une certaine manière par le vote d'avril-mai, s'exprime le refus du libéralisme (l'idéologie officielle depuis 1982, qu'elle soit dans sa version fascisante, conservatrice ou « de gauche » avec le « socialisme libéral » selon l'expression de Bérégovoy lui-même), et de ses conséquences sociales : misère, exclusion, inégalités...

On avait annoncé « la fin de l'opposition droite-gauche ». « Rassemblement », « paix sociale », « France unie », « consensus » et « ouverture » : tel fut l'unique programme du président-candidat. Or les résultats du scrutin montrent avec une particulière netteté que l'opposition droite-gauche s'est durcie, et qu'elle recoupe des oppositions de classe et des clivages idéologiques, comme le révèlent les premières données fournies sur les votes (*et Libération* du 10 mai et *Le Monde* du 11 mai). Cette opposition droite-gauche est si forte que le discours sur l'« ouverture au centre » (le centre étant le nom que la social-démocratie donne à la droite lorsqu'elle veut passer une alliance avec elle), qui a dominé l'entre-deux-tours, devient surréaliste, surtout depuis que la droite s'est elle-même autoproclamée « centre » (constitution de l'U.R.C, Union du Rassemblement et du Centre, c'est-à-dire les deux mots-clés de la campagne Mitterrand !).

On avait annoncé « la fin de la politique », la « fin des partis », ce qui est l'autre facette du « consensus ». Or la politisation, ou la re-politisation, de l'opinion populaire s'est au contraire affirmée ces dernières semaines, et, à l'extrême gauche, l'idée de constituer un parti révolutionnaire fait son chemin. Ce retour du politique est si net que Rocard est obligé de prendre la tête d'un gouvernement socialiste « de combat » (c'est-à-dire pour mener la campagne après la dissolution), composé pour l'essentiel du comité directeur du PS, et dont chacun voit que le véritable chef est l'ancien secrétaire général de ce parti.

Il s'est donc passé quelque chose avec ces élections, aussi bien du côté de la classe politique bourgeoise qui continue à avoir de grandes difficultés à constituer une équipe dirigeante, que du côté des travailleurs et du mouvement démocratique et révolutionnaire.

C'est le vote populaire à gauche, et ce qu'il traduit en relation avec l'essor de la lutte politique de classe, qui met en difficulté, voire qui tient en échec, la stratégie mitterrandienne. Contrairement à ce qui s'était passé en mai 81, c'est ce vote qui a assuré une victoire aussi nette du candidat-président, et aussi embarrassante pour lui !

En 1981, la gauche avait perdu des voix par rapport aux élections précédentes de 1978. Et, entre les deux tours, c'est Chirac qui avait clairement sonné le glas de Giscard (se refusant à tout désistement, il avait annoncé : « le 10 mai, chacun devra voter selon sa conscience »), ce qui s'était traduit par un

report important de voix chiraquiennes sur Mitterrand au deuxième tour. En 1988, malgré les contradictions qui opposent ces deux courants de la droite, Barre s'est clairement désisté en faveur de Chirac, et ce n'est qu'une faible partie des voix barristes qui se sont reportées sur Mitterrand.

Deux phénomènes, qui traduisent chacun à leur manière la crise du système politique bourgeois, sont ici à prendre en considération : d'une part les mouvements « à la marge » (abstentions, votes blancs et nuls, pour l'extrême gauche et les écologistes), l'« effet Le Pen » d'autre part.

Il faut évidemment ici prendre toutes les précautions d'usage comme chaque fois que l'on analyse le sens d'un scrutin. Ce qui importe dans l'expression « à la marge » du système électoral, ou en opposition plus ou moins claire avec lui, ce sont les mouvements, et la relation qu'on peut établir avec la situation politique. Lorsqu'on regarde les résultats des trois grandes élections depuis sept ans (premier tour des présidentielles de 1981, premier tour des législatives de 1986, et premier tour des dernières présidentielles), on constate que les abstentions, les blancs et les nuls ont progressé de 5,3 points de 1981 à 1986 (ce qui équivaut au nombre de 1,7 million) alors qu'en 1988 ce groupe est revenu à la situation de 1981. Les votes extrême gauche et écologistes suivent un mouvement contraire, baissant en 1986 (moins 4,5 points par rapport à 1981, soit 1,3 million de voix), avant de remonter en 1988, mais plus haut qu'aux précédentes présidentielles : plus un point par rapport à 1981, soit 387 000 suffrages. C'est l'extrême gauche qui provoque cette remontée (plus 360 000 suffrages à elle seule).

Si l'on regarde le total du groupe considéré que nous avons baptisé « à la marge » (abstentions, blancs-nuls, extrême gauche et écologistes), ce groupe est stable (autour de 28 %) au cours des trois élections, mais avec une progression d'un point en 1988 (qui correspond à la montée de l'extrême gauche).

Lorsqu'on a la curiosité de regarder plus en détail dans les circonscriptions depuis longtemps acquises à la gauche (comme par exemple dans la banlieue parisienne, en Seine-Saint-Denis), on constate que ces mouvements sont encore plus nettement marqués (il s'agit ici d'un simple sondage, nous n'avons évidemment pas la possibilité de faire une étude exhaustive) : aux législatives de 1986, la droite stagne par rapport à 1981, mais avec des mouvements internes (l'U.D.F. s'effondre, le RPR ne bouge pas, et le Front national apparaît). La hausse des abstentions (qui atteint parfois 50 %) entre 1981 et 1986 est plus forte qu'au plan national, et la gauche s'effondre presque d'autant. En 1988, la droite ne progresse que très légèrement et sa recomposition s'accélère (chute du RPR en faveur du FN), alors que la poussée du vote « extrême gauche » (qui double et parfois triple par rapport à 1986) permet à la gauche de progresser. (Nous avons mis de côté ici le vote écologiste).

On peut donc dire : à gauche, dans l'opinion qui conteste d'une manière ou d'une autre le système politique, la politique réformiste-libérale du gouvernement socialiste a été sanctionnée en 1986, et de la seule manière qu'elle pouvait l'être puisqu'il n'était pas question de donner sa confiance à Chirac, c'est-à-dire par une progression de l'abstention et des votes blancs ou nuls. En 1988, la politique libérale-réactionnaire du gouvernement Chirac a été à son tour sanctionnée, par un vote clairement à gauche comportant une poussée de l'extrême gauche.

Or comment le système mitterrandien répond-il à cette situation ? Tout d'abord par une ouverture vers la droite libérale, et devant son échec momentané, par un retour aux affaires des hommes qui ont été sanctionnés en 1986, des hommes qui ont fait chuter le salaire réel, qui ont favorisé le chômage, qui ont mis en avant l'idéologie libérale, le « modernisme », etc., et qui se retrouvent aujourd'hui derrière un Premier ministre héraut de la « deuxième gauche », en fait de la « deuxième droite ».

Cette franche poussée à gauche rend la situation inextricable pour Mitterrand. Il est maintenant obligé de dissoudre l'Assemblée, alors que c'est un autre scénario qui avait été envisagé en collaboration avec certains leaders de la droite comme Giscard. La majorité absolue de gauche qui va sortir probablement des urnes prolongera cette situation.

Bref, c'est à droite, pardon « au centre », et vers l'extrême droite que tous les regards se sont tournés, mais c'est vers les « oubliés » de la gauche que les choses importantes se passent, et qui vont prendre un tour décisif dans les prochains mois.

Incidemment, on peut remarquer comment la démocratie bourgeoise fonctionne ici, et quel cas elle fait du suffrage universel. Les 13,5 millions de voix de gauche du premier tour (hors écologistes) ont «

disparu » comme par magie. Dès le 24 avril au soir, les leaders politiques ne s'intéressaient qu'aux 4 millions de suffrages de Le Pen. Les études ont montré que la majorité des chômeurs ont voté à gauche, et en particulier à l'extrême gauche, mais c'est vers les chômeurs lepénistes qu'allaient la « sollicitude » des leaders politiques, leur « compréhension », l'intérêt pour leur « détresse ». La démocratie bourgeoise affichait ainsi son principe : pour être entendu, il faut voter fasciste !

Le 8 mai, 16 millions de voix se retrouvaient sur Mitterrand, avec un report particulièrement clair de l'extrême gauche et des écologistes. Mais vers qui se tournaient les politiciens ? Vers les quelques voix barristes qui ont soutenu Mitterrand, et plus encore vers les autres voix barristes restées à droite.

Nous faisons l'hypothèse que ce cynisme ne pourra durablement faire face à la situation.

Que se passe-t-il du côté de l'extrême droite ? Le Pen est un objet fabriqué, sécrété par le système politique bourgeois. Ce phénomène n'est pas nouveau : c'était déjà le cas d'un Boulanger, qui a bénéficié du soutien actif des partis politiques (y compris des socialistes qui l'utilisèrent dans leur lutte contre les radicaux — cf. les cris d'alarme d'Engels en 1888) AVANT de représenter un « danger électoral ». On pourrait trouver le même type de situation en France avant la Seconde Guerre mondiale, ou en Allemagne au moment de la montée de l'hitlérisme. Le courant Le Pen n'est pas un résultat mécanique et immédiat de la crise économique comme on le présente de toutes parts. La crise provoque d'abord une radicalisation des luttes politiques, qui se traduit le plus souvent par une poussée de la gauche aux élections, jusqu'à ce que cette gauche montre clairement qu'elle gère la crise selon les intérêts de la bourgeoisie, et qu'elle capitule devant le fascisme. Non, la crise dont Le Pen est le résultat direct est celle du système politique bourgeois. L'élection de Mitterrand en 1981 est due avant tout à la division de la droite. Cette division a provoqué dès le lendemain des législatives de 1986 une percée des thèmes ultraréactionnaires, racistes et sécuritaires dans le discours de la droite traditionnelle, en même temps qu'un comportement « antiparlementaire » des fameux « mousquetaires » de cette même droite. Très classiquement, cette mise en avant de l'idéologie d'extrême droite a profité à l'extrême droite elle-même.

Très classiquement aussi, Le Pen est resté accroché au char de la droite, et a renvoyé l'ascenseur en reprenant à son compte le libéralisme qui fut le drapeau sous lequel la droite est allée au combat en mars 1986. De son côté, Mitterrand a utilisé le phénomène Le Pen. Il l'a d'abord dépeint sous les traits d'un mouvement populaire, inquiétant mais compréhensible. Son premier ministre, Fabius, lançait sa célèbre formule : « l'extrême droite apporte des fausses solutions à de vraies questions ». Il a toléré, comme tous les autres politiciens, que des idées racistes et fascistes soient quotidiennement énoncées, « banalisées » par des hommes se présentant devant le suffrage universel. Avant le premier tour, il a pris la responsabilité cynique d'agiter l'épouvantail d'un « droit de vote immigré » tout en affirmant qu'il n'était évidemment pas question de l'instaurer. Enfin, les enquêtes à venir diront quelle fut sa responsabilité dans le massacre perpétré à la veille du deuxième tour contre les Kanaks, à Ouvéa, massacre qui avait été réclamé par Le Pen. D'ores et déjà, nous savons qu'en tant que chef des armées, il avait donné son feu vert à l'opération *Victor* dès le 3 mai.

L'« électorat populaire » de Le Pen, dont on a tant parlé, est pour l'instant très limité. On peut estimer à quelques centaines de milliers le nombre des voix lepénistes en provenance de la gauche et qui sont retournées à gauche au deuxième tour. Il ne saurait en aller autrement tant que l'extrême droite n'aura pas pris son autonomie à l'encontre de la droite traditionnelle. La démagogie sociale ne peut se limiter au racisme ou à un vague antiparlementarisme. Le Pen défend la grande bourgeoisie, il accepte l'idéologie libérale (précisément cette idéologie qui fut deux fois battue, en 1986 et en 1988), etc. C'est maintenant que va se poser à droite la rupture avec le libéralisme, soit sous la forme d'une extrême droite classiquement « révolutionnaire » (qui a été jusqu'à présent tenue à l'écart), soit autour d'une partie du RPR (cf. Pasqua dénonçant l'embourgeoisement de son mouvement).

Mitterrand a su utiliser un réflexe anti-Le Pen, mais il a au fond échoué dans sa tentative de le développer en « front républicain ». Les événements sont allés plus vite. Le danger Le Pen a eu dans la conscience populaire un contenu qui dépasse de loin le simple réflexe électoraliste, et le jeu politicien de Mitterrand avec le FN risque de se retourner rapidement contre lui. Dans la conscience populaire, ce que représente Le Pen est en effet parfaitement claire, comme il deviendra toujours plus clair que le système politique est incapable de lutter réellement contre ce courant d'extrême droite qu'il a sécrété.

Chacun se souvient de la manière dont le PCF a abordé la question des immigrés à Vitry et, plus généralement, comment ce parti a aussi contribué à élaborer la formule clé : « immigration = insécurité », en parlant dans sa propagande non pas ouvertement de « quotas », mais de « concentration excessive », de « seuil », etc. Chacun voit comment et le PCF et le PS détournent la question du fascisme vers celle d'un prétendu « mouvement populaire » qui POUR L'INSTANT n'existe pas, au sujet duquel on fabrique le fameux « report des voix du P.C. vers le FN » (contredit par toutes les analyses sérieuses) et le mythe du « vote protestataire ». Ainsi sont niés les racines et le contenu de classe du fascisme, ainsi est préparée la capitulation devant ce mouvement, le jour où il deviendra un mouvement politique organisé à la conquête de l'hégémonie.

Si le FN est effectivement ce courant « xénophobe et raciste » dénoncé dans ces termes par les leaders du PS et contre lequel ils appellent aujourd'hui à constituer un « front républicain », alors il devient clair que toute l'attitude de ces leaders est faite de compromission et de capitulation. La loi française permet de réprimer le racisme : pourquoi ne l'utilisent-ils pas ? Pourquoi la municipalité socialiste de Marseille cède-t-elle à Le Pen le stade de cette ville pour qu'il y expose ses thèses ? Quand Le Pen a été interdit de séjour aux Antilles, grâce à cette action courageuse, digne et de principe des Martiniquais et des Guadeloupéens qui nous ont ainsi donné une belle leçon, Jospin est immédiatement monté en première ligne pour condamner ces « atteintes à la démocratie » et pour prendre la défense de Le Pen. Qui donc est réprimé par Jospin, le courant « xénophobe et raciste » ou les antiracistes ?

Il suffisait de voir les manifestations accueillant la victoire de la gauche à Paris et dans les grandes villes de France pour comprendre la différence avec 1981. Il y a sept ans, c'est la petite bourgeoisie qui donnait le ton, assurée de tirer un avantage du réformisme mou qui triomphait. Hier, ce sont les jeunes et les immigrés qui ont donné le ton, dans des manifestations très politisées, et sans cacher le moins du monde et leur attente de mesures immédiates concrètes, et leur vigilance. L'équipe mise en place par Mitterrand est incapable de répondre à cette attente. Ces hommes ont été sanctionnés et rejetés par le peuple en 1986. Sanctionné, Bérégovoy, l'homme qui a cassé le pouvoir d'achat, l'homme des restructurations et de la libéralisation du grand marché des capitaux, qui a définitivement accroché la France au char ouest-allemand et nord-américain, l'homme qui accompagne la « défense du franc » avec les conditions sociales (austérité, rigueur) qui lui sont directement dictées de Bonn et de Washington. Sanctionné, Delebarre, l'homme des T.U.C. et de l'aménagement du temps de travail. Sanctionné, Chevènement, l'homme de l'« élitisme républicain » et du renforcement de la sélection, et qui se présente aujourd'hui comme « le fils spirituel de Michel Debré ».

Pour faire accepter aujourd'hui ce qui fut rejeté voici deux ans, ces hommes appellent à l'aide une nouvelle créature, le héros du jour : le « barriste rallié à Mitterrand » ! Quel délai de grâce le peuple leur laissera-t-il ? Sans aucun doute un délai très court.

La décomposition de la classe politique s'exprime par l'usure rapide des différents courants et par leur étonnante capacité d'autodestruction. A peine installée au pouvoir, l'union de la gauche brandit le drapeau du libéralisme le plus grossier. Le parcours d'un homme comme Chirac est exemplaire : gaulliste modéré en 1973, giscardien en 1974-75, il prône ensuite un « travaillisme à la française » avant d'entrer, avec l'appel de Cochin, dans une période d'ultra-nationalisme. Puis, en 1980, il se convertit au libéralisme reaganien au moment où l'échec de ce courant devient retentissant outre-Atlantique. La manière dont Mitterrand vient de remettre toutes les cartes de sa victoire électorale dans les mains de la droite relève de ce processus d'autodestruction. La social-démocratie a toujours dans notre pays creusé sa propre tombe en cherchant des alliances avec un centre inexistant. Derrière l'apparente force électorale du PS se dessine déjà le déclin. Enfin, rappelons pour mémoire que le PCF avait lui-même planifié sa propre destruction avec l'« union de la gauche ».

De même que le capital ne peut survivre qu'en se détruisant, de même la classe politique semble vouée à l'autodestruction. Ces périodes sont propices à la montée du fascisme, dont la caractéristique est précisément l'absence de doctrine, la capacité à défendre toute chose et son contraire, à vivre dans l'instant, en épousant toutes les modes et en développant sans retenue une démagogie protéiforme.

*La Voie du Socialisme*

Le 18 mai 1988

## LA DEMOCRATIE ET LA CRISE

Stéphane Bruel

La société capitaliste diffère de tous les systèmes sociaux qui l'ont précédée par ceci que les phénomènes qui contiennent en puissance (mais en puissance seulement) l'abolition du capital sont produits et utilisés par le capital lui-même — avec comme conséquence de faire sortir la production capitaliste de ses propres limites et d'en retarder la chute, mais aussi d'en aggraver les contradictions. Ainsi, les éléments qui portent en eux la dissolution de la société capitaliste et ceux qui préfigurent la nouvelle société socialiste se mêlent étroitement (et parfois même s'identifient dans leur forme).

Cette contradiction vivante, si parfaitement analysée par Marx ou par Lénine, est particulièrement difficile à saisir. Son étude est d'autant plus contrariée qu'elle ne peut aboutir qu'à une conclusion : la dissolution de la société capitaliste fera place au socialisme et au communisme, celui-ci étant « *le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* ». <sup>1</sup>

La pensée officielle, en particulier dans sa version réformiste, fige ce mouvement (et on comprend pourquoi !). Plus le caractère social de la production s'affirme, plus le réformisme trouve des raisons de croire dans le développement spontané et pacifique du système vers plus de liberté, de richesse, de rationalité, de progrès. Ce courant proclame que le capitalisme contient en lui-même la possibilité de se réguler, de s'organiser avec raison et efficacité et qu'il peut ainsi éviter le retour des cataclysmes. Mais quand ceux-ci approchent, le réformisme bat de l'aile, il doit lui-même se renier et accomplir sa dernière mission : vanter les mérites de l'idéologie « opposée », le libéralisme, qui lui apparaît, face au fascisme montant, comme la seule version acceptable de l'idéologie bourgeoise. Tel est le sort misérable qu'il a connu sous le septennat de Mitterrand.

Les discours officiels actuellement diffusés par les différents courants politiques paraissent davantage adaptés aux périodes dites de prospérité qu'à ces temps troubles qui précèdent les grandes crises. Leur vacuité, leur éloignement des réalités sont autant d'indices de l'inadaptation des formules utilisées pour fonder la légitimité du pouvoir bourgeois. D'autres symptômes sont plus inquiétants, comme par exemple la persistance et la confusion du débat sur le nazisme au sein d'une partie de la classe politique et intellectuelle. Ou encore les nombreux avertissements lancés ici ou là sur les difficultés qui s'annoncent, la crise qui arrive, etc.

Les périodes qui précèdent le déclenchement des grandes convulsions du monde moderne (crises, guerres, révolutions) sont aussi celles des incertitudes et des confusions politiques et idéologiques. Le rejet de la politique, cette coupure entre « le système politique » et « la vie réelle » que de nombreux commentateurs relèvent aujourd'hui, en sont une caractéristique. Les prodromes de la crise font prendre conscience que la politique officielle et son habillage idéologique sont impuissants à expliquer et à combattre la misère sociale et l'oppression qui deviennent insupportables. Peu à peu, il apparaît que les vieilles formules de la domination bourgeoise ont fait leur temps. L'épais brouillard qui enveloppe le corps social se dissipe et laisse entrevoir les déchirements et les contradictions de la société. Notre pays a connu cette situation dans les années 20. Mais à l'époque, il existait une autre voie (certes semée d'embûches et de pièges) que celle de la politique officielle. La social-démocratie elle-même se réclamait du marxisme. Blum prônait l'« unité prolétarienne » — à vrai dire sous la pression de la rue et après qu'elle se fut réalisée sans son accord ! Pour le mouvement ouvrier, le parti communiste représentait le parti indépendant susceptible de le conduire sur la voie de la révolution. Rien de tel n'existe aujourd'hui. Il y a longtemps que les socialistes français ont explicitement renoncé à combattre le système bourgeois. Ils n'ont plus besoin de s'empêtrer dans des explications fumeuses pour justifier leur « loyale gestion du capitalisme », comme Blum devait le faire lorsqu'en 1935 il expliquait qu'« exercer le pouvoir » n'est pas « prendre le pouvoir ». Sous la houlette de ses dirigeants et sur ordre de Khrouchtchev, le PCF a rejoint les positions les plus classiques du réformisme social-démocrate que pourtant il critiquait autrefois. Ne subsiste donc aujourd'hui que la politique officielle. C'est l'ère du consensus, du « vide idéologique ».

Le rejet, voire la haine du système politique par une partie croissante du peuple <sup>2</sup> contient quelque chose de vrai, de sain. Cette tendance signifie que les méthodes classiques pour masquer, atténuer, annuler les contradictions réelles perdent de leur efficacité. L'une de ces méthodes, très triviale mais

aussi vieille que le monde bourgeois, consiste à reporter la responsabilité des maux de la société non sur le système social mais sur le parti au pouvoir chargé de sa gestion. Ce modèle d'alternance ne peut fonctionner que si deux blocs en tout point semblables « s'opposent ». Pour arriver à cette situation en France, il faut passer par des renoncements et des compromissions qui heurtent une conscience populaire loin d'être débarrassée des vieilles oppositions droite-gauche. Pour elle, un gouvernement de gauche doit gouverner à gauche, et non à droite ni au centre. Depuis 1981, c'est la gauche elle-même qui a miné l'alternance et préparé le retour des majorités à géométrie variable. En 1937, un Léon Blum démissionnait. Aujourd'hui, Mitterrand reste, pour proclamer officiellement close l'ère du réformisme social et monter les petites combinaisons où il excelle.

Une deuxième méthode traditionnelle consiste à s'en prendre à l'Etat, non pas au principe sacro-saint de l'Etat bourgeois, que tous ont renoncé à détruire, mais à l'Etat formel, par exemple à l'inefficacité ou à l'emprise de l'Administration. De nombreux faits servent à alimenter cette polémique tant la bureaucratie a poussé profondément ses racines dans la société civile. Mais du coup, la critique de l'Etat paraît vaine ou mystificatrice. Exalter à tout prix l'« Etat de droit » ne suffit pas à masquer la responsabilité directe de l'Etat dans l'organisation des inégalités et la protection des privilèges, ni à cacher les abominables crimes commis en son nom. Du coup, le vieux débat entre libéraux et réformistes devient stérile et s'enlise dans de pures abstractions. Les uns et les autres ignorent, ou feignent d'ignorer, que ce sont les groupes d'intérêts privés qui prennent le contrôle de l'Etat, et non l'inverse.

Une troisième arme est celle du consensus dont le pouvoir bourgeois ne peut se passer. Le consensus repose sur l'idée (née avec la révolution bourgeoise) de la séparation de l'Etat et de la société civile, de la dépolitisation de cette dernière face à l'affirmation d'un Etat qui se proclame être l'affaire de tous les citoyens. Mais d'un autre côté la politique regagne sans cesse du terrain dans la société civile : il apparaît plus clairement que celle-ci est la base de l'Etat, et l'Etat comme étant l'organisateur toujours plus actif et direct de la société civile. Cette politisation de la société civile se fait contre l'Etat, contre la politique officielle et va dans le sens de la révolution sociale. Le pouvoir doit donc sans cesse la combattre, la miner, la détourner, l'affaiblir, la transformer dans un sens qui lui est favorable.

Mais avec quels arguments ? La seule idéologie que la bourgeoisie peut opposer à la révolution sociale, c'est celle qui fut portée sur les fonts baptismaux de la démocratie bourgeoise : l'individualisme. La société bourgeoise a donné naissance à cet étrange paradoxe : d'un côté, les rapports sociaux y atteignent leur plus grand développement ; de l'autre, surgit cette conception de l'individu au singulier, cette idée que les rapports sociaux ne sont pour l'individu qu'un simple moyen de parvenir à ses fins personnelles. L'individualisme triomphe avec le libéralisme, mais il se développe aussi à l'abri du réformisme et de sa démagogie sociale. Encore faut-il que cette démagogie s'appuie sur certaines mesures tangibles, qui conduisent les classes moyennes et une partie de la classe ouvrière à penser qu'elles peuvent s'élever dans l'échelle sociale, bénéficier de certains avantages, voir leurs conditions de vie s'améliorer, etc. Le réformisme triomphe dans les périodes de développement pacifique du capitalisme. Il n'est bon qu'à chanter les louanges de la paix civile, de la paix sociale, du renoncement à la lutte, du respect de la légalité.

Cependant, s'achève un siècle qui a vu la démocratie engendrer le nazisme, la crise économique trouver sa solution dans deux guerres mondiales. Comme condition de sa survie, le capital impose à l'humanité et s'impose à lui-même les plus violentes destructions. Le spectre de la crise de 1929 surgit, qu'on veut conjurer parce qu'il demeure difficile d'effacer des esprits le lien qu'elle entretient avec le nazisme et la guerre. En France, fabriqué et soutenu à bout de bras par l'ensemble de la classe politique bourgeoise, un courant raciste et fasciste tente une percée, préparant le moment où il pourra organiser en sections d'assaut les déçus du réformisme et de l'individualisme.

Des événements récents montrent qu'est engagé ce passage de l'ordre au chaos : les débats autour du procès Barbie, ceux concernant les relations entre Heidegger et le nazisme (voir plus bas la première partie) se déroulent alors que la crise économique et monétaire s'aggrave (voir les deuxième et troisième parties). Les paroles lénifiantes ne parviendront pas à stopper ce processus. Le chaos fasciste et la guerre ne sont inévitables que si le mouvement ouvrier et démocratique laisse encore agir le

réformisme porteur de capitulation et de pessimisme. Il est urgent que s'organise la bataille pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat !

## I. - La démocratie bourgeoise engendre le fascisme

Le procès de Klaus Barbie, organisé sur les lieux du crime en mai-juin 1987, doit être considéré comme l'acte d'exorcisme exemplaire par lequel la démocratie voudrait voiler sa propre face et faire oublier qu'elle a le pouvoir d'engendrer elle-même le chaos. Plus de quarante ans après la victoire sur le nazisme, la démocratie française a jugé un SS exemplaire. Entre-temps, ce dernier, comme nombre de ses pairs, avait été récupéré par les Etats-Unis, pour continuer à servir la démocratie en combattant le communisme ; un peu plus tard, en 1951, on le retrouvait, proclamant publiquement sa fidélité à Hitler et au nazisme, et travaillant pour les services spéciaux boliviens (sous la dictature de Banzer, il échafaudera un « projet d'épuration de la race indienne »).

Quelle justice a pu être rendue par la démocratie française, bafouée, impuissante à voir réaliser ses demandes d'extradition, mais surtout honteuse ? Honteuse au point de montrer honteusement ces rescapés et ces résistants, scandaleuse au point de mettre en doute leur qualité de « témoins » après leur avoir scandaleusement fermé la bouche pendant plus de quarante ans. Pourrie et nauséabonde au milieu de ses procédures et de ses petits classements sionistes : c'est au nom de la démocratie qu'on a voulu séparer victimes juives et combattants antinazis. Elie Wiesel, qui aujourd'hui compatit aux malheurs de Tsahal « obligée » de massacrer les enfants de Palestine, déplorait que la justice française eût demandé à Barbie de rendre des comptes pour toutes ses victimes

*« juifs et combattants de la Résistance, juifs et antinazis, juifs et prisonniers politiques ; en d'autres mots, dit-il, l'aspect spécifique, unique et même ontologique de la tragédie juive sera perdu. »*<sup>3</sup>

Et c'est aujourd'hui en « rendant hommage à la démocratie qui règne en Israël » qu'on nous permet d'assister en direct aux massacres des Palestiniens en lutte. Mieux que tout discours, que toute « démonstration », la lutte des Palestiniens et la répression israélienne montrent avec clarté pourquoi la démocratie française fut et reste incapable de juger le nazisme, puisque c'est son passé et son contenu essentiel qu'il lui faudrait juger.

Selon la pensée dominante, il ne faudrait voir qu'un malencontreux accident dans cette « monstruosité de l'histoire » que fut le nazisme. Qui donc pourrait juger en effet les compromis des socialistes de Weimar avec Hitler, le soutien des démocraties bourgeoises au nazisme, la collaboration des dirigeants du mouvement sioniste avec l'Allemagne hitlérienne et le vote du Parlement français (la chambre du « Front populaire ») en faveur de Pétain ? Ce n'était donc pas cela qui était jugé à Lyon, et qui, de toute façon, appartient à un passé si lointain déjà et si compliqué...

Dans un répugnant face-à-face avec elle-même, la démocratie française a laissé aux avocats du SS la charge d'exposer les crimes commis sous le masque démocrate et restés impunis. D'autres « témoins » furent invoqués, les milliers d'enfants algériens exterminés dans les camps de regroupement, les dizaines de milliers de victimes de Sétif et de Constantine de 1945, les centaines de milliers de Malgaches massacrés en 1947. Evoquant le martyre des ouvriers africains sur le chantier du Transocéan, Me M'Bemba cite Aimé Césaire :

*« Lorsque Hitler a commencé à vociférer, cela ne nous a pas étonnés car nous avons déjà entendu ce langage-là dans la bouche de nos maîtres. »*

Aimé Césaire rappelait que ce qu'on ne pardonne pas à Hitler, c'est

*« d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique. »*<sup>4</sup>

Le dogme est ainsi asséné : la barbarie nazie ne peut avoir de base matérielle ni d'explication rationnelle, car elle serait alors d'essence commune avec la démocratie, matérielle et rationnelle par nature, et donc par nature étrangère à la barbarie. Nul n'a à juger de ses crimes, puisqu'il ne peut y avoir de tribunal pour le démocrate, même si ses crimes ont des raisons particulièrement matérielles.

Il faut feuilleter le livre noir écrit deux ans avant la libération de l'Algérie par Hafid Keramane<sup>5</sup> pour prendre la mesure de l'extermination : les camps de concentration, édifiés aussi bien en France qu'en Algérie ; la guerre bactériologique (inoculation de virus mortels à des bébés) ; l'organisation de la

famine en bloquant le ravitaillement de la population ; des dizaines d'Oradour où des vieillards et des enfants sont enfumés dans des grottes ou asphyxiés dans des caves ; de futures mères éventrées...

Le nazisme peut avoir commis de tels actes, puisqu'il est barbare par définition, par sa dénaturation diabolique. La démocratie ne peut pas, et elle trouve partout d'ardents avocats, comme dans *La Forge*.<sup>6</sup> L'auteur reprend comme un principe intangible l'opposition entre « *les deux grandes formes de domination de la bourgeoisie : la démocratie bourgeoise et le fascisme* ». Ce dernier est classiquement défini comme « *la dictature terroriste ouverte du capital financier* ». Partant de cette pure abstraction, l'article la déforme dans le principe suivant : il existe une différence **qualitative** entre les deux formes de domination. Pour rendre compte de cette opposition qualitative, l'article prend comme exemple le cas algérien, précisément celui où ne subsiste qu'un écart quantitatif. L'auteur est ensuite naturellement amené à nier les crimes de la démocratie :

*« Le colonialisme n'inscrit pas dans sa nature l'extermination d'une communauté spirituelle ou ethnique. Il n'a jamais été question pour l'impérialisme français, pour le régime colonial, de démocratie bourgeoise pourrait-on dire, d'exterminer les Algériens ni de les considérer comme une race inférieure, de les distinguer et de les parquer dans des camps. »*

On retrouve là l'argument classique des révisionnistes sur l'intérêt que les peuples colonisés ont de rester avec la France démocratique dans l'Union française. Le consensus est ici très fort, des révisionnistes et de leurs satellites à Chirac qui célèbre à Marseille<sup>7</sup> le passé colonial de la France, « *oeuvre de pacification et de civilisation* » dont il est « *fier* » — en passant par Chevènement. Ce dernier, rendant compte du livre de Gilbert Comte, *L'empire triomphant*<sup>8</sup>, invite à « *réévaluer* » la période coloniale, en priant le lecteur de bien se rappeler que « *la France a joué, somme toute, un rôle progressiste, en introduisant ces peuples dans le mouvement de l'histoire universelle* ». La colonisation fut aussi, dit-il, « *l'oeuvre de la République* », qui offrit aux Africains une possibilité de promotion à travers l'armée et l'école. L'ancien ministre socialiste propose donc de clore le procès conduit par l'anticolonialisme, car celui-ci représente « *un moment de doute et de découragement, un moment de la décomposition de l'idéologie républicaine* », qui empêche la France d'assumer « *ses devoirs envers l'Afrique* ».

Tout autre est le débat en Allemagne : on est loin du révisionnisme français à la Faurisson, et de la défense « abstraite » de la Démocratie, puisque d'emblée le débat est posé comme le terrain d'un enjeu très actuel (et dont les termes sont au demeurant très classiques : à l'opposition « socialisme ou barbarie », on substitue la réponse « socialisme = barbarie »).<sup>9</sup> L'historien Ernst Nolte, un ancien élève de Heidegger, réclame une révision de l'histoire du III<sup>e</sup> Reich, « réveille ce passé-tabou » en évoquant pêle-mêle l'Indochine, le Cambodge, le Vietnam, Israël, le « génocide bolchevique », la dénazification constitutionnelle de l'Allemagne de l'Est, la pauvreté culturelle de l'Allemagne fédérale, etc., voulant démontrer qu'en ce monde rien n'est tout à fait blanc, ni tout à fait noir, et que la démocratie a parfois des faiblesses, dues précisément à son refus d'étudier l'innommable (le peuple allemand, un « peuple sans histoire »). Ainsi, l'idéologie réactionnaire la plus violemment anticommuniste fouille et creuse la « faille » de la démocratie, son lien avec le nazisme, et mêle à chaque ligne guerres de libération et guerres d'agression, les « massacres et génocides » de la Révolution russe et ceux du nazisme.

Or, si les communistes vrais peuvent répondre à de telles infamies, que peuvent dire nos démocrates ? L'ampleur, dans notre pays, de la polémique sur Heidegger montre le degré de leur embarras, de leur détresse et de leur ignominie. Dans sa préface au livre de Farias<sup>10</sup> qui a relancé la polémique, Christian Jambet n'hésite pas à écrire que « *Heidegger est devenu, depuis la guerre, un philosophe français* ». <sup>11</sup>

On pourrait méditer longuement sur l'« état de la pensée » révélé par cet engouement français pour le philosophe nazi qui a fini par « *se substituer à Marx comme une sorte de nouvel "horizon indépassable"* ». <sup>12</sup> Comme toujours en effet, deux courants se complètent : ceux qui veulent opposer Marx et Heidegger, et ceux qui veulent les concilier. Ainsi peu de temps avant que ne paraisse le livre de Farias, Jean-Marie Vincent publiait un essai <sup>13</sup> dans lequel il se propose d'exposer « *la fécondité de la confrontation Marx-Heidegger* ».

Les heideggériens français ont défendu leur maître à penser avec une conviction et une mauvaise foi peu communes. Alors que depuis longtemps en Allemagne, mais aussi en France, les articles de

philosophes de gauche mettant en cause l'attitude de Heidegger sont publiés et connus, le livre de Farias provoque une animosité d'une nouvelle violence. <sup>14</sup> C'est que Farias ne se demande pas s'il existe un lien entre la pensée de Heidegger et le nazisme. Pour lui, cela va de soi. Il commet là un impardonnable crime de lèse-philosophie et doit subir le pire des verdicts : son livre est « inconsistant du point de vue philosophique ».

Mais les faits sont accablants. Aussi les philosophes livrent-ils toute une palette d'arguments : Heidegger ne fut pas nazi ; il le fut « à moitié » ; et s'il le fut complètement, ce n'est pas si grave que cela. On argumente : Heidegger n'aurait pas commis de déclarations publiques en faveur de la politique raciale et de l'extermination des juifs. <sup>15</sup> Il fut nazi, mais pas raciste. Voilà qui le sauve. Il n'a pas franchi ce fossé qui sépare la démocratie du nazisme. Il reste donc du bon côté. Qu'importe qu'il ait dénoncé des juifs, Fédier nous apprend qu'il a aussi dénoncé des non-juifs, preuve qu'il n'était point raciste. <sup>16</sup> Pierre Aubenque dit que, recteur de l'université de Fribourg (1933-34), Heidegger appliquait la politique raciale du régime « *sans zèle particulier* » ! <sup>17</sup>

Ainsi voit-on par quel tour de passe-passe la démocratie prétend être sauvée. Ici, en France, un courant politique peut être raciste et parler du « détail » des chambres à gaz, mais la démocratie s'autoproclame grande et pure puisqu'elle permet à un tel courant de s'exprimer. Là, un philosophe peut soutenir activement le régime nazi, prendre des mesures contre les « non-aryens », être l'ami intime d'Eugen Fischer (le directeur de l'Institut de l'hygiène raciale de Berlin), mais il resterait démocrate en évitant toute « déclaration publique ».

Tout ce qui relève de l'activité pratique, politique de l'« immense penseur » allemand ne serait que « détail ». Tout lui est d'avance pardonné, puisque la boue du monde extérieur se mue en un pur et limpide concept lorsqu'elle pénètre dans le cabinet de travail du philosophe. Ainsi Crétella, remarquant que Heidegger parle davantage du Führer que de Hitler, explique doctement :

*« Se prononcer en faveur de la figure du « guide » — en allemand : « Führer » — ne saurait en effet être assimilé au culte de la personnalité qui l'incarnait. »* <sup>18</sup>

Pour ces gens, l'adhésion de Heidegger au nazisme se comprend. Elle est celle d'un petit bourgeois de province, humilié par l'intelligentsia cosmopolite et salonnarde de Berlin. Et puis, parmi les motivations du philosophe,

*« quelques-unes ne sont pas entièrement méprisables, comme la revendication qu'on dirait aujourd'hui "écologique" ou le souci de réhabiliter le travail manuel et de rapprocher les étudiants du monde du travail, même si l'on doit juger **après coup** (c'est nous qui soulignons) absurde l'espoir mis dans les nazis pour les satisfaire. »* <sup>19</sup>

Alors que les philosophes soutiennent Heidegger parce qu'il a, jugent-ils, débarrassé à tout jamais la philosophie de la question des rapports de l'être et de la pensée, ils somment tout critique de concevoir « en termes philosophiques » le lien entre la pensée immense de Heidegger et son être nazi. Là encore le piège du sophisme se referme sur le démocrate antinazi : ou bien il révèle (il « dévoile » !) l'être nazi, et on lui rétorque que cela est bien petit en regard de l'« immense pensée » et on le met au défi de résoudre le problème du lien entre l'un et l'autre. Ou bien il met en évidence l'essence réactionnaire de la pensée, en phase avec le nazisme, et on lui oppose l'impossibilité d'une telle démonstration puisque, par principe, philosophie et nazisme s'excluent (tout comme démocratie et nazisme).

Henri Crétella, le plus ardent défenseur de Heidegger, écrit : « *Entre penser et tuer, il faut opter* ». <sup>20</sup> (D'où sa définition du nazisme, qui « *n'est rien d'autre que le refus de penser porté à son extrémité* » <sup>21</sup>). Le démocrate pense, il ne peut donc tuer, sauf par erreur (ou par « obligation », comme Tsahal). Le nazi ne pense pas. Heidegger pense, donc il n'est pas nazi. C'est ce sophisme que développe Finkelkraut dans son article du *Monde* <sup>22</sup> : le cheminot qui conduit les trains d'extermination vers Auschwitz est surtout coupable d'un crime : il ne pense pas. Car le « bureaucrate du génocide » est dépourvu de pensée. Or Heidegger pense, il est un « immense penseur ». Il ne peut donc être nazi. Bien plus, ceux qui le critiquent aujourd'hui et qui organisent contre lui un « procès stalinien », sont suspectés par le philosophe français de n'être point des penseurs :

*« Quelle délicieuse revanche pour le bon sens excédé d'avoir été si longtemps tenu en respect par une pensée qu'il ne comprend pas ! »*

Crétella a d'ailleurs poussé à son comble ce sophisme, qui exclut toute possibilité de se prononcer sur le nazisme. Le nazisme, écrit notre professeur de philosophie (on tremble en pensant à ses élèves !), le nazisme en tant que non-pensée, est dangereux, car « inapparent » :

« Aussi contamine-t-il aujourd'hui ceux qui, superstitieusement (?), en accablent autrui. »<sup>23</sup>

Penser quoi, peu importe. C'est justement ce que la coterie des philosophes salue chez Heidegger depuis 40 ans : de les avoir délivrés de l'angoissante question du **contenu** de la pensée. Avec Heidegger, penser c'est simplement s'apercevoir de la présence de l'être (sans chercher à l'expliquer ou à en rendre **raison**). Il est probablement très difficile pour la philosophie du XX<sup>e</sup> siècle d'assumer le dualisme du sujet et de l'objet, soit en l'acceptant et en tombant dans l'idéalisme traditionnel depuis longtemps réfuté, soit en le dépassant mais pour aller vers où, sinon, après Hegel, vers Marx et le matérialisme dialectique. Heidegger offre une élégante solution. Sa façon de « poser la question de l'être », de dissertar sur l'« ouverture à l'être », le « dévoilement », d'accéder à la question de l'être par le langage (ou plutôt par des jeux de mots), bref toute cette mystique qui prétend dissoudre le dualisme du sujet et de l'objet permet en fait de refuser de penser leur unité dialectique. Que peut donc faire le philosophe du XX<sup>e</sup> siècle quand, du côté du sujet, de si grandes choses se sont accomplies, vérifiant que « *la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles* » ?<sup>24</sup>

Le « sujet » aujourd'hui, ce ne peut plus être l'individu, c'est la **masse**. Voilà ce qui tourmente nos philosophes. Car la masse agit, cela ne fait aucun doute — sinon comment le philosophe pourrait-il à la fois disposer de temps pour philosopher et de moyens pour le faire savoir ? Mais la masse n'agit plus en silence. Elle se met à penser, en tant que masse, et à prendre conscience qu'elle est le sujet de l'histoire. Althusser avait cru s'en sortir en décrétant que « *l'histoire est un procès sans Sujet ni Fin(s)* ». Mais ce genre de pirouette ne suffit pas pour liquider le marxisme. L'immense penseur de la Forêt Noire exprime une aversion plus radicale, avec sa critique du « on », de la représentation nivelante et anonyme, son concept d'existence inauthentique, qui se traduit par la chute de l'homme, sa « déchéance » (*Verfallen*), la « vie dans la moyenne » (*Durschnittlichkeit*), le « nivellement des possibilités d'être » (*Einebnung*).

## II. - L'ordre ou le chaos

« *Peut-on penser Auschwitz ?* » demande Glucksmann, le héraut de la nouvelle philosophie, avant de répondre négativement. Effectivement, on ne le peut pas si l'on ne pense pas le capitalisme. Mais le philosophe, le sociologue, l'économiste peuvent-ils penser le capitalisme si toute leur science les conduit à oublier le mouvement historique de notre société ? Les forces de destruction qui marquent de leur empreinte barbare l'entrée en scène du capital sont toujours là, à la différence qu'il y a deux ou trois siècles elles étaient au service d'une bourgeoisie conquérante, alors qu'elles sont aujourd'hui utilisées à grande échelle pour retarder sa chute.

« *La Force est un agent économique* ». <sup>25</sup> La force concentrée et organisée de la société, c'est-à-dire le pouvoir d'Etat, est aujourd'hui utilisée de toutes les manières pour permettre la survie d'un système condamné, soit directement, soit indirectement. C'est ainsi que tout le système de crédit, de sa base monétaire jusqu'à son sommet spéculatif, « remplace la violence directe » <sup>26</sup> pour acquérir et accumuler du capital, asservir les nations et mettre des continents entiers en coupe réglée.

De même que les politiciens invoquent le modèle d'une démocratie pure, les économistes bourgeois ont inventé un paradis perdu, un monde d'économie pure que le capitalisme pourrait, en théorie, retrouver, pour peu que les classes et les nations coopèrent. Ce modèle unique reçoit des contenus différents selon les courants. Pour le libéral, le monde perdu est celui du Grand Marché, débarrassé des interventions de l'Etat comme de toute espèce de puissance collective. Les théoriciens du régulationnisme cherchent leur modèle du côté du capitalisme administré, façon « New Deal » ou « Trente glorieuses » à la française. De leur côté, les révisionnistes prolongent la longue tradition du « socialisme subventionné » d'un Proudhon (la « Banque du peuple » dispensant aux ouvriers et aux artisans le « crédit gratuit ») ou d'un Lasalle (les « associations productives » subventionnées par l'Etat prussien) : laissant intacte la propriété privée des moyens de production, ce programme veut éliminer les mauvais côtés du capitalisme pour faire renaître le bon capitalisme, celui d'avant les monopoles, les crises, les guerres... et les révolutions !

La reconnaissance de la propriété privée, fondement de l'appropriation capitaliste, reste en effet le bien commun de toutes ces théories, opposées par ailleurs sur des points importants. Ce dogme fondateur les rend incapables de quelque réflexion théorique dépassant les pages économiques ou les dossiers « Affaires » du Monde, mais c'est lui qui les autorise à discourir en tant que « meilleurs économistes ».

Par principe méthodologique, l'économie bourgeoise est sans histoire. Elle vit de la conjoncture et pour le bien de tous, et quand l'une lui échappe, ou que l'autre se dégrade trop manifestement, elle invoque « la structure ». Pour être un bon économiste, il faut être sans mémoire, myope et « constructif ». Sinon, comment continuer à croire une seule seconde au réalisme de ces échafaudages abstraits et bien pensants ? Comment ne pas être révolté par la signification concrète du terme « régulation » (qui est le fin mot des théories dominantes) dans la vie et dans la chair de millions d'êtres humains ? Comment ne pas voir que la barbarie est la lèpre de la civilisation bourgeoise, le fil qui rattache les camps d'extermination nazis aux atrocités du régime colonial, un des piliers de l'accumulation du capital, que l'esclavage, la famine organisée, la misère programmée tout comme Auschwitz, sont la vérité de la société bourgeoise, qui révèle, comme le suggérait Marx, « *ce que le bourgeois fait de lui-même et des travailleurs partout où il peut, sans gêne, modeler le monde à son image* ». <sup>27</sup>

La référence mythique des « Trente glorieuses » repose sur la thèse suivante : les terribles destructions de la Deuxième Guerre mondiale furent finalement un « moindre mal » puisqu'elles ont créé les conditions d'une nouvelle impulsion donnée au mode de production capitaliste, cette fois de manière rationnelle, avec un développement continu du progrès économique, social et culturel. L'interprétation du nazisme, mentionnée plus haut, joue ici son rôle : le nazisme n'ayant pas de base matérielle et économique, le théoricien ne cherche pas à comprendre comment il se fait que le capitalisme ne peut retrouver un cours harmonieux qu'en se détruisant lui-même et en exterminant une partie de l'humanité. Un désastre qui demeure inexplicable a frappé la planète, mais il permit au moins au capitalisme de repartir sur de nouvelles bases, et par conséquent à la démocratie de se renforcer.

Le courant régulationniste domine la « pensée marxienne » des vingt dernières années. Les régulationnistes présentent des théories très diverses et notre propos n'est pas ici d'en dresser un tableau critique, mais d'illustrer par quelques exemples ce qu'il advient d'une pensée qui se soumet aux dogmes de l'économie bourgeoise. (Disons simplement qu'un courant, celui de Destanne de Bernis, reste proche du PCF et des thèmes classiques de l'économie marxiste contemporaine (loi de la baisse tendancielle du taux de profit, analyse du CME), tandis qu'un autre courant (Boyer et Cie) privilégie les formes institutionnelles des rapports sociaux (monnaie, rapport salarial, concurrence). Notons enfin que Boccara n'hésite pas à se placer sur les rangs et à dire que sa célèbre théorie de la suraccumulation-dévalorisation est une théorie de la régulation.)

La théorie de la régulation se veut une alternative à la théorie de l'équilibre général. Elle cherche à expliquer comment se reproduit la structure déterminante d'une société, tentant ainsi de sortir de l'impasse du structuralisme qui niait trop grossièrement les contradictions, l'histoire (tout ce qu'on nomme pudiquement « la dynamique »). C'est donc vers la « systémique », nouvelle idée à la mode, que les fondateurs du régulationnisme, tels G. Destanne de Bernis, se sont tournés pour « réactualiser l'analyse marxiste » et « réintroduire le temps historique dans l'analyse économique ». Ces théories systémiques permettent de construire aisément des modèles perfectibles à l'infini, et donc dans le cas du système capitaliste et du dogme de la propriété privée, de les poser comme les dernières étapes d'un progrès général dont il n'y aurait plus maintenant qu'à fignoler les détails. <sup>28</sup> Evidemment, derrière les échafaudages savants de ces brillants universitaires, on trouve le réformisme le plus vulgaire et le plus effrayé, simple reflet « à gauche » du cri de ralliement de la droite réactionnaire : « *le capitalisme est le garant de la démocratie* ». Il s'agit donc de sauver et l'un et l'autre. Derrière le surréalisme aveuglant de leurs thèses, se révèlent toute la monstruosité et la fin du réformisme : derrière les « crises modérées », et les « simples récessions », la réalité nous montre en effet guerres, destructions, misère et oppression. <sup>29</sup> S'affichant comme constructives et sérieuses, parce que délibérément émancipées de toute utopie, les théories régulationnistes ne gèrent que du concret et du sérieux. C'est en faisant la morale aux libéraux qu'elles montrent l'étroitesse de leurs analyses, et, au fond, leur dépendance vis-à-vis des thèses libérales classiques.

Le libéralisme ignore que le capitalisme est précisément le mode de production qui ne peut, depuis sa naissance, se passer de l'intervention la plus directe et la plus brutale du pouvoir d'Etat dans le domaine économique d'abord, puis dans toutes les autres sphères de la société. Pour garantir les trois libertés du credo libéral (la terre, le travail, le libre-échange), il faut ériger ces « *citadelles de l'ingérence gouvernementale* » comme les nomme K. Polanyi.<sup>30</sup> De leur côté, les régulationnistes peuvent passer pour réalistes, parce qu'ils croient en l'Etat. Mais ils restent dominés par le paradigme de l'économie pure et ses catégories figées. Lorsqu'un écart avec le modèle devient permanent, on dit de ce phénomène qu'il est « structurel ». On obtient ainsi le « déséquilibre structurel », le « chômage structurel » et, finalement, la « crise structurelle ». Ce qui signifie : le déséquilibre existe par rapport à un état d'équilibre présupposé, le chômage par rapport au plein emploi, etc. Il faut donc expliquer ces phénomènes anormaux en terme d'écart par rapport à un état où le capital se développe avec une croissance régulière, un taux de profit en hausse, une monnaie stable, une concurrence maîtrisée, un faible endettement, etc. Ce tableau renvoie à quelque chose qui aurait bel et bien existé, le paradis perdu des « Trente glorieuses ».

« Force est de constater, écrit Boyer, que la remarquable cohérence entre dynamiques industrielles, économiques et financières, moteur des Trente glorieuses, est aujourd'hui rompu. »<sup>31</sup>

On comprend mieux ici l'essence des théories régulationnistes et leur proximité avec celles du PCF, et à quel point elles ont profité de l'attaque généralisée contre le marxisme menée depuis trente ans. La thèse habituelle du réformisme — à laquelle le révisionnisme khrouchtchévien s'est progressivement rallié dans les années 60 — c'est l'intégration du socialisme dans le capitalisme, par réformes successives. Lorsque le débat était : réforme ou révolution, cette dernière était rejetée au nom des réformes conçues comme la réalisation partielle du socialisme. Aujourd'hui, avec les régulationnistes comme avec les Boccara ou les Herzog, la question ne se pose plus. A leurs yeux, le mode de production capitaliste n'a pas fait son temps. Il peut, il doit survivre. Il recèle en lui les éléments susceptibles d'organiser rationnellement et démocratiquement cette survie « pour le bien de tous », ouvriers et patrons. Les régulationnistes sont subjugués non seulement par le caractère social toujours plus poussé de la production capitaliste, mais par son « reflet » dans le pouvoir d'Etat et ses apparentes capacités à organiser, à institutionnaliser, à réguler, à dire le droit. Du coup, ils ne voient pas que les « progrès » du capitalisme dissimulent un mouvement contradictoire qui précipite la dissolution de ce système. Ils concentrent leur attention sur les formes institutionnelles du « progrès », qui selon eux stabilisent le régime d'accumulation en vigueur. Aussi leur théorie, à travers ses innombrables variantes, est-elle fondamentalement incapable d'expliquer l'instabilité du monde moderne. Mais c'est parce que sa base même est erronée, c'est-à-dire l'analyse des « formes de stabilité » qui lui sont prêtées, comme le rapport capital-travail, la consommation, etc.

Par exemple, les régulationnistes mettent l'accent sur la « consommation de masse », que parfois ils nomment de façon plus rigoureuse « *la socialisation de la consommation* ». D'après eux, la tendance à la hausse continue du salaire réel, observée dans l'après-guerre, et permise par une augmentation régulière de la productivité et de la plus-value relative, entraîne la formation d'une « norme de consommation ouvrière », consommation privée de biens produits en série par la grande industrie, et consommation collective gonflée par la croissance du salaire indirect. Développant les thèses de Gramsci sur le fordisme, les régulationnistes montrent que dans le capitalisme moderne, le procès de consommation doit être ordonné et stabilisé. Ils ont certes fourni une bonne description de l'univers marchand capitaliste, où les habitudes de consommation sont préformées et contrôlées socialement et où les techniques publicitaires mettent en spectacle ce « *caractère fétiche de la marchandise* » que Marx avait si prodigieusement analysé dans la conclusion du premier chapitre du *Capital*. Mais au service de quelle analyse est placée cette description ? Au fond, au service de l'illustration de leur postulat de base, à savoir la cohérence de l'accumulation, rendue possible par le développement harmonieux des deux sections (production des moyens de production et production des moyens de consommation) que la nouvelle norme de consommation permettrait. Bref, selon eux, le taux de profit **peut** augmenter en même temps que le salaire réel et le pouvoir d'achat des salariés, la richesse **peut** s'accumuler sans que s'accroisse, à l'autre pôle de la société, la misère, les débouchés (la demande effective) **peuvent** être étendus sans limites et l'harmonie s'établir entre les différentes sections de la production. Ce qui conduit certains théoriciens à affirmer que « *la crise actuelle n'était pas inéluctable* ».<sup>32</sup>

Les régulationnistes nient la contradiction capital-travail et la loi de l'accumulation qui en découle, accumulation de la richesse à un pôle, de la misère au pôle opposé. Pour eux, grâce aux institutions de concertation et de réglementation qui façonnent le visage de l'Etat démocratique moderne et perfectionnent sa cohésion, une nouvelle loi de l'accumulation est apparue, celle de la progression de la « demande effective ». Ils ne voient pas le mouvement réel et contradictoire que cache cette apparente et fugitive progression linéaire des revenus, où sont poussés à l'extrême crédit, endettement, pillage de continents entiers, vente forcée, militarisation. Aux Etats-Unis, le salaire réel des travailleurs a chuté de 14 % en dollars constants entre 1972 et 1986. Cette baisse est artificiellement freinée, mais elle demeure à l'ordre du jour. Kenneth Bacon, l'éditorialiste économique du *Wall Street Journal*, écrivait le 3 août 1987 :

*« La réduction des salaires fait partie du réajustement que doivent mener les Etats-Unis pour améliorer leur compétitivité face aux Japonais et aux pays asiatiques à bas salaires. Ce réajustement est loin d'être terminé. L'économie américaine est en grave déséquilibre : elle consomme plus qu'elle ne produit ; elle investit (improductivement) plus qu'elle n'épargne ; et elle emprunte à l'étranger pour boucher les trous. »*  
33

Pas plus aujourd'hui qu'hier l'accumulation n'est atteinte par un état d'équilibre (entre capital et travail, entre les sections de la production), mais au contraire par de profonds déséquilibres qu'elle provoque et dont elle se nourrit. Nous en verrons les conséquences avec la crise monétaire et financière dans la troisième partie de cet article.

En 1847, Marx raillait en ces termes l'optimisme des économistes concernant la prospérité de l'industrie cotonnière anglaise :

*« Peut-être en parlant d'amélioration, les économistes ont-ils voulu parler de ces millions d'ouvriers qui durent périr aux Indes orientales, pour procurer au million et demi d'ouvriers occupés en Angleterre à la même industrie, trois années de prospérité sur dix. »*<sup>34</sup>

A quelle échelle le massacre doit-il être aujourd'hui organisé pour que messieurs les professeurs d'économie puissent manifester leur optimisme ?

En novembre 1985, un article d'*US News and World Report*<sup>35</sup> donnait les indications suivantes sur l'économie nord-américaine : depuis 1945, les taux de chômage les plus bas, les gains les plus forts du PNB et les durées d'expansion les plus longues ont été obtenus pendant la guerre de Corée et pendant la guerre du Vietnam.<sup>36</sup>

Tout ceci signifie précisément la chose suivante : les conditions exceptionnelles qui ont présidé à l'essor économique d'après-guerre, à savoir une économie américaine hégémonique après les destructions infligées à l'Europe en 1939-1945, un dollar imposé comme monnaie internationale, des nations exsangues obligés de quémander « l'aide américaine », ces conditions exceptionnelles **n'ont pas suffi** pour garantir le procès d'accumulation du capital. On comprend mieux qu'après les années 70, alors que l'impérialisme américain n'a pas la possibilité d'exercer ses talents guerriers sur une échelle comparable aux deux guerres d'agression précitées, le capital américain exige pour son accumulation une militarisation croissante (conquête de l'espace, guerre des étoiles) ainsi qu'une « contribution » plus forte non seulement des pays en développement, mais de ses alliés.

Pour poursuivre l'extraction de la plus-value, l'hégémonisme crée des déséquilibres toujours plus graves. La dette du tiers-monde s'élève aujourd'hui à plus de 1 000 milliards de dollars, ce qui représente la moitié des exportations de ces pays. En 1980, le service de la dette absorbait plus des 9/10 des exportations de matières premières, et, fin 1986, équivalait à 136 % de ces exportations. Si le travail des enfants est interdit ici, là, en revanche, des millions d'enfants travaillent dans d'effroyables conditions ; si, ici, le salaire est réglementé, là les ouvriers et les employés peuvent travailler des mois sans être payés, etc. Même si, respectant les oeillères de l'économie bourgeoise, nous restons à l'intérieur des « riches métropoles », on observe que toute réglementation du marché du travail vise à exclure certains salariés et à organiser les conditions d'exploitation des bénéficiaires.

Ainsi, la misère, chassée vers ce que l'économie politique appelle la « périphérie » du système, plonge jusqu'au coeur de la population active des métropoles qu'on maintient à la disposition du capital toujours avec la même violence et la même brutalité. Perpétuer la misère dans le peuple travailleur

reste encore le seul article important du code du travail. Qu'est-ce qui sépare en effet les propos des politiciens d'aujourd'hui de ceux, cyniques, prononcés il y a deux siècles par le révérend J. Townsend, ministre anglican :

*« L'obligation légale du travail donne trop de peine, exige trop de violence, et fait trop de bruit ; la faim au contraire est non seulement une pression paisible, silencieuse et incessante, mais comme le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle provoque aussi les efforts les plus puissants. »<sup>37</sup>*

La seule différence avec le siècle dernier, c'est que la frontière entre indigents (que les libéraux souhaitaient assister) et les chômeurs (qu'ils voulaient tenir par la famine pour conserver leur « employabilité »), tend à s'estomper. Lorsqu'il dénombre la grande pauvreté en France, le Conseil économique et social compte 2,5 millions de personnes « aux revenus notoirement insuffisants », soit **1 million de chômeurs non indemnisés**, 400 000 personnes sans couverture sociale et entre 200 et 400 000 sans-abri. Comment agit l'Etat à l'égard de ces chômeurs-indigents ? En octobre 1987, le gouvernement, appuyé ensuite par Mitterrand, avait annoncé le lancement d'un « plan contre la précarité », qui visait ni plus ni moins à substituer la précarité d'emploi à la précarité sociale : une allocation de 2000 F par mois serait versée aux citoyens sans ressources ni allocations-chômage, en contrepartie d'un travail à temps partiel au service des collectivités ou des associations.

Dans le même esprit, dans une lettre adressée le 23 janvier 1988 au directeur général de l'ANPE, Philippe Séguin demande à l'Agence de radier les jeunes chômeurs qui refuseraient les TUC. Quelques jours auparavant, au colloque organisé par son Ministère et par l'OCDE sur l'emploi américain, Séguin avait fait comprendre que la frontière entre indigent et chômeur pouvait s'estomper parce que disparaissait celle entre emploi et pauvreté :

*« Nous pouvons relever le défi du chômage. Il faut en connaître le prix. L'emploi d'hier était celui du grand salariat industrialisé (sic). L'emploi d'aujourd'hui est celui d'un salariat plus fragile. »*

Et il concluait, s'appuyant sur l'exemple américain :

*« Je note qu'on peut travailler et être pauvre ».<sup>38</sup>*

Loin d'agir par lui-même, le « marché libre » est constamment organisé, maintenu sous pression par l'Etat, les lois et le code du travail. Les régulationnistes ne s'attachent qu'aux apparences du « nouveau rapport salarial », qu'ils décrivent avec la stabilisation relative de l'emploi et la hausse du salaire réel programmée par le système des conventions collectives.

Libéraux et régulationnistes partagent cette idée d'une coupure entre la société civile et l'Etat, entre le marché et les institutions ; les premiers pour condamner toute intervention externe, les seconds non pas tant pour expliquer que le capital ne peut s'en passer, mais pour affirmer qu'elle améliore le sort du travail, et en retour celui du capital, idée commune à tous les courants réformistes. Comme si le capitalisme, après Keynes, avait compris qu'il était de son intérêt d'adoucir les formes de l'exploitation, et que toutes les entreprises de socialisation (économique, sociale : marché mondial, monnaie contrôlée, protection sociale, assurances, etc.), étaient le signe de la mise en cohérence du système, et non celui de sa dissolution.

### III. - L'impénétrable mystère des crises monétaires

En apparence, les domaines monétaires et financiers offrent l'image d'un terrain d'action privilégié des Etats souverains. Un merveilleux ensemble de règles organise l'architecture de cette belle pyramide, dont la base est formée par les industriels et les autres agents privés, les étages intermédiaires par les banques et les organismes financiers, l'étage supérieur par la Banque centrale et le sommet par l'Etat exerçant son pouvoir régalien d'émission de la monnaie et de contrôle du crédit, des taux d'intérêt et de change. Avec le capitalisme moderne, c'est une monnaie purement idéale, « dématérialisée », qui circule comme un fluide accélérant le mouvement de ce beau mécanisme : monnaie fiduciaire avec les billets de banque, scripturale avec les dépôts bancaires, et surtout monnaie de crédit avec l'ensemble des titres qui circulent de manière autonome. Ainsi, le lien entre marchandise et monnaie semble s'être extrêmement distendu, et la forme la plus fictive, la monnaie de crédit, prend le pas sur toutes les autres formes — amenant l'illusion que la monnaie est un pur instrument de financement, créé et géré pour la bonne cause. Tel est le modèle de base des théories dominantes.

Les régulationnistes restent au fond soumis à ce modèle et il n'est pas surprenant qu'ils fassent de la monnaie la forme institutionnelle fondamentale, celle qui (à travers les instances précitées) va établir un lien entre les unités économiques et les inciter ou les contraindre à agir dans telle direction. Le fétichisme de la marchandise et de la monnaie est ici contourné, d'une manière propre aux régulationnistes qui connaissent leur Marx.

La monnaie (dont Boyer prétend qu'elle « *n'est pas une marchandise particulière* ») perd sa spécificité, par laquelle le rapport social des hommes entre eux revêt « *la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles* ». <sup>39</sup> En effet, la forme argent **voile** les caractères sociaux des travaux privés et les rapports sociaux des producteurs, au lieu de les révéler. Mais pour la théorie dominante au contraire, elle exprime de manière transparente ces rapports puisque c'est la monnaie qui les organise, les tisse, les oriente, c'est elle qui « *institue les sujets marchands* », dit encore Boyer.

Dès qu'il suit ce modèle dominant, l'économiste (et, encore une fois, la raison en est qu'il n'a pas lâché le dogme de la propriété privée) rencontre d'inextricables difficultés et contradictions. Car, comme le note Marx ces « *choses sociales* » que sont la marchandise et la monnaie « *tombent et ne tombent pas sous les sens* ». <sup>40</sup> Ce que manipule l'Etat souverain — comme ce que manipule l'économie bourgeoise — ce sont des choses qui tombent sous les sens : le prix, l'intérêt, la masse monétaire, l'obligation etc., et qui ont perdu tout lien apparent avec « ce qui ne tombe pas sous les sens », et qui contient les véritables rapports sociaux et leurs contradictions internes.

C'est pourquoi nos réformistes sont invariablement poussés à considérer que les convulsions qui secouent la sphère monétaire et financière découlent non pas de la logique interne du système capitaliste, mais des excès d'une gestion mauvaise et immorale. De Proudhon au PCF, on invoque la spéculation, l'usure, le « capital prédateur », le « cancer financier ».

A l'opposé, le marxisme permet de comprendre la nature et la portée des phénomènes monétaires et financiers, des crises monétaires et financières et de leur lien avec la crise réelle. La théorie monétaire de Marx repose sur la loi de la valeur et sa théorie du système de crédit repose sur sa théorie monétaire et sur son analyse de la reproduction et de la circulation de l'ensemble du capital social. C'est une théorie « unitaire ». Marx montre comment le capitalisme développe les contradictions déjà contenues dans l'échange privé entre producteurs privés. Dans ce rapport social fondé sur la propriété privée, les marchandises ne peuvent s'échanger immédiatement. La nécessaire médiation de la monnaie entraîne chez celle-ci des fonctions « *purement techniques* », dit Marx. Ainsi, une fraction du capital doit-elle toujours exister sous forme de capital-argent potentiel : l'inflation, la spéculation, la suraccumulation de capital de prêt sont des phénomènes immanents à cette fonction technique du capital-argent dans la reproduction du capital total. Ce ne sont pas des phénomènes extérieurs, liés à une mauvaise gestion du système ou au comportement immoral des dirigeants. Ainsi, les mouvements purement techniques que l'argent effectue dans le procès de circulation du capital industriel et commercial, en prenant de l'autonomie, deviennent la fonction d'un capital particulier, le capital financier. <sup>41</sup>

De leur côté, la démonétisation de la monnaie et le système de crédit sont aussi inclus dans le mouvement de l'échange privé. Dans sa théorie de la monnaie, Marx a montré que toute monnaie qui circule (y compris la monnaie métallique) se démonétise du fait même de son emploi comme moyen de circulation. La fonction de la monnaie métallique (ou, plus précisément, la fonction numéraire de l'or) devient indépendante de son poids. L'or peut donc être remplacé par de purs signes de valeur, sans valeur. « *Son existence fonctionnelle absorbe, pour ainsi dire, son existence matérielle* ». <sup>42</sup> D'où la possibilité (aujourd'hui réalité universelle) d'un papier-monnaie d'Etat avec cours forcé, inconvertible, qui, précise Marx, « *naît spontanément de la circulation métallique* ». <sup>43</sup>

D'autre part, l'échange privé contient en lui la possibilité du crédit. L'argent qui, en tant que moyen de circulation, engendre la démonétisation et le papier monnaie inconvertible, joue aussi le rôle de moyen de paiement, fonction qui est la « *racine naturelle* » de la monnaie de crédit et du système de crédit.

Tant que la liquidité est assurée, et avec elle la fluidité des échanges, la contradiction est distendue entre l'argent comme forme purement idéale de monnaie de compte et l'argent comme marchandise absolue. Jusqu'au moment où, brutalement, l'argent doit quitter son existence purement fictive pour se présenter comme argent comptant, comme la seule marchandise qui compte : il devient la seule et unique richesse, marchandise absolue, « *incarnation individuelle du travail social* ». <sup>44</sup>

*« Ce revirement subit du système de crédit en système monétaire ajoute l'effroi théorique à la panique pratique, et les agents de la circulation tremblent devant le mystère impénétrable de leurs propres rapports. »<sup>45</sup>*

### **Quelques éléments sur la crise actuelle**

**1) Un premier problème est celui de la désorganisation du système monétaire international.** A l'échelle du monde capitaliste, le marché de l'argent est aujourd'hui un « marché parfait », où aucune barrière ne semble faire obstacle aux flux financiers. Seules les variations des taux d'intérêt et de change peuvent réguler ce flux. Or ces variations se font de manière désordonnée, imprévisible, incontrôlée. Il suffit qu'une réunion des Sept soit organisée (à grand peine) pour qu'aussitôt les marchés viennent contredire ses timides décisions.

Une des cause fondamentale en est la crise du système monétaire international. A l'issue du dernier conflit mondial, l'accumulation du capital n'a pu repartir que grâce à l'institution, à Bretton Woods, de l'hégémonie du dollar, institué étalon-dollar, et n'ayant plus qu'une relation de pure forme avec l'or. Ce système est mort en 1971, après la décision de Nixon de non-convertibilité du dollar. Depuis lors, le monde capitaliste vit sans système monétaire stable. L'énorme quantité de capitaux qui doivent circuler pour rendre possible la production et le commerce (on estime que les transactions quotidiennes du marché international représentent deux fois le PIB annuel des Etats-Unis) n'a plus de référence stable.

Le caractère inextricable des contradictions de l'accumulation apparaît aujourd'hui lorsque le pays qui crée la devise internationale, les Etats-Unis, est en même temps celui qui est le plus endetté. Ce mécanisme s'entretient lui-même puisque ce pays règle ses dettes avec sa propre monnaie qu'il « emprunte », grâce à une ponction sans précédent de l'épargne mondiale, les créanciers des USA ne pouvant guère se réfugier sur une autre valeur.

Le moindre frémissement de l'économie américaine (par exemple un point de plus de la croissance, un léger redressement des exportations, etc.) est à la fois salué comme un signe de bonne santé (et donne lieu à d'innombrables discours sur l'opposition « mystérieuse » entre l'économie réelle qui reste saine, et les soubresauts de la finance), et redouté dans ses conséquences. Wall Street joue à la baisse quand le déficit augmente, mais aussi quand le chômage baisse, car on craint une « surchauffe » de l'économie américaine, entraînant une accélération de l'inflation, qui est elle-même anticipée par une augmentation des taux d'intérêt à long terme, etc., etc.

Il reste que c'est la monnaie la plus faible qui joue le rôle le plus fort dans le Système monétaire international. La dette nord-américaine est contradictoire avec le statut du dollar. Cette contradiction apparaît, de manière classique, sous la forme d'une concurrence accrue entre le dollar et d'autres devises, en fait le yen et le mark. C'est sur cette base que certains économistes prônent un système multi-devises, fondé sur la coopération.<sup>46</sup> Mais ils rêvent.

En effet, si les Etats-Unis ne parviennent pas à redonner au dollar son statut de devise-clé, le dollar reste prépondérant en dépit de la montée d'autres devises comme le mark ou le yen. Le dollar représentait encore, en 1985, 63 % des avoirs officiels de change des pays industrialisés.

Plus significatif peut-être est la ventilation des créances bancaires sur l'étranger. Fin 1985, les banques japonaises venaient en tête et détenaient 25,7 % de ces créances, contre 23,4 % pour les banques américaines. Mais si l'on regarde par devises, on voit que le yen ne représente que 7,4 % de ces créances, alors que le dollar en constitue 62 % (le DM 12,3 % et le Franc, monnaie du futur leader de l'Europe selon Chirac, 1,5 %) !

Le système monétaire international ne peut donc retrouver son équilibre ni par le dollar, ni par une coopération multi-devises, puisque les marchés d'actifs en dollars sont encore prépondérants « physiquement » et sont les seuls à offrir une liquidité suffisante. Dans ces circonstances — et c'est ce qui explique l'actuelle paralysie des grands « centres de décision » du monde capitaliste — toute intervention risque de précipiter la crise. On attend donc qu'elle arrive « spontanément » pour amener ses solutions que l'humanité a déjà expérimentées !

La seule issue par laquelle la crise peut se développer et se résoudre, c'est bien toujours la brutale conversion du système de crédit en système monétaire, ce moment où l'argent devient la marchandise absolue et impose la destruction violente des autres marchandises. Marx remarquait que le capital est toujours prêt à sacrifier la valeur des marchandises pour assurer l'existence fictive et autonome de cette valeur dans la monnaie.

*« Pour quelques millions d'argent, il faut donc sacrifier bien des millions de marchandises, chose inévitable dans la production capitaliste et qui en constitue une des beautés. »*<sup>47</sup>

On sait aujourd'hui qu'il peut s'agir, et aussi par millions, de cette marchandise particulière qu'est l'être humain.

Marx parle ici de « beauté » parce que ce phénomène, loin de révéler la « monstruosité » du système, en exprime la rationalité même :

*« Tant que le caractère **social** du travail apparaît comme la **réalité monétaire** de la marchandise, donc comme une **chose** extérieure à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, qu'elles soient indépendantes des crises réelles ou qu'elles les aggravent. »*<sup>48</sup>

## **2) Il découle de cette situation, second problème, que les Etats souverains sont débordés de toutes parts.**

Pour combattre cette hégémonie forcée de la devise la plus faible (celle du pays le plus endetté, les USA), les différents pays capitalistes ont mis en place des mécanismes qui, ajoutés aux réactions des USA, ont précipité le monde capitaliste dans la spirale de l'endettement et de la déréglementation.

Le capital monétaire est invariablement poussé à s'affranchir de toute réglementation. Par exemple, l'euro marché, qui prit son essor avec le recyclage des pétrodollars après 1973, et qui fut un des moyens mis en place par les Européens pour contrecarrer l'hégémonisme américain (ce qui poussa les USA à créer un marché déréglementé à New York en 1981), se caractérise par un ensemble d'opérations financières en devises qui échappent aux réglementations du pays émetteur de devise.

Depuis 1981-82, les USA sont devenus le principal pôle d'attraction des capitaux mondiaux. Or à ce moment (et jusqu'à la fin 1986), ce sont les investisseurs privés qui se sont portés directement acheteurs de titres de la dette publique américaine. En 1986, le flux des capitaux privés entrant aux USA a dépassé les 100 milliards de dollars. Les Banques centrales ont été marginalisées, d'autant que ce mouvement des capitaux privés a poussé à la déréglementation, à la multiplication de produits financiers qui ont réduit le rôle de la médiation bancaire et le rôle d'intervention des banques centrales.

Mais qui contraint les marchés ? Il est impossible de cerner les fonctions de demande de monnaie mondiale. Ces énormes portefeuilles d'actifs financiers internationaux sont diversifiés entre les différentes monnaies (ainsi qu'entre les différents produits financiers), la moindre variation des taux de change (réelle ou anticipée) entraîne de gigantesques mouvements à l'intérieur de ces portefeuilles et entre eux. En retour, ces mouvements (réels ou anticipés) commandent en grande partie l'évolution des taux de change. La spirale semble sans fin.

Aucun réformisme démocratique ne peut avoir prise ici, car il existe une continuité entre le crédit commercial (base du crédit), le financement de l'accumulation à l'échelle de l'entreprise, de la nation et à l'échelle mondiale. De même qu'à l'aube du capitalisme, le crédit purement commercial a engendré la circulation autonome de traites (et la création de marchés « purement » financiers), permettant et gonflant la création de capital fictif et de capital porteur d'intérêt — de même aujourd'hui, la moindre opération de commerce international est à l'origine d'une cascade d'opérations de change qui nourrit ce qu'on appelle la spéculation du système financier international.

## **3) Le capital cherche donc à se prémunir de l'instabilité des taux de change et des taux d'intérêt.**

Aujourd'hui, la moindre reproduction d'une activité économique (sans parler de tout financement d'une nouvelle activité) suppose une quantité d'opérations financières et commerciales à l'échelle mondiale. Il faut acquérir des matières premières, de l'énergie, des machines ou des pièces de rechange, des biens intermédiaires aux quatre coins du monde. Ces opérations se font à crédit et déclenchent une cascade d'opérations financières, de change, etc. Pour s'assurer des débouchés, le groupe concerné doit impérativement conquérir des marchés, qui supposent le financement d'activités commerciales à

l'étranger, l'installation de filiales, le rachat d'entreprises étrangères pour conquérir ou protéger des marchés, etc., sans compter les sommes énormes dépensées pour corrompre les bureaucraties économiques et administratives, ainsi que le personnel politique des différents pays où le groupe agit. Toutes ces activités engendrent une circulation autonome des moyens de crédit, qui sert de base aux échanges purement financiers et à la spéculation. Sur les marchés des changes, de 200 à 300 milliards de dollars de devises s'échangent chaque jour : à peine 5 milliards le sont pour des raisons commerciales. Mais il faut bien comprendre que ces 5 milliards ne pourraient circuler et permettre le commerce mondial sans les centaines de milliards dits de spéculation ou d'échanges financiers.

Depuis quelques années, ces multiples activités et échanges se déroulent dans un monde sans référence stable, où les taux d'intérêt sont volatiles, les taux de change flottants, le dollar inconvertible et animé de mouvements contraires, etc. D'où la création d'une quantité de « produits financiers » à la disposition directe des grands groupes industriels. De nouveaux marchés apparaissent, comme le MATIF, pour « couvrir les risques ». De tout temps, les capitalistes ont recouru à toutes sortes de formes d'assurance, comme les options à terme, d'abord apparues sur le marché des matières premières, et qui ont ensuite gagné les marchés financiers. Aujourd'hui, le risque devient une chose, un bien économique considéré comme un objet **d'échange** et qui reçoit son prix.

En elle-même, l'obligation est du capital purement fictif. Il n'empêche que ce capital possède son propre mouvement qui engendre l'illusion que c'est du capital qui « s'investit », « se place » et « rapporte de l'intérêt ». Ainsi, la somme prêtée à l'Etat quand on achète une obligation, même **quand elle n'est pas dépensée** comme **capital**, rapporte un intérêt, qui n'est d'ailleurs pas autre chose que la fraction de l'impôt annuel qui échoit aux créanciers. L'obligation circule, et du point de vue subjectif de celui qui la rachète au créancier primitif, ce rachat représente un investissement de capital porteur d'intérêt. Un des buts du MATIF est de protéger ces portefeuilles obligataires (contre le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, les cours des obligations évoluant en raison inverse du taux d'intérêt).

#### **4) Les tendances actuelles du marché monétaire confirment ce que Marx avait mis en évidence dans sa théorie monétaire : le capital cherche à reculer le plus possible la frontière de la liquidité.**

C'est dans ce sens que va la « *mobilisation* », ou la « *sécuritisation* », décrite dans la 5<sup>e</sup> section du Livre III du *Capital*, et qui reçoit une nouvelle vigueur avec les mutations actuelles du système financier.

La première caractéristique est qu'un emprunteur substitue un financement par émission de titres (actions, obligations, billets de trésorerie) à des prêts bancaires plus difficilement mobilisables. Le second aspect, c'est que les banques peuvent émettre des certificats de dettes, représentatifs de prêts qu'elles accordent, certificats qu'elles vont **placer** auprès des investisseurs, rendant ainsi liquides des instruments financiers qui ne l'étaient pas. Cette multiplication des appels directs au marché permis après la « mobilisation » peut en effet, pendant un certain temps, engendrer l'illusion qu'il est toujours possible de vendre sans perte un actif financier. Mais le krach boursier de 1987 vient rappeler qu'on ne peut éternellement vendre à bon prix. Ce rappel à l'ordre va demain se faire sur le vaste marché des reconnaissances de dettes, qui s'est démesurément gonflé avec les innovations financières des années 80, et ses conséquences seront redoutables.

Pour éclairer ces phénomènes, il est nécessaire de comprendre le rapport entre moyen de paiement (« liquidités ») et capital porteur d'intérêt. La monnaie joue le double rôle de moyen de règlement et de réserve de valeur. Seules les devises censées conserver leur valeur peuvent être des réserves de valeurs (nous parlons ici des liquidités internationales). Or que se passe-t-il de nos jours ? La France, par exemple, a d'abondantes réserves de change en dollar. Leur valeur « liquide » dépend donc d'abord de la valeur du dollar. Quand ce dernier chute, comme actuellement, cela provoque des pertes de plusieurs milliards sur la contre-valeur en monnaie nationale des réserves en dollar. La « liquidité » dépend d'autre part de la capacité à mobiliser ces réserves de change. Or celles-ci sont de plus en plus constituées de Bons du Trésor américains. Vendre ces Bons, c'est-à-dire affirmer le caractère liquide des réserves, provoquerait une chute rapide du dollar (donc un effondrement de la valeur des réserves) et une hausse des taux d'intérêt (qui engendrerait elle-même mécaniquement une chute de la valeur des obligations).

Cette abondance apparente et factice de liquidités masque le processus de déflation dans lequel le monde capitaliste est engagé depuis quelques années. L'inflation des années 70 a permis une accumulation de l'endettement. Mais le moment du retournement arrive. Les débiteurs surchargés ne peuvent plus payer, ce qui est une des causes de l'élévation des taux d'intérêt. La coïncidence du ralentissement de la hausse des prix, du fort chômage et de taux d'intérêt élevés est un signe évident de déflation. Les transformations récentes du système financier international représentent une adaptation à cette période de déflation, visant à sauver coûte que coûte le système de crédit.

**5) Le système de crédit et ses contradictions.** Plus le capitalisme se développe, plus les investissements de longue durée se multiplient, plus l'incertitude devient lourde de conséquences. D'où le développement du capital de prêt, car, avec lui, la propriété qu'a le capital d'être de l'argent qui engendre de l'argent apparaît sans mouvement intermédiaire, sans production ni circulation. Le détour par la production apparaît long, inutile, fastidieux et, de plus, aléatoire quant à ses résultats. Et encore, cette lourdeur du procès de production n'est-elle rien comparée à la rigidité des débouchés. Une surproduction chronique générale s'installe, alors que s'opposent toujours davantage la rapidité avec laquelle on peut augmenter la production et la lenteur avec laquelle s'étendent les marchés. Cette surproduction est masquée par le système de crédit.

« Dans le capital productif d'intérêt, le système capitaliste atteint la forme extrême de son aliénation et de son fétichisme. »<sup>49</sup> La disparition du chaînon intermédiaire des procès de production et de circulation laisse place à une formule vide de sens : l'argent crée de l'argent, le capital est une valeur qui crée elle-même mystérieusement son propre accroissement, une chose dont l'heureux propriétaire peut disposer à son gré — la dépenser comme argent, ou la louer comme capital.

*« Nous tenons ici, dit Marx, la forme irrationnelle du capital, la perversion monstrueuse des rapports de productions mués en choses (...). C'est dans le capital productif d'intérêt que ce fétiche automatique trouve son expression parfaite, la valeur qui s'engendre elle-même, l'argent qui enfante de l'argent : sous cette forme, nulle cicatrice ne trahit plus sa naissance. Le rapport social se trouve achevé dans la relation d'une chose, l'argent, avec elle-même. »*<sup>50</sup>

Cet automate (qu'on veut aussi programmable) réclame pour son fonctionnement des concentrations humaines comparables aux manufactures du XIX<sup>e</sup> siècle. A Londres, la salle des marchés de Salomon Brothers regroupe 1200 opérateurs. Comme dans l'industrie, cette concentration suppose toute une machinerie. Le capital fictif lui aussi est dominé par le capital fixe, énorme machinerie de traitement de données, de calculs, de transmissions. Comme il se doit, la science a été mobilisée, avec la classique coexistence de l'ingénieur surdoué et de la pifométrie du « savoir-faire empirique ». On a ici d'un côté une armée de mathématiciens, de statisticiens, d'informaticiens et d'économistes, et de l'autre, le gestionnaire financier en proie au désarroi, qui en est réduit au pilotage à vue, à l'« analyse chartiste » fondée sur les régularités qui apparaissent à la vue des graphiques d'évolution des cours.<sup>51</sup> Dans tout cela, le profit industriel devient une notion dérivée : c'est la plus-value **moins** l'intérêt. C'est donc ce dernier qui semble fixer la quantité du profit. Si l'intérêt est inférieur à la rentabilité économique, plus l'entreprise s'endette, plus sa rentabilité financière (donc sa rentabilité globale) s'accroît (par l'« effet de levier » positif). C'est la situation dans les années 70, jusqu'au début des années 80. Cette surdétermination du profit par l'intérêt conduit donc la « fonction financière » à prédominer dans les groupes industriels, puisque c'est la gestion financière qui, finalement, paraît déterminer le profit.

*« Dans le contexte actuel, la variabilité des profits liés à la gestion financière apparaît le plus souvent supérieure à celle qui est attendue de l'activité principale de l'entreprise, notamment s'il s'agit d'activités industrielles. »*<sup>52</sup>

Ainsi dit-on en RFA que « Siemens est une banque, avec une petite activité industrielle ». Le fait que les grands groupes ouest-allemands détiennent des actifs financiers considérables alors que leurs capitaux propres sont importants (bien plus que chez leurs homologues français) montre que la « fonction financière » n'obéit pas seulement à la logique du financement des activités économiques. Cette forme fétiche du capital, Marx dit qu'au fond elle découle des caractéristiques de l'argent. L'argent est la forme dans laquelle de la valeur (ici, du capital) existe comme valeur d'échange autonome. Cette autonomie explique que l'argent, lorsqu'il prend avec le capital porteur d'intérêt la forme (l'apparence) d'un mécanisme automatique d'accroissement, cherche à s'affranchir de toute médiation, y compris bancaire.

Le capital est invariablement poussé à préférer la libre circulation des capitaux fictifs à la pesante obligation d'évaluer les risques à long terme lorsqu'il s'agit de financer la production. On le voit bien avec les nouvelles possibilités que la « mobiliérisation » offre aux entreprises. L'incertitude sur les variations à court terme des taux d'intérêt pousse toujours davantage ces entreprises à se comporter en agents financiers et à privilégier leurs interventions sur les marchés financiers. Mais la production doit cependant toujours être financée et s'accroître, parce que c'est là qu'est extraite la plus-value. Cette double tendance explique pourquoi le capitalisme présente un tableau où l'on voit d'un côté le capital accumulé (les « capitaux propres ») être transformé en capital porteur d'intérêt (c'est-à-dire être « placé », circuler sur le marché financier), et de l'autre le même groupe emprunter... pour investir.

Tant que les taux d'intérêt réels étaient négatifs, l'accumulation semblait sans limite et le système bancaire pouvait remplir sa fonction d'intermédiaire pour le financement des activités économiques. Aujourd'hui où les taux réels sont élevés (et ils le resteront tant que le dollar « devra » baisser), ce qui l'emporte c'est la restructuration des actifs industriels existants et le libre marché des capitaux. D'où cette cascade d'OPA, rendues encore plus aisées et nécessaires après le krach boursier de 1987, avec la Télémécanique, la Société générale de Belgique, etc. Des sommes énormes vont être dépensées, soit pour se protéger, soit pour conquérir de nouvelles positions.

D'un autre côté, malgré leur autonomie, ces mouvements des capitaux fictifs sont constamment nourris par la base même du système, par le développement ou le simple maintien de la production. Ils sont devenus une **condition** de la reproduction du capital — qui exprime au plus haut degré le caractère parasite de ce système en même temps que son état avancé de dissolution. C'est le système **lui-même** qui est parasite, et non sa seule « excroissance financière » comme le pensent les réformistes.

Le crédit existe en économie socialiste, du fait de l'existence de la production marchande, de la loi de la valeur. Le crédit y conserve une base monétaire puisqu'il découle de la fonction de la monnaie comme moyen de paiement. Mais il ne se forme pas un véritable « système de crédit », une véritable « monnaie de crédit », celle-ci restant tout à fait spécifique au capitalisme. La base monétaire du crédit, c'est l'argent provisoirement disponible (libéré par le mécanisme de la circulation des produits et des marchandises) : le crédit, c'est la mobilisation et la distribution de ces moyens libérés et mis à la disposition des entreprises qui en ont besoin. Cet argent est pour l'essentiel propriété sociale : il est par conséquent, dans le socialisme où n'existe plus la propriété privée des moyens de production, soumis à un contrôle social (plans de crédit ; contrôle de la destination du crédit ; garantie avec des valeurs matérielles ; remboursement dans un délai déterminé). Il ne peut donc se transformer en capital de prêt porteur d'intérêt, ni circuler et donner naissance à la monnaie de crédit.

*« Dans l'économie socialiste, la catégorie de l'intérêt représente une partie de la valeur du produit pour la société, perçu par la Banque d'Etat comme paiement de l'utilisation des moyens qu'elle accorde avec le crédit. »*<sup>53</sup>

Si le crédit a ici une base monétaire, par contre il n'existe pas de crédit commercial (qui constitue, dans le capitalisme, le point de départ de tout le système de crédit). D'autre part, le crédit ne représente pas la source de financement des investissements fondamentaux (qui sont directement financés par le budget d'Etat). Cette distinction entre le crédit pour ainsi dire « utilitaire », technique, dans le socialisme, et le crédit capitaliste par essence spéculatif, est fondamentale. Dans son analyse du processus de reproduction du capital, Marx explique bien comment une des bases de la spéculation capitaliste est constituée par les investissements de longue durée, qui immobilisent des capitaux sans contrepartie immédiate. Le capitalisme n'est pas capable de « réguler » ce phénomène. L'investissement de longue durée, c'est justement l'affirmation du caractère social poussé de la production, et qui réclamerait un contrôle social que le système capitaliste n'est pas à même de fournir. Pour le faire comprendre, Marx oppose ce système avec celui de la société communiste :

*« Si nous imaginons à la place de la société capitaliste une société communiste, nous voyons disparaître en premier lieu le capital-argent, et avec lui tous les avatars des transactions qu'il entraîne à sa suite. Le problème se réduit simplement à la nécessité, pour la société, de calculer d'avance la quantité des moyens de production et de subsistance qu'elle peut, sans le moindre préjudice, employer à des entreprises (comme, par exemple, la construction des chemins de fer) qui ne fournissent ni moyens de production ou de subsistance, ni effet utile quelconque pendant un temps assez long, un an ou même davantage, mais soustraient à la production annuelle totale du travail des moyens de production et de*

*subsistance. Dans la société capitaliste, au contraire, où l'entendement social ne s'affirme qu'après coup, de grandes perturbations peuvent et doivent sans cesse surgir. D'une part, il y a pression sur le marché monétaire, alors que, inversement, un marché monétaire libre de toute gêne provoque en masse ces entreprises, créant ainsi des circonstances qui pèseront plus tard sur le marché. Il y a pression parce que des avances d'argent-capital sur une grande échelle sont sans cesse nécessaires pour un temps assez long. Sans parler du fait que les industriels et les commerçants engagent constamment, dans des spéculations sur les chemins de fer, etc., le capital-argent nécessaire à la marche de leur propre industrie et le remplacent par des emprunts contractés sur le marché financier. D'autre part, il y a une pression sur le capital productif disponible de la société. Comme on retire constamment au marché des éléments du capital productif en y jetant simplement un équivalent en argent, la demande solvable augmente sans fournir elle-même aucun élément de l'offre. D'où hausse des prix pour les moyens de subsistance aussi bien que pour les matériaux de production. Ajoutez la pratique régulière de la spéculation et des transferts en grand de capitaux. Une bande de spéculateurs, d'entrepreneurs, d'ingénieurs, d'avocats, etc., s'enrichit. Ils provoquent sur le marché une forte demande d'articles de consommation, les salaires augmentant en même temps. Pour ce qui est des denrées alimentaires, l'agriculture reçoit sans doute une impulsion, mais comme la quantité de ces denrées ne peut augmenter brusquement en cours d'année, leur importation augmente, de même que celle des articles exotiques en général (café, sucre, vin, etc.) et des objets de luxe. D'où importations excessives et spéculation dans ce secteur commercial. »<sup>54</sup>*

### **Notes :**

<sup>1</sup> Marx, *Oeuvres*, La Pléiade, tome III, p. 1067. Les références aux textes de Marx renvoient à l'édition de La Pléiade en trois volumes (Gallimard). On trouvera à la fin de l'article un tableau de correspondance avec les Editions sociales.

<sup>2</sup> Cf. notre analyse dans le numéro 2 de *La Voie du Socialisme*.

<sup>3</sup> Cité dans *Le Monde diplomatique* de juin 1987 par Claude Julien, qui fut un des rares en France à critiquer la position d'E. Wiesel.

<sup>4</sup> Cité par Dan HALEVI, *Revue d'études palestiniennes*, n°26, hiver 1988.

<sup>5</sup> *La pacification*, La Cité-Editeur, Lausanne, 1960.

<sup>6</sup> N° 182, 1-15 juillet 1987.

<sup>7</sup> Discours du 10 mars 1988.

<sup>8</sup> *Le Monde* du 4 mars 1988.

<sup>9</sup> Cf. les textes récemment traduits aux Editions du Cerf (1988), *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des juifs par le régime nazi*.

<sup>10</sup> *Heidegger et le nazisme*, Verdier, 1987.

<sup>11</sup> *Idem*, p. 13.

<sup>12</sup> *Le Monde* du 5 février 1988.

<sup>13</sup> *Critique du Travail, le faire et l'agir*, PUF, 1987.

<sup>14</sup> L'édifice pro-heideggérien repose sur des sables mouvants, puisqu'on apprend aujourd'hui que le gardien du temple, Jean Beaufret, avait commis quelques misérables petites lettres à Faurisson pour soutenir son entreprise révisionniste (Cf. *Le Monde* des 8 et 22 janvier 1988).

<sup>15</sup> On peut argumenter de la sorte d'autant plus aisément que, comme le rappelle Farias (*op. cit.*, p. 307), l'utilisation à des fins scientifiques des manuscrits de Heidegger (qui se trouvent au Deutsches Literatur Archiv de Marbach) n'est pas autorisée, et ceci pour un temps indéfini.

<sup>16</sup> *Le Nouvel Observateur* des 22-28 janvier 1988.

<sup>17</sup> *Le Débat*, n°48, janvier-février 1988, p. 117.

<sup>18</sup> *Idem*, p. 126.

<sup>19</sup> Aubenque, *idem*, p. 119.

<sup>20</sup> *Idem*, p. 124.

<sup>21</sup> *Idem*, p. 126.

<sup>22</sup> Du 5 janvier 1988.

<sup>23</sup> *Idem*, p. 126.

<sup>24</sup> Marx, *Critique du droit politique hégélien*, Editions sociales, 1975, p. 212.

<sup>25</sup> Marx, *Oeuvres*, La Pléiade, tome I, p. 1213.

<sup>26</sup> Marx, *idem*, tome II, p. 1201.

<sup>27</sup> Marx, *idem*, tome I, p. 1213.

<sup>28</sup> On peut renvoyer ici à un passage significatif de Robert Boyer, extrait de *La théorie de la régulation : une analyse critique* (La Découverte, 1986, p. 129). Le macroéconomiste, dit-il, s'intéresse à la régulation d'ensemble, c'est-à-dire à la cohérence des mécanismes d'affectation du capital, du travail, de la monnaie et du crédit : « C'est à ce niveau que le macroéconomiste

peut construire des modèles purement théoriques traduisant quelles seraient les conséquences d'une série de formes d'organisation sur la croissance, la dynamique du profit, le niveau d'emploi, etc. Pour faire image, on pourrait qualifier de **macroéconomie-fiction** ce genre d'exercice, aussi redoutable que nécessaire pour introduire quelque clarté dans des débats politiques souvent confus concernant les "choix de société". Pour la gauche par exemple, il serait important de montrer que diverses configurations, et non pas une seule, sont possibles, selon des choix de valeur concernant les inégalités, le degré de solidarité, le mode de vie. » Comme tout ceci est bien dit, et dans quel langage châtié !

<sup>29</sup> « L'histoire suggère que ces contradictions peuvent être surmontées, partiellement et transitoirement tout au moins, de sorte qu'au cours de certaines périodes relativement longues des crises modérées, voire de simples récessions, suffisent à relancer une dynamique cumulative de l'accumulation. » (Boyer, *op. cit.*, p. 46.)

<sup>30</sup> Polanyi, *La Grande transformation*, Gallimard, p. 190.

<sup>31</sup> Boyer, *op. cit.*, p. 11.

<sup>32</sup> J.-H. Lorenzi, O. Pastré et J. Tolédano, *La crise au XX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1980, p. 101.

<sup>33</sup> Cité par *Le Monde diplomatique*, octobre 1987, p. 21.

<sup>34</sup> Marx, *op. cit.*, tome I, *Misère de la philosophie*, p. 71.

<sup>35</sup> Cité dans *Problèmes économiques*, n 1960 du 5 février 1986.

<sup>36</sup> 45 mois d'expansion d'octobre 1949 à juillet 1953, avec un gain de 28 % du PNB et un taux de chômage de 2,5 % ; 106 mois de février 1961 à décembre 1969, avec 49 % de gain du PNB et 3,4 % de taux de chômage. Par ailleurs, avec la guerre du Vietnam, la croissance de la masse monétaire aux USA entraîna une explosion des réserves en dollars, elle-même cause de l'augmentation rapide des masses monétaires dans les pays créanciers. Ce fut un des principaux facteurs de l'inflation.

<sup>37</sup> Cité par Marx, *op. cit.*, tome I, p. 1164.

<sup>38</sup> *Le Monde* du 25 janvier 1988.

<sup>39</sup> Marx, *op. cit.*, tome I, p. 606.

<sup>40</sup> Marx, *ibidem*.

<sup>41</sup> « Les mouvements de ce capital monétaire sont donc, eux aussi, de simples mouvements d'une fraction autonome du capital industriel engagé dans son processus de reproduction. » (Marx, *op. cit.*, tome II, p. 1085.)

<sup>42</sup> Marx, *op. cit.*, tome I, p. 671.

<sup>43</sup> Marx, *idem*, p. 668.

<sup>44</sup> Marx, *idem*, p. 681.

<sup>45</sup> Marx, *idem*, p. 407.

<sup>46</sup> Aglietta conclut son ouvrage *La fin des devises clés* (La Découverte, 1986) par ces lignes : « Lorsque le degré de liberté collective n'est pas géré collectivement, l'arbitraire s'engouffre dans cette faille. Il a soit l'aspect angoissant de la rivalité toujours latente, soit la face hideuse de l'hégémonie. Le besoin d'un étage supranational dans l'institution monétaire finira par être reconnu. Car ce n'est pas une perte, mais un gain de liberté pour les nations. En instaurant la paix monétaire, la supranationalité permettra aux nations de se consacrer au bien-être de leurs citoyens et de conforter les vertus de la démocratie ».

<sup>47</sup> Marx, *op. cit.*, tome II, p. 1231.

<sup>48</sup> Marx, *idem*, pp. 1231-1232.

<sup>49</sup> Marx, *op. cit.*, tome II, p. 1150.

<sup>50</sup> Marx, *idem*, p. 1152.

<sup>51</sup> Cf. J. Régniez, *Les nouveaux produits financiers*, La Découverte, 1988, p. 108.

<sup>52</sup> J. Régniez, *idem*, p. 48.

<sup>53</sup> Akademia e shkencave e RPS të Shqipërisë, *Ekonomia politike : socializmi*, Tirana 1981, p. 371.

<sup>54</sup> Marx, *Oeuvres*, La Pléiade, II, pp. 693-695.

### **Correspondance Edition de la Pléiade - Editions sociales**

Tome I, p. 407 : *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, 1957, p. 109

Tome I, p. 606 : *Le Capital*, tome 1, p. 85

Tome I, p. 668 : *Le Capital*, tome 1, p. 133

Tome I, p. 671 : *Le Capital*, tome 1, p. 135

Tome I, p. 681 : *Le Capital*, tome 1, p. 143

Tome I, p. 1164 : *Le Capital*, tome 3, p. 89

Tome I, p. 1213 : *Le Capital*, tome 3, p. 193 et p. 194

Tome II, pp. 693-695 : *Le Capital*, tome 4, pp. 292-293

Tome II, p. 1085 : *Le Capital*, tome 6, p. 325

Tome II, p. 1150 : *Le Capital*, tome 7, p. 55

Tome II, p. 1152 : *Le Capital*, tome 7, p. 56

Tome II, p. 1201 : *Le Capital*, tome 7, p. 140

Tome II, p. 1231 : *Le Capital*, tome 7, p. 177

Tome III, p. 1067 : *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p. 64.

## LA SCIENCE ENROLEE

Claire Pascal

La science et le capitalisme entretiennent des rapports intimes. Cette vérité de base semble pourtant heurter le sens commun des scientifiques (et des professions intellectuelles), comme si l'examen de ces rapports dévoilait une domination qu'il s'agit précisément de nier. L'extension du capitalisme ne se présente-t-elle pas comme sans limite depuis que la grande industrie a transformé la science en une force productive indépendante du travail, au service du capital, et que son organisation même a été directement prise en main par l'Etat bourgeois ? La domination du système capitaliste sur la science n'est-elle pas posée en retour comme le garant de son avancement grâce à ces deux « stimulants » inhérents au capitalisme : la concurrence et l'Etat bourgeois.

En cherchant à répondre aux besoins et aux exigences de ce système, la science a connu et connaît toujours un développement « spectaculaire », qui se traduit entre autres par le renforcement qualitatif et quantitatif des moyens techniques développés pour son essor et par l'élargissement de la sphère des applications pratiques des théories scientifiques, comme l'atteste entre autres la création par la grande industrie de cette science moderne qu'est la technologie.

Est donc aujourd'hui accepté comme scientifique ce qui est donné à voir comme progrès, parce que la science transforme l'industrie capitaliste et que l'industrie capitaliste transforme la science. Le progrès est conçu comme la succession des perfectionnements que la bourgeoisie capitaliste apporte en permanence à son système de production et d'exploitation : amélioration du système de production grâce à la technologie, du système de reproduction et/ou de maintien de la force de travail (santé, éducation, etc.), renouvellement constant des produits de consommation, amélioration des moyens de destruction, développement intense des « grands programmes » nécessitant de lourds investissements et des techniques sophistiquées, enfin production de théories cautionnant l'idéologie bourgeoise.

Cette vision dominante du « progrès scientifique » dissimule la situation contradictoire qui naît de cet enrôlement de la science par le capital. Le développement du capital n'est possible qu'en approfondissant les contradictions qui sont au coeur de sa logique et qu'il est incapable de surmonter.

Comment en effet impulser un développement vigoureux et général des sciences quand il faut en même temps asservir des masses de plus en plus nombreuses en tous lieux et les condamner à la misère, à l'ignorance et à la haine de ce savoir qui est utilisé contre elles pour les exploiter ou les exterminer ? Comment impulser un tel développement alors que, dans un « pays développé » comme la France, un appareil d'Etat peuplé d'« experts » ferme de plus en plus jeunes l'accès à ce savoir et à sa compréhension<sup>1</sup>, au nom de la prétendue rationalité économique ?

Dominée et enrôlée par le capital, la science, qui prépare l'émancipation de l'homme, doit d'abord en parachever la déchéance. La place, l'utilisation et l'organisation de la science dans le système capitaliste, de même que la vision mystificatrice de neutralité et de continuité du « progrès scientifique » qui sert de lieu commun aux grands médias comme à la majorité des scientifiques eux-mêmes pour légitimer la science constituée, posent problème. Elles forcent à s'interroger sur la science elle-même, sur sa réalité concrète autant que sur la vision qu'elle donne d'elle-même dans un pays tel que le nôtre. Formidable instrument de libération dont personne ne peut nier les résultats et les avancées, la science est simultanément un redoutable instrument d'aliénation et de destruction. Il est donc normal que l'admiration et le respect pour la chose savante ou scientifique aille de pair avec la méfiance, le doute et la terreur à l'égard d'un monde qui, en dépit du « progrès scientifique » et d'une socialisation croissante de la vie, demeure toujours traversé de mystérieuses contradictions qui le poussent dans l'abîme.

*« Les nouvelles sources de richesse se transforment, par un étrange coup de baguette magique, en sources de misère. Les victoires de la science semblent payées par la perte du caractère. A mesure que l'humanité dompte la nature, l'homme semble être asservi par d'autres hommes ou par sa propre infamie. Même la lumière pure de la science ne semble pouvoir briller que sur le fond obscur de l'ignorance. Toutes nos inventions et notre progrès tout entier semblent aboutir à pourvoir de vie spirituelle des forces matérielles et à réduire la vie humaine à une force matérielle. Cet antagonisme entre l'industrie et la science modernes d'un côté et la misère et la ruine modernes de l'autre, entre les forces productives et les rapports sociaux de notre époque est un fait évident, accablant et incontestable. »<sup>2</sup>*

## Ce que met en jeu la critique de la science

La critique de la science constituée est un exercice périlleux : elle est liée en effet à la critique de l'Etat et à celle de l'école, l'un comme l'autre occupant une place tout à fait à part dans la mythologie de la démocratie bourgeoise. L'Etat y est présenté comme l'incarnation de l'intérêt général, comme l'organe collectif de la société, comme l'instrument des pouvoirs publics par opposition à la sphère des intérêts, organisations et pouvoirs privés, appelée aussi société civile. Toute mainmise de l'Etat peut donc être vue positivement non seulement comme une forme plus poussée de socialisation de la société, mais aussi comme une sorte de collectivisation ou de nationalisation des sphères d'intérêt général par opposition à leur non-reconnaissance ou à leur privatisation. Une telle évaluation positive de la domination étatique présuppose bien entendu que le contenu de cet « intérêt général » soit par nature bon pour la société, que le système politique et social qui le prédéfinit soit donc lui aussi bon par nature. Elle suppose donc une légitimation de l'exploitation capitaliste. Dans la vision mythique de la démocratie bourgeoise, l'Etat est le vrai pilier de la démocratie dans la mesure où il incarnerait le pouvoir légitime de la collectivité, qu'il rendrait possible et garantirait ce pouvoir de tous et permettrait d'avancer vers plus de socialisation et de collectivisation.

L'organisation publique de l'école renforce la mythologie de l'Etat de démocratie bourgeoise. Organisée par l'Etat de façon uniforme, l'école sert aussi à légitimer la démocratie bourgeoise en étant présentée comme le lieu privilégié de la démocratisation de la société grâce à l'accès au savoir qu'elle permettrait à tous. L'école a bien pour fonction principale de transmettre des savoirs, distribués à chacun au cours d'une scolarité planifiée par l'Etat lui-même, et dont les contenus sont censés répondre à la fois aux « aptitudes » de chaque individu et aux besoins de la société (c'est-à-dire de l'économie). Mais elle est organisée aussi pour préparer et justifier la division du travail, sa deuxième fonction, en présentant l'apprentissage de la soumission en son sein comme émanant d'une organisation « rationnelle » pour « individus raisonnables ».

Critiquer la science, c'est donc se heurter aux grands piliers de la démocratie bourgeoise et de la mythologie qui les entoure. C'est courir le risque d'être assimilé aux idéologues réactionnaires qui ont fait de la critique de la science leur domaine privilégié en prônant les vertus de l'ignorance et de la croissance zéro. La critique de la science n'a donc pas toujours bonne presse dans les milieux progressistes qui sont souvent fortement imprégnés d'une conception positiviste du progrès et participent d'une certaine mythologie de la démocratie bourgeoise. Ainsi sont-ils condamnés assez souvent à des positions acritiques vis-à-vis du développement scientifique et de son organisation (de même qu'ils rencontrent de grandes difficultés à critiquer de façon concrète et révolutionnaire l'Etat et l'école qui restent encore, en dépit de l'expérience historique et quotidienne, mythiquement les symboles-clés de « la » démocratie).

L'analyse de la science « telle qu'elle se fait » révèle une autre origine de cette difficulté : ce qui appartient à ou annonce l'émancipation de l'homme et ce qui est utilisé pour l'opprimer sont toujours plus étroitement mêlés à mesure que l'organisation de la science est contrôlée et conduite par le capital lui-même et son pouvoir d'Etat. Pendant longtemps, les courants progressistes ont cherché à contourner ce fait, ou à l'ignorer, en maintenant le mythe de la science pure, en développant une conception positiviste de la science et du progrès, en séparant une science « purement scientifique » et non-critiquable de l'utilisation malfaisante de ses applications.

*« Certains partis peuvent s'en plaindre [de cet antagonisme], d'autres vouloir se débarrasser des acquis techniques modernes pour liquider les conflits modernes. Ou ils peuvent se figurer qu'un progrès si remarquable dans l'industrie a besoin pour son accomplissement d'une aussi remarquable régression dans la politique. Pour notre part, nous ne reconnaissons pas la forme de l'esprit perfide qui se révèle constamment dans toutes ces contradictions. Nous savons que, pour se mettre justement en action, les nouvelles forces de la société n'ont besoin que de nouveaux hommes — ce sont les travailleurs. Ils sont l'invention des temps nouveaux tout autant que le machinisme lui-même. Dans les signes qui plongent dans le désarroi les prophètes pitoyables de la bourgeoisie, de la noblesse et de la régression, nous reconnaissons notre brave ami Robin Goodfellow, la vieille taupe qui peut si promptement creuser de profondes galeries — la révolution. »<sup>3</sup>*

Parce qu'on ne peut nier le rôle émancipateur de la science et du savoir, la position qui en découlerait « naturellement » consiste à ne pas étudier les circonstances et les conditions de leur socialisation et de

leur « transformation » et à ne pas s'interroger sur les conséquences : histoire de la formation des disciplines, des conditions économiques, sociales et politiques de leur apparition, de leur diffusion, de leur enseignement, des conditions techniques et organisationnelles de leur développement. On tombe dès lors dans une conception propre au positivisme, où le progrès est conçu comme un processus linéaire, homogène et régulier d'accumulation pure et simple, indépendant du système social et des conditions historiques, qu'il s'agit simplement de magnifier en pestant contre les obstacles (mineurs au demeurant) mit sur sa route par des « décideurs » incompetents...

### **Pas de matérialisme sans critique de la science**

Science et philosophie sont inséparables. Toute conception non positiviste de la science, fondée sur une analyse concrète de la science constituée, sert la philosophie en renforçant le matérialisme. Science et philosophie doivent plus que jamais être considérées ensemble, compte tenu de l'éclatement des domaines de la connaissance et de la division des apprentissages. Car si le matérialisme ne peut se passer de la science pour progresser, il en est de même pour la science vis-à-vis du matérialisme. L'affirmation du matérialisme au sein de la science est la condition pour qu'elle se libère du joug de l'idéologie bourgeoise. Considérer que le progrès des connaissances est un processus continu, irrépressible et autonome, c'est nier la puissance de cette idéologie, l'effectivité de sa domination, et c'est tomber dans le fantasme d'une émancipation sociale conçue comme le résultat spontané et « logique » (progrès oblige !) du développement matériel de la société, c'est-à-dire dans les positions traditionnelles du réformisme et du révisionnisme qui voient dans la révolution scientifique et technique un facteur quasi-naturel du progrès social. Si la science est une arme dans la lutte contre l'idéologie réactionnaire, si elle est instrument émancipateur, si le progrès des sciences et le développement du matérialisme historique et dialectique s'appuient mutuellement et dépendent étroitement l'un de l'autre, il n'en demeure pas moins que l'idéalisme continue de parasiter les connaissances humaines et que les forces réactionnaires cherchent toujours à l'imposer. C'est pourquoi sans une argumentation philosophique solide, ni les sciences naturelles ni le matérialisme ne peuvent soutenir la lutte contre la pression qu'exercent les idées bourgeoises et la conception bourgeoise du monde.

### **L'origine de l'organisation scientifique actuelle en France**

Compte tenu du degré de socialisation où la recherche scientifique est parvenue aujourd'hui et des méfaits qui lui sont imputables, il est étonnant de constater que le « chercheur » est encore communément perçu à la fois comme un savant isolé dans sa tour d'ivoire, protégé des tentations cyniques du monde, et comme un être hautement moral devant bénéficier d'un respect sans bornes. Ces conceptions triviales (qui s'expriment par exemple autour des fameux prix Nobel, adulés comme des sages) font écho à la classique dichotomie entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée qui permet d'imputer au « monde industriel » et aux errements du capital toutes les fausses notes des « inévitables » retombées des géniales trouvailles de cerveaux géniaux.

La coupure par laquelle la science et la connaissance s'instituent en potentiel intellectuel « indépendant » permettant leur appropriation par le capital a une histoire en France. C'est au nom de cette coupure qui entérine leur séparation du monde du travail et des travailleurs, que l'Etat français s'empare en 1934 de la politique de la recherche, ainsi que des emplois et de la formation des chercheurs en créant le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) officiellement en 1939. C'est au même moment qu'il institue la classe des ingénieurs diplômés (avec son agrément), ces travailleurs intellectuels en entreprise, qui allaient former la base de la future catégorie des cadres dans notre pays.

On attribue souvent à la Deuxième Guerre mondiale tous les grands tournants économiques, politiques et sociaux qui marquent la période contemporaine. Or, en France, la Première Guerre mondiale et la période de l'entre-deux-guerres façonnent de façon déterminante non seulement l'organisation économique, mais aussi et surtout l'évolution du rôle de l'Etat dans de nombreux secteurs, jusqu'aux rapports entre les partis politiques : le consensus à l'origine de beaucoup d'autres qui se perpétuent encore s'est forgé dès 1914 dans la défense de l'impérialisme français.

1914 a été à l'origine de trois types de mobilisation contre le mouvement ouvrier et la révolution :

- politique, par le ralliement à la guerre impérialiste et au social-chauvinisme qui consacrait les liens entre l'Etat et le capitalisme de monopole ;
- économique, avec l'accélération brutale dans les secteurs industriels militarisés de l'introduction des méthodes « scientifiques » de production, au nom de la défense de la patrie, et avec le développement d'un Etat entrepreneur, partenaire et financier de l'économie nationale ;
- scientifique, grâce à la participation des savants, ingénieurs et techniciens à l'effort de guerre (appel du ministre Painlevé).

Ainsi, la trahison politique et le compromis idéologique ont servi de cautions fondatrices à l'aliénation des scientifiques (et des techniciens) aux besoins militaristes et impérialistes, en atténuant, sinon en faisant disparaître les notes discordantes entre mondes scientifique et politique : la reconnaissance des « savants » par l'Etat en tant que scientifiques professionnels et dépositaires de la connaissance en a été à la fois le moyen et la « juste récompense ».

Le débat entre science fondamentale et science appliquée ne date pas de 1914. Il existait avant guerre. Pourtant, dans le camp des « savants », partisans de la recherche fondamentale comme dans celui des « ingénieurs »<sup>4</sup>, partisans de la recherche appliquée, on s'accordait à réclamer la protection de l'Etat, non seulement pour protéger et favoriser des activités au contour incertain et au coût d'investissement de plus en plus lourd, mais aussi pour prendre en charge et former les futurs détenteurs de la science. Ceux qui défendaient la recherche appliquée (ou industrielle), comme Le Chatelier, demandaient que la recherche fût financée par l'Etat. C'était le moyen le plus sûr pour que puisse être effectivement contrôlé la production des savants. Ce contrôle devait être complété en amont par une réforme de l'enseignement scientifique visant à « *inculquer l'habitude de la règle, de la discipline, du travail méthodique* » et par l'insertion des aspirants chercheurs au moyen d'une « *collaboration à des recherches systématiquement organisées... sous l'autorité de savants ayant fait leurs preuves* ». Dès 1916, Le Chatelier affirmait qu'il ne fallait pas distinguer les recherches de science pure de celles de science industrielle, estimant que la recherche de phénomènes inconnus était une erreur de définition du travail scientifique. Il critiquait en fait Perrin, le père du CNRS, qui posait la nécessité de cette coupure et appelait de ses vœux l'intervention de l'Etat dans la recherche scientifique non plus, comme Le Chatelier, au nom de la « compétitivité » économique, mais de la « *grandeur de la Nation* ».<sup>5</sup>

C'est avec Perrin, et l'avènement du Front populaire, que la doctrine de la science pure s'imposa comme principe fondateur de la nouvelle politique scientifique française. S'opposant apparemment à celle de la primauté de la science appliquée, elle n'en accompagnait pas moins la montée des technocrates et des « planistes » au pouvoir, représentants de la nouvelle idéologie apolitique née de la Première Guerre mondiale qui instaura le consensus dans l'ensemble de la classe politique française en assurant la prospérité de l'Etat bourgeois.

En ce qui concerne la recherche scientifique, l'Etat français n'avait fait jusqu'aux années trente que concurrencer la recherche et le mécénat privés. Après 1914, son rôle financier et décisionnaire avait pris une importance grandissante, mais sans institutionnalisation. Les nécessités de la guerre impérialiste lui avaient permis une entrée fracassante dans le monde des affaires et de la modernisation industrielle via l'Organisation Scientifique du Travail. Avec la création du CNRS, la prise en main devient évidente : la découverte de l'Inconnu, « *cette curiosité gratuite [qui a] pour corrélat la Raison* » demande une politique de recrutement et de sélection des jeunes chercheurs. Idéaliste sur le plan philosophique, Perrin a de façon complémentaire des idées très précises sur les techniques de constitution d'une caste : il fixe le type et le niveau de formation requis pour l'accès à la profession ; il établit un système de titres et un mode de contrôle du déroulement de carrière ; il prévoit le cas échéant une réorientation vers les professions connexes. En haut de l'édifice institutionnel, un Conseil supérieur de la recherche veille à la répartition des fonds : les recherches « *doivent être menées sans but pratique* », le seul motif déontologique qui guide les membres du Conseil est de « *servir les intérêts de la science et du pays* ».

Par ce simple tour de passe-passe, où les chercheurs ne sont plus au service de « l'industrie » mais du « pays », la recherche dans son ensemble est placée sous le pouvoir d'un Etat qui la soumet d'autant plus facilement qu'il la finance, l'entretient et lui fabrique sa main-d'oeuvre, et que d'un point de vue politique, l'heure est à l'appel général en faveur d'un Etat contrôleur et régulateur : qu'importe que cet

Etat soit impérialiste, qu'importe qu'il se soit mis au service des monopoles, puisque c'est l'Etat, celui qui a gagné la guerre, et qui accueille la Gauche au sein de sa démocratie.

En même temps se trouve imposée l'idée de l'autonomie des chercheurs, individus sélectionnés par l'Etat après une formation de longue durée. Seul lien avec le monde des vivants et ses tristes contingences, la notion de **service rendu à la collectivité** : devenu professionnel patenté, le chercheur réussit l'exploit d'ignorer volontairement (« éthiquement ») les futures applications de ses travaux tout en étant « utile », grâce au degré de civilisation qu'ils supposent et impliquent. Enfin, après avoir été un groupe latent, disséminé et incompris, les chercheurs obtiennent leur statut de travailleur intellectuel par formation et qualification (définie et délivrée par l'Etat). En cette période du Front populaire, cette profession naissante, d'emblée élite sociale, sera d'autant plus protégée et respectée que le savoir qu'elle **possède** désormais et qu'elle **offre** à la nation est supposé, dans les milieux de gauche, incompatible avec l'arriération culturelle et sociale de la bourgeoisie.

La volonté d'affirmer la primauté de la science pure impose désormais un consensus qui s'avère encore solide : parce que la science pure n'obéit qu'aux lois du progrès de la connaissance, les scrupules ou même les clivages idéologiques peuvent être dès lors transcendés, et niés, grâce à la nouvelle déontologie professionnelle : ainsi professionnalisation et apolitisation des individus vont de pair, l'Etat « garantissant » au chercheur la liberté de travailler pour la science, et la patrie !

La pensée réformiste et son accession au pouvoir politique ont donc eu un rôle immense dans l'organisation de la science en France. Le CNRS est en effet né de l'argumentation suivante : il faut donner plus de pouvoir économique à l'Etat qui accueille en son sein des réformistes et leurs alliés technocrates. La Première Guerre mondiale et la crise économique avaient permis le développement de ces revendications cohabitationnistes : face « au conservatisme et à l'ignorance suicidaire des mauvais patrons », la Gauche s'était emparée dès 1919 du mot d'ordre traître des « nationalisations industrialisées », en mettant en avant les élites apolitiques et techniciennes. C'est dans ce cadre qu'a été élaborée et entretenue l'idée qu'il existe une « science propre » et une « science sale », les applications de l'une n'étant, quand elles sont socialement négatives, qu'un mauvais usage des travaux de l'autre (qui l'ignorait !).

Mais il faut bien que quelqu'un applique à la production les résultats de ces recherches gratuites : c'est le rôle qui est réservé aux ingénieurs (« ceux qui font marcher les machines »), dont le diplôme est à la même époque reconnu officiellement (par la désignation des écoles autorisées à l'attribuer). En l'occurrence, il s'agit d'une bien maigre compensation pour une fonction en pleine crise de sureffectifs : l'« ingénieur » avait connu de beaux jours aux lendemains de la Première Guerre mondiale, en reconnaissance des services qu'il était censé avoir rendus (en réalité, une grande partie étant sous les drapeaux, ce sont les techniciens qui firent marcher les usines). Mais alors que la plupart des ingénieurs (titre qui renvoie soit à un diplôme, soit à un niveau hiérarchique dans l'industrie) concevaient leur compétence et leur expérience technique comme un moyen de sortir du monde technique (de l'enfer de la production et de la fréquentation quotidienne des producteurs !) pour atteindre le pouvoir économique et gestionnaire, voilà que la crise les enferme dans ces fonctions sans « grandeurs ». C'est ainsi que la recherche-développement industrielle voit ses effectifs augmentés considérablement d'une population qui n'aspire qu'à l'abandonner, et qui donc réclame la fermeture de l'accès au titre, d'où la loi de 1934 définissant et délimitant le titre d'ingénieur.

C'est donc avec l'essor sans précédent des monopoles et au moment où se constitue le grand consensus des années trente autour de la démocratie bourgeoise<sup>6</sup> que l'Etat domine et enrôle les chercheurs et les ingénieurs. La socialisation de la science s'est traduit par l'institutionnalisation de la profession sous la houlette de l'Etat, c'est-à-dire par l'appropriation du savoir et de la pratique scientifiques, soit par une caste de savants enfermée dans sa pseudo-neutralité, soit par des gardiens de l'ordre industriel en mal de rationalisation, de rentabilité et de pouvoir.

### **Le réformisme en action : retour à la période contemporaine**

L'arrivée au pouvoir des socialistes et du PCF au début des années 80 a permis la résurgence des idées et des hommes de la technocratie, pendant que « la culture technique » devenait, avec les « vertus industrielles », le leitmotiv idéologique numéro un : c'est le même glissement que dans les années 1910/1920 qui est opéré. Pour faire passer les conséquences de l'appropriation des résultats

scientifiques et techniques par le capital, on prétend « nationaliser » et « universaliser » en même temps la science et ses résultats, tout en parachevant l'aliénation des chercheurs par leur bureaucratisation dans le corps des fonctionnaires de l'Etat.

La structure de la recherche mise en place avant la Deuxième Guerre mondiale fonctionne à plein rendement sur le plan idéologique et politique, et permet à la démocratie bourgeoise de confier aux scientifiques une partie de son travail de propagande. L'Union de la gauche, l'autogestion, les nouveaux « critères de gestion », les « nécessités de la sortie de crise » ont réduit au sens des responsabilités à l'égard de la nation et au réalisme gestionnaire cette caste toujours en mal d'opérationnalité au-delà de sa neutralité déontologique. Avec quel enthousiasme salue-t-on maintenant l'arrivée des contrats et de l'argent des industries privées, avec quelle hypocrisie gère-t-on les fonds venus de l'armée, avec quelle honnêteté intellectuelle pétrie de rationalisme vient-on donner des conseils en gestion des ressources humaines aux patrons...

On est bien loin des sursauts pudiques d'antan, où le chercheur « croyait » à la recherche fondamentale et « s'inquiétait » de la recherche appliquée. Et encore plus de l'époque où le PCF affirmait, par la voix du camarade Juquin, que « *le développement scientifique mine le capitalisme* » (1971). Les avancées scientifiques, et surtout le renforcement de l'intégration des sciences, à la fois entre elles et dans les technologies, ont largement contribué à ce processus. Mais aujourd'hui, le chercheur qui « n'applique » pas est moins un mauvais chercheur qu'un planqué ou un « traître à la nation » : même la science de l'abstraction pure, les mathématiques, est directement réquisitionnée pour servir l'industrie et le commerce, offrant enfin au dernier carré des exclus de la révolution scientifique les voies de sa reconnaissance sociale, donc son droit à l'existence, même à ses propres yeux.

Récemment, Gérard Worms, président de l'ANRT (association nationale et très patronale de la recherche technique) pouvait affirmer :

*« Contrairement à ce qui se passait il y a dix ou quinze ans, il n'y a plus de débat sur l'importance de la recherche fondamentale. Il n'y a plus comme on le constatait autrefois d'industriels pour dire que les crédits doivent aller davantage à la recherche industrielle... De fait, les travaux les plus féconds pour les entreprises sont ceux qui, à partir d'une perception des besoins futurs du marché, rassemblent des équipes mixtes associants, dès l'origine, des fondamentalistes et des hommes de développement... A cet égard, nos Universités, nos grands organismes de recherche tels que le CNRS, l'INSERM ou l'INRA, constituent un réservoir de compétences irremplaçables, où contrairement à ce qu'on dit encore trop souvent, il n'y a plus de véritable obstacle en terme de mentalités à cette coopération avec l'industrie. Les obstacles nous paraissent tenir encore trop souvent à des contraintes d'ordre administratif qu'il faut absolument alléger... et à l'existence d'un vaste secteur public appliquée (CEA,...). »*<sup>7</sup>

Ces obstacles que constituent la bureaucratie inhérente à l'Etat bourgeois et les monopoles constitués par les établissements de recherche publique, ont été également perçus aux Etats-Unis, ce temple du libéralisme, et leur levée y a pris un tour tout aussi violent que caricatural. Là-bas également, les séparations institutionnelles entre laboratoires universitaires et privés apparaissent de plus en plus aux bailleurs de fonds de la recherche comme des obstacles et des facteurs de gâchis financiers et scientifiques. D'où la création récente de Centres coopératifs de recherche (impliquant la mise en commun matérielle et humaine entre universités et entreprises), qui a nécessité en 1984 un amendement à la loi anti-trust. Ainsi, pendant que les entreprises bénéficient d'un accès aux résultats de la recherche à un moindre coût, « *l'Université bénéficie de contacts avec les problèmes concrets que se posent les industriels, de l'apport financier des entreprises et d'un débouché professionnel pour les étudiants* ». Pour compléter l'efficacité de cette « sainte-alliance », un rapport recommandait que le Pentagone soutienne financièrement la création de nouveaux centres.<sup>8</sup> C'est chose faite depuis la création du Centre national des sciences de la production (début 1988), résultat d'une demande du Pentagone, qui vise officiellement à lutter contre l'érosion de la base industrielle des visées impérialistes et militaristes des Etats-Unis.

### **Le savant et la communauté scientifique**

En dépit de cette évolution vers une implication toujours plus poussée et évidente de la recherche dans le système capitaliste, ce qui se traduit par une participation directe des chercheurs à des travaux servant ouvertement le capital et les besoins des Etats impérialistes, le travailleur scientifique garde

une position à part dans l'organisation sociale. On a vu que la production de cet isolement en tant que travailleur au service de la science et de la nation impliquait, institutionnellement et éthiquement, cette neutralité idéologique et politique qu'affichent effectivement la plupart des chercheurs. Parce qu'il est travailleur intellectuel, parce que c'est « son » savoir qui l'autorise à exercer cette profession, il n'est pas un salarié comme les autres. Parce que son activité a pour but d'accroître les connaissances de l'humanité tout entière, la question de l'origine de son savoir, des objectifs de son utilisation, le contexte social et politique de son activité sont non pas niés en tant que réalités objectives, mais considérés comme ne relevant pas de ses compétences et de ses capacités à les analyser et les juger. En France, la récente fonctionnarisation des chercheurs, parachevant leur intégration à la bureaucratie de l'Etat bourgeois, rend raison de cette soi-disant neutralité intrinsèque à la science en imposant dans leur statut l'obligation de réserve que doit respecter tout fonctionnaire.

Que des hommes politiques se servent de cette neutralité pour justifier leur pouvoir et leur violence, que les patrons imposent licenciements, restructurations, conditions de travail infernales ou pollutions mortelles au nom de l'incontournable impératif technologique, tout ceci ne doit pas relever non plus de leur champ d'interrogations et d'actions : seuls les très très grands, ceux que le monde a élus, peuvent venir pousser des soupirs atterrés et atterrants de platitudes sur les conséquences de la « modernité ».

On peut appliquer au problème de la neutralité de la science cette observation de Didier Nordon, auteur du livre *Les Mathématiques pures n'existent pas*<sup>9</sup> :

*« Même si tous les mathématiciens, ou presque, s'accordent à critiquer l'institution, et de façon plus générale, la société dans laquelle ils travaillent, l'idée prévaut malgré tout que les articles mathématiques produits en leur sein sont "bons malgré elles", et que l'essentiel de ce qu'ils portent en eux est absolu : on ne conçoit pas que le domaine idéologique puisse avoir une influence autre que superficielle sur le domaine scientifique. Ce sentiment que les mathématiques sont au-dessus des luttes politiques, sociales, philosophiques ; cette impression, que le mathématicien peut avoir facilement, de travailler dans l'éternité - chaque découverte étant un pas, petit ou grand, vers la vérité ; tout cela est à la fois cause et conséquence de la superbe indifférence manifestée par beaucoup de mathématiciens vis-à-vis des problèmes qui peuvent mener à une remise en cause de l'idée que les mathématiciens sont neutres ; par exemple : l'inscription de l'histoire des mathématiques dans l'histoire de la société ; le rôle joué actuellement par les mathématiques dans la société (comme la sélection dans l'enseignement) ; les difficultés toujours actuelles des fondements des mathématiques. »*

Face aux « dégâts du progrès » inhérents au capitalisme et à la concurrence féroce et généralisée qui en découle entre entreprises, entre régions, entre pays, c'est la même méfiance qui entoure de plus en plus les politiciens et les scientifiques. Comment ne pas suspecter les savants puisque le résultat de leurs travaux peut aussi bien asservir et mutiler qu'améliorer les conditions d'existence par on ne sait quelle loterie du hasard ?

Dans certains pays capitalistes, cette double méfiance, vis-à-vis du monde politique et du monde scientifique, a été confondue et détournée vers des mouvements à la fois pacifistes et écologiques, avec des attitudes et des théories rétrogrades rejetant et niant le rôle émancipateur de la science et du savoir, en même temps que l'objectif révolutionnaire de la prise du pouvoir. En France, les tentatives de canalisation de tels rejets hors d'une condamnation ouverte et directe de l'Etat et de la démocratie bourgeoise ont été un échec, comme celles (mêlées et souvent confondues, ce n'est pas un hasard) appelant à un « retour » à l'initiative locale et à la vie associative étriquée, « à l'abri » du monde, des débats politiques et de la nécessité de la révolution.

### **Comment on fabrique un savant**

Aujourd'hui, la division du travail scientifique est très précocement et définitivement fabriquée lors de la période de formation et d'acquisition des savoirs, où l'intérêt de l'étudiant est canalisé sur une discipline, et qui plus est sur une discipline telle que les contours en sont dessinés au moment de son enseignement : ainsi, d'une part, l'histoire — erreurs et balbutiements compris — n'est pratiquement pas enseignée et, d'autre part, l'étudiant devenu chercheur a de fortes chances de travailler dans une branche de cette discipline qui aura considérablement évolué entre-temps. Il apparaît donc que l'enseignement d'une science n'a pas pour but d'expliquer le pourquoi et le comment de la recherche qui s'y opère. La recherche prend les allures d'un processus linéaire et partagé d'accumulation et de perfectionnement d'une théorie comme fixée a priori (« Toute l'histoire disparaît, les tentatives

*successives pour formuler le théorème au cours de l'élaboration de la démonstration sont condamnées à l'oubli, tandis que le résultat final est exalté comme infaillible et sacré » I. Lakatos).*

Voici à titre d'exemple comment des professeurs de mathématiques à l'université de Grenoble critiquent leur propre enseignement :

*« Parmi les connaissances d'un programme, seules sont explicitement enseignées celles à propos desquelles a pu être identifié un processus complet d'enseignement : présentation non acrobatique d'un corps de savoir bien cerné, donnant lieu à un ensemble d'exercices et problèmes « faisables » par les étudiants et « corrigibles » par les enseignants, le tout permettant des contrôles normalisés évaluant les acquis... En bref, tout semble dire que les étudiants doivent se constituer progressivement une épistémologie que l'on pourrait qualifier de purement scolaire (par exemple, les équations c'est utile et important parce qu'il y en a toujours à l'examen !), épistémologie que j'opposerai à ce qu'on pourrait appeler une « épistémologie positive » (par exemple : les équations, c'est utile et important parce que c'est une façon de coder, de quantifier l'information, codage quantifié qui permet dans bien des cas de trouver les solutions d'un problème concret !). »<sup>10</sup>*

Ainsi ces enseignants n'ont pu que constater le caractère institutionnel de la vérité apprise en classe : « ce sont les maîtres et le livre qui l'incarnent » ; l'incertitude est « mal venue, mal vue » en situation d'enseignement, tant par le maître que par les élèves :

*« Le maître connaît les réponses et ne se trompe pas, et par contrat, les élèves ont la certitude qu'il pose des questions qui ont une réponse et auxquelles un bon élève doit pouvoir répondre. »<sup>11</sup>*

### **Mais qu'est-ce que la communauté scientifique ?**

Comme la science est une force productive au service du capital, organisée par l'Etat bourgeois, le travail scientifique est le résultat collectif de plusieurs groupes professionnels hiérarchisés en fonction de la division capitaliste des savoirs, intellectuels et pratiques. Cette division est sensiblement renforcée dans les disciplines scientifiques qui demandent des équipements de plus en plus nombreux, suffisamment complexes et lourds à gérer et à faire fonctionner pour nécessiter un personnel spécifique.<sup>12</sup> L'informatisation, instrument par excellence de gain de temps pour les longs travaux d'enregistrement, de classement et d'analyse de données, ne permet pas pour autant au chercheur d'améliorer ou d'enrichir son travail : la pseudo-« interactivité » se limite le plus souvent à des questions programmées auxquelles le chercheur ou tout autre opérateur doit répondre le plus vite possible. Prisonnier de ce cadre limité et contraignant, le chercheur obéit moins au « génie » ou à la « raison », qu'à la rationalité de la rentabilisation.

Le technicien de laboratoire, quant à lui, a été longtemps le « prolongement » pratique du chercheur, exécutant ce que le premier n'avait pas « le temps » de faire dans le cadre d'un travail considéré comme purement heuristique. Désormais, cette conception d'une substitution partielle n'est plus possible, ou plutôt pourrait parfois être inversée, puisque le chercheur n'a plus la capacité de maîtriser lui-même les équipements qui l'aident à produire ses résultats.

Dans la plupart des laboratoires, et ceci est confirmé et formalisé par la grille des qualifications, c'est le modèle de la division et du contrôle du travail de l'industrie capitaliste qui règne désormais, avec sa hiérarchie entre chercheurs, ingénieurs, chefs d'atelier, techniciens et ouvriers spécialisés, et avec les mêmes objectifs de rentabilisation des activités et des investissements et d'augmentation de la productivité du travail.

Pourtant, comme on l'a déjà remarqué à propos de la figure du savant d'autrefois, subsiste le modèle du chercheur libre et autonome : la subdivision et la parcellisation continues des disciplines scientifiques, l'extrême spécialisation des formations en champs scientifiques fermés, la division du travail dans les laboratoires, toutes ces tendances qui sont autant de facteurs objectifs de mutilation intellectuelle pour les chercheurs, caractérisent le processus de socialisation de leur activité. Si l'affirmation de Bourdieu<sup>13</sup> peut paraître caricaturale, plus banalement la plupart des chercheurs se voilent la face en affirmant que quelle que soit la source du financement de leur travaux, le résultat va forcément dans le sens du progrès, et que les moyens dont ils peuvent ainsi disposer leur sont extrêmement utiles et nécessaires.

A titre d'exemple, les déclarations des derniers prix Nobel de chimie et de physique de l'année 1987<sup>14</sup> résument parfaitement ces conceptions où la bonne conscience voisine la contradiction. C'est ainsi que

Lehn résume sa vision de l'activité scientifique : créateur mais pragmatique, il se présente comme « *un ardent défenseur de la recherche fondamentale* », tout en reconnaissant que « *la recherche coûte cher et elle a des devoirs envers la société qui la finance* » (on ne sait pas de quelle « société » notre professeur parle : s'agit-il de l'humanité tout entière ou de Rhône-Poulenc qui lui a demandé de diriger la recherche à long terme de l'entreprise ?). Mais peu importe puisque « *un des attraits majeurs de la science a été pour moi, depuis toujours, son indépendance des contingences et des pouvoirs, son caractère supra-géographique, supra-historique, supranational. Les découvertes ne connaissent pas de frontières, il n'y a d'ailleurs pas lieu de tenir une étroite comptabilité des débits et des crédits. Les résultats publiés dans la presse internationale, qu'ils soient obtenus au Japon ou aux Etats-Unis par des recherches financées par ces pays, pourront être le point de départ d'une découverte faite par un chercheur français, dans un laboratoire français* » (ce qui est d'ailleurs son cas). A croire que les aventures de la découverte du virus du SIDA et les passions suscitées par la création de structures franco-américaines pour la recherche d'un vaccin sont ignorées du monde scientifique, ou considérées comme ne faisant plus partie du domaine de la recherche !

Autre éclairage donné par les prix Nobel de physique 1987. Après l'introduction triomphale mais réaliste du journaliste scientifique sur la supraconductivité à haute température (« *Beaucoup reste à faire pour aboutir à des produits industrialisés. Le seul problème est d'être dans la course. Une course effrénée qui se joue à coup de millions de dollars, comme en témoignent les budgets, parfois énormes, débloqués par les grands pays industrialisés.* »), les deux Nobélisés, qui travaillent dans un laboratoire d'IBM, avouent : « *Malheureusement, nous avons aujourd'hui un grand nombre de concurrents. Les travaux évoluent plus rapidement que nous ne le pensions... Nous avons encore beaucoup à apprendre, d'autant que depuis la fin de 1986, nos recherches étaient considérées comme un "projet à haut risque"* [traduire : coûteux, mais surtout "confidentiel défense"]. *Il n'était donc pas sage de consacrer tout notre temps à un projet dont les résultats étaient incertains* ». Pour des chercheurs qui sont « *des chercheurs, et [n'ont] rien d'autre à faire que de la recherche* », ces propos révèlent une toute autre conscience de l'environnement et de ses contraintes mercantiles et politiques que les conceptions fantasmatiques (faussement naïves ?) supranationales, supragéographiques et supra-historiques de Lehn.

En dépit des investissements engloutis dans la recherche donnant l'apparence d'une expansion continue, la crise générale du capitalisme freine et ne peut que freiner le développement de la science et de la technique : monopoles, crises cycliques, militarisation, bureaucratisation sont autant de facteurs propres au système qui concourent à freiner ou à développer de façon unilatérale et contradictoire la science, la technique et la technologie. Concrètement, le pouvoir de produire des travaux et des résultats scientifiques s'avère de plus en plus limité par l'argent et le temps : le coût de certains équipements, quand il n'interdit pas purement et simplement leur achat par un laboratoire moins doté que d'autres, implique leur amortissement, c'est-à-dire leur utilisation intensive. Son efficacité se mesure dès lors à ce qui est le plus immédiatement visible et vérifiable. La recherche par « *rature* », les « *expériences pour voir* » (expression de Joliot-Curie) sont prohibées dans les laboratoires : ceci pourrait être considéré comme une amélioration des méthodes de travail si le motif ne résidait pas dans les contraintes (d'argent et de temps) liées à la technicisation des expériences de laboratoire. Ce poids de la contrainte économique n'a cessé de grandir et de s'étendre : dès 1962, un responsable de recherche en science physique le confirmait : « *la responsabilité financière accrue introduit une [autre] déformation : la prudence commence à faire prime et la tentation apparaît de jouer à coup sûr* ». Cette prudence se développera par ailleurs d'autant plus que, à l'exception de quelques rares secteurs, les scientifiques éviteront, dans le souci de leur promotion et de leur reconnaissance, les recherches longues et lourdes, incompatibles avec le calendrier d'une carrière réussie, n'impliquant aucun résultat publiable à court terme. Ils seront conduits en revanche à se poser des questions à réponse rapide, au cas où la commande venue de l'Etat ou de l'industrie n'aurait pas été assez précise.

Les recherches longues, non valorisantes, sont donc confiées aux techniciens ou à de jeunes chercheurs, condamnés à un travail qui les tient à l'écart de toute possibilité de reconnaissance rapide. Quant aux techniciens (en France, ce sont souvent des chercheurs en attente d'un poste), leur expérience et leur niveau de formation leur permettraient souvent de contester la validité de certains

travaux ou résultats (alors que paradoxalement le chercheur est bien souvent incapable de savoir si le technicien fait bien ou mal son travail), sans que leur avis puisse, compte tenu de leur statut, faire autorité.

Non seulement le chercheur n'est pas seul, mais encore il travaille dans un réseau nécessairement collectif et, selon toute probabilité, très conflictuel : concurrence entre laboratoires, concurrence et hiérarchie entre chercheurs, entre chercheurs et techniciens. Conflits qui ont d'autant plus de chance d'avoir des conséquences négatives sur la qualité de la production que les conditions financières et organisationnelles de la recherche globalement se dégradent : arrêts des embauches et des promotions, difficultés financières et donc techniques des laboratoires, concurrence accrue, organisée à l'échelle internationale par les grands trusts, pressions mercantiles des fournisseurs et des clients, etc.

### **La militarisation de la recherche et ses contradictions**

Une telle situation vaut pour l'ensemble des laboratoires de recherche publique (CNRS et Universités) et a permis que de nombreux chercheurs tombent d'autant plus facilement dans le piège de la recherche appliquée, celle pratiquée dans les entreprises. A une époque où les liens entre grand capital (monopoles) et Etat sont flagrants, on a vu ressurgir la petite entreprise comme lieu où la recherche pourrait (et devait) se développer en liaison étroite avec l'économie, sans être pour autant dominée par elle. La petite entreprise, promue par les mêmes technocrates, qu'ils soient libéraux (de droite ou de gauche) ou révisionnistes, aurait le mérite, nous répète-t-on à satiété, d'être à taille plus « humaine ».

Les PME (entreprises de moins de 500 salariés) sont une réalité économique indéniable en France (près de la moitié des emplois). Leur mise en avant auprès des chercheurs a joué sur une image, fabriquée de toutes pièces, vantant leurs mérites et leurs bienfaits par comparaison aux grands monopoles, symboles du capitalisme : petite structure à visage humain, créativité favorisée par l'absence de bureaucratie, patron « capitaine courageux » et non pas « capitaine d'industrie », etc. Le « small is beautiful » a pu parfaitement fonctionner dans le milieu des chercheurs, avide de « terrain » et d'« innovations technologiques », mais toujours chatouilleux vis-à-vis du « grand capital ».

Malheureusement, si les PME possèdent des salariés et appliquent les innovations technologiques, elles pratiquent assez peu la recherche, et l'Etat a beau multiplier les déclarations d'intention, ce sont toujours les monopoles qui raflent tout :

Les secteurs de l'électronique, de la construction aéronautique, du traitement de l'information et de la chimie concentrent à eux seuls 56 % des effectifs des chercheurs. Avec la construction mécanique et électrique ainsi que l'énergie, on arrive à 70 % des effectifs. Très concentrée dans quelques secteurs, la recherche est de plus l'affaire d'un très petit nombre d'entreprises : 81 entreprises totalisent 51 % des chercheurs, et 213, 68 %.

Ainsi, les PME qui « font » de la recherche sont plus que rares : si elles représentent 52 % du total des entreprises françaises, elles ne rassemblent que 13 % des chercheurs, et sont souvent des filiales ou des « sous-traitants » plus ou moins directs de grandes entreprises.

Actuellement, 1 500 sociétés déclarent faire de la recherche et du développement expérimental (à l'exclusion des activités de valorisation et d'innovation). Sur ces 1 500, 1 300 exercent cette activité de manière permanente et organisée : elles emploient 40 % du total des effectifs salariés et assurent 50 % de la production nationale, avec aux deux premières places, l'électronique et l'aéronautique.

Ces deux secteurs se trouvent être les secteurs-clés de l'armement... Dans le budget 1988 consacré à la recherche-développement, la recherche militaire française bénéficie à elle seule de 33 milliards sur 90 milliards de francs au total. La part de la recherche militaire est passée dans notre pays de 25,7 % de la R&D (recherche et développement) en 1986 à 33,2 % prévu pour 1988, dont les deux tiers sont redistribués à l'extérieur du ministère de la Défense sous forme de contrats avec l'industrie et les laboratoires.

Pour impressionnante que soit cette progression, la France est encore loin des performances des Etats-Unis, où l'on connaît en général mieux la réalité de la militarisation générale de l'économie.

La part de la R&D consacrée à la Défense y est passée de 50 à 72 % entre 1976 et 1986... (non compris la recherche spatiale, considérée comme civile, et qui représentait, en 1986, 20 % de la part des financements publics « hors défense »), pourcentage identique à celui des années 50.

Actuellement, 87 % des crédits fédéraux destinés à la recherche en entreprise proviennent de la Défense ou du Département de l'Energie (pour les armes nucléaires). Résultat, le financement US de la recherche industrielle « purement » civile atteint 8,6 %, soit le même ratio qu'en France. Comme en France, l'aéronautique et l'électronique sont les principales bénéficiaires de la manne de l'Etat en uniforme.

Pourtant, aux Etats-Unis, un tel déséquilibre fait actuellement l'objet de débats politiques et économiques, « même » dans les milieux scientifiques qui y ont d'ores et déjà fait un certain nombre de constats négatifs quant aux possibilités d'un progrès scientifique : la production industrielle tend à ne plus se faire aux Etats-Unis : qu'elle soit délocalisée, implantée à l'étranger, ou sous-traitée à des pays tiers, la production ne peut plus être le terrain de l'observation et de l'application pratique des théories produites aux Etats-Unis. Celles-ci n'ont donc plus de base concrète, alors que parallèlement, près des deux tiers des diplômés en ingénierie sont des étudiants étrangers qui repartent ensuite dans leur pays d'origine ; la recherche est contrôlée pour l'essentiel par le Pentagone : outre le fait que plusieurs milliers de scientifiques américains se sont déclarés opposés au concept de « guerre des étoiles » par antimilitarisme clairement affirmé, cette opposition est aussi fondée sur le constat que la mainmise des militaires aboutit en fait à verrouiller la recherche scientifique, d'une part en privilégiant certaines disciplines aux dépens d'autres, d'autre part en imposant le secret et le silence sous prétexte de sécurité nationale (on est donc bien loin du fantasme des retombées de la recherche militaire sur la recherche civile, cher aux experts français) ; dans les secteurs industriels implantés sur le territoire, la recherche porte essentiellement sur l'accélération du rythme de renouvellement des marchandises, sur la diversification de celles-ci (en raison de la concurrence, ce qui est désigné en termes d'« individualisation de la demande », de « flexibilité » ou plus simplement de « gadgetisation ») aux dépens de l'amélioration réelle de l'appareil de production. D'où cette nouvelle préoccupation nationale en faveur des « sciences de la production », qui risque d'ailleurs de faire long feu puisque la production est contrôlée en grande partie par l'Armée, et que les moyens financiers privés s'investissent ailleurs, dans les secteurs improductifs et dans les spéculations.

Ainsi la domination de grands trusts, comme ATT ou IBM par exemple, n'est pas assurée par le niveau de leurs recherches, mais par leurs moyens financiers et commerciaux, largement renforcés par leur implication dans la sécurité nationale : cette suprématie leur permet cependant de rester les maîtres du jeu en ce qui concerne les progrès dans leur secteur, puisque les « standards » IBM sont imposés à toute la profession de l'informatique et qu'une seule société impose à l'ensemble de l'industrie le rythme des changements techniques qu'elle juge approprié à sa propre rentabilité. C'est aussi le cas d'ATT, ainsi que tous les grands trusts qui se battent dans le domaine de la normalisation.

Alors qu'aucun pays au monde ne peut rivaliser avec les Etats-Unis pour le volume de ressources consacrées à la recherche, l'impératif impérialiste, l'organisation industrielle qui en découle, remettent actuellement en cause cette « suprématie » américaine aux yeux des scientifiques américains eux-mêmes, confrontés aux conséquences d'un gigantesque enrôlement. Pour eux, la question est donc désormais posée sur le plan idéologique et politique.

Mais de notre côté de l'Atlantique, la domination américaine a encore de beaux jours devant elle, dans la mesure où le reste du monde est largement convaincu de la suprématie « intellectuelle et organisationnelle » des Etats-Unis.

Dans un article paru dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*<sup>15</sup>, et intitulé *A propos de la découverte du virus du SIDA*, ce sont précisément des Américains qui soulèvent le problème ! Quel Européen aurait cette audace !? Evoquant d'emblée les questions de concurrence et de défense dans un conflit scientifique, ils se demandent pourquoi « *les nouveaux venus [les Français] ont découvert le virus alors que les Américains possédaient à tout point de vue une avance considérable. [...Et] comment se fait-il que les recherches de ces derniers n'aient pas abouti alors que les Français parvinrent à identifier le virus en une seule série d'expériences qui ne dura pas plus d'un mois ?* ».

A l'origine, répondent les auteurs de l'article,

*« C'est en partie par manque d'expérience et à défaut de disposer de la technologie américaine, qu'ils avaient employé une stratégie plus prudente et utilisé une technologie de recherche plus traditionnelle... Le retard technologique français s'est avéré être un avantage et les méthodes classiques de la virologie ont fait la preuve de leur efficacité. »*

*« La découverte n'a pas été le fait d'un individu ou d'un groupe, mais elle a été le résultat de la rencontre de deux groupes, chacun apportant sa contribution et sa compétence spécifiques : d'un côté les chercheurs et les techniciens de l'Institut Pasteur, et de l'autre côté, le groupe de travail sur le SIDA, vigilant (mise en place d'un centre d'enregistrement et de surveillance épidémiologique) et doté d'une structure souple. »*

Or le travail des Français ne fut pas reconnu immédiatement, mais « au contraire largement critiqué », grâce à l'arrogance admise de l'équipe américaine, « leader » du marché : « Leur prétention à avoir découvert un nouveau virus était en opposition éclatante avec leur position dans la hiérarchie : toutes sortes de détails (comme leur accent français, leurs méthodes de travail, etc.) renforçaient le sentiment de supériorité et d'assurance coutumier du comportement des groupes dominants envers les nouveaux venus. »

Mais dans cette affaire, plus grave que l'attitude de Gallo et de son équipe (les concurrents américains), est le fait que les Européens ne prirent pas non plus les Français au sérieux :

*« La domination américaine était si prononcée que les chercheurs européens emboîtèrent le pas aux travaux américains et adoptèrent par exemple toute leur terminologie ».*

*« En France même, [...] le statut du groupe de recherches [...] n'était pas sensiblement différent de sa considération internationale [...] Dans les mois qui suivirent, ses opposants n'hésitèrent pas à utiliser la critique américaine pour le discréditer. Les membres du groupe de travail se souviennent des "réactions particulièrement agressives", de "l'hostilité ouverte" et d'un "dénigrement systématique" du travail accompli. »*

A la fin de l'article qui reprend dans le détail tous les petits trafics de Gallo et les conséquences de la soumission intellectuelle internationale (levées grâce aux rivalités politiciennes internes aux Etats-Unis !), les auteurs concluent :

*« Dans le cas où le savoir acquis et la technologie éprouvée suffisent pour résoudre un problème de recherche, pour lequel des procédures plus ou moins standardisées s'appliquent, il est probable que la solution sera trouvée aux Etats-Unis. Mais le système américain fonctionne beaucoup moins bien dans un cas comme celui-ci, où il fallait [...] procéder sans être prisonnier d'une hypothèse trop précise. On peut se demander pourquoi, parmi les centaines de chercheurs américains engagés dans la recherche sur le SIDA, personne n'a eu l'idée de suivre la démarche adoptée à l'Institut Pasteur, c'est-à-dire en partant d'une idée générale mais sans préjuger de ce qu'il fallait trouver. Les contraintes de la recherche aux Etats-Unis sont apparemment telles qu'il est impératif de travailler avec une hypothèse très spécialisée, ceci vraisemblablement à cause de structures de financement (pas de crédit pour un projet "vague"), du mode d'organisation quasi-industrielle de la recherche, et des modes de pensée qu'une telle organisation tend à imposer. La découverte du virus du SIDA illustre bien les limites de l'efficacité de ce modèle. »*

### **Au-delà du spectacle du progrès**

Plutôt que de « révolution scientifique et technique », ne devrait-on pas parler aujourd'hui de crise de la science et de crise de la technologie, conséquences de l'organisation de la production et de la formation scientifiques et techniques depuis environ un siècle ?

Le capital ne pouvant se contenter d'utiliser les résultats du travail scientifique produit jusqu'alors en dehors de sa sphère d'intervention, a cherché à en prendre le contrôle afin de rendre plus rapide et plus efficace le passage entre science et production, c'est-à-dire entre théorie et pratique. Cette appropriation s'est traduite par l'application progressive des règles de la production capitaliste, selon les critères et les besoins de son développement, autrement dit :

- par l'instauration de la division du travail de type industriel ;
- par l'instauration en amont de la division des formations : division hiérarchique intellectuelle/manuelle et division par « discipline » et « filière » au nom et en vue de l'impératif de l'efficacité immédiate ;

- par leur contrôle et leur mise en oeuvre par l'Etat, sensiblement renforcé en France par les traditions élitistes de la bourgeoisie nationale.

Le résultat de cette mainmise apparaît de plus en plus visiblement comme une des contradictions fondamentales du système, puisque les scientifiques français, et ceux de l'ensemble des pays capitalistes, sont à la fois coupés de la pratique et rendus incapables de produire de la théorie, à un moment où la recherche des profits et l'aggravation de la concurrence entre pays et entre monopoles sollicitent notamment le développement des technologies, c'est-à-dire le renforcement accru des liens entre théorie scientifique et production marchande.

Plus essentiellement, cette crise (qui transparaît notamment dans la carence de théories scientifiques nouvelles et dans les « verrous » techniques et/ou économiques rencontrés lors des phases d'industrialisation de nombreux résultats de la recherche) doit être analysée comme le résultat de la négation de la puissance de la philosophie matérialiste et de la lutte organisée contre elle.

Toute l'organisation de la science, depuis la formation des scientifiques jusqu'au choix des disciplines et du travail des chercheurs, qu'ils soient publics ou privés, portent en effet la marque, non seulement de l'incapacité du système à prendre en compte réellement l'étroitesse des liens (et leur nécessité dialectique) entre théorie et pratique, mais aussi des obstacles (non seulement pratiques mais aussi idéologiques) que le système crée lui-même à l'établissement de ces liens.

C'est pourquoi les patrons, décideurs, technocrates et dirigeants de la recherche, confrontés à ces problèmes qui les dépassent, en appellent aujourd'hui à la pluridisciplinarité des élites. C'est pourquoi ils font tout pour favoriser les liens entre « recherche » et « industrie ». C'est pourquoi ils cherchent à faciliter la mobilité des chercheurs en les envoyant dans les entreprises et cherchent à promouvoir la recherche dans les écoles d'ingénieurs. Car, même dans le court terme imposé par la recherche du profit immédiat, et malgré les moyens énormes alloués pour la mise au point de nouveaux engins de mort ou d'équipements destinés aux « grands programmes », la recherche subit de graves échecs <sup>16</sup> et semble impuissante à réussir sans risque majeur des opérations jugées pourtant stratégiques.

#### **Notes :**

<sup>1</sup> L'école coûterait trop chère à la société pour que tous ses membres y ait accès ! Voir notre article *La « crise » de l'école*, paru dans le n°2 de *La Voie du Socialisme*.

<sup>2</sup> K. Marx, *Discours à l'occasion de l'anniversaire du « People's paper »*, 14 avril 1856 ; une traduction en est donnée dans : Marx-Engels, *Oeuvres choisies en trois volumes*, Moscou 1970, volume 1, p. 521.

<sup>3</sup> K. Marx, *ibidem*.

<sup>4</sup> L'Association des Ingénieurs civils de France avait été créée en 1884, en pleine révolution industrielle.

<sup>5</sup> Aujourd'hui, la boucle est bouclée, puisqu'on parle de la compétitivité de la Nation française.

<sup>6</sup> Celle-ci n'incarne pas seulement la « Démocratie » sur la défensive face au fascisme. Elle est conçue dès cette époque par le réformisme comme la seule base positive sur laquelle peut s'appuyer la réforme sociale... prétendument encore à l'époque anti-capitaliste.

<sup>7</sup> *Le Progrès technique*, numéro spécial, mars 1987.

<sup>8</sup> *Futurible*, 1987.

<sup>9</sup> Actes Sud, 1987, p. 60.

<sup>10</sup> *Colloque sur l'enseignement*, Université de Dauphine, mai 1987.

<sup>11</sup> *Ibidem*.

<sup>12</sup> Cette division interne renvoie par ailleurs à la transformation des équipements scientifiques en marchandises. Aux Etats-Unis cette production est considérée comme un secteur industriel à part entière, au même titre que l'automobile ou la sidérurgie.

<sup>13</sup> *Les sociologues doivent leur liberté à l'égard de la demande au fait qu'ils sont payés par l'Etat.* » *Choses dites*, Editions de Minuit, 1987.

<sup>14</sup> Extraits du *Monde* des 16 et 21 octobre 1987.

<sup>15</sup> N° 69, septembre 1987.

<sup>16</sup> Echecs soit techniques, comme Challenger, Tchernobyl ou tout autre cuve fissurée... ; soit industriels, comme les biotechnologies, les matériaux composites ou les robots ; soit financiers : combien de projets parfaitement utiles pour la société dorment dans les tiroirs parce qu'ils sont réputés impossibles à mettre sur le marché, ou plus souvent considérés comme non rentables ?

## **KANAKY : UNE GUERRE QUI NE VEUT PAS DIRE SON NOM**

*Jean-Louis May*

Depuis les événements de décembre 1984, les droits du peuple kanak à maîtriser son destin sur son propre sol continuent à être niés par tous les gouvernements, dont la politique varie au gré des contradictions qui séparent, au sein des divers clans partisans de la Calédonie française, les tenants de la méthode « douce » et ceux de méthodes plus « radicales ». Cependant, sachant jouer au mieux de ces contradictions pour occuper le terrain, le FLNKS a appris à s'organiser pour préparer les affrontements inéluctables qui s'annoncent.

Le mouvement indépendantiste a déployé de nombreux efforts pour tenter de proposer une solution politique au conflit qui oppose le peuple kanak aux caldoches soutenus par l'impérialisme français. Ces efforts ont mis toujours plus à nu les limites que la France — au delà des discours lénifiants sur « l'égalité des droits des diverses communautés à vivre sur un même sol » — entend imposer aux revendications légitimes des Kanaks. Le référendum du 13 septembre 1987, dont les résultats étaient connus d'avance, ne fit que révéler l'aiguïsement des contradictions entre les forces en présence en Nouvelle-Calédonie.

L'impossible compromis que représentait le plan Pisani est, d'une manière décisive, à l'origine de la situation actuelle. Ce plan était en effet un véritable camouflet pour les caldoches ultras, dans la mesure où il semblait tout à la fois préserver les intérêts caldoches et reconnaître la souveraineté des Kanaks sur leur terre. Le plan Pisani prétendait ainsi ne pas prendre en compte le mépris raciste et la haine des colons pour les Kanaks. Ces colons, dont une partie sont d'anciens pieds-noirs n'ayant toujours pas digéré leur « lâchage » par la France, ne pouvaient admettre que des « sauvages » osent sortir de leurs « réserves » pour les provoquer. A l'instar des blancs d'Afrique du Sud, ils ne pouvaient admettre dans leur grande majorité avoir à céder quoi que ce soit à ces « multiples ethnies » qu'ils estimaient tout juste sorties de la préhistoire. Pour les colons caldoches, il ne peut y avoir aucun compromis possible et cela devient chaque jour plus évident dans leurs déclarations et par leurs actions.

Mais le plan Pisani, en prétendant instaurer une politique de conciliation à l'égard du peuple kanak, du moins dans la forme, était en fait tout autant inacceptable pour cette population kanake. En effet, alors même qu'il renforçait dans ses multiples aspects la présence française en Nouvelle-Calédonie, ce plan refusait dans le fond le droit inaliénable du peuple kanak à son propre sol, droit qui pour lui ne peut être l'objet de discussion.

La situation dès lors ne pouvait que s'aggraver, d'autant que le mouvement indépendantiste parvenait, avec des succès certains, à utiliser à son profit certains aspects du compromis passé avec Pisani. Les initiatives que prenait le FLNKS sur le plan agricole, sur le front de l'éducation ou dans l'arène internationale ne pouvaient qu'exacerber la haine des caldoches. C'est dans ce contexte que le colonialisme jugea indispensable d'éliminer en l'assassinant le dirigeant influent du FLNKS, Eloi Machoro, qui était l'âme de l'organisation du mouvement indépendantiste au sein des ouvriers du nickel à Thio. Cette « mesure » fut complétée par le quadrillage systématique du terrain par plusieurs milliers de militaires chargés d'assurer une stabilité relative nécessaire à l'application du plan Pisani.

L'embuscade de Hienghène était quant à elle un exemple manifeste de la voie prônée par le clan des ultras en Nouvelle-Calédonie. Son but premier était, sous le prétexte d'un « climat de terreur instauré par les indépendantistes », de masquer une tentative d'assassinat de dirigeants du FLNKS. J.-M. Tjibaou lui-même ne dut la vie sauve qu'à un empêchement de dernière minute. Mais la tuerie de Hienghène était aussi pour le clan caldoche l'occasion de signifier clairement que pour lui le moment était venu de restaurer l'ordre colonial immuable. Enfin, les déclarations des assassins, après le massacre, ainsi que les attendus du jugement, font entendre que la « solution finale » du problème kanak par l'élimination physique des Kanaks est envisagée par certains ultras. Ainsi, une fraction des caldoches qui dans le passé a acquis son « droit » à la terre au prix du sang et des larmes du peuple kanak, se retrouve aujourd'hui unie autour d'une idée seule fixe, celle de la liquidation de ces mêmes Kanaks, ou plutôt de leurs descendants qui revendiquent la terre de leurs ancêtres.

L'arrivée au pouvoir en métropole de Chirac et la formation du nouveau gouvernement libéra tous les démons des caldoches. Alors qu'en France les discours revanchards et les slogans du libéralisme se concrétisaient dans les bavures policières meurtrières, les expulsions massives de réfugiés basques et de travailleurs immigrés, la bataille autour des chaînes de télévision et la comédie de la privatisation des entreprises nationalisées, les caldoches obtenaient toutes les assurances du nouveau ministre des colonies, B. Pons, qui exprimait rageusement sa haine des Kanaks et du « Gouvernement provisoire de Kanaky » constitué par le FLNKS.

### **La farce du référendum**

L'idée, émise par le PS, d'un « référendum d'auto-détermination » fut reprise et appliquée par le gouvernement de Chirac, dans des conditions dignes de la plus sombre époque coloniale. Le RPR, pourtant, ne voulait pas entendre parler, du temps où il était dans l'opposition, de ce référendum avant l'élection présidentielle de 1988. Maintenant qu'il était au pouvoir, il fallait l'organiser au plus vite, tel un tour de passe-passe avant ces mêmes élections ! Tous les moyens furent utilisés pour aboutir au résultat voulu : nettoyage des listes électorales afin de diminuer le taux d'abstentions, nomadisation de l'armée et de la gendarmerie dans les villages kanaks et pressions sur leurs habitants pour les obliger à voter pour la France, mise sur pied par Pasqua et avec les moyens de T.D.F. d'un puissant émetteur radio (au mépris des lois existantes, qui plus est)...

L'analyse des résultats du vote ne fit que révéler ce qu'on savait déjà : les régions kanakes se sont abstenues à une écrasante majorité, repoussant ainsi clairement la farce électorale montée par l'occupant et démontrant non moins clairement l'influence du FLNKS. De l'autre côté, Nouméa à majorité caldoche et les « broussards » votaient à 90 % pour le maintien du colonialisme français en Nouvelle-Calédonie. Chirac vint à Nouméa tirer les conclusions de cette mascarade pour le gouvernement. Tout son discours s'articula autour de la notion d'« Etat de droit ». Il déclara que « *nulle volonté politique ne peut aller à l'encontre de la loi suprême lorsqu'elle est édictée par le peuple souverain. [...] C'est pourquoi le vote du 13 septembre garantit pour longtemps, aussi longtemps qu'une autre majorité calédonienne ne viendra pas le contredire, le caractère intangible de votre appartenance à la France* ».

Pour Chirac, donc, les résultats du référendum réglaient définitivement la question du Gouvernement provisoire de Kanaky, formé par le FLNKS en décembre 1984, dont le sort était resté en suspens avec le plan Pisani. D'autre part, il présentait la loi républicaine française comme un principe intangible et éternel à partir duquel tout se détermine. Sa conception est en effet celle du droit bourgeois, fondé sur le postulat qu'il existe des lois ayant toujours existé, à caractère « naturel », qui régissent toute l'activité, économique, politique et sociale, de la société. Selon cette conception, tout ce qui va dans le sens de la loi est bien, tandis que toute action qui s'y oppose est mal, les gardiens de l'orthodoxie chargés de faire respecter la « loi » étant donc légitimement habilités à agir contre tout individu empêchant son application harmonieuse.

Marx, au contraire, à travers son analyse des lois économiques régissant le développement du système capitaliste, a démontré que le droit bourgeois, loin d'être le fondement du système en place, n'est que le reflet, à un moment donné, du degré de développement de cette société. Ainsi, même mises à part les manipulations qui ont entaché ce scrutin, l'essentiel du problème réside dans le fait que ce n'est précisément pas « la loi suprême du peuple souverain » qui a été appliquée en Nouvelle-Calédonie. Ce vote n'a été qu'une machinerie montée de toute pièce par une minorité, qui n'a acquis de « droits » sur cette terre que par le droit — momentané — du plus fort : la terre kanake n'est française que par son annexion, par la force, le 24 septembre 1853. On ne peut que rappeler aux moralistes de tous bords les raisons de la première grande révolte kanake, celle de 1878 : alors même que les tribus étaient chassées de leurs territoires ancestraux, le colonialisme offrait ces terres aux forçats en cours de peine. Les Kanaks étaient ainsi contraints d'abandonner leurs cultures pour aller construire des routes au profit des villages européens.

« La loi suprême du peuple souverain », elle s'est véritablement exprimée dans l'abstention massive des Kanaks dans les régions où ils vivent. Il n'y a en effet, et il ne peut y avoir, qu'un peuple souverain en Nouvelle-Calédonie, le peuple kanak, le seul à pouvoir revendiquer légitimement son droit indéfectible à vivre comme il l'entend sur sa terre. La pseudo majorité revendiquée par Chirac n'est

qu'un leurre, le résultat d'une partie où les dés sont pipés. Le peuple kanak n'a donc légitimement aucune raison de se sentir lié par quelque « loi suprême » d'une république qui n'est pas sienne et qui, bien plus, ne vise qu'à l'éliminer de son sol.

### **La parodie de procès des assassins de Hienghène**

Le 29 octobre 1987, la Cour d'assises de Nouméa prononçait un verdict d'acquiescement à l'encontre des sept auteurs du massacre de Hienghène. Le procès constitua un exemple éclatant de justice coloniale et un affront déclaré aux familles des dix victimes comme à tout le peuple kanak. Jugés, contrairement à la règle, dans la circonscription où avait eu lieu le délit, les assassins se retrouvèrent rapidement libres comme l'air, malgré les réquisitions sévères que le procureur général avait dû prononcer, les faits étant largement connus. Au lieu de se voir condamnés à des peines de réclusion de sept à neuf ans, les tueurs furent relâchés car considérés en état de légitime défense, dans une situation de « vacance des pouvoirs publics ».

Il a fallu attendre l'incarcération, pour « provocation au meurtre », de Yéweiné Yéweiné, le dirigeant n° 2 du FLNKS pour que *Le Monde* en vienne à dévoiler le fond de l'affaire du procès de Nouméa, en publiant le texte de justification du non-lieu demandé et obtenu par le juge d'instruction en octobre 1986. Ce texte montre crûment ce qu'il advient de la légalité démocratique républicaine quand elle tombe le masque et révèle ainsi sa nature véritable. Chirac faisait appel à « l'Etat de droit », le juge met cette déclaration en pratique, ne craignant pas d'affirmer :

*« qu'il appartient à chaque sujet de droit de se substituer à l'autorité publique défaillante et d'assurer, au besoin par la violence, le respect de ses intérêts ; que la loi permet ainsi à la défense privée de prendre le relais de la défense publique absente et insuffisante ; que la collectivité ne saurait punir ceux ou celui qui ont contribué par leur action au maintien de l'ordre et à la sauvegarde du droit sans se condamner elle-même » (Le Monde, 24.12.87).*

J.-M. Tjibaou a fort judicieusement repris cette conception du droit... pour la retourner à l'envoyeur. Il a affirmé que le peuple kanak, étant la seule collectivité à pouvoir prétendre historiquement, économiquement, culturellement, territorialement revendiquer son droit à vivre en sécurité en Kanaky, était en droit de prendre son sort en main, y compris en usant de la violence, afin d'assurer l'intégrité des membres de sa communauté et de ses biens, puisque cette terre est celle que lui-même et les siens et tous ses ancêtres avant lui avaient enrichie de leur travail et de leur histoire depuis des milliers d'années.

La différence fondamentale entre ces deux conceptions de l'« Etat de droit » réside dans le fait que lorsque le juge colonial parle du « droit », il s'agit du « droit » que s'arroge une minorité à maintenir le peuple kanak dans l'asservissement, et quand il parle de « l'ordre », il s'agit des moyens de répression devant être utilisés pour que cet asservissement soit maintenu. L'Etat « défaillant » n'est nullement au-dessus de la mêlée : par la voix de son représentant, le juge d'instruction, il exhorte les colons caldoches — qui n'ont pourtant nullement besoin de cet encouragement — au lynchage des Kanaks, jusqu'au rétablissement de « l'ordre républicain » et du « droit de propriété privée ».

### **Deux exemples de l'extrémisme caldoche**

Aux yeux du microcosme colonial que représente « Nouméa la blanche », tout métropolitain se doit de partager l'idéologie caldoche et de prendre activement parti pour le clan colonialiste. Malheur à ceux qui oseraient émettre des doutes sur le bien fondé des conceptions racistes et de la politique d'apartheid régnant en Nouvelle-Calédonie, malheur à ceux qui oseraient contredire l'argumentation fallacieuse des caldoches et rétablir la vérité sur le sort réservé à la population kanake. Plusieurs métropolitains en ont déjà fait la triste expérience, subissant de la part des colons ultras les conséquences d'une attitude tout simplement honnête ou d'un engagement aux côtés des Kanaks. Nous gardons bien sûr en mémoire l'assassinat de P. Declercq ou les exactions commises contre la famille Guiart et bien d'autres Français de Nouvelle-Calédonie apportant leur soutien à la cause kanake, mais deux événements récents ont une fois de plus démontré l'intransigeance de la société coloniale néo-calédonienne.

Ainsi, l'aventure de M<sup>me</sup> Fournier Larregain, cancérologue et médecin-adjoint du service de médecine interne de l'hôpital Gaston Bourret de Nouméa, témoigne du climat régnant sur le territoire. Pour avoir simplement voulu exercer normalement et sans limite son métier de médecin, elle s'est fait

littéralement expulser de Nouvelle-Calédonie. Son seul crime est d'avoir prétendu dénoncer l'emprise de la médecine militaire dans l'île, laquelle tend, selon ses propres déclarations « à pérenniser une inégalité des soins et une sous-médicalisation criante de la brousse par rapport à Nouméa » et « favorise l'absence de médecine préventive, d'épidémiologie et d'éducation sanitaire ». Les critiques de bon sens formulées par cette métropolitaine, chef de service-adjoint, lui ont donc valu de subir la loi du clan caldoche, farouche gardien de l'empire colonial français dans cette partie du monde.

Le rappel en métropole de J.-M. Kohler, chercheur à l'ORSTOM (institut de recherche scientifique pour le développement), est un autre exemple, encore plus significatif, de ce rejet par Nouméa de tout ce qui n'est pas pro-caldoche. Les travaux de ce chercheur sur la Nouvelle-Calédonie, s'ils font autorité dans le monde scientifique, ont en effet eu le tort de déranger l'ordre colonial car, en chercheur conséquent, J.-M. Kohler est allé jusqu'au bout de ses investigations, ce qui l'a amené à mettre à jour les fondements de la politique coloniale de la France dans cette région. Ses arguments ont d'autant plus de poids et sont donc d'autant plus dangereux pour le pouvoir qu'ils sont étayés par un matériel d'étude abondant. La qualité de ses travaux ne lui a donc valu aucune félicitation de ses supérieurs, et il a été bien au contraire contraint à quitter la Nouvelle-Calédonie. Son rappel précipité en métropole a ainsi été justifié par le directeur de l'ORSTOM, Ph. Ten-nesson : « *Son étude était en fait une prise de position politique personnelle, [...] il avait en outre manqué à son devoir de réserve en impliquant l'ORSTOM dans un domaine qui sort du cadre de la mission de cet institut* » (*Le Monde*, 2/12/87). Le cas de cet homme de science illustre de manière caricaturale ce qu'est la liberté du chercheur aujourd'hui : ce que la bourgeoisie attendait de J.-M. Kohler, ce n'était pas qu'il cherche à découvrir les lois fondamentales du développement de la nature ou de la société humaine, encore moins qu'il utilise celles-ci pour transformer le monde afin d'améliorer le bien-être de l'humanité, mais qu'il justifie a posteriori l'état des choses existant en enjolivant la dictature de la minorité oppressive.

### **Quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ?**

A la lumière des événements récents et en considérant les intentions de l'Etat français à la veille des élections présidentielles, quelques enseignements peuvent être tirés quant à l'avenir proche de la Nouvelle-Calédonie.

Il semble, en premier lieu, que l'impérialisme français souhaite le maintien de la stabilité politique dans cette région. Les contacts pris dernièrement avec les gouvernements australien et néo-zélandais tendent manifestement à obtenir de ces derniers qu'ils aient une influence « modératrice » sur le mouvement indépendantiste.

Mais, en deuxième lieu, il s'avère que l'impérialisme français est prêt à utiliser tous les moyens à sa disposition pour rétablir le « calme » dans sa colonie.

La décision de procéder le jour même de l'élection présidentielle française à l'élection prévue par le nouveau statut du territoire entre dans ce cadre. Ce nouveau statut, par le re-découpage des régions et les compétences attribuées à l'Etat et aux responsables locaux, est le résultat d'un double compromis : compromis entre le RPR et l'UDF d'une part, à l'avantage du RPR ; compromis entre le ministre Pons et les caldoches d'autre part, à l'avantage de ces derniers. Le nouveau statut ne sera en fait que l'institutionnalisation — à l'instar du statut Lemoine de décembre 1984 — d'un régime comparable à celui de l'apartheid d'Afrique du sud, et les Kanaks ont fait entendre, dès la publication du projet, leur opposition résolue à cette nouvelle manoeuvre du colonialisme.

La situation, il est vrai, est grosse de dangers pour le peuple kanak. Un véritable climat de terreur préside à la mise en place du statut Pons, comme le montrent quelques événements récents :

Les opérations de ratissage se multiplient, comme celle ayant suivi le meurtre de deux gendarmes à la fin septembre 1987. Yéweiné Yéweiné devait déclarer, à la suite des rafles opérées contre les Kanaks :

*« Les Kanaks en ont marre d'être humiliés et traqués, la situation va de plus en plus se radicaliser. [...] Le peuple kanak est en résistance, comme la France sous l'occupation allemande. Ici, bientôt le droit triomphera. La France a triomphé du nazisme, le peuple kanak triomphera lui aussi de l'occupation coloniale »* (*Le Monde*, 3/10/87).

Le 30 novembre 1987, la tribu de Saint-Louis se retrouve assiégée par une centaine de gendarmes, appuyés par des véhicules blindés. Sous prétexte de retrouver les auteurs du viol d'une jeune infirmière métropolitaine, les gendarmes interpellent 32 Kanaks, qui seront relâchés le lendemain, lavés de tout soupçon. Une telle opération d'intimidation dans cette commune réputée indépendantiste avait de toute évidence pour but de prouver que les forces de répression peuvent intervenir où elles le veulent et quand elles le désirent, tout en confisquant les armes détenues par la population kanake. Plus généralement, comme le montre aussi le procès des assassins de Hienghène, les provocations du pouvoir colonial prétendent démontrer au peuple kanak qu'il n'y a pas d'autre choix pour lui que de se soumettre à l'ordre colonial, et les exactions des troupes d'occupation ont pour but d'imposer la terreur dans la population opprimée.

Tout pousse à la confrontation : le clan caldoche, exaspéré par les "atermoiements" du gouvernement, accentue sa pression et se prépare à l'affrontement. L'intervention personnelle de Pons, cherchant à calmer le jeu dans la période pré-électorale, n'a fait qu'accroître la rage des caldoches, comme la libération de Yéweiné Yéweiné sur intervention de Chalandon, lequel annula l'ordre d'incarcération du dirigeant indépendantiste pris par un juge de Nouméa pour « provocation au meurtre ».

Partout, les incidents se multiplient. Sur la commune de Tieti, par exemple, les habitants prennent en otages neuf gendarmes afin de protester contre la construction d'un hôpital sur leurs terres (alors qu'il y a de nombreux terrains libres dans la région). Ceux-ci seront libérés peu après, à la suite de pourparlers avec les indépendantistes. Dans ce cas, les 400 gendarmes appelés en renfort avaient manifestement eu pour consigne de laisser les négociations se dérouler, plutôt que d'intervenir brutalement.

Le compromis instauré en 1985 avec le plan Pisani a donc bien vécu, et il apparaît toujours plus clairement à l'ensemble du peuple kanak que la seule solution à ses problèmes passe nécessairement par la lutte pour son indépendance. Yann Célény Uréguéi, secrétaire du FULK (une des organisations constituant le FLNKS) a ainsi caractérisé la situation actuelle, sans ambiguïté :

*« Le mouvement indépendantiste est aujourd'hui démobilisé parce que le peuple kanak a cru au mot d'ordre de développement. On lui a dit qu'il fallait construire l'indépendance sur le terrain et on a tourné le dos à la lutte de libération. Mais maintenant nous sommes dans une impasse puisque le gouvernement français remet en cause les acquis des élections du 29 septembre. [...] Il faut revenir à la stratégie de Machoro parce que, pendant qu'on recommande au peuple kanak, au nom du développement, de bâtir des poulaillers ou des coopératives, le président du RPCR, lui, extrait de sa mine de Ouaco, dans notre région du nord, pour deux milliards de nickel. [...] Tant qu'on n'a pas le pouvoir, le développement économique, c'est du vent » (Le Monde, avril 86).*

Au delà de la situation périlleuse qu'il doit affronter, plusieurs facteurs militent objectivement en faveur du combat du mouvement indépendantiste. Le premier, dont nous avons déjà montré l'importance dans notre analyse des événements de 1984, réside dans l'accession du peuple kanak à la conscience nationale. Les progrès accomplis dans ce sens ont été considérables au cours de la lutte et, quels que soient les événements, cette conscience nationale est une donnée intangible de la situation en Nouvelle-Calédonie. Un autre facteur que nous tenons à souligner, et qui à long terme aura un rôle décisif, c'est l'apparition en Nouvelle-Calédonie d'un véritable syndicalisme de classe, incarné par l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE), créée en 1984. Comme l'a indiqué Hnalaine, membre du bureau de l'USTKE, dans une interview accordée en juin 1987 :

*« En 1979, on s'est aperçu que la seule chance pour le peuple kanak d'inverser le rapport de forces était d'attirer à lui les travailleurs non kanaks exploités, à partir d'un combat de classe, de luttes sociales menées par une organisation syndicale. [...] Sur une plate-forme indépendantiste claire son combat a pour finalité l'indépendance du peuple kanak. Son adhésion au FLNKS a été réaffirmée lors de son dernier congrès. 70 % des adhésions recueillies cette année proviennent de non-kanaks : des travailleurs wallisiens, européens, javanais rejoignent le mouvement indépendantiste à travers l'USTKE ».*

Cet aspect méconnu du mouvement indépendantiste ne peut qu'effrayer tous les conciliateurs « de gauche », pour qui les revendications des Kanaks semblent se réduire à une aspiration à renouer avec la terre des ancêtres ou qui se plaisent à souligner leur enracinement dans le droit coutumier. À écouter certaines déclarations de soutien, on a parfois l'impression que quelques bonnes âmes se représentent encore le peuple kanak comme étant coupé du monde, comme un peuple de « bons sauvages » dont il faudrait sauver la pureté originelle ! Mais la réalité est bien entendu tout autre. Si les paysans kanaks

étaient réduits jusqu'à présent à pratiquer une misérable agriculture d'auto-subsistance, ce n'était pas par suite d'une quelconque nostalgie de l'époque ancestrale, mais bien parce que le colonialisme les a parqués sur les plus mauvaises terres de l'île et les a contraints à se maintenir dans un état d'arriération économique scandaleux. Les quelques possibilités de développement mises à profit, dans le cadre du plan Pisani, par les paysans kanaks ont largement démontré leur aspiration et leur capacité à exploiter les riches potentialités agricoles de la Kanaky. Quant au caractère « sympathique » du droit coutumier, qu'une partie de la jeunesse kanak ne respecte plus, il suffit de rappeler que le pouvoir colonial français a toujours tenté de s'appuyer sur les aspects les plus rétrogrades de la « coutume » kanak, afin de détourner la lutte du peuple de ses objectifs fondamentaux. Comme l'a montré avec clarté J.-M. Kohler, « *la coutume a en outre pour objectif de reprendre le contrôle de la société mélanésienne grâce à la restauration de l'autorité des chefs, que l'on estime plus facile à influencer (voire à manipuler) que la jeunesse kanak. [...] On favorise une sorte de fossilisation des structures anciennes, quia pour effet d'engluier les Kanaks dans des formes sociales dépassées* » (*Colonie ou démocratie*, Edipop, 1987, p. 19).

J.-M. Kohler souligne également une autre erreur fréquemment commise, qui consiste à réduire les revendications nationalistes des Kanaks à une sorte de jacquerie. Si la dynamique du mouvement indépendantiste, indique-t-il, relève dans une grande mesure du secteur rural, « *c'est tout simplement parce que celui-ci rassemble les 213 des Mélanésiens et constitue le cadre qui se prête le mieux à la mise en oeuvre des revendications et des pressions kanaks. Mais la contestation est mélanésienne avant d'être rurale. La jeunesse kanak urbanisée [...] joue, avec les salariés kanaks adhérant au syndicalisme indépendantiste, un rôle important dans cette lutte* » (*Id.*, p. 13). Et il est bien vrai que le développement d'un mouvement syndical regroupant les travailleurs kanaks et leurs camarades immigrés constitue l'un des plus sûrs instruments de l'émancipation du peuple kanak du joug colonial, en donnant à cette lutte une assise solide reposant sur la classe capable de se battre pour les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple opprimé de Kanaky, au delà des divisions soigneusement entretenues par le pouvoir colonial entre les différentes communautés.

Les échéances électorales prochaines vont une nouvelle fois mettre sur le devant de la scène politique française la lutte du peuple kanak, dont l'organisation de lutte a appelé à boycotter les scrutins du 24 avril et du 8 mai. La situation en Nouvelle-Calédonie interpelle directement les progressistes, les militants révolutionnaires et le peuple de notre pays. C'est l'Etat français qui, dans ce territoire colonial, organise la terreur contre le peuple kanak et oppose la violence de tout son appareil de répression aux légitimes revendications exprimées par le mouvement indépendantiste ; c'est l'armée française qui, comme aux plus beaux jours de la Guerre d'Algérie, occupe militairement le terrain et se prépare à noyer dans le sang, s'il le faut, la révolte du peuple kanak ; c'est au nom de « l'Etat de droit » que, répondant à l'appel de Pasqua le 8 mars dernier, la justice, instrument docile du pouvoir bourgeois, après avoir permis en métropole les expulsions de militants basques, sera lancée contre les militants kanaks, qualifiés de terroristes à l'instar des ouvriers de la sidérurgie lorraine ou de Citroën insultés en leur temps par le premier ministre socialiste Mauroy. Les moyens utilisés par le pouvoir pour briser le mouvement indépendantiste en Kanaky, les justifications avancées par le gouvernement et les politiciens quant à leur action colonialiste, la mise en branle de tout l'appareil d'Etat contre le peuple kanak, tout ceci nous révèle de quoi l'impérialisme est capable, non seulement pour conserver une colonie stratégique dans le Pacifique, mais aussi pour « *faire de la France le leader de l'Europe de 1992* ». La Nouvelle-Calédonie se trouve à 20 000 km de la France, mais la lutte exemplaire du peuple kanak préfigure les combats que la classe ouvrière et le peuple de notre pays seront amenés à livrer contre les mêmes oppresseurs. J.-M. Tjibaou déclarait : « *Nous sommes 75 000 et vous 55 millions, mais nous provoquons plus de remous que vous tous réunis* » ; nul doute que notre pays connaîtra d'ici peu d'autres remous, et que la bourgeoisie impérialiste française aura à faire face en métropole même à des mouvements aussi déterminés qu'en Nouvelle-Calédonie.

Le 15 avril 1988

PS. L'opération de guerre d'Ouvéa dont le massacre barbare a été entièrement programmé, s'inscrit dans la stratégie coloniale française et confirme la situation décrite dans notre article (rédigé avant les événements).

## LES REFORMES ECONOMIQUES DE GORBATCHEV EN URSS

Bernard Peltier

Depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir, en mars 1985, les médias occidentaux ont donné à ses initiatives « réformatrices » une grande publicité. En France, nombreux sont les journalistes ou les hommes politiques qui manifestent d'une manière ou d'une autre une adhésion parfois très naïve à la nouvelle mise en scène soviétique, ou qui succombent devant l'offensive de charme de la diplomatie gorbatchévienne. Et chacun de scruter les progrès accomplis par la *perestroïka* ou la *glasnost* et, les évaluant à l'aune de nos démocraties libérales occidentales, de décerner ses satisfecit à telle ou telle revue moscovite pour la publication d'un article jugé non conformiste, à tel ou tel dirigeant pour un discours perçu comme iconoclaste. Mais dans cette inversion de l'image mystifiée de l'Union soviétique, il est bien difficile en fin de compte, au delà des explications vulgaires, de saisir la véritable raison des réformes annoncées par la nouvelle direction du Kremlin, la nature des bouleversements en cours et leurs conséquences prévisibles.

Ce qui apparaît, en première analyse, c'est l'unité de la politique intérieure et de la politique extérieure menées par Gorbatchev. La rapidité avec laquelle la diplomatie soviétique a établi de nouvelles relations avec l'autre superpuissance, les Etats-Unis — qui laissent d'ailleurs peser sur l'Europe les plus grands dangers — révèle que l'équipe au pouvoir à Moscou cherchait avant tout à avoir les mains libres sur le plan international, afin de réaliser son projet global de réorganisation de l'économie. En nous attachant dans cet article à cet aspect de la politique de Gorbatchev, nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit du plus décisif et que ses initiatives en matière économique aiguïssent les contradictions qui traversent la classe dirigeante en URSS et se heurtent à des intérêts divergents, d'où l'âpreté des luttes en cours à Moscou, révélée par exemple par le limogement de Boris Eltsine.

### Une société en crise

Depuis les années 70, l'économie de l'URSS (mis à part, dans une certaine mesure, le secteur militaro-industriel), comme de la plupart des autres pays révisionnistes, se caractérise par la stagnation. La plupart des objectifs du plan n'ont pu être réalisés, le rythme de l'accumulation et des investissements a fortement baissé, jusqu'à annuler tout accroissement de ceux-ci au cours de certaines des dernières années. La baisse de la norme d'accumulation, qui visait officiellement à rendre l'économie soviétique plus efficiente, a en réalité empêché tout développement extensif et même intensif de l'économie, d'où l'aggravation des déséquilibres et des déficits. D'autres phénomènes négatifs affectent également la sphère sociale, tels que le parasitisme, l'alcoolisme, la criminalité ou la toxicomanie, qui ont pris, de l'aveu officiel, de vastes proportions. L'idéologie et la morale bourgeoises se répandent, avec l'égoïsme, l'individualisme et la course au profit, tandis que les arts et la culture sont marqués par l'imitation servile de la « culture » occidentale la plus vulgaire et la plus dégénérée. Les conditions de vie de la population se sont dégradées, notamment dans le domaine du logement, des services sociaux, de la santé ou de l'alimentation. Même l'existence de sérieuses contradictions entre les diverses nationalités qui vivent sur le territoire soviétique a pris un caractère inquiétant (les récents événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan en portent témoignage), tandis que le chauvinisme grand-russe est propagé au grand jour, par le mouvement *Pamiat* en particulier.

Mais le marasme actuel de l'URSS, la bureaucratie qui paralyse le fonctionnement des institutions et entrave tout développement de la société, la corruption des cadres dirigeants et les abus des membres du parti, l'accaparement de la « propriété sociale » et les profits illicites dénoncés régulièrement par la presse soviétique, tous ces phénomènes ne sont nullement — comme s'emploie à le faire croire Gorbatchev — le fruit d'erreurs subjectives commises par ses prédécesseurs, la conséquence du « volontarisme khrouchtchévien » ou de « l'apathie brejnévienne ». Tous ces maux sont en réalité le produit de la dégénérescence du socialisme, le produit de la trahison des idéaux de la révolution et du communisme, le produit du système capitaliste qui a été restauré en Union soviétique après la mort de Staline, système aujourd'hui en crise profonde.

Le camarade Enver Hoxha et le Parti du Travail d'Albanie ont su, très tôt, analyser la signification du cours khrouchtchévien en URSS et prévoir l'évolution du révisionnisme au pouvoir. C'est pourquoi les marxistes-léninistes ne peuvent être surpris par les phénomènes qui atteignent aujourd'hui, de manière

si évidente pour quiconque, la société soviétique. Ils savent — comme Ramiz Alia l'a bien montré au IX<sup>e</sup> Congrès du PTA — que les plaies de l'URSS ne sauraient être guéries par des décrets ou des réformes, quels qu'ils soient : elles ne le seront que lorsque le capitalisme y sera renversé et que sera mis à bas le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique, qui exploite et opprime les peuples soviétiques.

Pour l'heure, le programme de « restructuration de l'économie », élaboré et mis en oeuvre par l'équipe de Gorbatchev et fondé sur la « nouvelle pensée économique », donne lieu à une intense campagne démagogique. Elle vise avant tout à mystifier les peuples et les travailleurs soviétiques en prétendant indiquer la voie à suivre pour trouver une issue aux difficultés jusqu'ici insurmontées. C'est ainsi que le plénum du CC du parti révisionniste soviétique des 27-28 janvier 1987, qualifié à Moscou de « plénum historique », après avoir entendu le rapport de Gorbatchev <sup>1</sup>, a voté une résolution qui prévoit « la réorganisation qualitative de la société soviétique sous tous ses aspects », dont le but, bien entendu, serait d'apporter à celle-ci « plus de socialisme et plus de démocratie »<sup>2</sup>. La session du Soviet suprême qui a suivi ce plénum a approuvé en juin 1987 toute une série de lois qui modifient sensiblement le fonctionnement de l'économie capitaliste soviétique.

Il est donc possible de passer en revue les principaux changements, ceux déjà intervenus comme ceux qui sont annoncés, et de comprendre ainsi la voie qu'entend suivre Gorbatchev.

### **Les réformes de 1986-1987**

- La loi la plus importante, celle du 30 juin 1987 sur l'entreprise d'Etat, a apporté plusieurs innovations significatives par rapport au règlement de 1965. Avec cette loi, l'entreprise soviétique devient en effet une entité économique pleinement autonome qui doit s'autofinancer. Le principe de l'autonomie comptable prend donc une nouvelle signification puisque, ne se limitant plus à l'équilibre des recettes et des dépenses, il implique désormais que toute l'activité économique soit motivée par la recherche du profit.

Dès lors, un nouvel « assouplissement » de la planification s'ensuit : « Une fois tous les cinq ans, environ un an avant le début du quinquennat, l'entreprise recevra des organisations supérieures les chiffres de contrôle pour le quinquennat suivant ainsi que les normes économiques. Ces chiffres de contrôle ne doivent pas constituer une nouvelle forme de plans d'Etat [...], ne doivent pas avoir un caractère directif... ». <sup>3</sup> Plus d'indicateurs établis centralement donc, mais un plan annuel élaboré par l'entreprise sur la base de chiffres ministériels se contentant de fixer un cadre général. Et, surtout, la possibilité pour l'entreprise de décider librement des affectations du fonds de développement, de disposer librement des devises acquises à l'exportation, etc.

Désormais, l'entreprise peut donc déterminer elle-même sa production, en procédant à des « études de marché », elle peut organiser des campagnes publicitaires pour promouvoir la vente de ses produits ou de ses services, elle a l'autorisation d'établir avec ses fournisseurs et ses clients, dans un cadre concurrentiel, des liens contractuels directs qui échappent à tout contrôle étatique, à des prix libres pour la plupart des produits. Elle entre aussi en concurrence avec d'autres entreprises lors des appels d'offres lancés par l'Etat pour les projets prioritaires. Elle peut faire appel à la sous-traitance et vendre ou louer les moyens de production qui lui ont été alloués par l'Etat. En retour, elle assume les risques de gestion et de la concurrence, qui peuvent conduire à sa déclaration de faillite en cas de situation déficitaire ou si elle se révèle durablement incapable de s'autofinancer au moyen des profits réalisés.

Certaines expériences sectorielles vont encore plus loin en permettant à l'entreprise de disposer d'une part plus importante du profit qu'elle réalise. <sup>4</sup> Le versement effectué à l'administration s'apparente alors clairement à l'impôt occidental sur les bénéfices et il se substitue à la centralisation par l'Etat du produit des activités économiques. C'est l'aboutissement du système de l'autofinancement qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987, s'applique dans sept ministères, avant d'être bientôt généralisé à l'ensemble de l'industrie. L'objectif visé, et qu'on semble vouloir atteindre rapidement et en dépit de toutes les résistances, c'est donc le rétablissement d'un système où la répartition des moyens de production comme celle des autres forces productives s'effectuerait de manière tout officielle sur le marché libre. Ce qui doit se mettre aujourd'hui en place, c'est précisément ce marché du capital et ce marché du travail, sans lesquels l'autonomie des entreprises resterait une fois de plus lettre morte.

L'évaluation des entreprises par les critères financiers capitalistes, c'est-à-dire par le profit, exige bien évidemment le retour à la « liberté des prix » (prix des moyens de production, prix des marchandises et prix de la main d'oeuvre) et nécessite l'organisation d'un marché monétaire conforme à celui qui existe dans les pays capitalistes occidentaux, où le crédit s'achète et se vend, voire l'institution d'un marché financier comme c'est déjà le cas en Hongrie. Aganbeguian s'est clairement exprimé sur ce qu'il considère comme le noeud de la réforme :

*« Dans le cadre de l'autonomie comptable complète des entreprises, la refonte des prix, du système financier et de crédit, et du système d'approvisionnement matériel et technique a une importance fondamentale. [...] Le remplacement de l'approvisionnement matériel et technique centralisé par le commerce des moyens de production apparaît donc comme la mesure la plus importante pour passer des méthodes administratives à des méthodes économiques. Qu'est-ce qui empêche un tel passage ? D'abord le système de prix existant. [...] Outre le problème de la fixation des prix, il se pose encore celui de la quantité de monnaie en circulation. [...] La réforme des prix comme celle du système financier et de crédit créeront les bases possibles de la substitution du commerce de gros à l'approvisionnement matériel et technique. »*<sup>5</sup>

Des deux réformes-clés, on sait que la première, celle des prix, sera mise en place vers 1990-1995, tandis que la seconde, celle du crédit, interviendra par la suite, à une date pour l'instant non encore fixée. Mais un arrêté pris en juillet 1987 a d'ores et déjà entrepris de réformer le système bancaire, en créant quatre nouvelles banques chargées de distribuer le crédit dans le secteur de leur ressort et d'y assurer le financement des investissements.<sup>6</sup> Ces nouvelles banques rémunéreront les fonds déposés auprès d'elles par les entreprises et appliqueront des taux d'intérêt différenciés aux crédits distribués à celles-ci. Le rôle primordial joué par ces nouvelles banques dans l'orientation des investissements trouvera son achèvement dans le pouvoir, déjà évoqué, de déclarer une entreprise insolvable et de provoquer sa mise en faillite. Enfin, les différentes banques pourront se prêter mutuellement des liquidités, moyennant un intérêt, ce qui constitue l'embryon d'un véritable marché interbancaire.

- Parallèlement à la nouvelle loi sur l'entreprise, la loi du 19 novembre 1986 « sur l'exercice des activités individuelles », entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1987, a autorisé la création d'entreprises individuelles ou résultant de l'association de personnes privées au sein de coopératives de type capitaliste.<sup>7</sup> Le travail privé, qui concernait déjà trente-deux millions d'ouvriers, de kolkhoziens et d'employés, est désormais autorisé dans vingt-neuf nouveaux secteurs de l'économie soviétique, comme le bâtiment, la confection, la menuiserie, la réparation, les transports, la restauration, l'enseignement ou la santé. Cette liste, a-t-il été précisé, est appelée à s'allonger, puisque les organes locaux compétents pourront en élargir l'éventail. Les soviets locaux et les entreprises d'Etat sont d'ailleurs appelés à apporter leur aide à ces entreprises privées, sous la forme de prêt ou de location de locaux, équipements, etc. Cette loi sur l'activité économique privée ne vise nullement à remettre en cause la place dominante de la propriété d'Etat, mais semble surtout destinée à légaliser l'économie dite « souterraine » ou « parallèle » qui constituait depuis longtemps un phénomène de masse, afin de mieux la contrôler. Même s'il était illusoire de penser que spéculateurs et travailleurs au noir allaient se précipiter pour se faire enregistrer, la nouvelle loi a tout de même permis en un an la création de 250 000 entreprises, le phénomène ayant été particulièrement sensible dans les républiques baltes, où le souvenir du capitalisme est de fait beaucoup plus proche. Un accroissement de la différenciation sociale dû à l'enrichissement de ces entrepreneurs privés a ouvertement été admis, différenciation que les dirigeants prétendent maintenir dans des limites « raisonnables » par le biais du prélèvement fiscal auquel seront soumis les candidats à « l'initiative personnelle ».

- La loi du 19 novembre 1986 s'applique aussi dans le domaine agricole où le secteur privé acquiert le statut de composante à part entière de l'« économie socialisée ». Cette évolution avait il est vrai été préparée par des arrêtés pris en 1977 et 1981 et encourageant les lopins, ainsi que par les dispositions de la nouvelle constitution de 1977. Malgré leur superficie réduite (ils regroupent 3 % des terres au total, mais 21 % par exemple en Géorgie), les lopins sont devenus un élément fondamental du système agraire, assurant grâce à une culture intense quoique peu mécanisée, mais détournant à son profit les facteurs de production du secteur public, le quart du volume total de la production agricole. 13 millions de foyers kolkhoziens ont un lopin, 10 millions de foyers sovkhosiens également, ainsi que 10 millions de travailleurs d'autres secteurs, et ceux-ci produisent (grâce au travail des femmes, des retraités et des enfants) de 20 à 25 % de la laine et des légumes soviétiques, environ 30 % du lait, de la

viande et des oeufs, et près de 60 % des pommes de terre et des fruits, contribuant ainsi pour un quart aux revenus totaux de la famille. Des grossistes-revendeurs déployaient depuis un certain temps leur activité sur les marchés kolkhoziens. Désormais, tout détenteur de lopin pourra écouler directement ses produits dans le commerce coopératif, sans le truchement des kolkhozes et des sovkhoses. Mais surtout, les discours officiels encouragent aujourd'hui tout particulièrement les kolkhoziens à se retirer de leurs coopératives pour assurer sur une base privée l'exploitation des terres du kolkhoze : des parcelles de terre leur seront concédées et des instruments de production seront mis à leur disposition.

- Enfin, la restructuration de l'économie capitaliste soviétique exige simultanément une restructuration des mécanismes d'intégration du capital soviétique dans le capital mondial.<sup>8</sup> Cette exigence, qui justifie le soutien moral et effectif — tout comme les pressions — de la bourgeoisie occidentale aux réformes gorbatchéviennes, se traduit par des concessions permettant l'octroi de nouveaux crédits et l'afflux de nouveaux capitaux étrangers en URSS. Ainsi, le décret du 23 septembre 1986 abolit le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur en autorisant 21 départements ministériels et 68 trusts économiques à accéder directement au marché mondial. Ce nombre encore limité est bien sûr destiné à s'accroître. Par ailleurs, un autre décret, promulgué le 13 janvier 1987, met fin aux limitations entravant l'implantation d'« entreprises conjointes » sur le territoire soviétique, dont la création pourra se faire avec 49 % des actions contrôlées par le capital étranger. En dix mois, 300 projets ont été déposés par des firmes étrangères et 14 sociétés mixtes ont vu le jour.<sup>9</sup> Un nouvel arrêté, daté du 17 septembre 1987, a encore assoupli entre temps la procédure de création et le fonctionnement interne de ces sociétés mixtes. L'absence de convertibilité du rouble soviétique constitue néanmoins un obstacle qui complique les opérations. La réforme du système de formation des prix, qui tiendra compte des prix mondiaux, constituera un premier pas vers la convertibilité du rouble. Une première mesure pourrait être, à l'exemple de la Hongrie, l'établissement d'une « convertibilité interne », qui permettrait aux entreprises et aux administrations soviétiques de convertir leurs devises étrangères en roubles et vice-versa. A terme, comme l'annonce Aganbeguian, l'intégration de l'Union soviétique dans le système des relations économiques internationales devra se traduire par sa participation active à divers organismes dont elle est encore absente, comme le GATT (la demande d'adhésion a été déposée), le FMI et la Banque mondiale (dont la Hongrie est déjà membre).

Ces mesures décidées récemment ne font en réalité qu'adapter la situation juridique à l'extension déjà importante des rapports soviéto-occidentaux, qui remontent en fait à la période 1966-1976, c'est-à-dire à l'époque de la « détente ». Prenant le dessus sur toutes les rivalités et les affrontements entre les blocs et les superpuissances elle-mêmes, la « détente » d'hier et ses prolongements d'aujourd'hui répondent à la fois à la nécessité pour l'URSS de moderniser sa machine de guerre et d'expansion, et à celle pour l'Occident de rejeter une partie des conséquences de la crise qui le tenaille sur les marchés de l'URSS et du Comecon. La récente légalisation du statut juridique des sociétés mixtes soviéto-occidentales opérant sur le territoire soviétique est à la fois conforme aux intérêts du Kremlin et à ceux des dizaines de firmes étrangères produisant depuis des années dans les secteurs de la chimie, de l'électronique, de la production alimentaire ou des transports, qui exigeaient de se voir reconnue la personnalité juridique et l'indépendance par rapport aux organismes de planification soviétiques.

### **De la difficulté de développer le capitalisme en URSS**

Les mesures que nous venons de passer en revue, et dont la mise en oeuvre s'échelonna jusqu'en 1995, constituent le coeur de la « nouvelle pensée économique » et de la *perestroïka* gorbatchéviennes. Mais quelle est précisément la spécificité de cette « refonte » et comment s'inscrit-elle dans la série de réformes opérées depuis les années soixante en Union soviétique ? En effet, depuis la décentralisation régionale décidée par Khrouchtchev en 1957, et jusqu'à l'éphémère réforme d'Andropov de 1983, l'Union soviétique a déjà connu cinq réformes économiques (une tous les cinq ans en moyenne !).<sup>10</sup> Les revirements réguliers et les échecs successifs qu'a connus le pays témoignent clairement de l'approfondissement du cours révisionniste et des graves problèmes qu'il a suscités. D'un autre côté, on peut aussi s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'URSS de Gorbatchev s'est, avec retard, mise à l'école de la Hongrie... au moment même, d'ailleurs, où — prétendant ajouter aux bienfaits du socialisme ceux du capitalisme — ce pays s'est installé dans la crise la plus grave qu'il ait connue et où on évoque à son sujet le "syndrome yougoslave".

A priori, le programme de Gorbatchev ne paraît pas sensiblement différent des projets élaborés par ses prédécesseurs à la tête du PCUS. La décentralisation économique et l'autonomie des entreprises, la liberté du choix des fournisseurs, la place essentielle du profit comme critère de réussite de l'entreprise, tout cela faisait déjà partie des principes qui fondaient la réforme révisionniste de 1965, inspirée des thèses de l'économiste E. Liberman.<sup>11</sup> Mais les nombreux obstacles qui avaient autrefois plus ou moins entravé la mise en place de ces réformes, les laissant inachevées, semblent aujourd'hui en passe d'être bousculés. Ce caractère radical de la *perestroïka* révèle clairement les limites objectives que rencontre aujourd'hui l'accumulation en Union soviétique. Mais d'autre part, qu'il ait fallu attendre plus de vingt ans pour que l'essence même des réformes libermaniennes puisse trouver un début d'application, comme la lenteur du processus en cours comparé à ce qui s'est passé par exemple en Hongrie, tout ceci révèle clairement l'existence d'obstacles considérables qui rendent particulièrement difficile le développement des mécanismes capitalistes en URSS.

La Révolution d'Octobre, en abattant l'Etat bourgeois, avait ouvert au prolétariat russe qui avait conquis le pouvoir la possibilité de rompre avec le capitalisme et de progresser vers le communisme. Sous la direction du Parti bolchevik, la nouvelle Union soviétique entreprit, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'édifier le socialisme, dont Lénine définit les caractéristiques essentielles en tant que phase intermédiaire succédant au capitalisme, en tant que régime de transition préparant l'instauration du communisme. S'appuyant sur les précieuses indications laissées par Marx et Engels, Lénine établit quelles devaient être les tâches de la dictature du prolétariat dans la construction d'une économie fondée sur la propriété sociale des moyens de production. Avec la formation et l'affermissement des nouveaux rapports de production, l'Etat soviétique put limiter puis évincer les formes capitalistes d'économie, permettant aux lois économiques du socialisme d'exercer pleinement leur action. Cependant, les conditions historiques propres à l'URSS imposèrent durant quelques temps la coexistence de plusieurs formes d'économie héritées du passé à côté du secteur socialiste. Ainsi, au lendemain de la révolution, certaines concessions furent accordées par le pouvoir des Soviets à des capitalistes étrangers et des entreprises appartenant à l'Etat furent cédées à bail à des capitalistes. Puis la guerre civile et la ruine du pays exigèrent rapidement une phase de « communisme de guerre », qui déboucha au printemps de 1921 sur l'application de la « nouvelle politique économique » (Nep). Celle-ci, en renforçant l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, eut pour tâche de relever l'économie en tolérant dans certaines limites le capitalisme. Pendant toutes ces phases préliminaires à la mise en oeuvre du plan léniniste d'organisation d'une industrie et d'une agriculture socialistes développées en URSS, les leviers de commande ne cessèrent d'être détenus par l'Etat prolétarien qui, tout en utilisant le marché privé, le commerce capitaliste et la concurrence, encourageait la lutte des éléments socialistes et préparait l'offensive contre les éléments capitalistes pour liquider définitivement les classes exploiteuses.

Aujourd'hui, les partisans de Gorbatchev réclament un « retour aux principes de la Nep », déformant à dessein le sens des mesures prises à l'époque par le PC(b)US. Ce débat, qui n'a pas lieu dans les autres pays révisionnistes, ne fait que révéler le problème posé par la conversion en économie capitaliste d'une économie qui pendant quarante ans s'était édifiée sur la base de rapports de production socialistes. Le point essentiel, comme nous l'avons vu, est la question de la transformation des moyens de production en marchandises et celle de l'autofinancement des entreprises qui en découle. Encore une fois, cette question ne se pose qu'en URSS, et elle n'a pu être résolue depuis trente ans. Toutes les réformes découlent de cet objectif à atteindre, que ce soit la mise en place d'un marché des capitaux, la disparition du plan ou la mise en place d'un nouveau système d'allocations étatiques aux entreprises. Les obstacles à renverser sont considérables, car organiser un marché financier, développer le rôle des banques et du crédit ou réaliser l'intégration de l'URSS dans le système capitaliste mondial ne peuvent être décidées par de simples mesures administratives. Les conséquences politiques sont également redoutables pour la bureaucratie dominante, car la question du pluralisme politique commence logiquement à surgir dans la situation actuelle alors que ce pluralisme est impossible dans le cadre du système actuel qui régit la société soviétique.

Le 4 février dernier, la Cour suprême de l'URSS a réhabilité Boukharine, Rykov, Rakovsky, Rrestinsky et les autres condamnés du troisième « procès de Moscou » de mars 1938. Ce verdict, qui fut préparé il y a 32 ans par le « rapport secret » de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, illustre

l'importance actuelle de la question politique. La réhabilitation pénale de Boukharine autorise la reproduction, la circulation et la discussion de ses écrits ; elle est donc en même temps une réhabilitation politique. Si la réhabilitation de Trotsky lui-même ne semble pas à l'ordre du jour — on voit difficilement pourquoi elle s'imposerait —, il faut noter que Krestinsky était un de ses fidèles, avec lequel il partageait toutes ses idées, et que Rakovsky — un des principaux dirigeants de la soi-disant « Opposition de gauche » — était son plus proche lieutenant. Il est encore difficile de saisir l'enjeu exact de ces décisions, au delà du rapprochement idéologique évident entre Boukharine et Gorbatchev, mais la presse soviétique est actuellement engagée dans un débat historique qu'utilisent les tenants des lignes qui s'affrontent au sein du PCUS.

Pour mieux saisir la logique des mutations actuelles, nous allons essayer de dresser le tableau de la situation des rapports de production dans ce pays.

### **La nature du capitalisme soviétique**

En Union soviétique, après la mort de Staline, la dictature du prolétariat a été liquidée et une nouvelle bourgeoisie, qui avec Khrouchtchev s'était emparée du Parti, a procédé à l'expropriation politique des masses. Désormais exclus des décisions à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique, les producteurs ont été de nouveau réduits au statut d'objet dans le processus de production, au statut d'exploités. Dans le domaine économique, ce qui a caractérisé la restauration du capitalisme, en dépit de la persistance de certaines formes en vigueur sous le socialisme, ce sont les nouveaux rapports de production, de propriété et d'échange. La nature de ceux-ci peut être déterminée en fonction de la réponse donnée aux questions suivantes : comment le surproduit social est-il engendré dans le procès de production ? Qui se l'approprie ? Comment est-il réparti ? En Union soviétique, c'est désormais évident, dans le cadre d'une économie monopoliste étatique, la bourgeoisie bureaucratique s'approprie le surproduit créé dans la production sous la forme de la plus-value, et elle contrôle l'utilisation de ce surproduit sans aucune intervention des producteurs. Le fait que l'arbitraire des choix de la classe dominante soit limité par les contraintes de la propriété étatique ne remet nullement en cause cet état de fait. De même que l'étatisation des moyens de production ne confère aux travailleurs face à la bourgeoisie bureaucratique aucune possibilité d'intervention supérieure à celle des ouvriers des firmes capitalistes occidentales.

Par suite des conditions historiques créées par la contre-révolution khrouchtchévienne, l'Etat soviétique du capitalisme restauré est donc aujourd'hui le propriétaire de la quasi-totalité du capital industriel et financier du pays. La dégénérescence de la dictature du prolétariat et des formes de propriété socialistes ayant conduit au capitalisme d'Etat, l'appropriation privée (qu'il ne faut pas confondre avec une appropriation individuelle) est en Union soviétique le fait de capitalistes qui constituent la nouvelle bourgeoisie au pouvoir et qu'on peut qualifier de bourgeoisie bureaucratique parce qu'elle est nécessairement et indissolublement liée à l'appareil d'Etat.

Dans le capitalisme monopoliste contemporain, qu'il soit de l'Ouest ou de l'Est, le rôle décisif joué par l'Etat s'exprime avant tout dans la socialisation toujours plus poussée de la production. Celle-ci se manifeste par les progrès prodigieux de la concentration des entreprises et de la centralisation des capitaux. Le capital financier constitue le principal levier de cette socialisation, dont l'Etat est le véritable pilier à travers son rôle économique, celui-ci regardant avant tout le contrôle du système de crédit et la planification. C'est pourquoi nous passerons en revue ces différentes manifestations de la domination du capital en Union soviétique et les bouleversements qui en résultent.

### **La concentration et la centralisation du capital en URSS**

Le degré élevé de monopolisation de l'économie soviétique ne peut être simplement considéré comme l'héritage du système socialiste, mais il doit être aussi expliqué par le mouvement lié de concentration et de centralisation du capital, initié dès les réformes de 1965.<sup>12</sup> Ces deux phénomènes reflètent la loi de l'accumulation capitaliste et la reproduction élargie du capital, ils se présentent étroitement combinés dans la réalité soviétique et constituent la base de sa structure monopoliste.

Le développement de la concentration industrielle a pu être montré en Union soviétique par l'augmentation de la dimension moyenne des entreprises et le rôle croissant joué par les plus grandes d'entre elles. La répartition de la force de travail occupée, la valeur de la production créée et du capital

fixe mis en oeuvre dans les grandes entreprises révèlent que celles-ci ont tendance à grossir et à distancer de façon croissante les petites, voire à les éliminer en les absorbant. Ce processus est favorisé par les nombreux avantages dont jouissent les grandes entreprises : parts de marché garanties, position privilégiée vis-à-vis du plan, d'où des affectations de ressources plus favorables, position également privilégiée pour ce qui est des investissements non planifiés centralement, grâce à l'utilisation du « fonds pour le développement de la production », productivité du travail plus élevée, utilisation discriminatoire du crédit, influence sur la fixation des prix qui permet d'incorporer plus de profit...

Malgré ce processus de concentration, les petites entreprises soviétiques sont pourtant loin d'être totalement éliminées et continuent au contraire de remplir leur fonction, comme dans toute économie capitaliste monopoliste. Ces centaines de milliers d'unités productives, totalement dépendantes des grandes, garantissent grâce à un capital fixe moins important et à des coûts de travail moindres certaines productions auxiliaires ou complémentaires.

Contrairement à ce que prétendent les dirigeants soviétiques, ce processus de concentration ne peut être entièrement justifié par les exigences des techniques modernes de production. L'exemple de l'Albanie montre que le socialisme ne conduit nullement à la domination d'entreprises géantes au détriment des entreprises petites ou moyennes distancées dans la concurrence.

Plus le capital s'accumule dans les grandes entreprises et élargit donc la concentration, et plus le processus de centralisation (c'est-à-dire d'union de capitaux existants et séparés) devient lui-même plus aisé — et inversement. La fusion d'entreprises soviétiques a tout d'abord pris la forme d'une intégration horizontale (trust), verticale (combinat) ou celle d'une association (firme), conduisant dans tous les cas à l'administration centralisée des fonds des entreprises concernées. Les réformes de 1965 ont marqué le véritable essor de ce processus, avec la création d'associations productives, mais celui-ci s'est surtout accéléré après la loi d'avril 1973 sur les unions industrielles. Ces unions ont le statut d'entreprises économiques fondées sur l'autonomie comptable (*hozraschet*) et dirigent des branches entières de l'économie nationale en disposant de moyens financiers énormes. Traitant directement avec la banque centrale (*Gosbank*), elles centralisent les opérations financières des entreprises sous leur contrôle et en assurent la gestion, elles affectent les moyens de production et les forces productives et redistribuent les profits. Le but fondamental de ces structures fortement monopolistes est de maximiser le taux de profit, ce que confirment les statistiques.

### **Les monopoles et l'Etat en URSS**

Le degré élevé de monopolisation de l'économie n'est pas spécifique du capitalisme soviétique, et on peut retrouver cette caractéristique dans toutes les grandes économies occidentales. Ce qui est spécifique de l'Union soviétique, c'est la forme particulière qu'y prend le lien entre cette structure monopoliste et l'appareil étatique. L'important, pourtant, ce n'est pas la différence dans la propriété juridique des moyens de production, considérés comme la propriété privée des capitalistes dans le capitalisme occidental et la propriété de l'Etat et des coopératives dans le capitalisme soviétique. Cette différence est purement formelle et Marx lui-même a montré que le développement de la production capitaliste tendait à faire du capitaliste-propriétaire un élément superflu, comme l'ont depuis longtemps montré les sociétés par actions. En ce sens, les directeurs soviétiques d'unions industrielles sont des figures semblables à celles des dirigeants des sociétés anonymes occidentales.

Au delà des points communs entre les économies de l'Est et de l'Ouest, la principale différence réside dans la symbiose toute particulière existant en URSS entre Etat, banque et monopoles, et dans le contrôle qu'exerce la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, via le Parti, l'armée et tout l'appareil étatique, sur l'ensemble des activités du pays. Cette spécificité trouve précisément sa source dans la dégénérescence de l'Etat de dictature du prolétariat. L'Etat soviétique est, plus qu'ailleurs, le « capitaliste collectif en idée » devenu « capitaliste collectif en fait » dont parle Engels.<sup>13</sup>

Cependant, si le degré élevé de monopolisation de l'économie diminue le nombre d'entreprises concurrentes en URSS, il augmente en même temps, comme partout, l'intensité de cette concurrence, qui prend cependant une forme spécifiquement soviétique.<sup>14</sup> Les fractions concurrentes du capital social global sont en effet structurées par branches, représentées au plus haut niveau de la hiérarchie administrative par un ministère (il y en a plus de cent en URSS). La lutte aiguë pour l'accumulation du capital et la répartition de la plus-value entre les puissantes unions industrielles prend donc la forme

d'une concurrence entre ministères pour s'approprier le maximum de fonds centralisés, pour accroître donc la part de capital social contrôlée et la fraction de plus-value sociale redistribuée. Mais si la structure de l'URSS tend à figer les rapports entre les capitaux des différentes branches, à restreindre les déplacements de capitaux d'une sphère à une autre, la complexité même du système résout cette contradiction en donnant aux monopoles le moyen d'élargir leur marge de manoeuvre. Les redécoupages de ce système administratif central sont ainsi relativement fréquents et témoignent de la contradiction existant entre le caractère relativement rigide de l'appareil administratif coiffant les monopoles et la tendance de ceux-ci à remettre constamment en cause tout ce qui limite leur expansion, en particulier donc les limites entre les branches de l'économie nationale. D'autres faits bien connus témoignent des contradictions qui traversent le capital social soviétique : très souvent, l'activité effective des entreprises ne coïncide nullement avec la désignation officielle des ministères qui les dirigent, preuve que les capitaux individuels concernés se sont déployés au delà des limites fixées auparavant. <sup>15</sup> L'industrie lourde fournit ainsi 30 % des biens de consommation, tandis que 40 % des ordinateurs et appareils automatiques sont produits par d'autres ministères que ceux censés être compétents en ce domaine et que les industries d'armement sont en même temps de grands fabricants de tracteurs. <sup>16</sup> Cette désécialisation des ministères est une des formes de concurrence les plus originales du système soviétique.

Les réformes visant à permettre la poursuite de l'accumulation du capital en démantelant le système des administrations économiques et en passant à des formes de gestion décentralisées ne seraient-elles pas précisément dirigées avant tout contre les monopoles du complexe militaro-industriel, dont la représentation au sein de la superstructure administrative était jusqu'à présent extrêmement puissante, d'autant, comme nous venons de le voir, que ce complexe comprend nombre de branches civiles fabriquant équipements et machines destinés ou non aux productions militaires ? La reprise en main par Gorbatchev de l'armée, en même temps que la réduction de son poids dans la politique du pays, la signature d'accords avec l'autre superpuissance qui permettent de maîtriser l'expansion de la production d'armements, tous ces faits ne témoigneraient-ils pas d'une modification des rapports de force au sein du capitalisme monopoliste soviétique, au profit de capitaux concurrents du complexe militaro-industriel ?

### **Le crédit et la domination du capital financier en URSS**

Le passage de la concurrence de capitaux multiples au monopole, lequel se présente comme capital en général face aux capitaux individuels, suppose la domination du capital bancaire. En effet, parvenue à ce stade, la poursuite de l'accumulation exige que soit mise à la disposition des monopoles des masses énormes de capital monétaire, provenant de tous les points de la société. C'est le crédit qui permet au monopole de disposer de l'ensemble du capital social et de dépasser ainsi les limites que rencontrent les capitaux « individuels » pour poursuivre leur accumulation. Une fois atteint ce stade, qui est celui du capital financier, le monopole (voire le pays tout entier) tombe dans les mains du capital bancaire. En URSS, où le capital par actions est actuellement inexistant, la domination du capital monétaire prend une forme encore plus générale et abstraite, avec la concentration du pouvoir de financement dans les mains de l'Etat (via son budget) et de la *Gosbank* (dont les prêts ont progressé à un rythme accéléré). <sup>17</sup>

### **La planification capitaliste en URSS**

Une fois reconnue la nature capitaliste de l'URSS, il n'est plus vraiment utile d'établir si c'est le plan ou le marché qui domine. L'existence d'une planification de l'économie n'est nullement, en soi, la preuve de l'existence de rapports de production socialistes, car le plan n'est pas en lui-même un rapport de production, il ne fait en réalité que refléter les rapports de propriété et d'échange en vigueur, il n'est qu'un levier permettant aux lois économiques d'agir, sans se substituer à elles en aucune façon.

Dans une économie socialiste, le plan reflète la finalité de la production — la satisfaction des besoins matériels et culturels de la société —, ainsi que le caractère directement social du travail. La contradiction antagonique entre la valeur et la valeur d'usage des produits du travail ayant disparu (même si une partie de ces produits revêt encore la forme marchandise, d'où l'existence de contradictions, qui sont cependant non antagoniques), le plan permet d'établir des proportions correctes pour la production et la réalisation du produit des différentes branches de la société. <sup>18</sup>

En économie socialiste, la sphère d'action de la loi de la valeur est limitée et celle-ci ne joue plus le rôle de régulateur de l'économie. Le plan reflète cette absence de spontanéité dans la détermination du temps de travail socialement nécessaire, en établissant à l'avance la répartition du travail et des moyens de production. Etant donné que la loi de la valeur se manifeste avant tout comme la loi de l'offre et de la demande, le plan reflète aussi la limitation de sa sphère d'action en réglant de manière consciente et centralisée les principaux éléments de l'offre (quantité et prix des produits) et de la demande (investissements pour les moyens de production et revenus des travailleurs). Ces quelques caractéristiques de l'économie socialiste montrent que le marché ne peut y dominer, non plus que l'anarchie et la concurrence.<sup>19</sup>

En Union soviétique, après la restauration du capitalisme, le plan n'a pas été aboli et les rapports marchands ont connu pendant un certain temps des limitations légales. Ceci a pu entretenir l'illusion, et les théoriciens bourgeois y ont joué leur rôle, que la production avait cessé d'y être dominée par la valeur d'échange, que la contradiction entre argent et marchandise y était abolie. En réalité, la planification soviétique, que rendait nécessaire l'existence de la propriété juridique de l'Etat sur les entreprises et les banques, ne diffère en rien de la planification qu'exige le développement contemporain du capitalisme occidental (trop souvent vulgairement assimilé à une hypothétique économie des producteurs indépendants). Aussi, loin de planifier la production et la réalisation de produits ayant un caractère de produit social direct, le plan soviétique planifie en réalité la production de marchandises indépendantes, qui se présentent devant les autres en antagonistes et dont l'échange et la réalisation prennent de ce fait un caractère contingent. Le plan est donc lui-même une forme de la concurrence que se livrent les monopoles au sein du secteur d'Etat. D'autre part, la prééminence des indices en valeur (au détriment des indices en nature), des catégories de profit et de produit net montre bien que la valeur d'usage est désormais secondaire dans la production.<sup>20</sup> Refuser de qualifier l'URSS de capitaliste, sous prétexte que son économie serait planifiée (même si on convient que le plan a cessé d'être « rigide » ou « centralisé »), c'est donc exprimer une conception vulgaire qui oppose plan et marché. En réalité, en Union soviétique comme dans beaucoup d'autres économies capitalistes, le plan permet, dans une certaine mesure comme l'expliquait déjà Lénine<sup>21</sup>, de réguler la production marchande. Mais, en définitive, s'il le fait, c'est de manière transitoire, en portant les contradictions de cette production marchande à un niveau supérieur, et ceci aboutit tôt ou tard au fait que les rapports de marché imposent de nouveau la spontanéité des lois du capital.

On voit bien que si la propriété de toutes les usines soviétiques était réellement sociale, l'échange marchand déclinerait en tant que lien social essentiel. Or, avec les années, on est allé au contraire vers une généralisation de l'échange marchand en URSS, vers un marché doté d'une structure typiquement capitaliste, dont l'aboutissement est la possibilité aujourd'hui légale de vendre et d'acheter de manière théoriquement illimitée les moyens de production. Cette évolution, qui s'achève avec les réformes actuelles, rend désormais possible le libre jeu des lois fondamentales du capitalisme, en particulier la loi de la péréquation des taux de profit. Il est donc désormais tout à fait évident que le mode d'accumulation en vigueur en URSS est devenu le mode capitaliste, et le marché, dont le rôle régulateur voit ses entraves légales disparaître, retrouve officiellement son rôle essentiel, celui de lieu où se réalise la plus-value.

### **L'autonomie de l'entreprise soviétique**

Le lien entre la disparition de la planification centralisée, la réhabilitation du marché et la réforme de l'entreprise est direct<sup>22</sup> : comme en Occident, l'entreprise doit devenir le rouage essentiel de l'économie, la cellule de base autour de laquelle le marché est censé s'organiser. Le fait que l'entreprise soviétique (qui n'est d'ailleurs pas l'unité élémentaire de production puisqu'elle est en réalité totalement intégrée dans une union économique), ne dispose que d'une indépendance économique limitée ne remet nullement en cause cette interprétation. Cette situation ne diffère en rien de ce qui existe à l'Ouest, où les décisions prises centralement, par le monopole ou l'Etat, ne laissent finalement que bien peu d'autonomie à l'entrepreneur capitaliste. Seuls ceux qui, de manière vulgaire, assimilent la liberté du capital à celle des individus peuvent continuer à gloser sur le « collectivisme » soviétique. Mais comment croire encore à ce prétendu collectivisme, quand le nouveau processus de planification restaure l'autonomie des entreprises, et donc le fétichisme propre à la production marchande développée, capitaliste, dans laquelle l'interdépendance réelle des unités de production découlant de la

socialisation du travail disparaît derrière leur apparente indépendance au sein de la société. Comment ne pas voir que la maximisation du profit, objectif premier assigné à l'entreprise soviétique et moyen privilégié de contrôle de son activité, tout comme les nouveaux mécanismes régissant ses investissements et les critères utilisés pour l'octroi de crédits à cet effet, ne font qu'entériner la séparation des entreprises les unes des autres et la prééminence d'une autre logique que celle de l'économie socialiste planifiée, celle de l'économie capitaliste donc. Comment ne pas voir que cette séparation des entreprises les unes des autres n'est que le corollaire du fait que les travailleurs sont eux-mêmes séparés de leurs moyens de production et soumis à des rapports de subordination et d'exploitation caractéristiques du salariat capitaliste. Mais, en même temps, l'autonomie croissante de l'entreprise soviétique n'est que l'autre face de sa dépendance croissante à l'égard du capital bancaire, auquel elle a de plus en plus recours et qui exerce sur elle une domination absolue par le système du crédit.

### **L'aggravation des inégalités sociales**

Au sein des entreprises comme dans la société soviétique tout entière, les conséquences des réformes vont davantage accroître les disparités sociales. Les directeurs deviennent omnipotents, sous la façade de l'autogestion. Ils déterminent la politique de la main d'oeuvre, la répartition du fonds de salaire et les primes, ils sont entièrement maîtres du fonds d'investissement. Les apologistes du révisionnisme font mine de ne pas observer de capitalistes en URSS, comme si ces directeurs n'étaient pas l'équivalent exact des directeurs salariés et intéressés aux bénéfices à qui les trusts capitalistes occidentaux confient le fonctionnement d'une parcelle du capital total et qu'elles licencient au besoin par une décision bureaucratique venue du centre, tout comme en URSS. Ces directeurs sont aujourd'hui officiellement incités à avantager les cadres et les ingénieurs, dont les rémunérations, salaires et primes, vont progresser rapidement. Dès les années 70, les sources soviétiques elles-mêmes révélaient l'inégalité sociale croissante : hiérarchie des salaires nominaux de 1 à 10, 82,2 % du montant des primes mensuelles attribué aux seuls chefs d'entreprise, sans compter la répartition fortement inégalitaire des 30 autres modes de gratification recensés.<sup>23</sup>

A l'inverse, les travailleurs, dont peu semblent tenir la réforme pour positive, se voient imposer des baisses de salaire qui ont déjà provoqué diverses protestations et mouvements de grève. Quant aux effets sur l'emploi de ces mesures, elles risquent de faire voler en éclat l'apparence de « consensus social » qui prévaut dans le pays. Si Aganbeguian lui-même refuse d'admettre officiellement l'opportunité d'un volant de chômage, certains autres économistes, tel N. Chmelev, proposent d'instaurer un système d'allocations de chômage en prévision des conséquences de la réorganisation (fermetures d'usines déficitaires, transferts et « recyclages » qui toucheront sous peu des dizaines de millions de travailleurs). Ainsi, vingt ans après l'expérience de Chtchekino, il est clairement révélé que les travailleurs soviétiques ne sont plus que des appendices des moyens de production, licenciés à merci et ballottés selon les lois du marché du travail. Les baisses de salaire qui ont affecté les ouvriers de maintes entreprises vont se conjuguer aux effets de la réforme des prix. Les produits alimentaires de première nécessité vont subir, avec la suppression des subventions d'Etat, des hausses de prix, facteurs d'inégalités nouvelles. Par ailleurs, la fin des achats d'Etat aux kolkhozes et le partage de leurs terres entre les paysans va conduire à un alignement des prix agricoles sur les prix du marché libre et donc à leur multiplication par 3, voire par 6. Les 40 % de familles soviétiques qui vivent aujourd'hui avec moins de la moitié du salaire moyen par mois et par personne<sup>24</sup> vont pouvoir apprécier ce que valent les idéaux égalitaires devant l'extension du marché et des stimulants économiques. Certains économistes envisagent la possibilité de voir l'Union soviétique s'engager dans une « spirale inflationniste » à la brésilienne, à l'israélienne... ou à la yougoslave.<sup>25</sup> Enfin, la réforme monétaire qui s'annonce aura explicitement pour but de supprimer les « surliquidités », c'est-à-dire de diminuer le volume des comptes d'épargne des Soviétiques.

### **Les appels de Gorbatchev à la base et les réformes ministérielles**

Les tentatives de réformes économiques antérieures à l'ère Gorbatchev semblaient avoir buté sur l'incapacité de la direction soviétique à remettre en cause les équilibres politiques, à imposer les bouleversements nécessaires d'une superstructure qui n'avait pas évolué au même rythme que l'économie.

Aujourd'hui, au contraire, on assiste à une volonté d'épurer l'appareil de l'Etat de tous ceux qui peuvent faire obstacle au cours gorbatchévien. La pression qu'exerce le nouveau Secrétaire général du PCUS sur ses opposants a pris la forme d'un « appel à la base », destiné à contourner les échelons et les groupes dont les prérogatives se voient menacées par la *perestroïka*. Les discours démagogiques vantant la *glasnost* visent donc avant tout, même s'ils parviennent difficilement à donner aux masses soviétiques l'illusion d'une « démocratisation plus poussée de la vie sociale », à limiter le rôle d'une partie de la bureaucratie et des cadres intermédiaires trop étroitement liés aux anciennes méthodes de gestion. C'est pourquoi, aussi, la politique des cadres a été au centre des discussions du plénum du CC de janvier 1987, au cours duquel un sérieux avertissement fut lancé aux adversaires des réformes. L'offensive de Gorbatchev s'est paraît-il traduite dans la seule année 1986 par le limogeage de 13 000 responsables économiques, l'éviction de hauts dirigeants du Parti, comme celle du premier secrétaire de l'Ouzbékistan en janvier dernier, témoignant en outre de la défaite d'opposants importants. Au niveau de l'appareil central de l'Etat, la volonté de briser certaines féodalités sectorielles s'est par exemple exprimée dans une décision de la fin novembre 1985, dont l'objet était de supprimer d'un coup cinq ministères agricoles, l'ensemble de leurs compétences étant transférées à un nouveau et unique comité d'Etat (*le Gosagoprom*).<sup>26</sup>

Dans l'industrie, en revanche, seules des solutions imparfaites ont pu être adoptées jusqu'à présent, car les groupes capitalistes concurrents y sont plus puissants et résistent fortement à la création d'un super-ministère de l'industrie. Deux nouvelles structures, appelées bureaux du Conseil des ministres, ont cependant été créées, dans les secteurs de la construction mécanique (octobre 1985) et de l'énergie et des combustibles (mars 1986), mais ceci n'a pas entraîné la suppression des ministères placés sous leur tutelle (notons d'ailleurs que les neuf ministères chargés de l'industrie militaire ne sont pas concernés par le Bureau pour la construction mécanique). La concurrence entre ces diverses institutions, anciennes et nouvelles, s'est traduite par la suppression d'unions industrielles fédérales qui faisaient écran entre les ministères de la construction mécanique et les unités de production. En fait, dans la nouvelle organisation de l'industrie, on en revient à un schéma à deux échelons, où l'essentiel du pouvoir est partagé entre les organismes centraux et les unités périphériques. Dans cette association de la direction centralisée et de l'autonomie des entreprises, qui constituait déjà le fondement de la réforme de 1965, le fait nouveau est donc la tentative de limiter réglementairement les prérogatives des ministères, dont le rôle se bornera désormais à définir les grands axes de développement de leur secteur, à établir les équilibres entre les différentes branches dont ils sont responsables et à mettre en oeuvre une politique unifiée de l'investissement et du progrès technique.

Aujourd'hui, en Union soviétique, l'extension du marché, c'est-à-dire du capital, a engendré les contradictions typiques du capitalisme, qui en révèlent ainsi la limite. Dans un pays ayant atteint un stade aussi élevé du développement, le capital social est une force qui ne peut qu'échapper au contrôle privé, d'où la formidable expansion de l'Etat dont la puissance est devenue colossale, d'une bureaucratie tentaculaire chargée de mettre en oeuvre les conditions générales de l'accumulation, de toute une réglementation gérant les rapports entre les groupes concurrents de la société. Mais si la richesse de la société, à ce stade, ne peut qu'échapper au contrôle privé, elle échappe tout autant à un réel contrôle social, puisqu'elle continue à être appropriée à l'échelle privée, par la minorité dominante, dans une concurrence exacerbée des individus et des capitaux. L'enjeu des rivalités et des affrontements qui divisent la bourgeoisie bureaucratique devient alors évident : le pouvoir que se disputent les différents clans au sommet de l'Etat, c'est le pouvoir de contrôler les leviers étatiques qui règlent les allocations de ressources à telle ou telle branche de l'économie, à tel ou tel trust, c'est donc le pouvoir d'accumuler du capital. Aujourd'hui, quand la concurrence au sein de cette bourgeoisie devient nécessairement plus acharnée, elle se traduit par une pression en faveur d'une plus grande liberté laissée à la circulation des capitaux, en faveur d'une élimination des entraves mises à l'accumulation du capital, et spécialement des limites à la création de capital financier. Mais, étant donné la structure spécifique de l'Union soviétique, le seul développement du marché n'aurait pu être à même de faire sauter ces verrous, d'où la nécessité de prendre des décisions définissant des nouvelles règles du jeu économique. En fait, dès les premières mesures de libéralisation promulguées, et qui suscitent déjà de graves contradictions au sein de la bourgeoisie bureaucratique, la crise politique est en germe dans le fait que, face à un problème qui ne se résume nullement à la définition d'un chiffre de croissance optimum, nul dirigeant politique n'a en réalité la possibilité et le pouvoir de définir des

choix censés s'imposer à tous, mais qui consistent concrètement à arbitrer à l'avantage de tel ou tel groupe de capitaux, et donc au détriment de tel ou tel autre. L'évolution actuelle de l'URSS va précipiter la crise des partis révisionnistes, notamment dans nos pays occidentaux ; elle va constituer un nouveau facteur de dissolution de ces organisations contre-révolutionnaires. Quelle image du socialisme reste-t-il en effet à propager auprès des militants et des ouvriers qu'elles influencent encore, quand, loin de revendiquer même le perfectionnement de la démocratie, le modèle n'a plus à proposer que le développement de l'entreprise privée, la « mobilité » des travailleurs ou le Coca-cola pour chaque Soviétique.

### **Notes :**

<sup>1</sup> GORBATCHEV Mikhaïl, *La Réorganisation et la politique des cadres du Parti*, Novosti, 1987.

<sup>2</sup> Cf. « Les réorganisations de Gorbatchev, témoignages de la faillite du révisionnisme soviétique », *Albanie Aujourd'hui*, n°93, 1987.

<sup>3</sup> AGANBEGUIAN Abel G., *Perestroïka, le double défi soviétique*, Economica, 1987, p. 125.

<sup>4</sup> Cf. CROSNIER Marie-Agnès, « Le New Deal de Gorbatchev », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 316, La Documentation Française, 1987.

<sup>5</sup> AGANBEGUIAN Abel G., *Op. cit.*, pp. 128-129.

<sup>6</sup> Cf. CROSNIER Marie-Agnès, « Chronique de la perestroïka (II) », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°323, La Documentation Française, 1987.

<sup>7</sup> Cf. « Les révisionnistes soviétiques légalisent leurs formes de passage au capitalisme classique », *Albanie Aujourd'hui*, n°92, 1987.

<sup>8</sup> Cf. « La "restructuration" du mécanisme d'intégration de l'économie soviétique dans le capital mondial », *Albanie Aujourd'hui*, n° 94, 1987.

<sup>9</sup> TIRAPOLSKY Anita, ZOUHEIRY Hafida, « Les sociétés à capital mixte en URSS : projets et réalités », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°323, La Documentation Française, 1987.

<sup>10</sup> Cf. DRACH Marcel, « Une économie de pénurie dans la course à la croissance », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1988.

<sup>11</sup> L'oscillation permanente de l'économie soviétique de la centralisation bureaucratique à la décentralisation libérale est analysée dans NANO Fatos, « A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique », Tirana, *Etudes Politiques et Sociales*, n°1, 1984.

<sup>12</sup> Cf. GRAZIANI Giovanni, « Concentration et centralisation du capital en URSS », *Communisme*, n°25-26, 1977.

<sup>13</sup> *Anti-Dühring*, Ed. Sociales, 1969, p. 318.

<sup>14</sup> Cf. LAFONT Jean et LEBORGNE Danièle, *L'accumulation du capital et les crises dans l'URSS contemporaine*, CEPREMAP, 1979.

<sup>15</sup> Cf. CHAVANCE Bernard, *Le système économique soviétique*, Le Sycomore, 1983.

<sup>16</sup> Cf. DUCHENE Gérard, « L'officiel et le parallèle dans l'économie soviétique », *Libre* n°7, Payot, 1980.

<sup>17</sup> Concernant un autre aspect de la domination du capital monétaire en URSS, le rapport existant entre le développement du système du crédit et l'évolution de la fonction de moyen de circulation du rouble, cf. GUISSANI Paolo, « Sur le concept de capitalisme monopoliste d'Etat », *Communisme*, n°25-26, 1977.

<sup>18</sup> Cf. *Ekonomiapolitike (socializmi)*, Tirana, 1981.

<sup>19</sup> Cf. BOLLANO Priamo, « Critique de certaines théories bourgeoises et révisionnistes sur la place et le rôle des rapports marchandise-argent dans le socialisme », Tirana, *Etudes Politiques et Sociales*, n°3, 1986. L'auteur y démontre la nature antimarxiste de la notion de "socialisme de marché". Il y critique également les différents modes de calcul utilisés dans les pays révisionnistes pour la fixation des prix et qui ont pour fondement les catégories capitalistes de profit moyen et de prix de production.

<sup>20</sup> Cf. MARA Hekuran, BOLLANO Priamo, « Koncepte dhe praktika ekonomiste të revizionisteve sovjetike » (Concepts et pratique économiques des révisionnistes soviétiques), Tirana, *Studime Politiko-shoqërore*, n° 6, 1984.

<sup>21</sup> Cf. *L'Etat et la révolution*, in *Oeuvres*, t. 25, p. 478.

<sup>22</sup> On trouvera une approche théorique (en partie erronée) et pratique des rapports entre plan et entreprise tels que les a établis le « nouveau mécanisme économique hongrois » de 1968, copié aujourd'hui par l'URSS, dans l'étude de G. Chevallier et E. Thévenon, *Entreprise et planification socialiste : l'expérience hongroise*, Notes et Etudes documentaires n°4462, La Documentation française, 1978.

<sup>23</sup> Cf. NANO Fatos, « A propos du mécanisme de la plus-value et de son appropriation dans la société soviétique », Tirana, *Etudes Politiques et Sociales*, n°1, 1984. Etudiant la production de plus-value, l'auteur montre que son taux dans l'industrie soviétique passe de 175 % à 194 % dans les années 70.

<sup>24</sup> CHAUVTER Jean-Marie, « Fin de l'état de grâce pour M. Gorbatchev », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1987.

<sup>25</sup> Cf. SAPIR Jacques, « L'économie soviétique et les réformes Gorbatchev », *Cosmopolitiques*, n°3, 1987.

<sup>26</sup> Cf. CROSNIER Marie-Agnès, « Le New Deal de Gorbatchev », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°316, La Documentation Française, 1987.

## Revue N°4

### EDITORIAL

Ce numéro de la *Voie du Socialisme* est largement consacré aux événements et aux changements intervenus dans les pays de l'Est à partir de 1989. Seuls quelques aspects de cette situation mouvante sont analysés dans ces articles, fondés sur une interprétation d'ensemble qu'il convient d'exposer brièvement. Le lecteur comprendra que chacune des idées exposées dans cette introduction mériterait un long développement.

« Le communisme s'effondre, il disparaît à jamais » : tel est le chant de victoire qui s'élève d'un chœur apparemment à l'unisson. Nous soutenons une thèse inverse : la situation lamentable dans laquelle se trouvent les pays de l'Est ne résulte pas du système socialiste lui-même, mais des réformes entreprises pour s'en écarter. Les événements récents témoignent non de la faillite du socialisme, mais de l'échec des tentatives de restauration du capitalisme. Cette thèse n'est pas démontrée dans les articles présentés dans ce numéro : elle constitue néanmoins l'indispensable point de départ pour analyser la situation présente. Pour l'étayer, il serait nécessaire de développer une analyse concrète de la destruction des bases du socialisme, notamment en Union soviétique, après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, de l'introduction de certains mécanismes propres au capitalisme, de la crise que ces réformes ont provoquée, et que la perestroïka cherche à surmonter en liquidant toute trace de socialisme, dans la société comme dans la conscience des gens. Sans développer ici cette analyse d'envergure, nous nous appuyons pourtant sur les faits, ainsi que sur la lutte que nous menons depuis trente ans, aux côtés de tous les marxistes-léninistes, contre le révisionnisme.

Les commentaires funèbres sur la mort du communisme font comme si rien ne s'était passé entre 1956 et 1986, c'est-à-dire comme si l'URSS vivait toujours sous le modèle du « socialisme bolchevik » ou « stalinien » des années vingt. Cette tromperie est nécessaire pour accréditer l'idée que c'est bien le socialisme qui a conduit les peuples est-européens dans l'impasse, la misère et l'oppression. C'est pourtant Khrouchtchev lui-même qui a condamné ce modèle bolchevik, et il fut pour cela ô combien loué par l'Occident, plus encore que ne l'est Gorbatchev aujourd'hui. C'est lui qui a mis en place de nouvelles équipes dans les pays de l'Est, constituées d'hommes défendant fidèlement la nouvelle idéologie révisionniste. Lui qui s'est réconcilié dès 1955 avec la Yougoslavie, vantant les mérites de l'« autogestion » dont on voit aujourd'hui dans quel marasme elle a conduit ce pays. Lui qui a énoncé les thèses qui ont détruit le mouvement communiste international : entente et alliance avec l'impérialisme ; abandon de la lutte de classe et de son aboutissement, la dictature du prolétariat ; alliance avec les partis de la social-démocratie pour réformer la société par la voie parlementaire.

On peut mesurer les conséquences de cette ligne en France : aligné sur les positions de Moscou, le PCF a approuvé les alliances militaires de la France (l'OTAN), il a renoncé au socialisme révolutionnaire, et il place toute son action politique dans le cadre de l'union avec la social-démocratie pour gérer le capitalisme. C'est bien cette ligne révisionniste, et non pas un quelconque « attachement au stalinisme » qui l'a conduit à se couper de la classe ouvrière et qui se traduit, sur le terrain électoral qu'il a lui-même choisi, par de cuisants revers. Sa participation au gouvernement d'Union de la gauche est l'aboutissement de cette ligne en même temps que le début de sa faillite. C'est précisément au moment où le PCF respectait **dans la pratique** toutes les règles de la démocratie à la française et les clauses de la Constitution façonnée par de Gaulle, où il donnait **dans la pratique** toutes les garanties de rejet du « stalinisme », comme d'ailleurs de n'importe quel vague socialisme, c'est à ce moment là que le peuple travailleur s'est éloigné de lui définitivement, parce qu'il subissait les mesures de régression sociale prises par ce gouvernement PC-PS.

Le chant de victoire anticommuniste entame sa deuxième strophe : « la démocratie triomphe ». Cette référence mythique aux droits de l'homme, au pluralisme et à la démocratie suppose disparue toute pensée critique et matérialiste. On ne s'intéresse plus en effet aux conditions concrètes dans lesquelles peuvent s'exercer les droits démocratiques, mais on proclame un juridisme abstrait, cette « conception juridique du monde » qui est une « sécularisation de la conception théologique » selon l'expression d'Engels <sup>1</sup>, parfaitement désigné par la notion d'« Etat de droit ».

Depuis quelques années est apparue sur le devant de la scène la figure morale du démocrate défenseur des droits de l'homme. Ce bon démocrate a reçu mission d'édicter les critères et les normes permettant de juger toute action politique, toute force politique, tout État et toute nation. Et il en rajoute d'autant plus qu'il a autrefois servilement sacrifié à l'idéologie marxiste. Du banc des accusés, les grandes puissances sont passées à celui du procureur, distribuant réprimandes et encouragements, édictant les règles à suivre. Les territoires à conquérir pour cette nouvelle cause prétendument universelle sont bien délimités. Il ne s'agit ni de l'Amérique latine, ni de l'Asie, où des milliards d'homme vivent dans la pauvreté et sous la botte des dictatures, ni de l'Afrique exsangue où la France défend les régimes de parti unique, mais de ces régions européennes où le capital n'a pas encore totalement planté ses griffes. Et puisque nous sommes dans l'État de droit, un nouveau droit a été proclamé : celui d'intervenir pour rétablir le droit. Ainsi les USA peuvent-ils envahir Panama, et l'URSS la Roumanie, pour la bonne cause.

Or, en dépit de cette mascarade, la démocratie n'est pas à l'ordre du jour à l'Est. Il est clair que le démocratisme et la référence aux droits de l'homme sont une machine de guerre utilisée par le capital pour faire le ménage, déblayer le terrain afin d'asseoir son pouvoir. Deux facteurs se conjuguent pour entraîner les pays de l'Est dans la voie de la réaction la plus noire. Tout d'abord, le capital occidental, appelé au secours de ces sociétés malades, ne leur octroyera ni la liberté, ni la démocratie. C'est surtout vrai pour les « pays satellites » : la Hongrie et la Pologne sont gouvernés par le FMI, la RDA se prépare à être annexée. D'autre part (et, cette fois, c'est surtout le cas de l'URSS), la restauration du capitalisme dans ces pays présentent certains traits de l'accumulation primitive. Or l'histoire a montré que celle-ci procède d'une violence d'État ouverte. C'est ce qui explique les tendances déjà très marquées aux rejets de la démocratie dans les pays de l'Est : le vote des pleins pouvoirs à Gorbatchev, le contournement d'un Parlement pourtant très dévoué en Pologne, l'activation de partis d'extrême-droite un peu partout.

Cette emprise de la réaction est facilitée par l'état de désorganisation politique de la classe ouvrière. Certes, l'échec du révisionnisme à l'Est comporte indéniablement un côté positif. L'étau qui prenait les peuples en tenaille s'est desserré. En effet, d'un côté les révisionnistes présentaient « leur » socialisme d'apparatchik comme la forme la plus évoluée et la plus perfectionnée de ce système social, tandis que de l'autre la bourgeoisie soutenait que l'échec de ce socialisme dégénéré marquait la faillite du socialisme dans son ensemble. Aujourd'hui, bourgeois et révisionnistes se retrouvent dans la même chambre funèbre, pour célébrer la disparition du socialisme. En un sens donc, la situation se clarifie : d'un côté, le capitalisme et ses protagonistes, anciens et nouveaux, de l'autre le socialisme, le vrai socialisme de principe, le socialisme scientifique.

On peut en voir la manifestation aussi dans l'échec de toute tentative de « troisième voie » : il y a longtemps que la démonstration est faite à l'Ouest (et le « gouvernement de la gauche » de 1981 en a apporté l'ultime preuve), mais on remarque la rapidité avec laquelle les tenants de la troisième voie ont été balayés ces derniers mois dans les pays de l'Est (en particulier en RDA). Bref, le monde moderne ne laisse qu'une alternative : socialisme ou capitalisme. Cette leçon est administrée aux peuples par la bourgeoisie elle-même, qui ne tolère aucun compromis, et qui marginalise les tenants d'un « socialisme de marché » ou d'un « capitalisme social ». Une autre manifestation de cette tendance à la réaction, c'est ce vaste front uni anticommuniste qui se déchaîne, au moment même où est proclamée la mort du communisme. Ceci vient rappeler que l'anticommunisme n'est pas seulement lié à l'état du mouvement communiste, mais résulte des contradictions du capitalisme. Les principales idées de l'anticommunisme ont en fait préexisté au socialisme réel. Par exemple, il est de bon ton de condamner aujourd'hui le « socialisme étatique ». Or, dans la propagande libérale, « étatismisme » et « socialisme » devinrent synonymes au XIX<sup>e</sup> siècle, bien avant la révolution d'Octobre. À cette époque et au tournant du siècle, toute espèce d'extension du secteur public (des chemins de fer jusqu'au monopole fiscal des allumettes) étaient vilipendées comme du « socialisme ».

En 1848, le *Manifeste* commence par ces mots :

*« Un spectre hante l'Europe — le spectre du communisme. Où est le parti d'opposition que ses adversaires au pouvoir n'aient dénigré en le qualifiant de communiste, où est le parti d'opposition qui n'ait à son tour jeté à la face des hommes plus avancés de l'opposition tout comme à ses adversaires réactionnaires, le reproche infamant de communisme ? »*

Or, à l'époque, non seulement aucun pays socialiste n'avait vu le jour, mais les positions des communistes eux-mêmes étaient si peu connues et si peu affirmées que c'était précisément cette situation qui avait décidé Marx et Engels à rédiger le *Manifeste* :

*« Il est grand temps que les communistes exposent ouvertement à la face du monde entier leur manière de voir, leurs buts et leurs tendances et opposent à la légende du spectre communiste un manifeste du parti lui-même. »*

En dépit du ralliement des pays de l'Est aux valeurs bourgeoises, le « reproche infamant de communisme » continuera à être lancé contre tout courant politique ou force idéologique qui tentera de s'opposer aux méfaits du capitalisme et de développer le sens de la critique sociale. Quelle que soit donc la réalité du communisme, l'anticommunisme est inhérent à la pensée bourgeoise moderne. La base matérielle de ce courant, c'est la tendance du capitalisme à créer des contradictions qui ne peuvent être résolues que par le socialisme et à produire lui-même la force sociale qui conduira cette révolution : les ouvriers, qui, dans le monde actuel, se comptent par centaines de millions.

Dans ce cadre, on a vu également que le seul pays demeuré socialiste, l'Albanie, fait l'objet d'une campagne démesurée, où les actes hostiles et les pressions de toutes sortes se conjuguent pour le faire céder, évidemment en vain !

Mais les choses vont aller plus loin. Une autre bataille fait rage désormais, qui consiste à comparer nazisme et communisme dans un premier temps, pour ensuite dresser une hiérarchie où le second paraît pire que le premier. Le rejet du communisme doit logiquement s'achever dans une sorte de réhabilitation du nazisme. La querelle des historiens allemands de 1986 était terriblement prophétique. Aujourd'hui, on en est à prétendre ériger en RDA des monuments à la gloire des nazis victimes de l'Armée rouge. On voit bien les progrès de l'idéologie de l'extrême droite en France, aujourd'hui assise sur une véritable force politique.

Ainsi, « socialisme ou capitalisme » peut aussi devenir « socialisme ou barbarie », si les forces de progrès ne se mobilisent pas dans la lutte contre le capital. Quel est l'état de ces forces ?

Le fait que le révisionnisme s'effondre non pas sous les coups d'un mouvement révolutionnaire, mais grâce aux pressions de l'Occident et sous le jeu de ses contradictions internes — que les gorbatchéviens cherchent à surmonter en accélérant la restauration du capitalisme —, laisse les peuples désarmés. Les difficultés et les échecs des partis révisionnistes au pouvoir à l'Est, ou dans l'opposition à l'Ouest, ont produit sur la conscience de bien des gens l'impression qu'on n'allait pas assez loin dans les réformes, et qu'au fond on ne tournait pas assez radicalement le dos au vrai socialisme. En conséquence, la juste lutte des peuples contre les nouveaux bourgeois révisionnistes n'accède pas à l'autonomie et se laisse détourner de ses objectifs par les forces pro-occidentales comme par les nouvelles équipes gorbatchéviennes. Celles-ci deviennent rapidement l'objet sinon de la haine, du moins de la suspicion de la part de larges couches de la population. En URSS et en Hongrie, des taux d'abstention records sapent les grandes messes électorales ; en Pologne, les ouvriers quittent en masse Solidarnosc, et beaucoup d'entre eux rejoignent l'ancien syndicat unique, qui compte désormais deux fois plus d'adhérents que la congrégation de Walesa.

Comme dans les pays de l'Europe de l'Ouest, les forces de résistance contre le capital existent ; mais elles demeurent dispersées, inorganisées, souvent divisées, réprimées. Elles n'ont pas droit à la parole, laissant les idées les plus réactionnaires se répandre. La pression réactionnaire sur les esprits et le trafic idéologique atteignent un degré inouï. Non seulement les idées et les comportements les plus réactionnaires à tous les échelons de la société sont affublés d'une « légitimité démocratique » qui bafoue l'idéal démocratique, mais la représentation qui est donnée de la scène idéologique (« la faillite du communisme ») et de la situation historique actuelle (« la démocratie et la paix ont gagné ») est totalement faussée. Les nouveaux convertis au capitalisme, déguisés en démocrates angéliques, se livrent à une gigantesque reconstruction du monde pour mettre en doute la légitimité des revendications de classe et les conquêtes obtenues grâce à la lutte anticapitaliste séculaire. Au moment précis où le capitalisme se trouve, après une période de développement illusoirement pacifique, au pied du mur d'une véritable crise mondiale, seuls ses défenseurs ont le droit d'expression.

Notre univers idéologique est martelé par le mensonge permanent sur la nature du régime capitaliste, sur son histoire, ses crises et ses crimes, son absurdité sociale et sa quotidienne injustice, sa violence et son antidémocratie foncier. Il est marqué par le refoulement de toutes les perversions des valeurs démocratiques (« le pluralisme ne doit pas porter atteinte au consensus », « la civilisation mène à l'individualisme et à l'apolitisme », etc.) et le refus de voir en face les réalités historiques du monde actuel (l'euphorie sur les événements à l'Est, l'aveuglement sur les tensions de classe et entre pays rivaux à l'Ouest).

En France en particulier, l'intelligentsia corrompue (nous désignons ici les intellectuels qui disposent de la liberté d'expression) mène depuis quelques années une campagne déchaînée contre le communisme comme contre toute idée de progrès et toute pensée critique. Ces idéologues « de gauche », qui prétendent traquer toute violation des droits de l'homme, se sont fait l'instrument du racisme en pourfendant les porteuses de voile ; ils n'ont pas bronché lorsque le gouvernement français a expulsé des démocrates gabonais pour protéger les régimes africains de parti unique ; ils n'ont pas signé de pétition pour soutenir le combat de la jeunesse ivoirienne ; ils mènent une campagne avilissante contre l'Albanie socialiste ; ils ne disent rien lorsque près de trois millions d'Albanais de Yougoslavie sont réprimés, opprimés et qu'ils vivent dans un État de non-droit.

Ces grands traits se conjuguent pour entretenir la grande désorientation politique à laquelle on assiste aujourd'hui. Même ceux qui sont les plus conscients du désastre auquel conduisent inéluctablement les forces de destruction et d'exploitation qui assurent la domination du capital à l'échelle de la planète ont peur de remonter jusqu'aux racines des problèmes, d'où les limites des critiques (« le capitalisme est bon en soi mais possède de mauvais aspects ») et la faiblesse des alternatives proposées lorsqu'une alternative il y a (« il faudrait que la raison... »). Le capital peut dormir sur ses deux oreilles tant qu'il neutralisera l'arme de la critique et qu'il sera en mesure d'extirper toute nouvelle pousse mettant en cause son hégémonie idéologique.

Le déclin actuel du mouvement révolutionnaire est une tendance profonde, marquée par l'échec avéré du socialisme dans le pays de la révolution d'Octobre par suite de la gangrène révisionniste. Le passage du socialisme au révisionnisme dans les années cinquante-soixante a conduit à la destruction des partis politiques de la classe ouvrière. On le voit dans les pays de l'Est, où les anciens partis communistes volent en éclat ou s'auto-proclament partis bourgeois. Le processus n'est pas moins engagé dans les pays capitalistes où les vieux partis ouvriers sont divisés, marginalisés, discrédités et où ils ont depuis longtemps perdu toute autorité politique et idéologique.

Le reflux ne porte pas seulement aujourd'hui sur une phase particulière de la lutte, mais sur la perspective révolutionnaire elle-même. Le socialisme **a existé, il a échoué**. Ce temps passé est martelé pour interdire toute perspective d'avenir à l'humanité. Les deux questions centrales de tout combat politique, celle du pouvoir et celle de l'organisation, ne sont plus posées. La réflexion du mouvement ouvrier reste aujourd'hui en-deçà, laissant celui-ci désarmé et paralysé.

Dans cette situation, retrouver le sens théorique et l'esprit du combat politique est une tâche particulièrement ardue. Elle est cependant à notre portée. L'exemple « insolent » de l'Albanie, qui résoud de manière dynamique et audacieuse les problèmes de son développement dans la voie du socialisme, est une puissante source d'inspiration. Par ailleurs, la misère sociale, l'oppression, la démocratie bafouée engendrent un esprit de résistance qui ne pourra que se renforcer, d'Est en Ouest. Inéluctablement, le mouvement social grandissant devra « faire un pas dans son expression littéraire », comme le disait Marx. **La Voie du Socialisme** y contribuera pour sa modeste part.

*La Voie du Socialisme, avril 1990*

### **Notes :**

<sup>1</sup> « L'étendard religieux flotta pour la dernière fois en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle, et, cinquante ans plus tard à peine, la nouvelle conception classique de la bourgeoisie, **la conception juridique** entra en scène en France sans déguisement. C'était une sécularisation de la conception théologique. Au dogme, au droit divin, se substituait le droit humain, à l'Église l'État. Les rapports économiques et sociaux, que l'on s'était autrefois représentés comme créés par l'Église et le dogme, parce que l'Église leur donnait sa sanction, on se les représentait maintenant comme fondés sur le droit et créés par l'État. » Cf. article publié en 1887 (*Marx-Engels sur la Révolution française*, Editions sociales, 1985, p. 237.)

## LA CRISE A L'EST : QUELLE VICTOIRE POUR LA BOURGEOISIE ?

Claire Pascal

En applaudissant l'effondrement du système politique et économique des pays de l'Est, les commentateurs se réjouissent de la mort du marxisme, et du rêve socialiste. Pourtant, l'enthousiasme initial a rapidement laissé la place à l'inquiétude : l'Occident capitaliste, déjà déchiré et affaibli, se découvre « domino » lui-même, victime de cette interdépendance qu'il ne cesse de prôner à tort et à travers. Loin de le conforter dans sa gloire éternelle, et de permettre sa « sortie de crise » et sa croissance, la crise des pays révisionnistes révèle son propre déclin et peut l'accélérer.

C'est que l'évolution idéologique inéluctable du révisionnisme qui le conduit désormais à présenter ouvertement le capitalisme comme « condition *sine qua non* de la démocratie », se heurte dans son application pratique à des obstacles insurmontables : la situation politique et économique révèle un système paralysé, incapable de surmonter ses contradictions et de se transformer, autrement qu'en déchaînant la violence d'Etat.

Entre l'impossibilité de mesures graduelles (« on ne peut pas sauter par dessus un précipice en deux fois »), et les risques politiques de l'« électrochoc », les tenants de l'« évolutionnisme » n'arrivent pas à définir leur politique.<sup>1</sup>

« Les peuples et leurs dirigeants semblent s'imaginer que l'on sort du communisme aussi facilement qu'on y entre. Ce n'est malheureusement pas le cas. »<sup>2</sup> Les « peuples » ne semblent justement guère imaginer ce genre d'exercice. Leur préoccupation est tout autre car « le pire serait que, par dogmatisme de certains, à l'Est comme à l'Ouest, l'un ou l'autre de ces pays ne s'engage dans la voie d'une « latino-américanisation » (hyperinflation, endettement, inégalités sociales...) dommageable pour tous. »<sup>3</sup>

Le « pire » étant déjà là, et les « latino-américains » ayant déjà créé le néologisme de « polonisation », certains observateurs ne peuvent désormais que constater, entre autres, la « haine » des Soviétiques pour le régime de Gorbatchev, et s'interroger sur les risques de guerre civile (et non pas religieuse ou nationaliste) généralisée en Union Soviétique, sur cette ambiance de nouvelle « Grande Peur » qui y règne.

Le capital occidental erre donc de l'anticommunisme classique à la croisade la plus hystérique contre le « danger islamique » pour justifier son approbation des inévitables mesures d'autorité prises par les nouveaux apôtres du « business » à l'Est, aux ordres du FMI. Il déploie toute son énergie à pourrir les mouvements populaires, attisant le nationalisme ici, finançant les partis fascistes là, maintenant la terreur révisionniste ailleurs, achetant les nouvelles classes dirigeantes, fringants économistes et fiers technocrates : toute une nomenklatura où se mêlent sans distinction « conservateurs » et « réformistes » qui, pour s'enrichir et permettre l'enrichissement d'une frange étroite de la société, bradent leurs pays pour quelques dérisoires dollars de plus.

Ce à quoi nous assistons dans les pays de l'Est, c'est la lutte à mort que se livrent les nouvelles classes propulsées au pouvoir et le mouvement social ; ce que nous voyons, c'est la pourriture des intellectuels qui s'y affichent d'autant plus combattants des droits de l'homme qu'ils sont anticommunistes, bigots et libéraux (combien de temps encore va-t-on applaudir l'arrivée au pouvoir du poète, ami du pape et de Gorbatchev ?) ; ce que tout le monde voit enfin, c'est la résistance de ces mouvements sociaux, leur courage et leur combativité, eux que nos maîtres à penser, justement, avaient déclaré inexistantes pour cause de lobotomie totalitaire !

Le vide que laisse le révisionnisme à l'agonie est un vide terrible pour la bourgeoisie : quel écran de fumée, quelle nouvelle idéologie de la trahison va-t-elle concocter pour cacher sa misère :

*« le libéralisme économique n'a toujours pas trouvé de réponse à des problèmes fondamentaux comme le sous-développement, l'endettement et l'inflation galopante de tant de pays du tiers-monde, le chômage, la pollution de la planète. Un jour ou l'autre, c'est inévitable, la marée changera une fois de plus de sens... »*

4

Voilà donc la production idéologique bourgeoise dans une situation inextricable. Ses penseurs ne peuvent se laisser aller au panégyrique du capitalisme : ils savent d'avance que leur succès n'est pas garanti dans la clientèle qu'ils doivent ramasser.

La dégénérescence dans l'application historique des principes marxistes-léninistes prouverait, à leurs yeux d'intellectuels revenus du « scientisme », moins l'erreur que l'ambition démesurée de revendiquer le marxisme en tant que science. Grands moralisateurs eux-mêmes, ils n'en parlent que comme d'une pensée morale, d'une utopie pour miséreux, et passent ainsi sous silence la valeur vérifiée de ses analyses économiques, sociales et politiques. Certains d'entre eux savent pourtant parfaitement qu'au-delà d'un idéal de société qu'il sera par ailleurs impossible de faire disparaître des consciences, c'est du marxisme en tant que méthode d'analyse scientifique que les peuples ont cherché à s'emparer et que c'est de cette seule philosophie dont ils puissent vouloir s'emparer.

Car telle est bien leur terreur secrète, fondée sur leur propre constat : il n'y a rien pour remplacer le marxisme ; c'est aujourd'hui la seule idéologie qui donne un sens au monde, en donnant des armes aux peuples.

### **La crise à l'Est : quelle place pour la lutte révolutionnaire ?**

Mais les marxistes savent également que l'approfondissement des contradictions, d'une ampleur inouïe, n'a pas créé de situation immédiatement révolutionnaire. Les récentes années sont au contraire marquées par la montée des politiques et des mouvements réactionnaires, sans opposition progressiste ni révolutionnaire organisée pour faire face à leur arrogance et à leur progression, à l'Est comme à l'Ouest. Aucune organisation, aucune ligne ne viennent transformer en programme et en stratégie de prise de pouvoir les revendications et les aspirations des millions d'hommes et de femmes aujourd'hui en lutte.

Comment qualifier cette étape ? Les analyses marxistes-léninistes avaient clairement dénoncé l'essence du révisionnisme, ses objectifs, et annoncé sa fin. Mais la vérification actuelle n'empêche pas qu'il y a reflux de la lutte révolutionnaire : c'est sans lutte idéologique et politique que le révisionnisme se bat contre ses propres contradictions, et aucun parti marxiste-léniniste n'a levé son drapeau dans les pays entraînés par le marasme. Seul le Parti albanais a donné de longue date son analyse sur cette évolution et affirme clairement son hostilité aux politiques actuelles dans les pays de l'Est.

Il y a crise idéologique profonde, dans la mesure où le révisionnisme apparaît, dans les pays de l'Est comme dans les pays occidentaux, non plus comme incapable de se donner l'image d'une idéologie de combat et de conquête du pouvoir, mais ouvertement comme l'idéologie même du maintien et de la restauration capitaliste. Il apparaît comme la référence moderne des théories réformistes et opportunistes : multiformes, ressurgissant sans cesse, ces dernières, mises en cause par les bouleversements en cours, n'apparaissent plus comme des idéologies possibles.

Les révoltes qui éclatent et s'expriment un peu partout révèlent un profond désarroi, conséquence de la désorganisation politique de la classe ouvrière, œuvre des pouvoirs et des partis révisionnistes. Prétendant de la haine ouverte contre les partis communistes au pouvoir dans les pays révisionnistes, on glose sur l'anticommunisme des peuples qui vivent sous le joug révisionniste.

Mais les tendances « conservatrices » dénoncées par les dirigeants de la perestroïka s'appellent « égalitarisme », « haine de la propriété privée », et les attaques et les calomnies continuent de s'abattre sur le pouvoir révolutionnaire de Lénine et de Staline, comme s'il restait la référence positive de millions de Soviétiques.

Et quels partis les dirigeants « libérateurs » laissent-ils prospérer en Roumanie, Hongrie ou RDA : les plus réactionnaires, peuplés d'anciens nazis, ou, au besoin, alimentés par des troupes de l'Ouest (dans le cas de la RDA). Toutes ces déclarations et ces manœuvres prouvent à elles seules que l'idéal communiste n'est pas mort, et que même inorganisées, les résistances sont fortes.

L'apparition du révisionnisme fut étroitement liée à la stratégie que le capital avait mise en œuvre dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale : la création des blocs, l'invention du Rideau de fer, l'incroyable pression exercée sur les peuples qui ont l'audace de lui résister et son cortège de massacres et de génocides ; le partage du monde, les chasses gardées. Certes, tout ceci fut bien, et reste (voir le vrai partage du monde à Malte) une **stratégie de lutte contre le communisme**. Mais aujourd'hui, où cela a-t-il mené ? À une bien piètre victoire, où le capital se retrouve face à lui-même, face à son désordre, son anarchie, sa violence, son mépris ; face à son incapacité essentielle à organiser et à permettre le progrès de l'homme ; face à son besoin de détruire pour survivre encore un peu.

## Combattre encore et toujours le révisionnisme

La décomposition actuelle du révisionnisme ne résulte pas des coups portés par les révolutionnaires et les anti-opportunistes. C'est de décomposition interne que souffrent ce système et cette idéologie. Ainsi la bourgeoisie reste le maître apparent du jeu, peut proclamer la défaite du communisme et de la lutte révolutionnaire. La classe ouvrière n'aurait plus qu'une issue : admettre que la solution aux maux engendrés par le capitalisme est dans le capitalisme lui-même, et que le régime qui la maintient en esclavage est le meilleur, donc éternel.

Le révisionnisme renforcerait la bourgeoisie dans sa victoire, si les peuples étaient en mesure d'approuver la misère dans laquelle on les jette ! Le désarroi et l'amnésie ne sont pas des états suffisants pour annihiler la combativité des exploités : les causes qui ont engendré la révolution d'Octobre existent toujours, voire plus que jamais, compte tenu du nombre de pays entraînés dans la tourmente.

Le révisionnisme doit aujourd'hui disparaître ou changer de forme : c'est une des conditions de la survie de la domination bourgeoise, car si son succès fut assuré au détriment du mouvement révolutionnaire, sa victoire *post mortem* ne sera pas sans conséquence sur la situation politique et idéologique de la bourgeoisie.

Les idéologues bourgeois ont désormais consommé l'essentiel de leur énergie à combattre le marxisme, sous sa forme vivante d'abord, puis sous la forme dogmatique qui lui a été substituée, enfin comme un spectre.

Cette lutte de plusieurs dizaines d'années, terrorisante et étouffante, a nécessité l'enrôlement de générations entières de militants et d'intellectuels et elle produit aujourd'hui une réelle régression de la pensée, opposée au développement objectif de la production, de la science et de la société.

Le révisionnisme avait transformé l'image du réformisme traditionnel (contre lequel il prétendait lutter), pour lui donner une allure révolutionnaire : du rafistolage social du capitalisme dans l'attente d'une hypothétique révolution naturelle à l'affirmation que la révolution n'est rien d'autre que la fusion pacifique et progressive du capitalisme et du socialisme, on aboutit ainsi à l'apologie sans fard des valeurs bourgeoises et des « mécanismes naturels » du marché.

C'est bien cette pensée qui est aujourd'hui en crise ; et c'est sur cette idéologie que la bourgeoisie affirme sa victoire, donc sur sa créature et sur son propre système d'asservissement.

Il faut rappeler l'origine de ce révisionnisme moderne, pourquoi et dans quelles circonstances il s'est développé après 1945, dans quelles circonstances encore, il en est arrivé à la situation actuelle. Il faut aussi rappeler l'entente entre Moscou et les eurocommunistes (dont le PCF) sur ces évolutions idéologiques, et dont les bases expliquent et la crise des pouvoirs révisionnistes à l'Est, et la crise des partis révisionnistes à l'Ouest.

La première étape légitima la révision du marxisme à l'aide du marxisme, l'abandon de la voie révolutionnaire au nom de la révolution, l'alliance avec la bourgeoisie impérialiste comme stratégie prolétarienne. La violence de l'exploitation capitaliste fut alors systématiquement sous-estimée. La révolution devint l'affaire d'experts qui prenaient en charge sa préparation grâce aux compromis successifs passés avec l'aile éclairée de la bourgeoisie.

Cette voie a échoué : à l'Ouest, elle a laissé les mains libres à la bourgeoisie pour appliquer ses plans d'austérité et supprimer un à un les acquis des luttes ouvrières. À l'Est, les embryons de réforme ont plongé les anciens pays socialistes dans le chaos. Ce chaos est aujourd'hui mis sur le compte du marxisme-léninisme par les révisionnistes qui se font un devoir de le rejeter désormais ouvertement, comme d'ailleurs l'exigent les puissances occidentales pour accorder leurs crédits. Il ne se passe pas un jour où l'anticommunisme de l'Ouest ne cite « l'autocritique » des révisionnistes de l'Est pour prouver sa bonne foi et montrer que le marxisme est sans avenir.

Quelle est dès lors l'idéologie nouvelle du révisionnisme ? Les vertus démocratiques du marché, du profit et de l'exploitation libre du travail d'autrui ! D'après cette nouvelle pensée, détruire le système de production capitaliste serait détruire la société moderne, la société démocratique, le progrès...

Moscou égrène aujourd'hui les plus vieux dogmes de la pensée réactionnaire. L'approuvent les bourgeois qui voient quarante ans de lutte pour effacer Octobre enfin récompensés ; l'approuvent aussi les « rénovateurs » en tous genres, parce qu'ils y trouvent la justification historique de leur dissidence et de leurs renoncements.

La continuité entre les vieilles thèses des réformistes du début du siècle et les « théories novatrices » d'aujourd'hui a pu être masquée par l'objectif même du révisionnisme : se faire passer pour une théorie moderne et moderniste, prenant en compte les développements du capitalisme.

Les thèses les plus éculées de l'opportunisme sont ainsi présentées comme des « avancées théoriques ». Hier, la démocratie fut érigée en valeur universelle au-dessus des classes. Aujourd'hui, cette valeur n'est plus par elle-même fondatrice, il lui faut en préalable le marché et ses lois de concurrence et de profit. Le capitalisme est ainsi historiquement et moralement justifié : il est le fondement économique de la démocratie.

Sur cette base, la bourgeoisie s'estime en droit de se réserver la possibilité tantôt de respecter les formes démocratiques définies par elle-même, tantôt d'user de la dictature ouverte : c'est pour défendre la démocratie qu'elle use du suffrage universel ici, et des bombes ou des tortures là, massacrant les peuples qui se dressent contre les effets du marché. Il ne faut pas oublier que ce sont les régimes démocratiques qui ont engendré le fascisme et le nazisme.

Sur cette même base, la classe ouvrière a le droit de se soumettre à ces règles de la démocratie et à leurs tenants : État, Église, Partis, Armée. Mais elle ne doit songer ni à se rebeller, ni « à sombrer dans la violence », ni à organiser son propre parti, ni évidemment à vouloir prendre le pouvoir, et prendre les armes pour que cela soit : elle porterait alors atteinte aux « droits de l'homme » !

## **En France**

Un jeu de miroir nous renvoie une image glacée et inquiétante de la situation politique dans notre pays. Les forces actives y sont comme piégées : piégées par cet héritage de la révolution abondamment « fêtée » en 1989 <sup>5</sup>, qui rendrait définitivement intouchable notre système politique actuel. Piégées surtout par ce fruit pourri qu'est l'idéologie révisionniste : bien au-delà de la situation interne du PCF, et de la crise que traversent les pays de l'Est, elle empoisonne la pensée politique en France depuis des décennies.

Nous n'en avons pas encore fini avec cette chape de plomb idéologique qui a réduit au silence politique tous les mouvements sociaux de ces dernières années. C'est maintenant que nous mesurons avec le plus d'acuité les ravages exercés par le révisionnisme dans notre pays, alors que sa nature réactionnaire est désormais patente à l'Est et que le PCF achève sa marginalisation dans la quasi indifférence générale (en particulier dans la jeunesse).

Comment a-t-on avili et stérilisé les révoltes récentes de cette dernière ? : avec l'humanisme, le pacifisme, l'anti-racisme, l'écologie, le verbiage égalitaire, le démocratisme, le pluralisme. Bref, en favorisant la dépolitisation à haute dose au profit d'une neutralisation angélique, administrée par les politiciens professionnels ; avec des idées sans conteste grandes et nobles, mais qui ne sont qu'un nuage d'illusions visant à dissimuler le seul et unique objectif de la lutte révolutionnaire : le pouvoir politique ; et les moyens de la lutte : l'organisation politique.

Jeunes et travailleurs n'en ont tiré comme expérience qu'un plus grand mépris pour ces experts de la politique, à l'image de ceux qui ont prétendu les récupérer dans ces organisations sans lendemain des périodes « spéciales élections ». Mais de trop de mépris pour l'autre, on glisse, faute de pouvoir se battre pour un idéal pris en otage par quelques professionnels de la trahison et du strapontin bureaucratique, au mépris de soi-même, de sa vie et de sa dignité : c'est de cette gloire là que le réformisme et le révisionnisme peuvent s'enorgueillir !

La jeunesse est aujourd'hui la victime principale et totale du système politique et économique que le PCF a délibérément cautionné et protégé pendant des décennies : c'est elle qui connaît le chômage, les bas salaires, la sélection, la drogue, l'impossibilité matérielle et financière d'être responsable et indépendant, de construire une famille ; c'est elle qui subit les conséquences de la dépolitisation et de l'interdiction d'une culture politique et idéologique, qui la laisse sans arme et sans voix.

Et pourtant, c'est elle qui a montré de façon éclatante son adhésion aux grands principes progressistes auxquels certains la prétendaient indifférente voire hostile : droit à l'éducation, anti-racisme, justice ; elle a fait tomber le ministre Devaquet, elle a salué le passage d'Arafat à Paris, elle s'indigne de l'oppression en Kanakie, et partage la joie et l'espoir de la jeunesse de Soweto, etc.

### **« Le chapitre capital des libertés » : humanisme, pacifisme, démocratie**

Comme naguère au nom de la grandeur de l'État français, c'est désormais au nom de l'humanisme que les membres du gouvernement lancent leurs idées et leurs projets les plus réactionnaires. C'est par le terrorisme de mots usurpés à la conscience démocratique, comme « droits de l'homme », pacifisme, laïcité, ou dignité, que les classes moyennes se rangent derrière la bannière des croisades xénophobes, racistes et anticommunistes de la « laïcité » et du « devoir d'ingérence ».

Le très humaniste Rocard se flatte du nombre de ses exclus, de son souci d'une France propre, qui « n'a pas à accueillir toute la misère du monde » et qui va trier ses « vrais réfugiés » !

Le très humaniste Dumas en appelle au devoir d'ingérence pour applaudir les interventions des armées américaine et soviétique, pour montrer à la face du monde démocratique et libre la capacité de la France à s'incliner en mille courbettes devant les maîtres du monde, pour montrer leur enthousiasme de grands démocrates quand il s'agit de bafouer le droit à l'indépendance et le principe de souveraineté nationale des pays qui refusent les règles du jeu impérialiste.

Quelle leçon de droits de l'homme ont-ils à donner, eux qui gèrent et promeuvent un système qui bafoue tous les jours le droit au travail, le droit au logement, le droit à la santé et à l'éducation ?

De quelle leçon de droits de l'homme, de démocratie et de pacifisme, se prétendent-ils les auteurs et professeurs, eux qui refusent l'indépendance aux pays colonisés « d'Outre Mer » et ne reculent devant aucun bain de sang, eux qui vendent leurs « hautes technologies de destruction » aux plus offrants ?

De quelle école laïque parlent-ils, quand cette école choisit les marques d'appartenance religieuse qu'elle accepte, et celles qu'elle refuse, quand surtout cette belle école laïque ne fait que reproduire et renforcer les inégalités sociales ?

C'est ceux-là mêmes qui jouent aujourd'hui les représentants de commerce à l'Est : quelles perspectives grisantes veulent-ils vendre à ces peuples ? La loi du marché, le libéralisme, le droit à l'initiative privée, mais aussi le pluralisme, la démocratie parlementaire, les élections libres. Tous ces bienfaits que nos sociétés capitalistes nous distribuent si généreusement, et que nous savons apprécier à leur juste valeur : chômage, misère du plus grand nombre, luxe insolent des classes dirigeantes, RMI, matraque et abstentionnisme de masse...

Le pouvoir réformiste si arrogant dans sa victoire contre « le communisme » peut s'inquiéter de son avenir : face aux divers mouvements sociaux qui ont éclaté depuis trois ans, il avait affirmé ouvertement que l'ordre économique qu'il prétend gérer et préserver doit s'appuyer sur la misère matérielle, intellectuelle et morale du plus grand nombre ; et que ce même « ordre », qui a exigé naguère l'assassinat en Kanakie, les expulsions au pays basque, impose aujourd'hui le soutien à tout ce qui s'affirme anticommuniste et la guerre ouverte à tout ce qui s'oppose au libéralisme et à la loi du marché, à tout ce qui ne considère pas que le capitalisme est la fin idéale de l'humanité.

Or le pouvoir réformiste n'a pas seulement failli dans sa gestion sociale intérieure : la flexibilité de l'emploi, les bas salaires, la paupérisation massive des jeunes d'un côté, le renforcement de la spéculation et l'enrichissement de quelques-uns de l'autre auront fait du « dialogue social » et de la « modernisation » des slogans qui ne déchainent que la haine dans les classes exploitées ; sa gestion politique est aussi en cause : les classes moyennes et les milieux intellectuels, ceux des votes « la gauche vaut mieux que la droite » ou plus récemment écologistes ne peuvent que constater aujourd'hui l'échec de ce consensus qui a tant contribué à leur bonne conscience de petits-bourgeois : la France n'est pas encore assez « ghettoïsée » pour que les conséquences dramatiques du libéralisme mondial leur soient totalement épargnées. Atteints dans leur confort de couches jusqu'à présent protégées (en particulier par l'héritage catastrophique qu'elles vont laisser à leurs enfants), ce sont elles qui en appellent aux « mesures d'urgence », à l'« assainissement », au « réalisme ».

Ce sont les intellectuels qui ont justifié à la place du pouvoir ses mesures racistes contre les immigrés : l'« affaire du tchador », et ses conséquences électorales parfaitement prévisibles, leur ont permis d'exprimer enfin leur haine de classe et leurs sentiments les plus réactionnaires.

À qui parler de consensus, de paix et d'humanisme, lorsque, malgré leur grande réconciliation sur l'autel du capital, les deux Blocs continuent à fourbir leurs armes.

Car quelle troisième voie, quelle négociation sont encore envisageables ? Comment faire encore accepter la violence du capital et toujours nier le droit à l'organisation politique et à la violence révolutionnaire ? Rejetés et méprisés par la majorité, comment les partis politiques français peuvent-ils encore justifier les vertus d'un pluralisme qui prône unanimement des mesures toujours plus inégalitaires, xénophobes et répressives ; pourris et couverts de ridicule, comment les députés peuvent-ils encore vanter au-delà des frontières les joies du parlementarisme alors qu'ils votent leur propre amnistie ? Parti quasi unique au pouvoir, comment le parti socialiste peut-il en appeler au nécessaire partage des pouvoirs et au multipartisme pour les autres ?

L'agonie du système révisionniste n'est pas encore achevée à l'Est que bien des observateurs y voient mille dangers surgir : cette victoire idéologique sur fond de marasme économique et de réaction ne peut plus laisser espérer de suite pacifique.

Personne n'imagine que les systèmes politiques et économiques des pays occidentaux vont sortir indemnes de ce bouleversement, d'autant que les mille dangers qui s'y accumulent là aussi sont devenus perceptibles et, il faut l'espérer, vont favoriser la politisation de la jeunesse et des militants progressistes qui ne peuvent accepter d'être les victimes passives de la réaction.

#### **Notes :**

<sup>1</sup> Voir dans ce numéro l'article de Stéphane Bruel, « D'Est en Ouest : la crainte du chaos ».

<sup>2</sup> *Le Monde* du 30 janvier 1990.

<sup>3</sup> *Le Monde* du 24 janvier 1990.

<sup>4</sup> André Fontaine, *Le Monde* du 27 janvier 1990.

<sup>5</sup> Voir dans ce numéro l'article de Bernard Peltier, « L'histoire : un enjeu idéologique et politique ».

## **D'EST EN OUEST : LA CRAINTE DU CHAOS**

*Stéphane Bruel*

Dans quel sens les relations Est-Ouest vont elles évoluer ? Quelles en seront les conséquences pour l'occident capitaliste ? Une impressionnante machine de propagande s'est mise en place pour commenter quotidiennement les événements qui surviennent à l'Est. Plusieurs idées forces ressortent. La première, c'est le triomphe absolu, définitif, du modèle capitaliste, de l'efficacité économique qui lui est propre, de la liberté qu'il autorise. Une seconde opinion soutient que s'ouvre une ère de prospérité. L'Est offrirait d'immenses possibilités de débouchés, qu'il suffirait de cueillir, même si l'Afrique doit en pâtir. Enfin, on nous dit que la paix serait maintenant assurée. L'Allemagne sera réunifiée. La Grande Europe est pour demain. Les deux Grands ne discutent, paraît-il, que de désarmement. Certains commencent même à envisager la reconversion des industries d'armement, ou l'utilisation des milliards qui ne seront plus nécessaires à la Défense.

Cette propagande déversée depuis le lancement de la perestroïka s'est épanouie au deuxième semestre 1989, lorsque l'une après l'autre les vieilles équipes dirigeantes de l'Est ont cédé la place aux hommes de Gorbatchev. Mais à peine tombé le dernier domino, la Roumanie, le ton change et on nous assure aujourd'hui que les lendemains de la démocratie ne chanteront pas. « Les événements à l'Est, qui avaient fait naître les plus grands espoirs au départ, aujourd'hui, font peur » avoue l'éditorial du *Monde* (26 janvier 1990), qui ajoute : la « crainte du chaos » commence à l'emporter.

### **Un modèle en piteux état**

Les peuples de l'Est, qu'on présente comme asservis par des dizaines d'années de domination de l'idéologie communiste, devraient donc apprendre ou réapprendre la démocratie, les lois du marché, le culte du profit, le sens du management, du « risque personnel », de la concurrence. Mais d'où parlent les charlatans qui se penchent au chevet de l'Est malade ? Dans quel état sont leurs propres pays ? Quelle est la vigueur du modèle qu'ils veulent imposer à l'univers ?

Le capitalisme a aujourd'hui atteint un degré extrême de putréfaction. Chacun peut en voir partiellement les effets dans sa vie quotidienne, tant la puissance de l'oligarchie financière et de sa machinerie d'Etat exerce son action dans tous les domaines de la société. Mais dès que l'on veut dresser même sommairement un tableau général de cette action, la nausée vous prend devant le spectacle de la barbarie. Marx disait que le plus grand obstacle au développement du capital est le capital lui-même. Il jetait ainsi les bases d'une théorie de la force de destruction et d'autodestruction du capitalisme qui s'est pleinement vérifiée de nos jours. La contradiction interne d'un tel système, insoluble dans le cadre des rapports capitalistes, lui impose de ne survivre qu'en se développant (c'est ce que certains ont appelé à tort son « côté positif »), alors qu'il ne peut se développer qu'en se détruisant.

La « prospérité » occidentale est grosse de contradictions : les inégalités sociales à l'intérieur des Etats et les inégalités entre Etats s'aggravent, de même que la « guerre économique ». Aucun développement harmonieux de la production de biens et de services n'est possible.

L'aggravation de la situation sociale dans les « pays riches » ne peut plus être masquée, comme elle le fut lors de la brève période de prospérité des années 60-70, qui a vu se cumuler les effets de l'essor de la production et de l'extension de la protection sociale. Nous parlons d'une époque où l'on jugeait explosive l'existence de 500 000 chômeurs ! Aujourd'hui, la CEE affiche officiellement 16 millions de sans-emplois. Ce phénomène est devenu si banal qu'on le considère comme la marque du « développement », comme la condition obligée de la « prospérité » (on annonce 400 000 chômeurs supplémentaires pour la Pologne, 700 000 pour la RDA dès qu'elle entrera dans la zone mark). Mais cette surpopulation croissante n'est que l'aspect le plus visible, le plus quantifiable, d'un phénomène autrement plus profond et plus grave, le paupérisme, dont le taux de chômage n'est qu'un lointain indicateur. C'est si vrai que c'est aux États-Unis, pays qui affiche un des plus faibles taux de chômage (5,2 % de la population active en 1989, contre 10 % en France), que le paupérisme est le plus effrayant. Emploi signifie désormais massivement emploi au rabais, mal payé, précaire, déqualifié.

Le cycle de croissance exceptionnellement long qu'ont connu les États-Unis et le monde industrialisé présente un trait caractéristique (contrairement aux années 60-70 par exemple) : la dégradation des conditions d'emploi. Entre 1979 et 1986, les USA ont perdu un million d'emplois stables et bien rémunérés dans l'industrie manufacturière, et le salaire horaire réel des ouvriers à plein temps est retombé à son niveau de 1962. La protection sociale s'effondre. *Business Week* (15 décembre 1986) révèle que, sur cette période, 70 % des emplois nouveaux ont été créés par des PME de moins de 100 salariés. Or, 45 % de ces PME n'offrent pas d'assurance-maladie, et 60 % ne cotisent pas pour la retraite. Les sidérurgistes nord-américains ont récemment organisé une grève qui a duré plusieurs mois pour préserver leur droit à la retraite.

En France, le rapport de synthèse publié par le CERC sur les revenus des Français parle du « tournant des années 80 ». C'est en effet à partir de 1982 que le revenu disponible des ménages a ralenti sa progression, marquant une tendance générale à la paupérisation relative (ce revenu a progressé deux fois moins vite que le revenu national entre 1982 et 1988, alors qu'il avait progressé plus vite que ce dernier entre 1974 et 1982), ainsi qu'une mise en évidence de la paupérisation absolue. La polarisation sociale s'accroît, avec les riches toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres. Le nombre de ménages en dessous du seuil de pauvreté (c'est-à-dire qui ont au maximum 2000 F par mois de revenu disponible par unité de consommation) s'est accru deux fois plus vite que le nombre total des ménages. En outre,

*« la part du revenu total des Français détenue par les 10 % de ménages les plus pauvres, en termes de revenu par unité de consommation, a diminué : de 3,2 % en 1979, elle s'est abaissée à 2,7 % en 1984, témoignant d'une dégradation de leur situation, non seulement en termes relatifs, mais aussi, semble-t-il, absolus. »*

Cette dégradation, due en grande partie au développement du chômage de longue durée et à la multiplication des emplois précaires (ces derniers touchant en particulier les jeunes), traduit le fait que « dans nombre de cas, on ne naît pas pauvre, on le devient. »<sup>1</sup>

Une autre marque effrayante de l'actuelle « prospérité » occidentale est le phénomène de la drogue. Les jeunes berlinois de l'Est mesurent bien le danger, qui manifestent contre l'ouverture de leur pays au trafic de la drogue importé d'Occident. La drogue touchait autrefois certaines couches des classes supérieures, à la recherche de « paradis artificiels ». Elle est aujourd'hui proposée aux jeunes qui veulent fuir l'enfer de leur vie quotidienne, sans avenir. Mais aujourd'hui, la production et le trafic représentent un enjeu financier considérable. Ainsi, le chiffre d'affaire du trafic mondial de la drogue équivaut au PNB de la Grande-Bretagne (600 milliards de dollars). Aux USA, il y aurait 20 millions de consommateurs réguliers. A Washington, la part du budget des ménages consacrée à la drogue dépasse celle destinée à l'alimentation. L'aggravation de la crise stimule l'offre de drogue dans certains pays du tiers-monde, et la demande dans les pays développés. La drogue se répand essentiellement dans les classes pauvres, les « classes dangereuses » que la religion ne suffit pas à calmer, et chez qui l'on répand aujourd'hui le véritable opium.

Au moment où l'on s'interroge sur la fin du cycle, tel est le tableau de la prospérité que l'Occident peut proposer aux peuples des pays de l'Est : pauvreté et chômage, misère sociale et culturelle, déchéance de l'homme au travail et hors du travail.

### **Plus on paie et plus on doit**

Ces tares sociales brièvement rappelées sont infiniment plus répandues dans ce qu'il est convenu d'appeler le tiers-monde. Le chômage par exemple. Les statistiques les plus optimistes faisaient état de 600 millions de chômeurs dans les pays en voie de développement (PVD) en 1985 (sur une population d'âge actif de 2,5 milliards d'individus). Compte tenu de la croissance démographique, pour faire face à la demande nouvelle et résorber le chômage actuel, les pays du tiers-monde devraient créer 47 millions d'emplois par an durant les quarante prochaines années. Ils ne le pourront pas si les relations Nord-Sud persistent dans la même tendance.

Car si « prospérité » il y a en Occident, non pas sur le plan social, mais au seul niveau des indicateurs économiques et boursiers, c'est en grande partie à cause d'une surexploitation des peuples du Sud. Le système de crédit a asservi les continents du tiers-monde, en particulier l'Afrique et l'Amérique latine,

prenant le relais de l'ancien colonialisme. Le revenu moyen des 500 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne n'était pas meilleur en 1987 qu'en 1967. En Amérique latine et en Afrique, dix ans d'austérité n'ont fait qu'accroître la dépendance de ces continents, où les « émeutes de la faim » ont fait des milliers de victimes. La dette de l'Afrique atteint aujourd'hui 134 milliards de dollars. Ses recettes d'exportations (café, cacao, coton, minerais) continuent à se dégrader d'année en année. Voilà le bilan de trente années de « décolonisation » en Afrique : en 1987, les cours de ces matières premières (précitées) étaient revenus à leur niveau de 1961 !<sup>2</sup> Or ces produits de base constituent entre la moitié et les  $\frac{3}{4}$  des rentrées en devise des pays africains. La dette du tiers-monde est telle (elle atteint maintenant 1300 milliards de dollars) que les flux financiers iront toujours dans le même sens : les pays pauvres financent les pays riches. Susan George estime qu'entre 1982 et 1989, le gain net pour les pays du Nord aura été de 287 milliards de dollars, soit quatre fois le plan Marshall.<sup>3</sup>

En même temps, les relations commerciales Nord-Sud régressent. Les gigantesques Konzerns issus des concentrations qui se sont accentuées ces dernières années cherchent à conquérir des marchés toujours plus rapidement. Cet état de fait pousse en avant le commerce international, alors que la production ne croît que modérément (alors même que le cycle est en phase ascendante). Cette divergence entre production mondiale et volume du commerce international ne cesse de s'approfondir depuis quelques années, traduisant la domination des grands groupes industriels et financiers et des États qui les protègent. 60 % du commerce mondial est effectué par dix pays. Les pays développés dominent ce commerce international. En trente ans, l'écart avec les PVD s'est aggravé. La responsabilité en incombe pour une grande part à la politique du FMI à l'égard des pays les plus endettés (compression des investissements et de la consommation, donc des importations) ; quant à l'obligation d'exporter, propre aux programmes FMI, elle consiste à exporter à tout prix (ce qui est d'ailleurs le propre des débiteurs, qui doivent retrouver des liquidités à n'importe quel prix), d'où la chute de la valeur des exportations de bon nombre de pays du tiers monde. Ainsi, malgré la phase ascendante de ces dernières années, seuls les prix de quelques matières premières (pétrole, métaux) ont augmenté, et dans de faibles proportions pour l'instant (suffisamment toutefois pour créer une certaine pression inflationniste, qui marque à quel point il est vital pour les pays développés de maintenir à un bas niveau le cours des matières premières).

La prospérité ne peut donc exister que sur la base de l'extension de la pauvreté, à l'intérieur des pays industrialisés comme à l'extérieur. Elle ne peut se maintenir, par ailleurs, qu'à travers une concurrence acharnée entre groupes et États capitalistes, et des déséquilibres irréductibles dans la sphère financière.

### **La guerre économique**

Le nouveau partage du monde entre groupes capitalistes établi après la Seconde Guerre mondiale a conduit à une situation inédite : dès que la grande puissance dominatrice, les USA, eut amorcé son déclin, les déséquilibres commerciaux, monétaires et financiers connurent une ampleur sans précédent et continuèrent à s'aggraver sans que l'on entrevoie une issue autre que violente. Le « modèle » occidental présente aujourd'hui une caractéristique singulière : l'inégalité de développement, qui est la loi de développement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, se manifeste à travers ces énormes déséquilibres qu'elle nourrit, en raison de la domination factice du dollar. Les USA, la principale puissance économique de ce monde, est le pays le plus endetté, affecté d'un déficit commercial chronique, connaissant un important déclin industriel, une baisse de la productivité, mobilisant une épargne intérieure trop faible, etc. La finance, qui fut longtemps au service du commerce international et des investissements à l'étranger, commandent désormais les échanges entre nations. Ceux-ci fluctuent au gré des taux de change et des taux d'intérêt, qui ne sont plus contrôlables par un quelconque centre de décision. Cela signifie entre autres que toute monnaie réputée forte est amenée à jouer un rôle déterminant sur les marchés des changes, processus qui tend à l'affaiblir et qui finit par la rendre extrêmement vulnérable, plongeant le système monétaire et financier international dans le chaos. C'est ce qui est arrivé au dollar. Cela peut arriver demain au mark et au yen, en particulier au mark en raison de son extension en Europe de l'Est. La mondialisation du marché et du commerce et l'inégal développement se traduisent par des excédents chroniques d'un côté, et par des déficits chroniques de l'autre. Les avoirs extérieurs japonais et ouest-allemands totalisent aujourd'hui 900 milliards de dollars, alors que dans le même temps les achats des avoirs nord-américains par les étrangers atteignent 1 000 milliards de dollars.

La circulation des capitaux doit être organisée et favorisée pour que l'énorme accumulation de richesses concentrées dans certains pôles puissent s'écouler, bref pour que les excédents financent les déficits. La particularité, c'est que le pays le plus déficitaire est aussi le plus hégémonique, c'est celui qui détient la monnaie de réserve (60% des réserves mondiales sont libellées en dollars, ce qui explique entre autres la nécessité pour les diverses banques centrales de soutenir le dollar envers et contre tout). En 1989, et pour la première fois, les intérêts et dividendes versés par les USA deviennent supérieurs à ceux qu'ils reçoivent sur leurs créances étrangères. <sup>4</sup> Tel est donc la superpuissance hégémonique : un pays qui épargne peu, où le système bancaire, rongé par les faillites, offre le tableau d'un « paysage sinistré » <sup>5</sup>, où les déficits budgétaires et commerciaux sont chroniques, où gonflera inéluctablement le flux des intérêts et dividendes nets versés à l'étranger, où l'industrie est en déclin ; mais aussi un pays qui est le protecteur et le gendarme du « monde libre », un pays qui dispose d'un gigantesque marché où la suraccumulation de marchandises et de capitaux du reste du monde peut s'écouler, un pays dont la monnaie nationale est la principale monnaie de réserve.

Une telle situation génère constamment de nouveaux déséquilibres dans le monde et accroît la gravité des déséquilibres existants, et ceci sans autre possibilité de solution que la crise mondiale. La source de la récession mondiale est aux États-Unis. Mais compte tenu du nouveau rapport de force financier entre les USA, la RFA et le Japon, il est probable que cette récession sera « provoquée » (c'est-à-dire en fait révélée) par le comportement de l'oligarchie financière ouest-allemande et japonaise. Les investisseurs japonais paraissent de plus en plus réticents à fournir au marché américain les capitaux dont il a besoin. <sup>6</sup> Ce changement d'attitude, que Wall Street a immédiatement interprété avec pessimisme, est sans doute l'amorce d'un bouleversement des rapports et des tensions entre grandes puissances. Dans ce cadre, l'ouverture des pays de l'Est peut jouer à son tour un rôle de révélateur, voire de détonateur.

### **L'Est, un nouvel Eldorado ?**

Et ceci doublement. D'abord parce que cette ouverture n'est pas si grande que cela, et qu'elle va aggraver en fait la concurrence que se livrent les diverses oligarchies occidentales. Ensuite parce que la déception sera à la mesure des fausses espérances. C'est ce qui explique entre autres le soutien dans la panique à Gorbatchev pour qu'il sorte le bloc de l'Est du chaos. Il faut d'abord garder à l'esprit que la perestroïka n'a pas amené un développement spectaculaire des relations économiques Est-Ouest. Les échanges de marchandises entre les principaux pays industrialisés de l'Ouest et le CAEM sont faibles. Ces échanges ont même diminué en 1986 et 1987, pour reprendre à partir de 1988, sans toutefois atteindre le niveau de 1985, et encore moins celui des années 70, en raison notamment d'une pénurie de devises, provoquée par l'endettement et la baisse de la valeur des exportations de l'Est (par exemple, entre 1985 et 1988, les prix des marchandises que l'Occident importait des pays de l'Est ont diminué de 40%). Ainsi, si la zone économique des pays de l'Est représente 20 % de la puissance productive du globe, elle ne participe qu'à 10 % des échanges internationaux (ou à 5 % si l'on exclut le commerce interne au CAEM). Il faut attendre le 25 juin 1988 pour que soit signée la première déclaration commune entre les représentants du CAEM et de la CEE, à Luxembourg. En août 1988, la RDA et la CEE établissent des relations diplomatiques. Mais les relations économiques CAEM-CEE manquent de dynamisme. En 1986, la part du commerce CEE-CAEM était

- de 1,1 % dans le commerce mondial ;
- de 55,3 % dans le commerce Est-Ouest ;
- de 3,1 % dans les échanges de la CEE ;
- de 13,4 % dans les échanges du CAEM. <sup>7</sup>

La part de la France y est très modeste. En 1987, les exportations françaises en direction des sept pays de l'Est étaient du même niveau (soit 18,5 milliards de francs, dont plus de la moitié avec l'URSS) qu'en 1982. La perestroïka n'a donc rien changé en matière d'échanges commerciaux. On constate même que de 1982 à 1987, la part du commerce (importations + exportations) de la France avec les sept pays de l'Est dans les échanges de la France avec le reste du monde a diminué : elle est passée de 3,4 % à 2,5 %. En 1989, les échanges entre la France et l'URSS (30 milliards de francs) étaient inférieurs de 10 milliards au volume enregistré avant la perestroïka. <sup>8</sup>

La RFA devance largement les autres pays occidentaux industrialisés en ce qui concerne les échanges avec l'Est. Par exemple, la part de la RFA dans le commerce extérieur de l'URSS avec les pays industrialisés occidentaux est de 20 %. Dans l'ensemble des pays « à économie planifiée », il n'y a qu'en Chine que la RFA est devancée par les USA et le Japon.

Après une forte diminution en 1986-1987, les relations économiques entre la RFA et les pays de l'Est ont augmenté en 1988 et 1989, mais sans retrouver le niveau de 1985. Le commerce inter-allemand a suivi le même mouvement. Après trois ans de repli, il a amorcé une reprise en 1989. Le commerce entre la RFA et la RDA reste limité : 14 milliards de deutsche-marks (DM) en 1988, soit environ 10 à 12 % des échanges commerciaux entre la France et la RFA.<sup>9</sup>

L'importance de la RFA se mesure par exemple à la place du mark (ouest-allemand) dans les économies des pays de l'Est. Dans nombre de ces pays, le mark a ravi la première place au dollar, si bien qu'on assiste de plus en plus à une « markisation » de ces économies. Au Polenmarkt de Berlin-Ouest (le « marché des Polonais »), les marchandises de l'Est se vendent contre des marks-ouest, dont une partie reflue en RDA ou en Pologne. La Bundesbank estime que quatre milliards de DM sont passés en liquide en Europe de l'Est. Cette estimation n'inclut pas la Yougoslavie, qui est un cas à part : depuis 1988, le mark y est devenu la véritable monnaie nationale, au point que les chefs d'entreprises établissent leurs bilans en DM.<sup>10</sup> Ainsi, dollars et DM sont les devises dans lesquelles se contractent la majorité des dettes de l'Est : fin 1988, 27,5 % des créances détenues par les banques occidentales sur les pays de l'Est étaient libellés en DM, et un tiers en dollars. Mais dans le commerce de l'Est avec l'Ouest, le mark arrive en tête (puisque les échanges avec la RFA sont toujours effectués en marks). En 1988, le montant des exportations de la RFA à l'Est, 20 milliards de marks, était trois fois supérieur à celui des USA (le montant de ses importations en provenance de l'Est s'élevait la même année à près de 15,5 milliards de marks).

Cette situation est porteuse de déséquilibres. Plus le mark circule hors des frontières, plus il devient difficile pour la Bundesbank de garder une emprise sur sa valeur, qui devient plus dépendante des spéculateurs ou des simples mouvements des investisseurs.

Dans une telle situation, quelle chance les pays de l'Est peuvent-ils avoir de trouver leur place dans la concurrence internationale ?

Si l'on regarde le développement des échanges internationaux, on voit que les produits manufacturés y prennent une place toujours plus prépondérante. Les pays développés sont aussi les principaux exportateurs de produits agricoles ; pour pénétrer sur ces marchés dominés par les grands groupes, il faut acquérir d'emblée une taille gigantesque, avoir les meilleurs réseaux commerciaux, pouvoir affronter les normes de « qualité » et les spécificités techniques parfaitement artificielles que ces groupes ont fait édicter par les Etats pour contrôler la concurrence, etc.

L'ouverture de l'Est, le renforcement dans ces pays du marché et de ses présupposés se traduira donc par un accroissement des exportations et des investissements de l'Ouest. Mais ces derniers se heurtent à de grands obstacles, qui empêcheront probablement leur accélération spectaculaire. L'URSS de Gorbatchev s'endette, mais surtout pour acheter des produits de consommation qui remplissent les magasins de la nomenklatura, mais pas les magasins populaires qui restent vides.

Les pays de l'Est cherchent à attirer surtout les investissements directs. Les sociétés à capitaux mixtes en URSS, autorisées depuis 1987, étaient au total de 300 en 1988, et de 1000 en 1989 (dont 160 avec la RFA et seulement 40 avec la France), ce qui est assez peu.<sup>11</sup> Les capitalistes occidentaux sont davantage intéressés par des investissements propres, mais qu'il faut garantir (dans des « zones franches » par exemple, que l'URSS cherche à créer).

Car l'Occident veut des garanties jugées pour l'instant limitées. Les difficultés que connaît le projet ouest-européen de banque d'investissement prouvent qu'elles ne sont pas suffisantes. La RFA a mis cinq conditions au versement d'une « aide » à la RDA<sup>12</sup> : la libre convertibilité de la monnaie est-allemande ; le retour à des prix de marché ; la possibilité de créer des entreprises privées ; le libre transfert des profits ; la liberté d'embaucher et de licencier. Les deux premières conditions sont maintenant remplies. La RFA cherche à pousser l'avantage, en réclamant à la RDA qu'elle supprime la limitation à 49 % des prises de participations étrangères au capital des entreprises est-allemandes<sup>13</sup>.

Quant aux hommes d'affaires français, ils veulent « des garanties, une certitude que les millions de francs lancés à l'Est ne se perdront pas <sup>14</sup> ». Ils s'inquiètent d'autre part de la concurrence sauvage que pourrait créer les pays de l'Est aux abois. Par exemple, Francis Mer, président d'Usinor-Sacilor, déclare que l'ouverture des frontières de la CEE aux sidérurgistes hongrois et polonais « serait de nature à faire rebasculer le marché dans une atmosphère de dumping ». <sup>15</sup>

L'ouverture des pays de l'Est est et sera limitée tant que les sociétés mixtes ou purement occidentales se heurteront aux mêmes restrictions que les entreprises est-européennes. Ce phénomène renforcera la concurrence entre les grands groupes ouest-allemands, pour l'instant les mieux placés, japonais, qui sont les plus riches, et nord-américains, dont l'économie est en train de passer sous le contrôle des capitaux ouest-européens et nippons, et pour qui il est vital de s'implanter en Europe (et notamment à l'Est). Ainsi, les deux plus gros investissements réalisés à ce jour l'ont été en Hongrie par Suzuki (constructions de petites voitures) le 11 janvier, suivi par General Motors (assemblage de voitures et production de moteurs) le 13 janvier. La CEE sera déstabilisée par ce processus, ce que reconnaît d'une certaine manière le projet « désespéré » d'une vaste Confédération européenne lancé par Mitterrand. Du coup, le marché unique de 1992, qui est le slogan unique de la France en matière de politique extérieure et intérieure, et ses présupposés (harmonisation des fiscalités, libération des mouvements de capitaux...), apparaît comme une bombe à retardement qui fera exploser l'Europe des Douze en la noyant dans un vaste ensemble libéral dont le Japon, la RFA et les USA se disputeront la tutelle. Certains commentateurs ne s'y trompent pas :

*« Un formidable rééquilibrage est en train de se produire sous nos yeux, dans le désordre et la douleur. Les centres de gravité du monde économique et financier, qui, depuis 1945, avaient commencé par se déplacer vers les Etats-Unis, puis, tout récemment vers le Pacifique triomphant, pourraient amorcer un nouveau mouvement en direction d'une « grande Europe », davantage axée sur l'Est, comme elle l'était avant 1939, et surtout avant 1914. D'un tel mouvement, le grand bénéficiaire serait l'Allemagne, qui pourrait retrouver ses marchés traditionnels dans cette « Mitteleuropa » si prospère avant la seconde guerre mondiale et terrain de jeu naturel de ses industriels. » <sup>16</sup>*

Ainsi les deux aspects de la politique occidentale à l'égard de l'Est apparaissent-ils plus clairement en ce début d'année 1990, comme reflet des contradictions au sein du monde occidental. Au moment où la dette extérieure des sept pays du CAEM approche les 100 milliards de dollars (dont 1/3 pour la Pologne et 1/4 pour l'URSS), et où ces pays s'offrent comme un vaste marché, l'Occident a tout intérêt à ménager l'URSS et ses alliés. C'est le sens des encouragements prodigués quotidiennement à Gorbatchev et à ses épigones, et du soutien à toute action de l'Armée rouge, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de l'URSS, actions baptisées a priori « Juste cause » par un Bush qui s'y connaît ! Mais d'un autre côté, l'avenir à l'Est est plus qu'incertain, et l'on découvre qu'il en est de même à l'Ouest. La réalité des blocs persiste, et les affrontements qui se déroulent en leur sein peut demain déboucher sur des affrontements entre eux. Pour s'y préparer, comme pour mieux contrôler ses alliés, Bush refuse d'amputer le budget militaro-spatial et dénonce ceux qui seraient tentés de « couper naïvement dans le muscle de la défense ».

### **Les réformes en URSS et la question du marché**

A peine investi dans ses pouvoirs de président absolutiste (ou de tsar constitutionnel), Gorbatchev déclare qu'il faut « radicaliser les réformes ». C'est avouer que celles-ci, dont on parle en URSS depuis Khrouchtchev, c'est-à-dire depuis plus de trente ans, ont échoué. Ces réformes successives n'ont fait qu'accumuler les blocages et aggraver les contradictions. Sans vouloir nous livrer à une analyse approfondie qui supposerait une longue étude, on peut esquisser les causes des difficultés du système soviétique au moment où Gorbatchev prend le pouvoir en 1986. Ces difficultés sont celles de la « restauration du capitalisme » dans cet ancien pays socialiste, au cours des années 60-80. <sup>17</sup>

Dans la production capitaliste « classique », le capitaliste (qu'il soit lui-même personne privée, organe collectif ou d'État, peu importe) est propriétaire des marchandises produites qu'il porte sur le marché pour réaliser la plus-value. En URSS, le résultat du procès de production est une sorte de rente-produit qui n'appartient pas à un capitaliste particulier, mais à l'État. La marge bénéficiaire de l'entreprise est largement déterminée par l'État, dans la mesure où ce dernier fixe le prix des marchandises. A ce niveau peut exister une certaine concurrence, les entreprises cherchant à obtenir de l'État le meilleur prix. Mais celui-ci n'est pas déterminé par le marché.

Par ailleurs, une partie du produit est accaparée, à tous les échelons de l'administration de l'économie, par les bureaucrates, qui réalisent cette partie de la plus-value sur le marché parallèle (marché noir et divers trocs).

Ces divers mécanismes constituent une base réduite pour l'appropriation de plus-value et pour l'accumulation. Une partie importante du produit social échappe au marché, donc une part importante du surtravail ne peut être accaparée par les bureaucrates-capitalistes qu'à travers d'hasardeuses pratiques de corruption et de vol. Ce type d'appropriation freine également la recherche de la plus-value relative, qui est le facteur principal du développement des forces productives et des transformations du procès de travail dans le capitalisme. La faiblesse du procès de circulation signifie que le profit ne se « réalise » pas essentiellement dans ce procès, mais dans des mécanismes d'allocations des ressources et d'accaparement des marchandises (d'où, par exemple, une tendance des entreprises à sous-estimer ce qu'elles peuvent produire et à surestimer leurs besoins en facteurs de production, entraînant une chute du taux de plus-value et du taux de profit, et donc des bases de l'accumulation).

Certes, le système soviétique actuel offre de plus en plus les traits d'une production marchande : le produit y est déjà une marchandise, sa production comme sa répartition répondent déjà à des mécanismes **d'échange**, même si le Grand Marché n'existe pas encore. L'allocation des ressources ne répond pas à un plan concerté visant à développer le travail social, mais cherche à satisfaire la position politico-économique de tel ministère, de tel échelon administratif, de telle entreprise, etc. La répartition des produits ne mesure ni « la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun », ni « la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation »<sup>18</sup>, mais elle obéit aux multiples règles bureaucratiques d'appropriation de la plus-value. Cependant le développement des mécanismes de la production marchande reste réduit, ce qui constitue le problème économique de fond auquel se heurte les réformateurs soviétiques.

Car le marché universel est le seul élément dans lequel peut s'épanouir la production capitaliste. La mise en place d'un véritable marché sur lequel s'affrontent de véritables entreprises présuppose la réorganisation des structures bureaucratiques de direction de l'industrie soviétique. Pour établir une gestion autonome et décentralisée des entreprises, il faut passer d'une direction « administrative » de l'économie à une direction « économique ».

Jusqu'à présent, les réformes proposées en ce sens n'ont eu qu'un impact modéré ou ont été aisément contournées. Ainsi, le décret du 17 juillet 1987, portant sur la réorganisation des ministères, et qui tentait d'atténuer le caractère vertical de la direction de l'industrie, n'avait en fait pas force juridique, mais exposait des principes. C'est d'ailleurs là une constante de la perestroïka : des réformes sont prétendument adoptées, qui font l'objet d'un vaste effort de propagande, répercuté fortement en Occident. Puis on s'aperçoit que ces textes réglementaires ne sont que des projets, ou ne sont pas appliqués en raison de l'absence de base légale.

Les réformes destinées à rendre autonome l'entreprise soviétique ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont jusqu'à présent toutes tenté d'accorder une certaine autonomie à l'entreprise **à l'intérieur** du système de direction verticale de l'industrie, sans réussir à porter atteinte à ce centralisme bureaucratique.

On a l'impression que les réformes successives depuis Liberman jusqu'à Andropov ont visé à constituer l'entreprise capitaliste en tant que telle, mais sans le marché, sans que la finalité de l'entreprise soit commerciale. Liberman, déjà, voulait réconcilier le plan et le marché (en 1965), en particulier en limitant le pouvoir des ministères centraux. La réforme de 1969 autorise l'établissement de liens directs entre les entreprises et, par conséquent, l'apparition de ressources propres aux entreprises. La réforme de décentralisation de 1973 fait apparaître un organe intermédiaire, l'« union industrielle », placée entre le ministère et l'entreprise, aux mains de managers supérieurs, plus technocrates que bureaucrates. Ces réformes sont sans doute allées le plus loin possible dans cette voie, dans le cadre du système de planification centralisée et bureaucratique. Mais l'autonomie, réelle mais limitée, n'a pu qu'engendrer plus de gaspillage, de difficulté à extraire la plus-value, et de corruption. D'où un certain retour au contrôle bureaucratique et au centralisme avec la réforme d'Andropov en 1979.

Ce surcroît de contrôle et de centralisme renforce évidemment les blocages. La réforme Andropov témoigne en fait de l'échec des réformes précédentes. C'est la fin d'une période, que Gorbatchev a voulu marquer à partir de 1987, s'attellant plus directement à la création d'un marché. Pourtant, dans un premier temps, Gorbatchev n'a fait que poursuivre les différentes tentatives de réforme de l'entreprise et d'organisation des ministères. Une fois de plus, les réformes de 1987 se situent dans le cadre d'une réorganisation de la direction sectorielle, avec tous les contrôles qu'elle suppose, même si ceux-ci sont en principe réduits. Ce mouvement conduit à la loi du 27 juin 1989, qui supprime ou fusionne dix ministères dans le seul secteur industriel. Mais comme la sujétion des entreprises à leur ministère demeure, on pourrait tout aussi bien interpréter la loi de juin 1989 comme une loi centralisatrice.

Les réformes actuelles butent toujours sur cette question du marché (mais quel sens a le marché, quelle est l'autonomie de l'entreprise quand la majorité (voire la totalité) de sa production est achetée par l'État ?). Les réformes de 1985-86 perfectionnent surtout l'autonomie comptable des entreprises (d'où l'aggravation de la situation économique, pour les mêmes raisons que précédemment). Le centralisme renaît sous d'autres formes, tout simplement parce que, tant qu'un véritable marché n'existe pas, l'appropriation de la plus-value a besoin de cet appareil bureaucratique. On peut en voir une illustration dans le sort réservé aux unions industrielles de la réforme de 1973. Contrairement à leur statut, elles se sont rapidement comportées en simples relais de l'administration centrale. Elles ont été pour cette raison supprimées entre 1986 et 1988. Or elles renaissent aujourd'hui sous la forme des « directions techniques et de coordination », au sein des ministères sectoriels. De même se sont reconstitués des « glavks » (directions de productions sectorielles) territoriaux, qui agissent comme relais de l'administration. Bref, on se retrouve dans la situation d'avant 1973.

L'existence du marché reste à l'état de conjecture, ce qui constitue une sorte de revanche posthume du socialisme instauré par les bolcheviks et consolidé sous la direction du parti de Staline. Il faut rappeler qu'historiquement le capital est d'abord apparu sous la forme de capital commercial et bancaire ou usuraire. La forme argent du capital était déjà là, toute prête. Développé à partir de la production marchande, le capitalisme porte celle-ci au plus haut degré. En URSS, précisément parce que le socialisme a réellement existé, liquidant le capital sous toutes ses formes ainsi que sa base marchande, le capitalisme a d'abord été restauré sous la forme du capital productif, et il ne pouvait en aller autrement. Mais il ne peut en fait véritablement fonctionner comme capital productif, car il lui manque la monnaie, le marché, le procès de circulation. Il n'y a pas de marchandise sans monnaie, pas de capital productif sans capital argent, ni de capital industriel sans capital financier.

L'opposition entre les partisans du « gradualisme » et les « radicaux », « avocats de l'électrochoc », de même que la « résistance des conservateurs » s'expliquent pour beaucoup par ces difficultés à restaurer le marché. Les réformes, qui visent, répétons-le, surtout l'entreprise et ses liens avec l'administration sectorielle, échouent par asphyxie, parce qu'il y manque l'élément vital du marché. Confrontée au marasme, l'entreprise, tout autonome qu'elle soit grâce aux décrets gorbatchéviens, se tourne vers l'État, vers les ministères. Il faut se souvenir qu'au début de la perestroïka, le Gosplan contrôlait 44 000 entreprises industrielles, 32 000 sociétés de construction, 47 000 fermes collectives, et exerçait sa tutelle sur vingt millions de produits...

Les « avocats de l'électrochoc » se font par conséquent de plus en plus entendre, et les pleins pouvoirs accordés à Gorbatchev vont dans ce sens. Ils sont soutenus par le FMI qui, il faut le dire, est orfèvre en matière d'électrochoc. Le directeur du FMI, Michel Camdessus, préconise ainsi la **simultanéité** d'un ensemble de réformes « radicales » : libérer les prix et les salaires, tenir en équilibre le budget et la monnaie, restaurer la propriété privée et le commerce privé, instituer un marché financier. On ne voit pas en effet comment une chose pourrait être faite sans les autres, mais on voit encore moins bien comment elles pourraient l'être toutes ensemble !

Le prix que le peuple doit payer, on peut le voir dans un pays comme la Pologne, où pourtant le marché a depuis longtemps une certaine existence et où le socialisme n'a jamais été poussé aussi loin qu'en URSS. Les tentatives de renforcer le marché se traduisent par la « dollarisation » de l'économie et par la banqueroute : « On pille l'Etat, on fuit devant la monnaie, des fortunes météoriques naissent de trafics en tout genre, c'est un peu l'Allemagne des années 20. »<sup>20</sup>

L'économie polonaise est en fait pilotée par le FMI, qui lui applique ses recettes universelles : faire chuter le taux d'inflation pour établir un taux d'intérêt positif, de façon qu'un système bancaire et financier puisse fonctionner et servir d'abri sûr aux capitaux occidentaux. En Pologne comme en Amérique latine, les conséquences sont brutales et immédiates : exode rural, chômage, baisse du pouvoir d'achat, suppression des budgets sociaux. Le ministre polonais du **travail** vient de donner son nom aux "restaurs du coeur" locaux, les "soupes Kuron" !

Mais l'URSS, en tant que grande puissance, n'empruntera sans doute pas cette voie de banqueroute et de bradage de la richesse nationale. D'autant qu'elle doit entamer la transformation des rapports de propriété, qui est depuis longtemps en cours dans les autres pays de l'Est (où d'ailleurs la propriété privée capitaliste n'avait jamais complètement disparu). La "loi sur la terre" a été adoptée le 28 février par le Soviet suprême, ouvrant la voie à l'agriculture privée, suivie par la loi sur la "propriété du citoyen", qui instaure la possibilité d'une propriété privée des moyens de production. Le pouvoir politique a été réorganisé (suppression de l'article 6 de la Constitution et présidentialisme). Les cadres juridiques et politiques sont donc prêts pour accueillir et permettre les grandes réformes économiques annoncées pour l'été prochain. Les gigantesques contradictions que ces réformes provoqueront pousseront l'URSS non vers la démocratie, mais vers la violence d'État et l'hégémonie.

Empruntant à Hobbes, on a longtemps présenté l'URSS bureaucratique (comme d'ailleurs les autres États modernes) comme le Léviathan, système politique organisé et rationnel de coercition. Mais Hobbes a rappelé que le Chaos avait engendré deux monstres, Léviathan et Béhémoth, ce dernier étant décrit comme un non-État, une situation de non-droit, de désordre, de chaos. D'Est en Ouest, Béhémoth se réveille, pour la seconde fois en ce siècle, et il est urgent que les peuples se lèvent pour l'anéantir.

#### **Notes :**

<sup>1</sup> Présentation du rapport, *Problèmes économiques*, n°2157, 10 janvier 1990.

<sup>2</sup> *Le Monde*, 28 novembre 1989, p. 28.

<sup>3</sup> *L'État du tiers-monde*, La Découverte, 1989.

<sup>4</sup> Voir *Ramses 90*, page 223.

<sup>5</sup> *Le Monde*, 26 janvier 1990.

<sup>6</sup> *Le Monde*, 25 et 26 janvier 1990.

<sup>7</sup> Voir *Bulletin mensuel de statistiques de l'ONU*, vol. 41, n°6, juin 1987.

<sup>8</sup> *Le Monde*, 17 janvier 1990.

<sup>9</sup> *Problèmes économiques*, n°2153, 13 décembre 1989.

<sup>10</sup> *Problèmes économiques*, n°2166, 14 mars 1990.

<sup>11</sup> Le relevé le plus récent de la Commission Économique pour l'Europe des Nations-Unies estime, pour octobre 1989, à 2090 le nombre de joint-ventures pour l'ensemble du COMECON. Cf. *Le Monde*, 2 février 1990.

<sup>12</sup> *Alter Eco*, n°73, janvier 1990.

<sup>13</sup> *Le Monde*, 17 janvier 1990.

<sup>14</sup> *Le Monde*, 17 janvier 1990.

<sup>15</sup> *Le Monde*, 10 janvier 1990.

<sup>16</sup> *Le Monde*, 26 janvier 1990. Le commentaire oublie de dire où cela a conduit !

<sup>17</sup> Voir l'article de Bernard Peltier, « Les réformes de Gorbatchev en URSS », *La Voie du Socialisme*, n°3, 1988.

<sup>18</sup> Selon les formules de Marx qui définissent la répartition socialiste, *Le Capital*, Gallimard, La Pléiade, tome I, p. 613.

<sup>19</sup> Cf. sur ce point, l'article d'Hervé Gicquiau, « La direction de l'industrie soviétique, changements et interrogations », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°343, octobre 1989. Cet article précise que « la possibilité pour une entreprise soviétique de se dégager de la tutelle des organes sectoriels, comme d'ailleurs des organes territoriaux, ne peut être acquise, contrairement à son droit le plus strict, que dans deux cas précis : le contrat-bail et la constitution d'une coopérative, expérimentés depuis un moment en Hongrie. Dans le premier cas, le personnel prend en location pour une durée déterminée le capital de son entreprise et l'exploite en principe à sa guise. » Quant aux coopératives, elles sont pour l'instant l'exception.

<sup>20</sup> *Le Nouvel Economiste*, 22 décembre 1989, p. 18.

## POURQUOI L'ANSCHLUSS DE LA RDA EST-IL POSSIBLE ?

Stéphane Bruel

Sous nos yeux incrédules, un nouvel épisode de la barbarie capitaliste est en train de se préparer. Un pays, la République fédérale d'Allemagne, se propose d'en racheter un autre, la République démocratique allemande, réputé en faillite, comme un Tapie se paierait une quelconque PME boiteuse. Pour préparer cette OPA, et avec un écœurant cynisme, Kohl a créé le 14 février un comité d'experts chargé de fixer le prix du « rachat ». Qu'on ne se méprenne pas. Ce langage de boursicoteur ou de maquignon ne doit pas nous induire en erreur. Il ne s'agit pas d'acheter quelque chose à quelqu'un. En effet, quand on « rachète » un pays entier, à qui pourrait-on en verser le juste prix ? Non. Il s'agit de prendre, d'accaparer, de piller, et de voir quels seront les **faux frais** de cette mise à sac : déséquilibres des marchés, inflation, besoins de crédits pour investir, etc. Mais le temps presse et rien ne peut arrêter les konzerns, même pas un Pöhl réticent devant les redoutables problèmes monétaires que la Bundesbank devra affronter. Les modèles tournent : « investir 1 200 milliards de marks en RDA s'avérerait tout à fait profitable », et, « pour l'ensemble du pays, le nombre d'emplois, actuellement de 8,6 millions, pourrait être ramené à 5 millions. »<sup>1</sup>

Cet expansionnisme des konzerns ouest-allemands est soigneusement laissé dans l'ombre. On préfère mettre l'accent sur l'« irrésistible élan populaire » en faveur de la réunification. L'OPA sur la RDA est même présentée comme l'urgente solution à l'unification par le bas, c'est-à-dire aux vagues de transfuges (2 à 3 000 par jour) attirés par « cet immense Inter-shop qu'est la RFA ». L'union, l'union immédiate aux conditions ouest-allemandes, c'est-à-dire *l'Anschluss*, serait la seule solution à l'exode massif. Or cette « invasion » n'est pas le fruit du hasard ni de passions spontanées. Elle est certes favorisée par la décomposition du régime de l'Est. Mais elle répond surtout aux appels incessants lancés par l'Ouest depuis 45 ans. L'Allemagne de l'Ouest soulève un problème qu'elle a elle-même créé (et qui se reflète dans sa Constitution<sup>2</sup>), afin de s'en saisir comme prétexte pour rendre inéluctable et pressant son extension à l'est, sous couvert d'unification. Peu après le début des grandes manifestations populaires en RDA, les conservateurs et les nazis ouest-allemands ont envoyé des milliers de gens déployer le drapeau de la RFA, chanter l'hymne national, le *Deutschland über alles*, cet hymne qui appelle à étendre la patrie « de la Meuse au Niemen, de l'Adige jusqu'au Belt ». <sup>3</sup>

La question de la frontière germano-polonaise, qui est loin d'être réglée, n'est qu'une **conséquence** de *cet Anschluss*. Puisque sous couvert de « réunification » l'on discute tranquillement de la perte de souveraineté d'un Etat, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Sur ce point également, Kohl fait preuve d'un grand cynisme. A l'adresse des commentateurs qui invoquent comme excuse l'argument électoral, le chancelier fait savoir par ses conseillers que la revendication ouverte des anciens territoires allemands n'intéressent que 1 % des électeurs ! De quoi s'agit-t-il alors ? La frontière sur la ligne Oder-Neisse a été reconnue par la RDA en 1950 par le traité de Görlitz, par la RFA en 1970 par le traité de Varsovie. Proposer que la question de la frontière germano-polonaise soit tranchée par l'Allemagne réunifiée, c'est renier ces traités, et c'est laisser dans une redoutable ambiguïté le processus de réunification. « Réunifier » quoi, en effet ? Deux Etats qui n'existaient pas avant 1947 ? Ou retrouver le III<sup>e</sup> Reich ? En vérité, laisser dans l'ambiguïté cette question, c'est permettre au grand capital allemand de s'étendre ouvertement de ce côté-ci de l'Europe, à quelque prix que ce soit.

On voit clairement que ce processus implique d'effacer les séquelles de la seconde guerre mondiale. Ce qui suppose aussi de gommer les responsabilités du régime nazi et d'en finir une fois pour toute avec la dénazification. Bref, comme le dit la gauche allemande, la « bunderisation » de la RDA, c'est la « dé-démocratisation » de la RFA. Ce processus est inscrit dans l'acte de naissance même de la RFA, créé à la pointe des baïonnettes anglo-américaines, comme pièce maîtresse de la croisade anticommuniste baptisée « guerre froide ».

Ainsi, la RFA fut-elle décrétée « démocratique » non pas comme le résultat d'un rigoureux processus de dénazification, mais *à priori*, en tant que rejeton du camp occidental nouvellement constitué, en tant qu'émanation de la volonté nord-américaine de créer un avant-poste pour menacer le système communiste.

L'histoire de l'Allemagne a étroitement lié question nationale et question de la démocratie dans un sens différent de celui de la France par exemple, où la nation était déjà constituée quand s'est posée la question de la démocratie. La « querelle des intellectuels allemands sur la nazisme », qui connut son apogée au moment de la visite de Reagan et de Kohl aux tombes des SS au cimetière de Bitburg en 1986, nous le rappelle. Il est frappant de constater que lorsqu'il est question d'identité nationale, ou de démocratie, les plus vieilles tendances obscurantistes remises au goût du jour par les nazis reviennent sur le devant de la scène.<sup>4</sup>

A l'époque de la Guerre des paysans au XVI<sup>e</sup> siècle, Luther disait : « Il n'est rien de plus venimeux, nuisible et diabolique qu'un rebelle ». Lorsqu'en 1967-1968, un puissant mouvement étudiant et démocratique (donnant naissance à l'APO, l'opposition extra-parlementaire) s'est soulevé pour lutter contre les lois d'urgences<sup>5</sup>, on pouvait lire dans un pamphlet édité par la CDU : « Venir à bout de la rébellion de 68 est plus important que de venir à bout **une fois de plus** de Hitler ». Pour le pire dans l'histoire allemande, la démocratie s'est toujours d'emblée constituée comme démocratie contre-révolutionnaire. Mais c'est aussi une grande leçon, qui nous aide à bien comprendre ce qu'est la démocratie autoritaire des grands propriétaires, puis celle des konzern. C'est sous la République de Weimar que les plus grands trusts de l'histoire allemande furent constitués. Weimar, née dans le sang de l'écrasement de la révolution de 1918, eut aussi ses lois d'exception.

En conséquence, il est bon de rappeler quelques vieilles tendances de l'histoire de l'Allemagne, puisqu'aussi bien la querelle des historiens allemands prend un sens nouveau aujourd'hui, ou plus exactement prend tout son sens.<sup>6</sup> En effet, les thèmes idéologiques principaux de cette controverse (sur la responsabilité partagée du drame de la seconde guerre et du nazisme, sur la restauration de l'Allemagne centrale, la *Mitteleuropa*, sur l'« identité allemande », etc.) sont aujourd'hui des mots d'ordre pratiques de la politique ouest-allemande.

### **Comment s'est posée la question nationale en Allemagne**

Dans sa magistrale analyse du national-socialisme, Franz Neumann insiste sur le fait que l'idéologie hitlérienne n'a pratiquement rien inventé et a puisé dans le vieux fonds réactionnaire allemand (ou européen). Evoquant par exemple le rôle du luthérianisme, en tant que philosophie irrationaliste de l'absolutisme, Neumann montre comment il fut utilisé plus tard par le nazisme. Il rappelle que, contrairement à l'opinion admise, la Réforme de Luther et celle de Calvin n'étaient pas des mouvements précurseurs de l'ère du libéralisme, des droits naturels, de l'égalité et du rationalisme, mais étaient l'une et l'autre des justifications irrationnelles de l'autorité souveraine illimitée. Luther a développé au plus haut point la théorie de la soumission devant l'autorité. Il l'a fait dans un but précis : écraser le mouvement révolutionnaire des paysans qui, en 1525, cherchaient à réaliser ce dont l'Empereur s'avérait incapable, unifier l'Allemagne et liquider les tendances féodales au morcellement absolutiste. La défaite de cette révolution eut pour conséquence de renforcer le pouvoir des petits princes absolutistes et de le figer des siècles durant. Figure provinciale et dispersée de l'arbitraire, le prince devint le « représentant de la centralisation à l'intérieur de la dispersion » (Engels).

A l'époque, la culture et toutes ses branches, comme la politique, la jurisprudence, avait pris un caractère théologique, si bien que les luttes des classes prenaient la forme de luttes religieuses. L'opposition au féodalisme se développait comme une opposition à l'Eglise, et pouvait se transformer en hérésie ouverte, comme ce fut le cas avec le luthérianisme. Pourtant, l'évolution de Luther, qui finit par se rallier au féodalisme, reflète cette incapacité séculaire de la bourgeoisie allemande à assumer ses propres intérêts.

Luther s'attaque d'abord aux dogmes et à la constitution de l'Eglise catholique, d'une manière qui n'excluait aucune tendance radicale, appelant même (en 1517) à « mettre fin à l'entreprise (des prêtres romains) par les armes et non par la parole ». Ce mouvement contre l'Eglise prit, chez les paysans et les plébéiens, une allure insurrectionnelle, visant à faire disparaître toute oppression, tandis que les bourgeois modérés et leurs alliés (la petite noblesse et quelques princes) désiraient seulement mettre un terme à la toute-puissance de Rome et s'enrichir grâce à la confiscation des biens de l'Eglise. Les deux partis se séparèrent, et Luther n'hésita pas à trahir les éléments populaires du mouvement pour se rallier au parti de la noblesse, de la bourgeoisie et des princes. Il prêchait maintenant, en 1520, la résistance passive, invoquant que l'« on ne gagne pas la cause de l'Évangile par la violence et les

effusions de sang ». Puis il devint, comme le peuple lui-même l'en accusa, le « valet des princes ». La Réforme bourgeoise se sépara du mouvement plébéen et paysan et tomba sous le contrôle des princes réformés. Les conséquences pratiques et idéologiques furent considérables pour les destinées économiques, politiques et culturelles de l'Allemagne : « la Guerre des paysans, ce fait le plus radical de l'histoire allemande, fut mis en échec par la théologie. »<sup>7</sup> Bref, Luther vainquit Thomas Munzer.

Ce retournement de Luther au service d'une réaction médiocre et plate, d'un absolutisme de petits Etats, retardés économiquement, socialement et culturellement, détermina certaines particularités idéologiques propres à l'histoire de l'Allemagne : l'extrême mesquinerie, l'étroitesse, l'absence de perspectives marquaient la vie des petites principautés, où le peuple se trouvait dans une dépendance beaucoup plus étroite et concrète par rapport au monarque et à sa bureaucratie. Le luthérianisme transforma cette dépendance matérielle en soumission spirituelle, développant chez les sujets des princes cet état d'esprit servile qu'Engels qualifiait de « psychologie de valet de chambre ».

*« Avec sa traduction de la Bible, Luther avait donné au mouvement plébéen une arme puissante. Dans la Bible, il avait opposé au christianisme féodal de l'époque l'humble christianisme des premiers siècles ; à la société féodale en décomposition, le tableau d'une société qui ignorait la vaste et ingénieuse hiérarchie féodale. Les paysans avaient utilisé cette arme en tous sens contre les princes, la noblesse et le clergé. Maintenant, Luther se retournait contre eux et tirait de la Bible un véritable hymne aux autorités établies par Dieu, tel que n'en composa jamais aucun lèche-bottes de la monarchie absolue ! Le pouvoir princier de droit divin, l'obéissance passive, même le servage furent sanctionnés par lui au nom de la Bible. Ainsi se trouvaient reniées non seulement l'insurrection des paysans, mais même toute la révolte de Luther contre les autorités spirituelles et temporelles. Ainsi étaient trahis, au profit des princes, non seulement le mouvement populaire, mais même le mouvement bourgeois. »<sup>8</sup>*

La victoire du réformateur bourgeois Luther sur le révolutionnaire plébéen Munzer fut donc lourde de conséquences. Munzer pour qui le Saint-Esprit, c'est précisément la raison, pour qui la tâche des croyants est d'établir le Royaume de Dieu non au ciel mais sur la terre, Munzer dont le programme politique frise le communisme et qui appelle à défendre ce programme les armes à la main : voilà ce que le luthérianisme a détruit, fixant l'Allemagne dans d'étroites conditions rurales jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, durcissant le pouvoir morcelé de centaines de petits Etats, dressant un obstacle à l'expansion des idéaux humanistes et rationalistes, plongeant le bourgeois et le petit-bourgeois dans la dépendance des cours, et développant chez lui une servilité, une mesquinerie, une bassesse et une médiocrité qu'on ne trouve pas ailleurs. Même la langue écrite nationale moderne apparue au début de la révolution bourgeoise du XVI<sup>e</sup> siècle recule.

Lorsque l'économie allemande commence à se restaurer, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le sentiment national s'éveille et l'aspiration à l'unité grandit, stimulé par l'exemple de la Révolution française. Mais, dans un pays qui reste morcelé, les idées révolutionnaires des intellectuels bourgeois allemands, tels que Kant, Herder, Bürger, Hegel, Hölderlin, ne parviennent pas à se concrétiser ni à se développer en politique nationale. Ce déchirement fut encore aggravé durant l'épisode napoléonien, conférant à l'Allemagne ce trait si particulier d'un pays où s'opposent une théorie sublime et une pratique étroite et arriérée. En effet, la domination napoléonienne, qui d'un côté œuvra pour l'unité allemande et la liquidation de la féodalité, apparut aussi comme une oppression étrangère, contre laquelle se développa un mouvement populaire national, surtout en Prusse.

Ce déchirement politique trouva sa traduction au plan idéologique. Les progressistes, comme Goethe et Hegel, approuvaient l'idée d'une unification de l'Allemagne et d'une liquidation du féodalisme sous Napoléon. Mais les difficultés politiques suscitées par une telle conception les amenèrent à ne considérer dans l'idée de nation que son aspect culturel.<sup>9</sup> Cette situation historique particulière faisait dire à Marx, d'une manière étonnamment prophétique :

*« L'Allemagne n'a pas gravi en même temps que les peuples modernes les échelons intermédiaires de l'émancipation politique. Même les échelons qu'elle a dépassés en théorie, elle ne les a pas encore atteints dans la pratique (...). Si l'Allemagne a accompagné l'évolution des peuples modernes par la seule activité abstraite de la pensée, sans prendre activement parti dans les luttes réelles de cette évolution, elle n'en a pas moins partagé les souffrances, sans en partager les jouissances ou la satisfaction partielle. A l'activité abstraite, d'un côté, correspond la souffrance abstraite, de l'autre. Aussi l'Allemagne se retrouvera-t-elle un beau matin au niveau du déclin européen, avant de s'être jamais trouvée au niveau de l'émancipation européenne. »<sup>10</sup>*

## Un problème central : l'unité nationale

Malgré ces profondes divisions dans la politique et l'idéologie, et pour la première fois depuis la Guerre des paysans, l'unité nationale devint au XIX<sup>e</sup> siècle la revendication d'un grand mouvement et se plaça au centre de la révolution bourgeoise en Allemagne. Or elle prit concrètement la forme de la « question prussienne ».

De 1813 jusqu'à la fondation de l'Empire en 1871, les révolutionnaires bourgeois ont toujours été troublés par la question de savoir si l'unité nationale devait être faite avec l'aide de la puissance militaire prussienne ou au contraire après avoir détruit cette puissance. La Prusse a toujours été le plus grand obstacle sur la voie de l'unité nationale, et pourtant cette unité a été conquise à la pointe des baïonnettes prussiennes. C'est d'ailleurs là un reflet de la situation de la bourgeoisie allemande, où la grande bourgeoisie a établi son hégémonie plus facilement et plus solidement qu'en France au XVIII<sup>e</sup> siècle par exemple (nul besoin de Thermidor, puisqu'il n'y eut pas d'An II).

La transformation du patriotisme révolutionnaire en chauvinisme contre-révolutionnaire devient ici beaucoup plus facile. Le mouvement révolutionnaire était de son côté bridé, limité au cadre mesquin d'Etats minuscules, et n'avait pas de centre organisateur, comme l'a été Paris.

La solution au problème de la formation de la société bourgeoise moderne emprunta ainsi en Allemagne « une voie prussienne » (Lénine). La nation apparut alors aux yeux des Allemands comme un présent mystérieux de forces irrationnelles et surnaturelles (en fait : l'œuvre de la bureaucratie féodale et absolutiste de la Prusse) et non comme leur œuvre. Franz Neumann explique comment ce trait historique a pu favoriser l'épanouissement du racisme :

*« A l'opposé de ce qui s'est passé en France, le développement historique de l'Allemagne n'a jamais mis l'accent sur la souveraineté nationale. Le concept de nation n'a jamais vraiment pris racine en Allemagne. Certes, Fichte, l'un des précurseurs du nationalisme racial, exposa la thèse d'une nation allemande, mais cette notion renvoyait au « peuple », et insistait sur les affinités raciales et biologiques issues d'une expérience commune, au détriment des affinités politiques, ou de la décision libre et consciente de citoyens égaux [...]. L'idée nationale va généralement de pair avec les principes démocratiques et la souveraineté populaire, tous deux détestés au plus haut point par les théoriciens et les politiciens allemands. Le manque d'unité et les rivalités entre les divers Etats allemands et leurs principes sont sans doute pour beaucoup dans cette aversion. [...] Une théorie biologique de la race se substitua à la théorie politique de la nationalité. Bien avant Hitler, le lien politique entre hommes libres tendait à céder la place au lien naturel entre Allemands définis par la race. »<sup>11</sup>*

Par suite du développement tardif du capitalisme, c'est un prolétariat moderne que la bourgeoisie allemande trouvait devant elle. L'insurrection des tisserands silésiens éclata quatre ans avant la révolution de 1848. Le *Manifeste* fut publié en 1848. Cette situation l'incitait d'autant plus à passer un compromis avec « les anciens maîtres » et à ne pas voir la nécessité de mettre en cause par la révolution leur pouvoir d'Etat féodal.

C'est pourquoi les révolutions démocratiques en Allemagne ont commencé par la lutte contre l'aile radicale, plébéienne et prolétarienne, épisode que l'on trouve à la fin des révolutions de type classique en France et en Angleterre.

Dès lors, la préservation de l'ordre ancien l'emporte, avec ses conséquences négatives : pas de vraie réforme agraire, maintien de la division en Etats, de la puissance des hobereaux prussiens, rôle de la religion, etc.

L'échec de la révolution de 1848 (par suite de la trahison de la bourgeoisie et de la faiblesse du mouvement ouvrier) scella la victoire de la réaction féodale absolutiste. Ce fut « l'unité avant la liberté » et non « l'unité par la liberté », la « prussianisation de l'Allemagne », et non la « disparition de la Prusse au sein de l'Allemagne ». Bref, l'unité allemande fut créée « d'en haut », grâce aux baïonnettes prussiennes.<sup>12</sup>

G. Lukacs signale un autre obstacle qui s'oppose en Allemagne à la formation de traditions démocratiques : **le mouvement de falsification de l'histoire**, et il en tire des conclusions qui peuvent s'appliquer parfaitement à la récente controverse des historiens ouest-allemands :

« Le principe est — vu schématiquement — une idéalisation, une « germanisation » de tous les aspects retardataires de l'histoire de l'Allemagne ; les historiens font désormais du retard de l'Allemagne un titre de gloire, une expression de l'« âme allemande » alors que tout ce qui est démocratie bourgeoise et principes révolutionnaires en occident est présenté comme « non-allemand », d'où il résulte que tous ces apports contraires au « génie national » doivent être critiqués et repoussés (...). Cette falsification ne se borne pas aux événements historiques, à leur choix et à leur description : elle exerce aussi une fatale influence sur la méthodologie des sciences sociales et historiques, elle contamine toute la pensée sociale et historique allemande. En résumé, si l'on a encore tenté de concevoir société et histoire sous l'aspect de la rationalité (Hegel) dans la période antérieure à 48, déferle ensuite une nouvelle vague d'irrationalisme. Ce courant, qui avait déjà été amplement développé par les romantiques, ne devint la tendance dominante qu'après la défaite des révolutionnaires de 48. »<sup>13</sup>

Il n'est pas question de prétendre ici que la lutte contre l'idée d'un progrès rationnel de l'histoire est spécifique aux historiens allemands : il s'agit bien sûr d'un phénomène international. Mais, particularité allemande, cette tendance s'est affirmée plus tôt qu'ailleurs, et sans doute plus puissamment, en donnant naissance à une vision du monde radicalement réactionnaire, avec Schopenhauer et Nietzsche, puis Spengler et Heidegger, où le national-socialisme put puiser à son aise. Les traits de l'Allemagne au moment où elle aborde l'époque impérialiste sont bien connus.

En raison du développement tardif mais d'autant plus vigoureux du capitalisme en Allemagne, ce pays est devenu très exigeant pour étendre sa sphère d'influence dans un monde déjà partagé. La difficulté de l'Allemagne impérialiste de s'approprier un empire colonial à sa mesure l'a conduite à étendre à tout prix sa zone d'influence en Europe. Le trait particulier de l'impérialisme allemand, c'est l'annexion de pays riches.

L'arsenal idéologique est connu : le *Lebensraum* (la théorie de l'espace vital) et sa base scientifique, la géopolitique, « science » née en Allemagne dans le cerveau du géographe Friedrich Ratzel (quant au mot « géopolitique », il fut forgé par Rudolf Kjellen, mort en 1922, spécialiste suédois de sciences politiques célèbre en Allemagne, Ratzel quant à lui parlait d'« anthropogéographie »).

Ici, deux noms méritent d'être cités dans la préhistoire de la géopolitique nationale-socialiste : Sir Halford Mackinder et Friedrich Naumann, qui ont formulé et vulgarisé la notion d'Europe centrale (*Mitteleuropa*) au début du XX<sup>e</sup> siècle, notion qui retrouve une nouvelle fortune aujourd'hui. L'avenir de l'Allemagne est vu dans une expansion en Pologne et en Russie. La *Mitteleuropa* va de l'embouchure de l'Ems aux bouches du Danube, de Memel à Trieste, de Metz au fleuve Bug.

Ainsi, l'impérialisme racial et social ne fut pas l'apanage des nazis : il leur a préexisté, et ce courant était souvent porté par de bons démocrates. Friedrich Naumann, qui a publié en 1915 un ouvrage précisément intitulé *Mitteleuropa*, fonda en 1919 le parti démocrate qui élaborait la très démocratique constitution de Weimar.<sup>14</sup> Or la principale proposition de Naumann n'est pas si éloignée de certaines solutions avancées aujourd'hui pour la « réunification allemande » : elle consiste à instaurer un super-Etat fédéré, totalement intégré sur le plan économique, qu'on appellerait *Mitteleuropa*.

Ce qu'il faut noter ici également, c'est que le mouvement ouvrier allemand n'a pas su élaborer un programme clair en ce qui concerne les questions démocratique et nationale. Même lorsqu'elle s'est dégagée (grâce au travail acharné de Marx et d'Engels) de l'influence de Lassalle et de son « bismarckisme », la social-démocratie allemande ne sut pas renouer pleinement avec l'ancienne ligne révolutionnaire et démocratique de la *Neue Rheinische Zeitung*. En 1891 par exemple, Engels critique nettement le programme d'Erfurt en son point le plus faible : l'absence de référence claire au combat pour démocratiser l'Allemagne et pour achever l'unité nationale.

« Subdivision en petits Etats, esprit spécifiquement prussien, voilà les deux côtés de la contradiction où l'Allemagne est enfermée aujourd'hui et dont l'un des côtés doit toujours servir d'excuse et de justification à l'autre. Que faut-il mettre à la place ? A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser que la forme de la République une et indivisible. »<sup>15</sup>

En plein débat des historiens, le 31 octobre 1986, Andréas Hillgruber définissait ainsi la *Mitteleuropa* (en précisant qu'elle n'avait rien à voir avec l'ancienne conception d'une Europe centrale servant les intérêts allemands !) :

« Il s'agit d'une idée-force qui renoue avec les réseaux de relations en Europe centrale déchirés par le déclenchement de la Seconde guerre mondiale et tente de les faire renaître. L'idée est notamment de remodeler les relations entre la République fédérale et la RDA, les relations avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, de telle sorte que ce réseau de relations en Europe centrale ait à nouveau un rôle porteur. Je vois là une entreprise très raisonnable. [...] En un mot, je considère que les efforts pour rétablir les relations que le déclenchement de la guerre, puis la guerre froide, ont détruites en Europe centrale en 1945 est une tâche politique raisonnable, précisément pour les Allemands de l'Ouest. »<sup>16</sup>

Quatre ans après, ces déclarations prennent une redoutable signification concrète ! Pour endiguer le retour de ce tam-tam géopolitique, certains antirévissionnistes, tel Habermas, proposent de s'appuyer sur le « patriotisme constitutionnel », qui serait la « grande réalisation intellectuelle de notre après-guerre ». <sup>17</sup>

Bref, contre la renaissance de la Mitteleuropa, ils proposent de confirmer l'ancrage de l'Allemagne dans l'Ouest otanique, de l'ouvrir sans réserve à la culture politique occidentale. Piètre défense ! Certes, il fallut une première guerre mondiale pour que l'Allemagne — nous voulons dire ici une partie de ses classes dirigeantes — reconnaisse la supériorité de l'idéologie démocratique wilsonienne sur l'efficacité bureaucratique prussienne <sup>18</sup>, et une seconde guerre mondiale pour ramener l'Allemagne nazie dans le giron des démocraties occidentales.

Or dans les deux cas, la « démocratie allemande » se constitua ouvertement en tant que contre-révolution : après 1918, en tant que conséquence de l'écrasement de la révolution de 1918, et le noyau dur de la République de Weimar fut constitué par les forces contre-révolutionnaires ; après la seconde guerre mondiale, l'Allemagne de l'Ouest se constitua ouvertement comme avant-poste de la « guerre froide » contre le communisme.

Rappelons simplement ici les lois d'urgence de 1968, le *Berufsverbote*, l'interdiction du PC en 1956. Il faut souligner qu'en 1951, les juges qui avaient servi sous le Ille Reich avaient été réintégrés dans la justice de la RFA. Ainsi, certains juges nazis qui avaient autrefois poursuivi les communistes pouvaient-ils vingt ans plus tard jeter le KPD hors la loi.

Bref, l'Etat constitutionnel de la RFA porte en lui les germes d'une politique raciale, antidémocratique et expansionniste. Cet état de fait fut toléré et encouragé par les puissances alliées occidentales pour mener leur combat anticomuniste et antisoviétique. Aujourd'hui, « le communisme s'est effondré à l'Est », et c'est la RFA qui mène le jeu, dominant le processus d'unification-Anschluss et le présentant comme une simple étape dans l'expansion de sa puissance économique.

### **Notes :**

<sup>1</sup> *Problèmes économiques*, n° 2165, 7 mars 1990, pp. 8-13.

<sup>2</sup> La Loi fondamentale de la RFA indique non seulement que tout habitant de la RDA est de droit citoyen de la RFA, mais que tout Allemand qui le désire est ressortissant de la République fédérale. L'article 23 précise que les Länder, une fois reconstitués en RDA, pourront adhérer directement à l'ensemble fédéral (cet article a été récemment rejeté par la majorité des partis et groupes politiques est-allemands, cf. *Le Monde* du 7 mars 1990). Sur les 720 000 « réfugiés de souche allemande » qui se sont installés en RFA en 1989, 343 000 venaient de la RDA, 250 000 de la Pologne et 98 000 de l'URSS (*Le Monde*, 9 janvier 1990).

<sup>3</sup> Ces vers figurent dans la première strophe qui, officiellement, n'était pas chantée. En 1986 (l'année de Bitburg), le ministre de l'Education du Bade-Wurtemberg donna aux instituteurs la directive d'enseigner les trois strophes de l'hymne national.

<sup>4</sup> Kohl fait le lien on ne plus clairement, en déclarant, contre la revendication polonaise des réparations, qu'il faut mettre sur le même plan « les crimes commis contre les Polonais au nom du peuple allemand et les crime commis contre les Allemands au nom de la Pologne » (*Le Monde* du 7 mars 1990).

<sup>5</sup> Ces lois d'exception antidémocratiques furent finalement votées le 30 mai 1968 par le Bundestag, les trois quarts des députés sociaux-démocrates votant pour.

<sup>6</sup> Nous nous appuyons ici sur les ouvrages suivants : G. Lukacs, *La destruction de la raison*, L'Arche éditeur, 1958 (édition allemande : 1952), en particulier le chapitre premier (« Sur quelques particularités du développement historique de l'Allemagne ») ; F. Neumann, *Béhémoth : Structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1987 (première édition : 1941) ; F. Engels, *La guerre des paysans* (1850), in *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Editions sociales 1951 ; F. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne* (texte paru en 1851-1852 sous la signature de Marx), in Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 1, Moscou, 1970 ; *Devant l'histoire : les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Éditions du Cerf, 1988.

<sup>7</sup> Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, Gallimard, La Pléiade, tome III, p. 391.

<sup>8</sup> Engels, *La guerre des paysans*, op. cit. p. 46.

<sup>9</sup> On retrouve aujourd'hui cette tendance chez les antirévulsionnistes tels Habermas (voir plus loin).

<sup>10</sup> Marx, *op. cit.*, p. 392.

<sup>11</sup> Franz Neumann, *Béhémot...*, op. cit., p. 109.

<sup>12</sup> « Il faut que la Prusse cesse d'exister, disait Engels, qu'elle se décompose en provinces autonomes, afin que l'esprit spécifiquement prussien cesse de peser sur l'Allemagne », *Critique du programme d'Erfurt*, in Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 3, Moscou, 1970, p. 461.

<sup>13</sup> G. Lukacs, *op. cit.*, p. 51.

<sup>14</sup> Cf. F. Naumann, *op. cit.*, p. 143.

<sup>15</sup> ... et non un Etat fédéral, précise Engels, qui serait un recul pour l'Allemagne, car il reviendrait sur les acquis de l'unité bismarckienne. *Critique du programme d'Erfurt*, op.cit. p. 461.

<sup>16</sup> *La grande controverse*, op. cit., p. 198.

<sup>17</sup> *Idem*, pp. 57-58.

<sup>18</sup> *Béhémot...*, op. cit., p. 24.

## **UN PASSÉ AUQUEL SOUSCRIRE : RÔLE ET MÉTHODES DE L'HISTOIRE**

*Claire Pascal*

Un passé auquel souscrire : c'est ainsi que le problème a été posé par un historien allemand en ce qui concerne la place à donner au national-socialisme dans l'histoire de l'Allemagne. Ce débat des révisionnistes allemands est à rapprocher de la vague d'un autre révisionnisme qui s'attaque à l'histoire de l'Union soviétique et en particulier à Staline : ici, il s'agit de l'objectif inverse puisqu'on voudrait obliger les Soviétiques à renier leur propre passé. Il faut également rapprocher ces tentatives des débats qui agitent les historiens et autres intellectuels français autour de la commémoration de la Révolution française : si cette célébration en grande pompe et nombreux discours leur permet de parler abondamment et luxueusement de la Révolution, c'est pour pouvoir mieux en fin de compte enterrer l'idéal révolutionnaire et ainsi enterrer l'avenir.

Cette utilisation intense et curieusement simultanée des révisions de l'histoire joue un rôle considérable dans la lutte que les États bourgeois livrent à la classe ouvrière. Elle montre à quel point la science historique et ses professionnels se sont compromis avec le pouvoir bourgeois, et ce depuis plusieurs décennies, dans quelle misère intellectuelle ils sont tombés, et aussi combien est grande l'inquiétude de ce pouvoir et de ses soutiens. La construction officielle, « l'interprétation dominante de l'histoire », est toujours un travail politique et idéologique de légitimation de la classe au pouvoir. Elle est l'œuvre de ces « experts en légitimation » que sont les intellectuels ralliés au pouvoir bourgeois : c'est pourquoi les « vérités » qu'ils prétendent vouloir faire découvrir et imposer peuvent dans une certaine mesure éclairer les enjeux politiques et l'état des rapports de classe actuels.

L'intensification des révisions du passé apparaît comme un signe particulièrement révélateur de la crise dans laquelle la bourgeoisie s'enfonce toujours plus aujourd'hui et des moyens qu'elle est prête à se donner pour en imposer les conséquences au monde entier. Tourner « enfin » la page de la Révolution française, se considérer comme l'héritier du pouvoir nazi, ou renier son passé révolutionnaire en Union Soviétique, tout ceci concourt au même but : briser l'idéal et la volonté révolutionnaires, casser toute révolte en salissant les victoires du passé et en même temps démontrer que « la bête immonde » est en chacun de nous. C'est en faisant de nous des peuples « a-historiques » que l'on tente aujourd'hui de nous asservir.

Cette évidente tentative de dissoudre dans l'oubli les périls du passé pour conjurer ceux à venir représente du coup un bel hommage rendu au matérialisme historique. Si bourgeois et révisionnistes s'entendent pour reconstruire le passé, c'est pour éviter que l'on découvre dans le mouvement historique du mode de production capitaliste la nécessité de sa chute. Aussi, les révisions de l'histoire font-elles partie intégrante de la violence permanente qu'entretiennent capitalistes et révisionnistes pour étouffer notre conscience, au même titre que le « respect des grands équilibres » constamment évoqué pour justifier l'aggravation des inégalités.

### **En Allemagne...**

Des événements récents en Allemagne sont venus confirmer l'actualité de ce que l'on a appelé la « querelle des historiens allemands ». Après la démission du ministre Jenninger en novembre 1988, à la suite de sa justification de la « nuit de cristal », la montée de l'extrême-droite lors des élections à Berlin (29 janvier 1989) et dans d'autres villes, s'est révélée dirigée par un ancien Waffen SS, de la légion Charlemagne, un « patriote pur et dur », auquel les trois puissances occidentales, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne, avaient donné l'autorisation de se présenter devant le suffrage universel. Résolument tourné vers l'avenir, n'avait-il pas affirmé : « il faut en finir avec les éternels mea culpa sur le passé, être aussi fier de notre pays que les Américains, les Français et les Turcs » ?

La querelle des historiens allemands avait éclaté après la cérémonie du 8 mai 1986, lorsque Reagan s'est recueilli sur la tombe des soldats allemands au cimetière de Bitburg. Suscitée donc par une circonstance précise et non fortuite de l'actualité internationale, cette « querelle » n'a pourtant pas créé le débat.

En effet, dès les premières années de l'Allemagne fédérale, la question de l'origine du nazisme a été débattue — et c'est toujours le cas depuis lors — uniquement en fonction de la situation internationale du moment, plus précisément, en fonction de ce que l'on appelle les « rapports Est-Ouest ». En fait, le problème est toujours pour les États impérialistes de nier le dilemme fondamental : socialisme ou barbarie, et au fil des années, leurs idéologues ont dû dissenter sur l'essence diabolique, hors du temps, du nazisme, puis sur sa comparaison avec le « stalinisme », ensuite sur sa banalisation planétaire au travers de la dénonciation d'autres régimes réputés « rouges » (vietnamien, cambodgien, etc.).

A ce débat de fond s'ajoute aujourd'hui de façon plus précise la question de l'évolution des rapports entre les deux Allemagne, en relation avec les bouleversements qui surviennent dans les anciens pays socialistes. Le problème est donc objectivement complexe, mais la façon dont il est débattu par l'intelligentsia allemande, qu'elle soit franchement réactionnaire ou réformiste, le rend particulièrement confus et malsain, dans la mesure où ni les uns ni les autres ne veulent, ni ne peuvent poser la question dans le sens de la condamnation du système capitaliste, de la démocratie bourgeoise et de la complicité criminelle des États, ni donc expliquer réellement l'origine du nazisme. Prisonniers des limites qu'ils se sont eux-mêmes données, ils s'avèrent singulièrement impuissants à justifier la présence de nazis (qu'ils ne peuvent qualifier de « repentis ») dans les gouvernements actuels.

### **En URSS...**

En Union Soviétique, le pouvoir révisionniste n'en finit pas de condamner le passé révolutionnaire du pays qu'il dirige. Son ralliement à l'économie capitaliste au travers de réformes de plus en plus « audacieuses » et catastrophiques va de pair avec son attachement réel et toujours plus affirmé à l'idéologie bourgeoise et à ses divers credos. Il nécessite donc, et ce bizarrement depuis plus de trente ans maintenant, des attaques continuelles contre la révolution russe et surtout contre Staline, précisément contre celui qui a su vaincre le nazisme. Ce n'est donc pas un hasard si l'anti-stalinisme officiel s'est désormais introduit dans un domaine jusque là préservé, celui de la grande guerre contre le nazisme. Une série de « révélations » dressent le portrait d'un Staline plus soucieux de partager l'Europe avec son compère Hitler que de préparer la lutte antinazie. Tout le monde trouve son compte dans cet incroyable mépris des faits : si les hordes nazies agressent l'URSS, c'est en raison de la coupable imprévoyance de Staline, mais lorsque ce dernier lance cinq millions de soldats rouges, sept mille chars et cinquante mille canons contre Berlin, c'est pour dominer l'Europe ! Ces attaques s'adressent simultanément à deux publics, qui sont loin de présenter les mêmes caractéristiques : d'un côté, le pouvoir révisionniste doit donner toujours plus de gages de fidélité au capitalisme et à l'idéologie bourgeoise. De moins en moins « soumis », et de plus en plus « partenaire » à part entière de ce système, il doit sans cesse œuvrer à l'humiliation de son peuple qui visiblement lui résiste encore. Et cette résistance ne peut se comprendre sans l'attachement du peuple soviétique au régime qui a vaincu le nazisme et jeté les fondements du système socialiste : la destruction de cette fidélité est donc un enjeu majeur de la survie de l'État révisionniste. « Les plus ardents avocats de la « glasnost » (commente *Le Monde* du 11 août 1988) expliquent que ce brutal éclairage — le procès de Staline — jeté sur le passé est indispensable si la société soviétique veut effectivement se débarrasser des vices hérités de trente années de stalinisme ».

### **En France...**

En France, les spécialistes de notre histoire proclament ce qui est à leurs yeux une évidence :

*« La culture révolutionnaire est en train de mourir... La démocratie française est en train de ressembler aux autres démocraties du monde occidental. L'exceptionnalisme politique français, marqué par un violent antagonisme droite-gauche et par le poids idéologique du PC est en voie de liquidation... Mai 1968 et les années qui ont suivi ont marqué de façon spectaculaire ce sentiment de basculement du monde politique. 1968 a été comme une dernière représentation théâtrale, un baisser de rideau de la symbolique révolutionnaire. Le danger présent de cet effacement, c'est l'absence de culture politique de remplacement. »<sup>1</sup>*

Jean-Pierre Rioux souligne encore les enjeux de la recherche en histoire :

*« Le repli sur la quiétude du quant-à-soi serait la caractéristique des sociétés occidentales du XX<sup>e</sup> siècle... : réponse à courte vue peut-être, mais de bonne guerre, à cette violence collective, à cette excitation des masses endoctrinées qui ont copieusement ensanglanté la planète depuis 1914. »<sup>2</sup>*

Mais une certaine inquiétude perce aussi sous ce ron-ron satisfait :

*« Le retour du sujet dans toutes ses inquiétudes se doublera vraisemblablement, demain, d'une quête toujours aussi anxieuse de l'identité nationale et de ses modes de reproduction. Et l'individualisme lui-même n'aura pas sa chance s'il s'obstine à errer en état d'apesanteur sociale... »*

Le primat de l'économique et du social en histoire est un chemin qu'on ne veut plus explorer. Il faut dire que c'est une voie périlleuse, et qui ne peut conduire qu'à une impasse lorsque, sous des airs matérialistes, on veut l'emprunter pour montrer la permanence des choses sous l'écume des événements politiques, pour laisser place à cette « nappe d'histoire stagnante » que Braudel nomme « la vie matérielle », ou même pour légitimer le système capitaliste.

Actuellement, on assisterait donc à un nouveau basculement, désigné en France par l'expression : le retour du politique. François Furet, maître en la matière, l'explique ainsi :

*« Mes goûts, mes intérêts, me portent davantage vers l'histoire politique. Or pendant longtemps, cette histoire a été considérée comme secondaire. La politique n'était qu'une « superstructure », l'« effet » d'un phénomène historiquement nécessaire : l'avènement, au bout d'une longue ascension, de la bourgeoisie. Or, si la Révolution est l'événement le plus universel de notre histoire, c'est qu'elle est fondatrice non de nouveaux rapports économiques, mais de nouveaux principes politiques et de nouveaux modes de gouvernement . »<sup>3</sup>*

### **Science en marche ou machine bureaucratique : Le cas des *Annales* et de la « Nouvelle Histoire »**

Cette situation ne date pas d'hier : de nombreux éléments prouvent qu'elle a commencé à se développer sous ses aspects organisés dès la Première Guerre mondiale et la révolution russe dans les pays occidentaux, et que le réformisme a été un des principaux vecteurs de la diffusion des conceptions antimarxistes de l'histoire.

Mais malgré leurs objectifs de mainmise intellectuelle à l'échelle mondiale, soutenues en cela par le révisionnisme dès le XX<sup>e</sup> Congrès, la « nouvelle histoire » et ses « nouvelles méthodes » ne sont pas parvenues à leur but : la faiblesse de leur théorie est aujourd'hui plus que démontrée par la faiblesse des résultats et la pauvreté de la plupart des sujets d'études, tandis que la réalité vient chaque jour démentir leurs affirmations sur l'immobilisme des sociétés, la passivité des masses, et la vanité du politique. La cause fondamentale de cet échec tient au rejet du matérialisme historique, ainsi qu'à son asservissement idéologique, à sa soumission aux seules « sciences » que l'idéologie bourgeoise sache promouvoir, l'idéalisme et l'empirisme : deux écrans de fumée appelés « méthodes » qui légitiment le rejet en bloc du débat théorique.

Du coup n'en paraît que plus clairement la supériorité du marxisme, dont ces historiens veulent sans cesse démontrer les limites ouïes erreurs. C'est avec dépit qu'un Furet constate :

*« La Révolution comme tremblement de terre politique universel continue de passionner les pays étrangers... Il est vrai que la rupture apparue en 1789, celle des droits de l'homme et de la souveraineté du peuple, demeure une énigme intacte après deux cents ans de travaux et de débats destinés à percer le mystère. »<sup>4</sup>*

Peur de la révolution, peur de la violence et des ruptures et renversements qu'elle implique : on ne peut expliquer autrement toute cette savante besogne des intellectuels officiels qui ne cherchent rien d'autre que nier, « relativiser », voire calomnier le progrès et le courage des hommes. Ce travail d'enterrement de l'avenir ne se fait pas au travers de discours et débats ouvertement politiques : non, il est affaire de spécialistes, territoire d'experts dont la scientificité est prouvée par le seul et unique fait qu'ils affichent leur rejet de l'idéologique (du philosophique, ou du métaphysique selon les auteurs). Territoire interdit à quiconque n'appartient pas à la caste de ces « initiés au mystère de la méthode ».

En France, il faut remonter aux années vingt pour voir s'instaurer le pouvoir et les méthodes de ce qu'on a appelé la « nouvelle histoire », c'est-à-dire s'imposer l'obligation morale faite à tout historien voulant être reconnu comme tel par ses pairs de pratiquer l'empirisme en tant que seule méthode scientifique en histoire et de rejeter toute conception philosophique susceptible d'influencer son travail. Dès ce moment, l'objectif unique de l'Ecole des *Annales* et de la « Nouvelle Histoire » a été de lutter contre le marxisme et ses implications philosophiques et politiques. Le travail des historiens appartenant à cette école a visé à démontrer que « Marx avait tort ». Or on voudrait en même temps

laisser croire que l'idéologie des *Annales* est une idéologie progressiste, voire marxisante (en raison sans doute de sa polarisation sur le « matériel »), et que ses préoccupations sont strictement des préoccupations de scientifiques soucieux d'améliorer la science de l'histoire et ses méthodes.

Les *Annales* ont construit leur succès sur le double mythe de leur nouveauté et de leur marginalité, s'appuyant sur une pseudo-critique et un pseudo-rejet de l'histoire dominante, dite positiviste, événementielle, rejet en bloc qui a permis l'évacuation quasi systématique de l'histoire politique, de l'histoire des États et des nations (sous prétexte de rejet de la politique politicienne), et de l'histoire événementielle (qualifiée d'épiphénomènes sans intérêt). Il n'est pas inutile de rappeler que ce courant a surgi aux lendemains immédiats de deux « épiphénomènes », la guerre impérialiste et la révolution russe...

Pour se « démarquer » de Marx et pour mieux attaquer ses théories, il a paru nécessaire de montrer que le capitalisme devait être considéré comme un objet d'études scientifiques et non de « polémiques », vaines évidemment. En 1931, Henri Hauser l'annonçait dans son introduction aux *Débuts du capitalisme* : « nous croyons qu'on peut parler du capitalisme comme d'un fait, sans amour et sans haine ». Et pour Thierry Paquot, qui a rédigé l'introduction de *Lire Braudel*, un des objectifs des nouveaux historiens est bien toujours de « relativiser » la façon de parler du capitalisme : « le capitalisme n'est pas une maladie honteuse, mais une période de l'histoire de l'humanité à laquelle sont liées d'importantes transformations de trois ordres : dans la façon de travailler, de penser, de vivre, d'aimer, de rêver, etc. »<sup>5</sup>.

Fort bien. Mais on constate que, dès les années vingt-trente, cette raison scientifique aseptisée s'est révélée largement contaminée par l'idéologie. Les longues études de nos historiens ont visé, chacune à leur façon, à démontrer essentiellement :

- que le capitalisme n'est pas un moment dans l'histoire humaine (c'est-à-dire avec un début clairement fixé et aussi une fin) mais un phénomène permanent, donc que le cadre que Marx lui aurait prétendument donné de façon formelle doit être élargi bien avant l'époque du capitalisme industriel du XIX<sup>e</sup>. Pour cela, il faut surtout situer l'essence du capitalisme dans la sphère de la circulation, et non dans le mode de production des marchandises, ce qui permet de se débarrasser de la question des rapports sociaux et des contradictions liées au mode de production et au salariat ;

- que les attitudes « capitalistes » ont toujours existé (et donc qu'elles existeront toujours : la mise en avant du rôle du marché dans les systèmes féodaux en amont de la période capitaliste « classique » permet de confirmer la fatalité de la réintroduction en aval des « lois du marché » dans les systèmes socialistes de l'Est) ;

- que son « stade suprême », l'impérialisme, traduit en langage annaliste par le concept moins passionnel d'« économie-monde », serait en fait une réalité ancienne, comme le prouvent les circuits des monnaies, des matières précieuses et autres marchandises ;

- que les masses, dont certains annalistes étudient les conditions d'existence, se contentent de vivre au jour le jour, sans penser ni agir (d'où la multiplication des études sur le « quotidien » — « je crois l'humanité plus qu'à moitié ensevelie dans le quotidien » disait Braudel).

Que ce soit en privilégiant le « mouvement » suscité par les « mécanismes économiques », ou en ramenant toute perspective historique au terrorisme de la « longue durée », il faut montrer que la part de liberté de l'homme est infime, qu'il est inexorablement pris dans les contingences d'un milieu naturel (d'où l'opération de charme en direction de la géographie, que l'on présente fort indûment comme la science déterministe par excellence), d'habitudes, de gestes réguliers (les anthropologues, ethnologues et leurs héritiers de la décolonisation, les sociologues, seront alors fort utiles pour assurer le succès de l'équilibre structuraliste et des thèses de la « reproduction »), qui échappent à sa conscience et à sa maîtrise.

Il apparaît enfin et surtout que le succès du courant annaliste s'appuie à partir des années cinquante-soixante sur les reniements de ces intellectuels qui justifiaient leur combat contre le marxisme et l'idéal socialiste par leur rejet du « legs stalinien ». Au-delà même de l'éclatement de cet ensemble contrôlé par Braudel jusque très récemment, on peut en effet distinguer le noyau idéologique des successeurs, essentiellement constitué des « orphelins du PCF », ceux qui

*« ont adhéré au stalinisme avec ardeur tout en préparant ensemble l'agrégation d'histoire dans les années cinquante : F. Furet, J. Ozouf, D. Richet, E. Le Roy Ladurie, A. Besançon, M. Agulhon... les anciens communistes repentis et reconvertis au libéralisme ont rencontré une deuxième famille politique, celle de la « deuxième gauche », marquée par l'expérience désastreuse du molletisme, sensible aux thèmes anti-étatiques, à la défense de la société civile, à l'expérimentation sociale. On y retrouve notamment J. Julliard, P. Nora, M. Ferro, M. Winock... Cette rencontre a permis que se réalise une véritable opération syncrétique autour d'un credo commun qui a trouvé pour lieu l'École des Annales. On peut qualifier ce discours de socio-libéral et percevoir qu'il recouvre pour l'essentiel le noyau de pouvoir de l'école. A ce noyau se sont agrégés d'autres courants venant soit d'une droite non conformiste ayant rompu avec l'histoire traditionaliste, soit d'un pôle marxisant ou d'indépendants de gauche ayant renié tout le legs stalinien . »*<sup>6</sup>

Enfin, leur succès doit au caractère institutionnel et fortement bureaucraté de leur hégémonie. Braudel a été, dès le lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le personnage central de cette vaste machine anti-marxiste et anti-scientifique, la « nouvelle histoire », héritière institutionnalisée de l'École des *Annales*.

Son succès tint essentiellement à son art déjouer des opportunités politiques du moment. Affichant ouvertement une stratégie d'hégémonie, très mal ressentie par ses contemporains (« la leçon des *Annales*... c'est que toutes les sciences humaines sont incorporées à l'histoire, et deviennent des sciences auxiliaires »), il a surtout eu le bon goût d'offrir à ses futurs mécènes américains une adhésion transparente au « monde atlantique », opposé au « monstre des terres », l'Union soviétique (termes utilisés dans la conclusion de sa thèse, en 1948, et cités par Dosse).<sup>7</sup>

L'argent nord-américain lui servit donc à financer ses projets à partir de 1955, ce qui permit à la « Vie section » de gagner une quarantaine de directions d'études nouvelles ; et à la fin des années cinquante, sa volonté de créer une faculté des sciences sociales, dénoncée comme de l'impérialisme braudelien, ne sera satisfaite que grâce à l'argent de la Fondation Ford (la Maison des sciences de l'homme sera fondée en 1962). Braudel obtiendra en 1959 du ministère de l'Education nationale la création de 60 postes de chefs de travaux, une véritable OPA sur le champ des recherches en histoire, désormais tenue d'être braudelienne ou de ne pas être !

Durant la même période, on assiste au développement des sciences sociales, au nom des besoins en indicateurs économiques et sociaux : la statistique et la démographie deviennent les adjouvants indispensables du pouvoir politique, celui de l'État français, des entreprises et des syndicats comme celui des organismes internationaux (ce que l'on va appeler « la demande sociale »), ou des États-Unis, très présents dans les opérations de soutien, de financement ou d'exportation de méthodes de travail en direction des « sciences humaines ».

Cette « nouvelle école » n'est donc pas le fruit d'une amélioration ou d'une révolution scientifique, mais elle fait partie des instruments que le pouvoir bourgeois a mis en place pour lutter contre la puissance de la pensée marxiste. Se voulant une véritable machine de guerre contre la pensée dialectique, le matérialisme historique, et les luttes de classes en général, elle n'offre pour toute arme que le refus de la théorie, l'empirisme le plus grossier et surtout un mépris grandissant à l'égard des masses (lié à une peur et une haine grandissantes contre le marxisme).

Mais les nombreuses difficultés internes qu'elle a rencontrées, de même que la crise qu'elle connaît ouvertement aujourd'hui montrent les limites des possibilités réelles d'une telle machinerie : son éclatement dûment constaté ne peut être que salutaire, puisqu'il fait disparaître l'illusion d'« une » école historienne française unifiée et homogène et pourrait permettre le rétablissement d'un réel débat sur les objectifs et les méthodes de la recherche historique.

Car il est flagrant qu'on trouve de tout chez les Annalistes, et de telles cohabitations sont devenues apparemment aujourd'hui insupportables : si les uns attaquent le marxisme de façon plus que haineuse (on se demande bien pourquoi à l'heure où « tout le monde » s'accorde pour dire qu'on en a fini avec lui), d'autres historiens affirment leur attachement (plus ou moins vérifié, et souvent très révisé) au matérialisme historique, tandis que timidement, et malgré une (auto ?) censure flagrante, certains historiens se lancent aujourd'hui publiquement dans la critique de cette École, de ses méthodes, à travers la critique de Braudel et de son œuvre.

## Empirisme et idéologie bourgeoise

Dans le développement de la science, l'idéologie bourgeoise tend spontanément vers l'empirisme comme vers un refuge où ses préjugés pourraient survivre à l'abri de l'implacable dialectique matérialiste. Le rejet du marxisme, c'est en fin de compte, comme le prouve un siècle d'histoire intellectuelle, le rejet de la théorie, de la « raison », du principe de causalité, qui débouche inéluctablement sur l'empirisme le plus bornée. Ainsi pour Braudel, l'histoire doit-elle être « d'abord une description, simple observation, classement sans trop d'idées préalables ». <sup>8</sup> Cette méthode trouve encore d'ardents défenseurs :

*« Braudel ne raconte pas l'histoire du concept « capitalisme ». Jamais. Il raconte l'histoire des villes-mondes, de leurs outils, de leurs dirigeants et de leurs réseaux d'influence. Braudel n'écrit jamais une phrase du genre : « le capitalisme se matérialise dans les villes » ni « la bourgeoisie montante s'empare des villes et contrôle la zone centrale. » Jamais. C'est tout à fait remarquable. Ça n'a l'air de rien, mais c'est un « déplacement de perspective » que je trouve bouleversant par rapport à la manière traditionnelle, c'est-à-dire marxienne, de considérer l'histoire du capitalisme. Ce n'est pas une « coupure épistémologique », ce n'est pas la fondation d'une nouvelle science, ce n'est même pas une invention philosophique originale. Ce n'est que le retour à l'empirisme, à la description, à la mise en scène. La seule pratique que je considère comme vraiment « matérialiste ». Fernand Braudel s'inscrit, je crois, dans une tradition empiriste ou nominaliste des sciences sociales. Son œuvre se présente comme une suite inépuisable d'exemples, d'anecdotes, de descriptions, de témoignages, parfois de chiffres : bref de la description pure, du récit pur. Une méfiance constante, obstinée, à l'égard de toute théorisation. » <sup>9</sup>*

Toutefois, cette « tradition empiriste ou nominaliste des sciences sociales » ne va pas sans mortelles contradictions. Ainsi, le passage de la dilution des problèmes, propre à Braudel, où non seulement il n'y a pas de réponses, mais où les questions ont elles-mêmes disparu au moyen d'une « sorte d'ivresse de l'espace qui annihile les facultés critiques, un consentement à l'éparpillement non plus contrôlé, comme celui de l'auteur, mais subi, comme celui du lecteur absorbé » <sup>10</sup>, aux études plus spécialisées (voir la mode envahissante de la monographie) est un passage critique pour la nouvelle histoire. En effet, les héritiers ne peuvent pas concurrencer le maître sur son terrain « planétaire », mais seulement « approfondir » sa thématique : chose que le « maître » a regretté, et à juste titre, puisque ce processus ne peut être que destructeur pour une telle « École », en l'obligeant à aller jusqu'au bout des conséquences de ses analyses, c'est-à-dire à « retomber » dans les problèmes philosophiques et idéologiques. Bref, une sérieuse remise en question des vertus de l'empirisme : « la simple observation empirique qui se refuse à conceptualiser et à interroger au-delà des évidences non seulement reste largement impuissante mais... donne l'illusion de connaître quelque chose là où nous ignorons à peu près tout. » <sup>11</sup> L'étape suivante, celle des tentatives de bilans et de synthèse, implique (plus ou moins consciemment d'ailleurs) la critique de l'esprit de cette École et sa condamnation en tant qu'idéologie réactionnaire : actuellement, elle montre surtout la difficulté des historiens français à poursuivre jusqu'au bout leurs critiques, tant ils semblent imprégner par les principes de l'apolitisme et de l'anti-matérialisme, même quand le caractère progressiste de leurs idées et de leurs questions est indéniable.

### Quels progrès en histoire ?

Pour les marxistes, philosophie et histoire sont intimement liées. Ce n'est pas le cas pour ceux qui affirment que leurs méthodes de travail ne peuvent être scientifiques que parce qu'elles sont (d'après eux) libres de toute conception philosophique et partant idéologiquement neutres. Nier la vérité du sens du travail de l'historien, et le caractère essentiel de ce travail sur le plan idéologique et politique n'aboutit finalement qu'à s'obliger au travail « gratuit » (l'histoire pour l'histoire), au travail réellement aliéné. Car la recherche en histoire peut-elle être autre chose qu'une contribution à la constitution d'une conscience collective, ce à quoi elle a traditionnellement toujours visé, et dont les historiens contemporains prétendent devoir et pouvoir s'émanciper pour des raisons scientifiques ? L'histoire est-elle « scientifique » quand elle prétend être un descriptif de situation ou d'événements passés acceptable et accepté selon elle de l'ensemble des individus ou groupes partie prenante ? Un historien du début du siècle enjoignait ses collègues de ne révéler ni leur pays d'origine, ni leur religion, ni leur appartenance politique, mais sans doute a-t-il échoué dans cette démarche d'une certaine morale scientifique puisqu'aujourd'hui nous connaissons, ou devinons facilement l'origine réelle, historiquement et idéologiquement déterminée, du prétendu universalisme de la culture et des sciences qui envahit tous les discours bien pensants.

C'est bien cette séparation qui est saluée comme un grand progrès de la part des historiens contemporains et qu'ils considèrent comme la marque principale de la science dans les sciences humaines. Le « sine ira et studio » (qui définit également le parfait bureaucrate de Max Weber) devrait être la base d'une véritable discipline du chercheur contemporain.

Le révisionnisme ne tarira pas de critiques contre ces tentatives d'organiser une véritable histoire marxiste. En 1960, « on s'amuse » du débat des historiens soviétiques des années quarante-cinquante sur les difficultés de la périodisation et l'impossibilité de trouver l'esclavage ou la féodalité « à l'état pur » ; débat réel ou non, l'important est que sa critique s'intègre parfaitement dans l'idéologie révisionniste de la lutte contre les « dogmes » : désormais, il faut assouplir l'interprétation marxiste vis-à-vis des situations particulières. Le XX<sup>e</sup> Congrès apporta sa sanction aux tendances « nouvelles » (lutte contre l'excès de « politisation » développé sous Staline, élargissement des champs de recherche et spécialisation plus étroite, rejet du dogmatisme et de la manie des citations...). D'un côté, « si l'on voulait que l'histoire remplisse sa fonction véritable, il fallait désormais distinguer plus nettement la philosophie de la société (le matérialisme historique), la théorie de la société (la sociologie), et l'histoire de la société (les sciences historiques) et reconnaître l'autonomie relative de chacune de ces disciplines. »<sup>12</sup> De l'autre, il fallait aussi importer les méthodes nouvelles venues d'Occident : désormais « libérés du joug du stalinisme », les historiens soviétiques furent « pressés » (*sic* — p. 64), de s'initier à la cybernétique, aux techniques de l'ordinateur, à la statistique, à l'analyse structurale et à l'utilisation des modèles mathématiques...

Car « de même que les progrès de la musique sont liés aux améliorations apportées à la nature des instruments, et que les progrès de l'astronomie sont liés à la capacité de produire des télescopes de plus en plus puissants, de même les tendances de l'histoire sont liées à la mise au point de techniques et de méthodes nouvelles, qui seules les ont rendues possibles ». « C'est la méthode qui demeure au centre des préoccupations » (p. 81) !

On peut encore mieux percevoir l'ambiguïté et l'étroitesse des rapports entre philosophie de l'histoire, champs de recherches et méthodes en constatant que c'est précisément au moment où de nombreux pays ont accédé à l'indépendance, et donc ont entrepris de « faire leur histoire » que la mode du rejet du politique et de la nation s'est imposée chez les libéraux et les révisionnistes ... Pendant que les uns tentaient de se libérer du poids de l'idéologie colonialiste, en développant de nouvelles méthodes de recherche historique (en particulier la recherche de sources autres que l'écrit), d'autres prétendaient donc se libérer de l'idéologie tout court, en condamnant l'histoire politique et nationale comme objet non scientifique...

*Cet article a été rédigé fin 1988.*

### **Notes :**

<sup>1</sup> François Furet, historien, interviewé dans *Le Monde* du 28 août 1988.

<sup>2</sup> *Le Monde* du 15 avril 1988.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

<sup>5</sup> *Lire Braudel*, p. III. On retrouve ce dilemme de l'historien patenté chez Furet à propos de la Révolution française : « il est temps après deux siècles de guerre civile idéologique d'affirmer que la Révolution française est terminée et de la considérer enfin comme un objet de science » (*Le Monde* du 28 août 1988), ou encore chez Nolte à propos du nazisme : « la virulence d'un fait historique ou politique représente une grande menace pour la recherche » (*Devant l'Histoire, les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Editions du Cerf, 1988).

<sup>6</sup> François Dosse, *Lire Braudel*, p. 157 et suivantes.

<sup>7</sup> *op. cit.*, p. 158.

<sup>8</sup> *La Dynamique du capitalisme*.

<sup>9</sup> *Lire Braudel*, François Fourquet, p. 90-91, qui se pose en admirateur de Braudel : ses propos sont donc à prendre au premier degré !

<sup>10</sup> *Lire Braudel*, Michel Morineau, p. 29.

<sup>11</sup> *Lire Braudel*, Alain Caillé, p. 105.

<sup>12</sup> G. Barraclough, *Les tendances actuelles de l'histoire*, Flammarion, col. Champs, 1980, p. 63.

## L'HISTOIRE : UN ENJEU IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE

Bernard Peltier

La guerre idéologique menée, sur une échelle inconnue jusqu'alors, par la bourgeoisie dans les années qui ont suivi la grande secousse de mai 68, a conduit à un terrible recul du marxisme dans notre pays. Mais une fois parvenue — de manière définitive croit-elle — à imposer l'idée de la faillite de la doctrine de Marx, la bourgeoisie ne s'est pas jugée satisfaite et elle a poursuivi son offensive visant à détruire toute pensée critique.

Ainsi, après avoir proclamé la mort du marxisme, de la théorie de la révolution, elle tente maintenant de décréter la suppression du concept même de révolution. Dans sa prétention réactionnaire à exorciser tout ce qui menacerait la perpétuation de sa domination de classe, la bourgeoisie pense donc pouvoir boucler la boucle qui tient le prolétariat prisonnier de sa dictature, en présentant l'idée de renversement de l'ordre social comme une violence illégitime, la possibilité d'une rupture radicale dans la marche de la société comme un non-sens, la révolution comme une dangereuse illusion.

Avec cette volonté d'éradiquer à jamais l'espoir dans le changement, d'invalider le processus révolutionnaire lui-même comme étape nécessaire du développement des sociétés, l'histoire devient un enjeu idéologique et politique essentiel, puisqu'il s'agit pour la bourgeoisie d'extirper tout sens du devenir historique, de nier toute perspective historique, pour imposer au prolétariat l'idée de la fatalité de sa condition actuelle, pour condamner les classes dominées à l'horizon étroit de l'immédiat. C'est ce gigantesque mensonge que l'ensemble des moyens de propagande tente de faire passer pour vérité absolue, dans l'espace et le temps. À l'opposé, pour réaliser son aspiration à une vie nouvelle, pour inventer son propre devenir, le prolétariat doit retrouver la mémoire, non pas — comme le voudrait la bourgeoisie — celle de ses seuls échecs et de ses défaites, mais bien celle de sa mission historique, qui consiste précisément à affranchir l'humanité de l'exploitation de classe.

### Fin des idéologies, fin de l'histoire...

La pensée bourgeoise actuelle qui, sous couvert de modernisme, proclame cyniquement la fin des idéologies, proclame en même temps la fin de l'histoire. En effet, le discours standardisé qui appelle au « consensus sur l'essentiel » se réduit à un pragmatisme justifiant le statu-quo, à une philosophie de la force des choses. Cette « pensée » médiatique tente de nous convaincre que le monde où nous vivons est un moindre mal et que vouloir le changer ne peut que mener au goulag ou à la barbarie. Elle prétend refuser toutes les idéologies, présentées comme des systèmes engendrant la terreur et le totalitarisme, mais elle-même s'emploie à cacher qu'elle est une idéologie, l'idéologie de la résignation, l'idéologie d'une société qui prétend ne pas se penser comme telle, qui interdit d'envisager son devenir historique. Cette idéologie de la démocratie impérialiste exprime donc bien un désir de fin de l'histoire, qui a assuré un succès immédiat aux thèses d'un Fukuyama (« L'universalisation de la démocratie libérale occidentale apparaît comme la forme finale de gouvernement humain »). Fukuyama, par ailleurs, identifie bien la « fin de l'histoire » avec la « fin de la pensée », lorsqu'il montre que le libéralisme n'est pas une idéologie, mais une « vacuité spirituelle ».

Les idéologues actuels de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de gauche, prétendent conjurer la révolution par la modernité. Mais ces idées neuves dont ils nous abreuvent ne sont que les débris de toutes les vieilles théories réactionnaires, appelées à la rescousse du capitalisme pourrissant et remises au goût du jour. La filiation est en tout cas directe entre les plumitifs de la « nouvelle » gauche au service de l'État-PS et les thèses déjà oubliées des ex-« nouveaux » philosophes. Ce furent en effet ces intellectuels qui, repentis de l'éphémère agitation spontanéiste après 1968, posèrent les bases des mensonges actuels. Les Lévy et autres Glucksmann proclamèrent alors qu'ils avaient été trompés par les idéologies, ils prétendirent nous interdire de penser et décrétèrent la fin de l'histoire. Lévy écrivait ainsi :

*« Nous vivons la fin de l'histoire parce que nous vivons dans l'orbe du capitalisme continué. [...] Je crois bien en ce sens qu'il n'y a plus d'alternative progressiste au capitalisme. [...] C'est une idée de rêveur réactionnaire et d'irresponsable que de miser sur une alternative radieuse dont l'apparent manichéisme ne fait que masquer le plus redoutable des désirs d'ordre. Mettons qu'il faille dire aujourd'hui capitalisme ou barbarie. »*

Le discours commun à tous ces théoriciens enrôlés au service de la démocratie bourgeoise affirmait que l'histoire n'existe pas en tant que réalité, que le présent seul existe, un présent intemporel, sans passé et sans devenir possible. Certains allaient même jusqu'à expliquer que le réel lui-même n'existe pas, mais que seul existe le « discours sur le réel » et l'« histoire du discours ». Le rêve des nouveaux philosophes était celui d'une société morte, dans laquelle il n'y a plus de mémoire possible, c'était le rêve d'un peuple sans passé et qui n'a donc point d'avenir.

C'est le même rêve qui fait déclarer quelques années plus tard à l'idéologue de la « nouvelle » gauche, Julliard : « Puisque, malgré lui, 1968 nous a libérés de l'utopie, c'est-à-dire du passé, tandis que 1981 nous émancipait de la doctrine, c'est-à-dire de l'avenir, nous pouvons aujourd'hui tenter de vivre au présent. » Ce discours cynique du réformisme au pouvoir rappelle à tous ceux qui, faute d'« alternance », avaient pu l'oublier, que la caractéristique principale du réformisme n'est pas tant de refuser la révolution que d'interdire toute réforme réelle, pour prôner la résignation.

### **Une commémoration contre l'histoire**

La commémoration en 1989 du bicentenaire de la Révolution bourgeoise française a fourni aux idéologues de la classe dominante l'occasion de propager plus largement encore leur conception réactionnaire de l'histoire, tout en s'attaquant avec une écœurante quasi-unanimité à l'idée même de révolution. L'objectif essentiel de cette entreprise officielle de révision de l'histoire était la remise en cause du caractère historique fondateur qu'a revêtu la révolution bourgeoise de 1789. D'un événement qui a représenté une rupture radicale, un puissant mouvement social accompagné d'une formidable prise de conscience, il fallait faire un épiphénomène mythique et illusoire. Il fallait ôter tout sens à cette brève période de profonde transformation, en diluant l'événement dans un « temps long », soi-disant marqué par la « permanence des structures et des mentalités », en le vidant de son contenu social déterminé par les aspirations des masses populaires devenues acteurs de l'histoire.

L'offensive a été menée tous azimuts : en se dissimulant sous la parole consensuelle de la tradition républicaine, en reprenant le discours à la mode sur les droits de l'homme, sans oublier le recours à la vieille thématique contre-révolutionnaire à peine modernisée. Un dirigeant du PS comme Mermaz, par exemple, a choisi de développer une dialectique bien fumeuse de l'histoire et de la tradition, se revendiquant de la tradition pour mieux décréter aussitôt que celle-ci ne doit déterminer en rien le déroulement de notre histoire. Mermaz affirme ainsi :

*« Un pays comme la France vit sur une tradition aujourd'hui établie, celle de la Révolution française. C'est un acquis. La Révolution n'est pas à l'ordre du jour en France parce que la grande Révolution a eu lieu. [...] Toute notre démarche dans la France d'aujourd'hui est défaire en sorte qu'il n'y ait pas de révolution. »*

Cette dernière phrase est bel et bien la quintessence de l'idéologie du parti socialiste au pouvoir. Mermaz prétend s'opposer à la révolution (prolétarienne) au nom de la révolution (bourgeoise). C'est clair et cela doit résonner comme une menace. Mais on s'instruit bien plus encore en lisant la description apocalyptique de la révolution que s'empresse de nous livrer le même Mermaz :

*« Dans une révolution, il y a toujours deux aspects : celui, inacceptable, du déchaînement des passions, des violences, des instincts impurs, et celui du résultat lui-même de la révolution. Une révolution ne sera jamais un bien en soi. On ne peut qu'être contre de ce point de vue. La seule constatation que l'on puisse faire est qu'il y a eu des révolutions et donc qu'il y a eu des causes. »*

Bien plus que la haine de la violence du peuple manifestée dans ce passage, ce qui nous intéresse ici est la conception de l'histoire affichée par Mermaz. La révolution semble selon lui dépendre de causes mystérieuses qui ont la particularité de ne déterminer en rien ni son déroulement ni ses conséquences. Mermaz se contente de « constater » des résultats (les fameux « acquis » sans doute), résultats sans cause apparente mais qu'il est bien obligé d'enregistrer, bien qu'ils soient le produit d'excès « inacceptables ». Mermaz voudrait une révolution qui soit « pure », une révolution sans révolution en fait, mais avec les « résultats ». Sa conception réactionnaire est au fond celle d'une histoire dont le commencement est déjà le début de la fin. Les propos de Mermaz donnent tout à fait le ton du discours commémoratif de 1989, et il n'est pas utile d'aligner les citations. Contentons-nous seulement de rappeler les conclusions d'une autre personnalité socialiste, le premier ministre en exercice lui-même, Michel Rocard, qui résuma ainsi la vision officielle du bicentenaire :

*« Dans les multiples conséquences de la grande Révolution, il y en a une qui est importante, c'est d'avoir convaincu beaucoup de gens que la révolution c'est dangereux et que, si on peut en faire l'économie, ça n'est pas plus mal. »*

## **La révolution et l'histoire**

La révolution sociale, en tant qu'étape essentielle du développement des sociétés, est un événement entraînant une transformation radicale, qui correspond au renversement d'un mode de production périmé et à l'instauration d'un mode de production nouveau, progressiste. Elle résulte nécessairement du développement des propres contradictions internes d'un régime social divisé en classes antagonistes. Ainsi, la révolution ne peut être en aucun cas, comme on voudrait nous le faire croire, un événement fortuit ou une anomalie de l'histoire, mais elle constitue au contraire un phénomène historique, qui doit être envisagé aussi bien du point de vue du passé que de celui de l'avenir, et dont la connaissance implique celle des conditions qui l'engendrent comme celle de son développement. Comme tout phénomène historique, la révolution est marquée par le changement continu qui exprime son essence contradictoire et son originalité spécifique.

La révolution est d'abord rupture de l'histoire, abolition du passé, critique et négation de celui-ci. Les hommes, pour faire l'histoire, doivent se libérer de son poids. La révolution vraiment sociale « ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé ». <sup>1</sup>

Mais la révolution est aussi accélération de cette histoire, ouverture de nouveaux possibles, création collective d'une nouvelle histoire, qui ne peut être totalement étrangère à celle de jadis. Si la révolution veut rompre avec le passé, les forces régressives la menacent de retour en arrière, c'est pourquoi elle ne peut se contenter d'être rupture avec l'histoire mais doit se constituer elle-même sa légitimité historique.

La révolution n'est donc en aucun cas la fin de l'histoire. Le communisme, but à atteindre par l'humanité, n'est que le commencement d'une autre histoire, celle du destin unifié de l'homme et de la nature enfin réconciliés, et dont la fin ne pourra être que la mort de l'univers. Si les hommes doivent rompre avec « les esprits du passé », leur capacité à engendrer une révolution dépend aussi, au-delà des conditions économiques et sociales, de la reconquête de la tradition révolutionnaire et, plus généralement, de la conception qu'ils se font, dans leur mémoire et leur conscience collective, de l'histoire.

Pour pouvoir construire l'histoire, leur histoire, les hommes doivent intégrer cette dimension dans leur projet révolutionnaire. La révolution exige donc la conscience de sa propre historicité, c'est pourquoi il ne peut y avoir de révolution possible dans une société non historisée. C'est ce qui différencie la révolution du mythe, du messianisme ou de la révolte, différence que les idéologues bourgeois s'évertuent en permanence à nier. Ainsi, les sociétés restées prisonnières du mythe sacralisent le passé et excluent les représentations du temps historique propres à ouvrir la possibilité d'une rupture. Quant au messianisme, il renvoie l'aspiration au changement dans le futur éloigné d'une libération surnaturelle. Au contraire, la révolution ne peut se placer que dans la réalité (à l'opposé de l'utopie) et dans le temps d'une histoire consciemment assumée.

On comprend alors les efforts démesurés faits par la bourgeoisie pour rejeter l'histoire, pour « dé-historiser » la société, afin d'éloigner définitivement le spectre de la révolution. Cette « dé-historisation » que la sanglante dictature nazie a pu imposer naguère par la terreur, la bourgeoisie française cherche aujourd'hui à l'obtenir par le discours de ses idéologues chargés d'accompagner et d'amplifier le recul actuel des idées révolutionnaires. Lorsque cette entreprise des classes exploiteuses réussit, lorsque les masses se révèlent incapables de se retrouver elles-mêmes dans leur vérité historisée, lorsque leurs aspirations à une existence nouvelle ne parviennent pas à surmonter les désillusions et la résignation, il ne leur reste plus alors que la révolte spontanée pour exprimer le refus de cette situation. Bien que la révolte soit souvent une manifestation de violence extrême, cette violence reste circonscrite à l'intérieur d'elle-même et ne débouche sur aucun progrès, parce que la révolte se montre incapable de maîtriser l'avenir et demeure prisonnière du passé. On sait que le fascisme a su jadis tirer parti d'une forme de révolte conservatrice, orientée vers le passé, qui se battait pour une restauration d'un prétendu « âge d'or » idéalisé.

## La révolution, le politique et le social

Une autre façon de nier l'historicité de la révolution est de nier son contenu social. La révolution sociale, il est vrai, passe par l'affirmation du politique, par le surgissement collectif du peuple rassemblé autour d'objectifs communs, qui désignent l'Etat comme enjeu et revendiquent le pouvoir comme moyen de faire naître le nouveau et de l'instituer de manière irréversible. Ceci est particulièrement vrai pour le prolétariat, dont le programme social et économique ne peut être mis en application tant que subsiste le capitalisme. Dans la société bourgeoise divisée en classes, le prolétariat est contraint d'utiliser les armes qu'il trouve dans cette société, d'où le caractère politique de sa lutte, puisque le politique est constitutif de la société bourgeoise. Toute transformation essentielle de sa condition passe ainsi inéluctablement par le politique, doit englober la dimension du pouvoir.

Cependant, le prolétariat doit s'efforcer de se délimiter nettement de la politique bourgeoise, il doit éviter de donner une forme trop exclusivement politique à son combat, dont les fondements sont avant tout économiques et dont les buts sont sociaux. C'est ce que Marx a exprimé en critiquant l'unilatéralité de l'esprit politique <sup>2</sup>, en appelant à dissiper toute illusion sur l'émancipation purement politique, qui ne peut être qu'« abstraite et partielle » (*La Question juive*).

La forme politique de la lutte du prolétariat est donc un élément historique déterminé par les conditions de la société de classes bourgeoise, mais l'historicité de sa lutte tient à sa capacité de réaliser son devenir social, à travers les moyens politiques. Marx résume ainsi la tâche historique du prolétariat, avec sa dialectique du politique et du social : « Conquérir l'émancipation économique grâce à la conquête du pouvoir politique et utiliser cette force politique pour la réalisation des buts sociaux. » <sup>3</sup>

Le processus révolutionnaire ne peut donc être réduit à un simple changement politique, car ce serait alors en faire un épiphénomène contingent, peut-être évitable, alors qu'il s'agit d'un processus global et nécessaire de transformation des rapports sociaux. La révolution doit bien sûr être conquête du pouvoir, un acte politique donc, mais c'est cet acte politique qui permet précisément au prolétariat de « repousser l'enveloppe politique » (comme l'écrivait Marx) pour dissoudre les rapports sociaux anciens et entreprendre son activité organisatrice exprimant ses propres buts sociaux. Il faut donc dépasser la notion de crise politique pour comprendre la révolution comme un événement décisif de révélation et de résolution des contradictions de la société, comme une coupure qui n'est pas seulement chronologique, comme un moment fondateur et créatif de l'histoire d'un peuple et de l'humanité.

La commémoration du bicentenaire de la Révolution de 1789, et sous bien des aspects l'essentiel de la tradition républicaine bourgeoise française, se caractérise par une tentative manifeste de construire une vision mythique et abstraite, donc « dé-historisée », de la Révolution. S'ajoutant aux remarques déjà énoncées plus haut, on voit maintenant que cet objectif anti-révolutionnaire peut être également atteint en évacuant le contenu social de la Révolution. Il est vrai que les Jacobins ont eux-mêmes entretenu de graves illusions sur la toute-puissance de la volonté politique <sup>4</sup> qu'elle manifeste, mais l'essentiel dans la Révolution française est qu'elle fut particulièrement marquée par une fusion des idéaux d'égalité sociale et d'égalité politique. La question sociale était partie intégrante de la Révolution française, au contraire de la Révolution américaine qui lui tourna le dos. C'est pourquoi, en France, le peuple, la volonté populaire, sont apparus comme les sources du pouvoir nouveau à édifier, d'où la Terreur. C'est précisément ce que les idéologues libéraux ne peuvent accepter. Certains prétendent même y voir la source de tout totalitarisme. Ainsi, Hannah Arendt nous avertit : « Toute tentative pour résoudre la question sociale par des voies politiques mène à la terreur. » Pour Arendt, la Révolution française a dévié de son chemin, parce que Robespierre a voulu troquer la liberté contre le salut du peuple, c'est-à-dire qu'il a laissé la question sociale envahir les nouvelles structures politiques en formation. En fin de compte, Arendt considère la révolution comme un mouvement ravageur, relevant de l'irrationnel, dont les acteurs ne sont que des marionnettes mystifiées ou des barbares criminels.

Pour François Furet, le pape médiatique du bicentenaire, l'« erreur » de la Révolution a été celle de Jean-Jacques Rousseau : l'une comme l'autre ont voulu « déduire le politique du social », ont voulu affirmer « l'antécédence du social sur l'Etat ». En éliminant de la révolution son contenu social, les idéologues bourgeois lui font perdre son caractère d'événement profondément novateur et peuvent alors de nouveau la noyer dans un processus de longue durée où elle n'est plus qu'un épiphénomène.

Furet juge au fond la révolution comme anormale, car dans sa conception de l'événement politique, l'élément politique vient de nulle part, il n'est pas relié à la société, à son économie. En se limitant à une étude des représentations politiques, Furet privilégie et autonomise la sphère du politique, jusqu'à lui conférer une logique indépendante et déconnectée des autres aspects, empêchant ainsi de concevoir la révolution comme mouvement global d'émancipation de l'homme. Dans la lignée de Tocqueville et de Cochin, Furet s'est aussi attaqué à ce qui est pour lui la racine du mal, en condamnant le concept même de révolution, il a dénoncé le concept de souveraineté populaire comme la « matrice du totalitarisme » et affirmé que « 1789 ouvre une période de dérive de l'histoire ». À l'occasion du bicentenaire, il s'est associé au discours commémoratif honteux qui prétend célébrer 89 tout en le relativisant, tout en le coupant des idéaux, des valeurs et de l'œuvre des révolutionnaires. Toute idée de rupture, toute ligne de clivage ayant été évacuée, Furet, la Fondation Saint-Simon et la social-démocratie hégémonique peuvent alors applaudir à leur aise « la fin de l'exceptionnalité de l'histoire politique française », la réconciliation nationale et le consensus républicain, garantis par la supercherie du pluralisme. Ainsi croient-ils conjurer toute menace pouvant naître de la conscience que la Révolution était porteuse d'un « nouvel état du monde », que son œuvre reste en partie inachevée, que la vocation à l'universel qui dans un sens la caractérisait ne pourra se réaliser qu'avec l'abolition de l'ordre bourgeois.

### **Le subjectivisme en histoire**

Dans son combat pour annihiler toute pensée historique, pour liquider l'histoire, l'idéologie bourgeoise a produit un grand nombre de conceptions, dont le fond commun est le subjectivisme, c'est-à-dire le refus de saisir l'histoire comme un objet susceptible d'une connaissance scientifique, le renoncement à toute espèce de causalité reposant sur les lois objectives qui fondent les processus sociaux. L'histoire n'est alors que le mouvement inintelligible d'une temporalité multiple, et on oublie que le temps qui passe est un processus continu qui produit dans des conditions déterminées du concret, dont le sens spécifique peut être objectivement compris. À l'origine des conceptions réactionnaires actuelles de l'histoire, on trouve très souvent les philosophes allemands du début du siècle : Dilthey, Weber, Jaspers, Simmel, Spengler, Heidegger..., dont la pensée a été introduite en France par Raymond Aron, dans son ouvrage *Introduction à la philosophie de l'histoire*, publié en 1938.

Pour ces philosophies subjectivistes de l'histoire, on peut expliquer la nature mais on ne peut expliquer l'homme, car celui-ci se définit par sa seule conscience, qui est pure liberté. C'est la conscience singulière de l'homme qui s'empare du monde et lui donne sens, un sens qui ne dépend donc que de la liberté de jugement de l'individu et qui varie au gré de la subjectivité. Il ne peut donc exister de vérité objective sur les événements du passé, puisque c'est chaque individu qui construit cette vérité dans sa conscience, qui reconstruit le passé en fonction de son action présente et de ses projets d'avenir.

Un enjeu idéologique important dans les sciences humaines concerne la possibilité d'y appliquer le rationalisme, en particulier un de ses fondements, le principe de causalité. De nombreux idéologues bourgeois, plus ou moins entichés d'irrationalisme, sont partis en guerre contre l'extension du principe de causalité à l'histoire, contre ce qu'ils ont appelé l'« historicisme ». Ici, deux voies ont été explorées. L'une, s'inspirant d'Heidegger, prétend que le rejet de l'« historicisme » passe par une destruction complète du principe de causalité. C'est la voie suivie par Hannah Arendt. L'autre, suivie par Raymond Aron, trouve son inspiration chez Max Weber et cherche à limiter le principe de causalité.

Ainsi, pour Arendt, l'explication causale conduit à l'idéologie, qui elle-même conduit à la terreur.<sup>5</sup> Selon elle, l'idéologie s'apparente à la métaphysique traditionnelle, tout en se parant du prestige de la rigueur scientifique, avec sa prétention à « comprendre le mouvement des processus surhumains, naturels ou historiques ».<sup>6</sup>

Comme nous l'avons mentionné, cette conception discontinuiste et irrationaliste de l'histoire s'inspire en particulier de Heidegger et de sa critique du principe de raison suffisante :

*« On ne peut jamais faire dériver les époques les unes des autres, encore moins les disposer comme les étapes d'un processus d'ensemble ».*<sup>7</sup>

Arendt, pour sa part, précise :

« La nouveauté est le domaine de l'historien, cette nouveauté peut être défigurée si l'historien, insistant sur la causalité, prétend pouvoir expliquer les événements par un enchaînement causal qui les aurait en dernier ressort provoqués [...] À vrai dire, la causalité est une catégorie aussi trompeuse qu'étrangère dans le cadre des sciences historiques ». <sup>8</sup>

L'histoire n'existe donc pas pour les subjectivistes, ou plutôt la réalité historique se dissout dans un système de conjectures excluant toute idée de nécessité, toute idée de causalité. Le passé est inaccessible à la compréhension, il ne subsiste en fait dans la conscience de chacun qu'un passé irrémédiablement mort devenu une illusion, impropre à produire une connaissance. Dès lors, le devenir lui aussi n'est pas nécessaire, il ne peut être le produit d'aucune loi de l'évolution des sociétés. Si la réalité du devenir n'est pas niée par les subjectivistes, elle s'efface cependant très vite derrière leur conception subjective du temps, elle se dissout dans une éternité animée par des oscillations continues. Aucune idée de rupture n'est donc possible dans le cadre de ce processus temporel, marqué par la seule historicité de la conscience privée repliée sur elle-même. Cette théorie de l'histoire admet néanmoins que l'individu peut agir, mais elle considère son action comme un pur acte de foi, comme un pari impulsif et risqué que l'homme engage sur l'avenir, comme un simple jeu de sa volonté. L'action politique ne peut donc être que subjective dans ses mobiles comme dans ses fins, elle ne peut reposer sur les faits qui ne comptent pas, ni sur la connaissance tirée de l'expérience collective, elle ne répond à aucune logique scientifiquement fondée et susceptible de produire le progrès. Finalement, pour le subjectivisme, l'histoire échappe aux masses, comme elle échappe à l'individu qui reste coupé de la réalité du monde et de ses semblables.

Malgré les efforts de Raymond Aron, les circonstances politiques et intellectuelles des années trente n'ont pas permis alors à sa philosophie idéaliste d'importation de s'implanter dans notre pays. À l'époque, ce fut un autre courant qui prit son essor, celui de l'École des *Annales*.

### **Un courant idéaliste dominant : l'École des *Annales***

Parmi les raisons qui expliquent l'hégémonie actuelle dans notre pays des conceptions réactionnaires de l'histoire et de l'évolution des sociétés, on doit mentionner la trahison révisionniste, qui a durablement affaibli la position du prolétariat, obscurci les perspectives de rupture avec le système bourgeois et entraîné l'abandon de toute lutte idéologique contre les théories des classes dominantes. La faiblesse séculaire des marxistes français a favorisé cet abandon, car elle n'a pas permis aux militants communistes de disposer des armes idéologiques qui leur étaient nécessaires pour préserver et renforcer leur conception du monde révolutionnaire.

Ainsi, dans le domaine qui nous intéresse, celui de l'histoire, on doit bien constater que le PCF a rarement été en mesure de défendre de manière conséquente le matérialisme historique, qu'il a souvent réduit cette défense à la réédition de certains textes historiques de Marx ou d'Engels, dont ses idéologues se sont bornés à reprendre les thèses les plus générales. Les historiens membres de ce parti n'ont pas suffisamment été incités à prendre conscience de leurs responsabilités d'intellectuels communistes, ils ne se sont pas montrés à la hauteur des tâches qui leur incombaient et se sont contentés de publier quelques manuels de base, des écrits sans envergure ou des articles de circonstance. Ils ont été amenés à privilégier le combat politique immédiat, au détriment d'une polémique idéologique argumentée avec tous les courants non marxistes, seule susceptible d'affirmer la doctrine de Marx et d'en démontrer le caractère créateur. Peu à peu, au fur et à mesure que la ligne politique du PCF était contaminée par l'opportunisme et qu'eux-mêmes parvenaient à se faire une place dans l'Université et les autres institutions bourgeoises, ils ont incorporé de manière éclectique à leur pensée des pans entiers des différentes théories idéalistes.

Un des courants historiques les plus dangereux que le révisionnisme s'est refusé à combattre pied à pied et avec lequel il a progressivement fusionné est celui de l'École des *Annales*, du nom de la revue fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre dans les années trente. Dans l'après-guerre, sous l'impulsion déterminante de Fernand Braudel, ce courant anti-marxiste parvint à s'assurer une place hégémonique parmi les historiens français. Puis, ayant progressivement conquis de larges secteurs de l'intelligentsia et des médias, il fut amplement divulgué dans le public dans les années soixante-dix sous le nom de « nouvelle histoire ».

À son origine, l'École des *Annales* avait pour intention affichée de rénover l'histoire, en dépassant à la fois l'histoire traditionnelle et le marxisme, au nom d'un prétendu retour au « concret », d'une histoire « globale » capable de retrouver l'homme « total ». À la différence de l'histoire bourgeoise traditionnelle, les « annalistes » ont eu soin de ne pas rejeter purement et simplement l'explication marxiste de l'histoire, mais ils prétendaient s'en accommoder, voire l'adopter sur certains points. Ils visaient ainsi à détourner du marxisme les historiens qui ressentaient l'insuffisance de l'histoire bourgeoise, qui voulaient rompre avec l'histoire idéaliste et recherchaient une nouvelle méthode historique. Cette façon de combattre le marxisme, en niant son caractère novateur et révolutionnaire et en appelant à son intégration dans le fonds commun de la pensée bourgeoise, n'avait en soi rien de nouveau puisqu'elle correspondait à l'époque à la stratégie habituellement suivie par les théoriciens de la social-démocratie, laquelle a donc soutenu à fond l'entreprise des *Annales*.

L'implantation de ce courant s'est réalisée dans les années trente, dans des circonstances favorables dont ses chefs de file ont su tirer parti. A la fin des années vingt, en effet, les conceptions du courant dominant en histoire — représenté par Seignobos — commençaient à être remises en question. C'est alors que Lucien Febvre et Marc Bloch créèrent leur propre revue, qui allait assurer son succès en présentant l'image d'une histoire neuve et dynamique revendiquant la place centrale dans les sciences humaines, en profitant en même temps de la disparition de leurs principaux concurrents, en France (dépassement de la sociologie durkheimienne, déclin de l'école vidalienne de géographie humaine...) comme à l'étranger (l'école historique allemande sombra avec l'avènement du nazisme).

Durant l'Occupation, Bloch entra dans la Résistance et il fut fusillé par les nazis. Ce n'est en fait que dans l'après-guerre, à partir des années cinquante, que les « annalistes » reçurent leur consécration officielle, sous le règne de ministres socialistes de l'Éducation nationale. Appuyés par le pouvoir, ils parvinrent rapidement à monopoliser les postes-clefs de la recherche et de l'enseignement : en 1951, Fernand Braudel était déjà professeur au Collège de France, directeur de la VI<sup>e</sup> section de l'École Pratique des Hautes Études et, ce qui était sans doute le plus décisif, président du jury de l'agrégation d'histoire. Dès lors, profitant de la structure centralisée de l'Université française, ne manquant jamais de moyens, l'École des *Annales* a pu imposer son hégémonie doctrinale et le schématisme de ses conceptions, en ralliant à elle nombre d'historiens incapables de comprendre le matérialisme historique et en installant progressivement ces recrues au sein de l'institution universitaire, jusqu'à en acquérir le contrôle. En même temps, la pénétration des médias et de l'édition fournissait aux « annalistes » les leviers de la communication au public de leur production littéraire.

Selon ses promoteurs, la « nouvelle histoire » n'aurait aucun contenu idéologique, alors qu'elle reproduit en fait les valeurs de la société capitaliste l'idéologie dominante et qu'il y a en réalité identité de vues pour l'essentiel entre cette « nouvelle histoire » et l'histoire bourgeoise traditionnelle.

### **L'apologie du capitalisme éternel**

L'École des *Annales* renonce au fond à la causalité en histoire. Elle ne nie pas explicitement qu'il existe des lois objectives des processus sociaux et que l'historien doit appuyer ses recherches sur ces lois, mais elle se refuse à placer au centre de son étude l'analyse objective des catégories essentielles, spécifiques de chaque société. Les « annalistes » en restent donc à une étude superficielle des phénomènes ; ils substituent à l'analyse scientifique des modes de production une description schématique des « facteurs économiques ». Ils prétendent ainsi tenir compte des « exigences économiques », mais ils se limitent en fait à quelques éléments choisis de manière arbitraire : les techniques, la circulation des marchandises et des moyens de paiement. Ils ne considèrent d'ailleurs que l'action mécanique de ces facteurs, selon une conception réductrice et abstraite du déterminisme.

Avec ce succédané d'histoire économique considérée comme un but en soi et qui se réduit la plupart du temps à l'analyse du commerce et de la circulation, les *Annales* s'alignent totalement sur les positions de l'économie politique bourgeoise. L'influence d'historiens-économistes comme Henri Hauser ou François Simiand a été ici déterminante sur Fernand Braudel. C'est en effet Simiand qui appliqua le premier en histoire la théorie quantitative de la monnaie des théoriciens bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle. Le recours fréquent à un appareil statistique imposant est un autre héritage laissé par Simiand, qui ne contribue pas davantage à faire apparaître les lois spécifiques du régime capitaliste étudié : l'histoire d'une société ne peut se déduire de manière mécanique de la courbe des prix d'une époque.

Le principal successeur de Simiand a été Ernest Labrousse, social-démocrate lui aussi. Bien qu'il ait emprunté certains éléments d'analyse au marxisme, Labrousse a lui aussi rejeté le matérialisme historique et son concept central, celui de mode de production. Il s'est intéressé à la Révolution française, mais il s'est montré incapable d'en expliquer la nécessité, car il a constamment ignoré les rapports de production et la manière dont ceux-ci étaient amenés à se transformer sous l'influence du développement des forces productives féodales.

En se refusant à analyser les aspects essentiels des bases matérielles des sociétés qu'ils étudient, Labrousse, Morazé, Fernand Braudel et les « annalistes » se montrent incapables de distinguer les différents modes de production, et de comprendre en particulier le passage du féodalisme au capitalisme. Ils se contentent de décrire de manière superficielle les formes successives de la circulation des marchandises et de la monnaie, et comme celles-ci apparaissent dès l'antiquité, ils ne voient que des différences quantitatives entre ces diverses formes. Ils mettent ainsi sur le même plan le capital usuraire ou commercial qui commence à s'accumuler sous les régimes esclavagistes et féodal et le capitalisme industriel et financier moderne reposant sur l'exploitation de la force de travail libre. Le serf et le salarié sont mis sur le même plan, ce qui permet de faire disparaître la loi spécifique de l'extorsion du surtravail sous le régime capitaliste.

Loin d'être considéré comme un mode de production défini par la loi de la plus-value, le capitalisme est donc identifié à la catégorie éternelle du profit commercial. L'histoire générale n'est plus alors un processus marqué par la succession des modes de production<sup>10</sup>, mais se réduit à la description du développement du capitalisme éternel, dont la naissance semble remonter à l'aube des temps et qui paraît devoir durer jusqu'à la fin de l'humanité. Il n'y a plus aucune place pour la notion de révolution dans cette conception historique : on feint de croire que le capitalisme a pu étendre son système de production sans briser les vieux rapports féodaux, sans révolution bourgeoise ; on affecte de ne pas voir que le développement actuel de ses forces productives mises en œuvre socialement entre toujours plus en contradiction avec la forme privée de l'appropriation, ce qui rend nécessaire une nouvelle révolution, socialiste.

### **L'éclectisme des *Annales* et de la « nouvelle histoire »**

En ignorant délibérément les rapports de production, les « annalistes » nient en fait le rôle des hommes dans l'histoire. En effet, ce qui constitue les hommes comme tels, ce sont leurs conditions d'existence : les hommes sont principalement le produit des conditions dans lesquelles s'effectue leur activité matérielle, la production et la reproduction de la vie réelle. La manière dont les hommes produisent et les rapports sociaux qu'ils nouent à cette occasion constituent le système des rapports de production. Comme les places différentes occupées au sein des rapports de production définissent les classes sociales, les rapports des hommes entre eux, les rapports sociaux, sont donc des rapports de classes. Or, parmi les actions publiques de multiples personnalités, seules deviennent des actes historiques celles qui sont réellement l'expression de forces sociales agissantes, qui reflètent donc les intérêts de telle ou telle classe sociale. Ces intérêts étant contradictoires, la lutte des classes est le moteur de l'histoire et c'est la participation créatrice des hommes, des masses en lutte qui détermine la marche de l'histoire.

Les historiens bourgeois travaillent constamment à masquer la lutte des classes, en donnant un rôle démesuré à l'individu (isolé de ses conditions d'existence) et en niant même l'existence objective des classes. Les « annalistes » participent à cette mystification en prétendant par exemple définir les classes de manière subjective, par la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes. Une telle définition rend impossible toute explication scientifique du passé et interdit toute perspective d'un avenir débarrassé de l'exploitation de classe.

Les « annalistes » ont prétendu « dépasser » la conception du matérialisme historique, dont ils n'ont retenu que certains concepts sous la forme d'un économisme vulgaire destiné à donner en son temps un air marxiste à leur discours. Mais leur conception est en réalité éclectique, faite d'emprunts à toutes sortes de théories idéalistes (on retrouve là une caractéristique bien connue du socialisme français à la Jaurès). Les systèmes d'explication varient d'un historien à l'autre, diluant les méthodes proprement historiques dans d'autres disciplines introduites de manière empirique.

Febvre réduit ainsi l'histoire à la psychologie, qu'il applique aux individus comme aux nations (cette falsification devient étonnante avec sa conception du nazisme comme catastrophe individuelle survenant dans une Allemagne « éternelle ») ; Morazé reprend une explication démographique et élabore aussi — avec des crédits américains — une théorie fumeuse faisant l'apologie de la civilisation maritime atlantique (les États-Unis), généreuse et démocratique, opposée à la civilisation continentale, autoritaire (la Russie soviétique, bien sûr) ; Braudel se réfugie lui aussi dans un déterminisme géographique étroit (fondé sur une mauvaise géographie d'ailleurs) tout en retrouvant le spiritualisme ancien, voire certains thèmes aux relents racistes. Il liquide la lutte des classes au profit des « conflits de civilisation » et, au nom de la « complexité de l'homme », il substitue le hasard aux causes objectives réelles.

Finalement, tous ces historiens en reviennent aux « forces mystérieuses » de l'histoire, à ses « voies impénétrables », ils réintroduisent la providence et l'irrationnel de l'histoire traditionnelle prétendument dépassée. Le rôle créateur des hommes disparaît et aucune possibilité d'orienter le cours de l'histoire ne leur est reconnue. Braudel l'avoue en conclusion de son œuvre principale : « Je suis toujours tenté, devant un homme, de le voir enfermé dans un destin qu'il fabrique à peine. » En fait, en liquidant l'héritage de l'histoire dite traditionnelle, les « annalistes » ont liquidé en même temps celui des historiens de la fin du XVIII<sup>e</sup> ou du XIX<sup>e</sup> siècles (Barnave, Thierry, Guizot, Michelet) qui, en représentants de la bourgeoisie en lutte contre l'ordre féodal, avaient par rapport à eux un sens bien supérieur des réalités sociales et économiques et de la lutte des classes, même si leurs conceptions étaient encore peu scientifiques.

Dans les années soixante-dix, la « nouvelle histoire » a poursuivi son offensive contre la pensée historique et la science historique véritable, en adoptant toute une série de nouveaux concepts prétendument opératoires importés d'autres disciplines. Ainsi, ce n'est pas un hasard si la sociologie empirique et quantitative a fortement influencé les « nouveaux historiens », quand on sait que cette pseudo science provient directement des États-Unis, société particulièrement « dé-historisée », où les mythes intemporels de la consommation, de l'abondance, de la technique semblent assurer une domination sans limite du capital.

Contre le matérialisme historique, la « nouvelle histoire » a aussi prétendu utiliser l'anthropologie ou l'ethnologie, en tentant par exemple d'opposer le rôle des rapports de parenté à la connaissance des rapports sociaux de production, qui seule permet de saisir dans sa totalité la structure propre du système concret étudié. La « nouvelle histoire » a simultanément élargi ses « champs d'observation » à des « objets historiques » nouveaux qui ont également contribué à rejeter à l'arrière-plan l'analyse des structures matérielles. On a ainsi abouti à un émiettement de la réalité historique où l'étude des mentalités prenait de plus en plus d'importance. Selon la conception idéaliste subjective de ces historiens des structures idéologiques, l'histoire des hommes se réduit ainsi à la « succession des systèmes de conscience de soi ».

### **Une histoire immobile**

Avec la vogue de l'histoire des mentalités, on retrouve une conception commune à tous les « annalistes » et dont Braudel s'est fait le théoricien : la « longue durée ». Tous les historiens évoqués ici privilégient la stabilité et la permanence des structures et remettent en cause de cette façon aussi la notion de changement, celle de mutation brusque et progressiste en histoire. Sous prétexte de rejeter l'histoire événementielle, ils laissent de côté les événements politiques, comme si ces faits historiques concrets n'étaient pas la conséquence objective du rôle agissant des hommes, qui sont les véritables créateurs des événements. Pour les « nouveaux historiens », l'histoire n'est donc plus rythmée par l'intervention humaine qui lui donne un sens particulier, elle semble au contraire soumise à des oscillations éternelles, à une évolution cyclique ou paraît même éternellement immobile. Dans ce sens, un événement aussi considérable qu'une révolution sociale ne peut qu'être désapprouvé par ces historiens réactionnaires, dont le rôle en définitive est d'expliquer que l'ordre immuable des choses ne doit pas être dérangé. Comme l'écrit Jacques Revel : « L'histoire majoritaire aux *Annales* est étrangère à toute analyse du changement social, à toute explication du passage d'un système historique au suivant. »

Afin de donner l'illusion d'une certaine scientificité à cette histoire immobile, les « nouveaux historiens » se sont particulièrement plu à recourir aux méthodes quantitatives. Sur la base d'une documentation sérielle impressionnante, ils ont prétendu établir la rationalité de leurs observations en utilisant le formalisme ou la modélisation mathématiques. En fait, l'utilisation des méthodes quantitatives a plusieurs fois conduit des historiens à commettre des anachronismes ridicules, preuve que la magie des chiffres prenait le pas sur la conceptualisation nécessaire au travail de synthèse. Les « nouveaux historiens » ont ainsi démontré une fois de plus qu'ils étaient incapables de saisir la totalité historique, qui ne peut être épuisée par l'étude de multiples phénomènes quantifiables, aussi nombreux soient-ils, choisis on ne sait trop comment. La réalité historique est en effet le produit de rapports sociaux déterminés, et les classes sociales, l'État... sont des objets historiques qui ne peuvent se réduire à des tableaux de chiffres. Le salaire lui-même, dont nos historiens s'affairent à décrire l'évolution, ne se confond nullement avec une courbe de longue durée, il n'est pas une chose simplement mesurable, mais bien plutôt un rapport : la catégorie de salaire reflète en réalité un aspect des rapports sociaux sous le capitalisme, des rapports d'exploitation.

Enfin, il faut souligner que la mode du structuralisme a fortement influencé nos historiens adeptes de l'histoire quantitative et de l'immobilisme. Les conceptions anti-historiques de Claude Lévi-Strauss, son opposition à l'histoire en tant que science, vont en effet elles aussi dans le sens de la négation du mouvement, de l'abandon du sens de l'histoire. En s'intéressant de manière exclusive à la recherche des invariances dans les sociétés, en les acceptant sans critique, les structuralistes privilégiaient la stabilité des formes et des structures, sans voir que celles-ci ont des contenus qui peuvent varier profondément et qu'elles-mêmes ne sont jamais éternelles. Lévi-Strauss ne pouvait que rencontrer les « annalistes » par sa volonté d'abolir lui aussi le sens du temps (figé dans l'étude des sociétés archaïques) et le temps lui-même. Avec lui, le fait historique se réduit à une simple perturbation irrationnelle des structures existantes, et c'est l'idéologie du statu-quo, la justification de l'ordre existant qui prévaut.

D'autre part, ce fond invariant constitue un « inconscient social », qui ne peut être révélé que par une construction intellectuelle, un modèle (la « structure », précisément), œuvre de l'ethnologue. Les hommes ne peuvent donc accéder, dans le temps présent, à la conscience de leur activité historique. C'est cette veine réactionnaire qu'ont poursuivie Michel Foucault et Louis Althusser, en proclamant la disparition du sujet de l'histoire, en éliminant l'homme de la réalité complexe et connaissable du monde dont il ne subsiste plus rien de concret, qui se réduit alors à un système structuré par le seul discours, par le langage. Comme l'écrit Paul Veyne, pour Foucault non seulement les hommes ne savent pas ce qu'est leur pratique, mais ils ne savent même pas qu'ils ne savent pas, « à la manière d'un automate qui ne voit pas qu'il ne voit pas. »<sup>11</sup>

Pour empêcher les hommes de prendre conscience que l'histoire peut servir à transformer le monde, la bourgeoisie s'efforce d'éliminer toute pensée historique. Pour faire disparaître toute réflexion critique sur la société, pour éviter l'apparition de toute idée de rupture historique, elle tente de dénaturer le passé, d'en bannir la mémoire. En même temps, elle s'efforce de présenter le présent comme figé et sans possibilité d'un devenir autre. Le temps viendra pourtant nécessairement où le prolétariat, où les masses se redonneront une mémoire, pour guider leur action révolutionnaire et construire leur propre histoire émancipée.

### **Notes :**

<sup>1</sup> K. Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*.

<sup>2</sup> Cf. « Notes critiques relatives à l'article Le Roi de Prusse et la Réforme sociale », in *Vorwärts* du 7 août 1844.

<sup>3</sup> Interview au journal *The World*, in *Woodhull and Claffin's Weekly* du 12 août 1881.

<sup>4</sup> Selon Marx, la Terreur est d'une certaine façon un drame, au cours duquel « l'Etat politique comme tel naît violemment de la société bourgeoise », tente de « faire prévaloir son universalité », « cherche à étouffer ses conditions primordiales » en affrontant tous les éléments de cette société bourgeoise. Mais cette tentative rencontre nécessairement sa propre limite, car elle s'effectue de façon trop strictement politique et apparaît comme une vaine autonomisation du politique (cf. *La Question Juive*).

<sup>5</sup> « Toutes les idéologies comprennent des éléments totalitaires », écrit-elle dans *Le Système totalitaire*, Le Seuil, 1973, p. 218.

<sup>6</sup> *Id.*, p. 220.

<sup>7</sup> *Le Principe de raison*, Gallimard, p. 201.

<sup>8</sup> « Compréhension et politique », in *Esprit*, juin 1980, p. 76.

<sup>9</sup> Arendt écrit : « Tout acte est un miracle, c'est-à-dire quelque chose à quoi on ne pouvait s'attendre » (*La Crise de la culture*, Gallimard, 1971, p. 220). Pour elle, « les idéologies ne s'intéressent jamais au miracle de l'Être. » (*Le Système totalitaire*, p. 217)

<sup>10</sup> La notion plus ou moins ambiguë de « formation économique et sociale », voire celle de « civilisation » dont Toynbee et Spengler ont fait un usage mystique, ont particulièrement servi à la remise en cause du concept de « mode de production », en tant qu'outil théorique forgé par Marx à partir d'une ample réflexion historique.

<sup>11</sup> « Foucault révolutionne l'histoire », in *Comment on écrit l'histoire*, Le Seuil, 1979, p. 216.